

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet KIOSK REPLACEMENT RFP		
Solicitation No. - N° de l'invitation 47054-124625/A		Date 2012-07-31
Client Reference No. - N° de référence du client 1000304625		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XQ-002-24695		
File No. - N° de dossier 002xq.47054-124625	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-09-10		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Chevrier, Stéphane		Buyer Id - Id de l'acheteur 002xq
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-8224 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Scientific, Medical and Photographic Division / Division de
l'équipement scientifique, des produits photographiques et
pharmaceutiques
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
6B1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

47054-124625/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

002xq

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

1000304625

002xq47054-124625

Agence des services frontaliers
du Canada (ASFC)

Projet du poste de déclaration
pour les voyageurs dignes de
confiance et de la technologie
de reconnaissance de l'iris

Demande de soumissions n°
47054-124625

TABLE DES MATIÈRES

Partie 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demande de renseignements – en période de soumission
4. Lois applicables
5. Données volumétriques
6. Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions
2. Section I : Soumission technique
3. Section II : Soumission financière
4. Section III : Attestations

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

1. Attestations relatives au Code de conduite – Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire
2. Attestations préalables à l'attribution du contrat
 - 2.1 Programme de contrats fédéraux
 - 2.2 Statut et disponibilité du personnel
 - 2.3 Attestation du soumissionnaire – Logiciel commercial
 - 2.4 Expérience
 - 2.5 Attestation du fabricant original de matériel
 - 2.6 Attestation de l'éditeur de logiciels et autorisation de l'éditeur de logiciels

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Capacité financière
3. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Renseignements personnels
12. Matériel
13. Logiciel sous licence
14. Maintenance et soutien du logiciel sous licence
15. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
16. Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)
17. Exigences en matière d'assurance
18. Limitation de la responsabilité
19. Déclarations et garanties
20. Préservation des supports électroniques
21. Exigences en matière de rapports
22. Accès aux biens et aux installations du Canada
23. Biens du gouvernement
24. Services de transition
25. Protection des prix – Meilleur client (nouvelles catégories de main-d'œuvre)
26. Procédures de gestion du changement
27. Résolution de différends
28. Processus d'examen des données livrables
29. Entrepreneur en coentreprise
30. Entente de coentreprise (Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire n'est pas constitué en coentreprise.)

Liste des annexes du contrat subséquent

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Tableaux d'établissement des prix;
Annexe C	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
Annexe D	Exigences en matière d'assurance
Annexe E	Demande de paiement progressif (PWGSC-TPSGC 1111)
Annexe F	Processus de demande relative au contrat ou formulaire d'autorisation de tâche

Liste des pièces jointes de la partie 3 (Instructions pour la préparation des soumissions)

Pièce jointe A Instructions pour la préparation des soumissions

Liste de pièces jointes de la partie 4 (Procédures d'évaluation et méthode de sélection)

Pièce jointe A Procédures d'évaluation et base de sélection

Pièce jointe B Tableaux d'évaluation et de présentation des propositions techniques – Exigences obligatoires

Pièce jointe C Tableaux d'évaluation et de présentation des propositions techniques pour le projet des postes de déclaration pour voyageurs de l'ASFC – Exigences cotées

Formulaires

- Formulaire 1 – Formulaire de présentation de la soumission
- Formulaire 2 – Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel (FOM)
- Formulaire 3 – Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciels
- Formulaire 4 – Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciels
- Formulaire 5 – Formulaire de consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

**DEMANDE DE SOUMISSIONS PORTANT SUR
LES POSTES DE DÉCLARATION POUR VOYAGEURS (IRIS)
POUR
L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA**

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : présente une description générale du besoin.
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions.
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires des instructions sur la façon de préparer leur soumission.
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon dont se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission ainsi que la méthode de sélection.
- Partie 5 Attestations : indique les attestations à fournir.
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, les tableaux d'établissement des prix, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et les exigences en matière d'assurance.

2. Sommaire

2.1 Introduction

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) doit trouver un entrepreneur pour le

remplacement des postes libre-service existants et de la technologie biométrique actuelle de reconnaissance de l'iris par de nouveaux postes libre-service et une nouvelle technologie biométrique pour de multiples emplacements au Canada. L'entrepreneur doit fournir, livrer et assembler les postes libre-service, y compris l'ensemble du matériel et des logiciels système sous licence, la garantie, l'entretien et le soutien, la formation, les services professionnels et la documentation technique. L'État doit avoir la possibilité d'acheter des postes et des appareils individuels de balayage de l'iris supplémentaires, et de prolonger la durée du contrat. Les exigences comprennent le retrait et l'élimination par l'entrepreneur de tous les postes du client actuellement en place avant le déploiement.

2.2 Programme de l'ASFC pour les voyageurs dignes de confiance

Les programmes pour les voyageurs dignes de confiance sont conçus pour accélérer le passage à la frontière des voyageurs à faible risque. Les postes libre-service permettent aux participants de ces programmes de passer plus rapidement la frontière en procédant à l'authentification et à l'évaluation des risques associés à leur passage et en offrant une fonction de déclaration douanière pour les voyageurs. Ces procédures sont effectuées d'ordinaire lors d'une inspection primaire conventionnelle. Les participants préinscrits et préapprouvés peuvent franchir la frontière canadienne rapidement et sans difficulté s'ils choisissent d'utiliser un poste libre-service plutôt que de s'engager dans les files d'attente habituelles à la frontière. Ils n'ont pas à traiter avec les agents des douanes ou de l'immigration à moins qu'ils ne soient dirigés vers l'un d'eux ou sélectionnés au hasard pour une inspection plus poussée. Les agents du client peuvent ainsi concentrer leurs ressources sur les voyageurs inconnus ou présentant des risques plus élevés.

Les postes libre-service sont une composante importante de l'activité de facilitation à la frontière qui englobe plusieurs programmes pour les voyageurs dignes de confiance, le plus vaste étant le programme NEXUS, comptant plus de 600 000 participants.

Pour adhérer à un tel programme, le demandeur peut s'inscrire en ligne ou remplir un formulaire papier. Une fois sa demande approuvée, le participant doit se rendre à un centre d'inscription pour finaliser le processus d'inscription. Une image de l'iris du demandeur et une photo numérique sont prises, puis versées dans une base de données. Le participant approuvé reçoit une carte de membre. Lorsqu'il utilise un mode de transport aérien, le participant peut utiliser un poste libre-service muni d'un appareil de reconnaissance de l'iris plutôt que s'engager dans les files d'attente habituelles pour franchir la frontière.

La technologie des postes libre-service fait partie des initiatives de facilitation à la frontière du client depuis son introduction à Vancouver en 1995 dans le cadre d'un projet pilote. Les postes libre-service sont devenus un outil officiel du client avec le lancement de CANPASS Air en juillet 2003. En 2004, le programme binational Canada/États-Unis NEXUS a été instauré.

Le client possède et exploite actuellement 68 postes utilisant la technologie biométrique de reconnaissance de l'iris, postes qui sont déployés dans les huit aéroports internationaux principaux du Canada, y compris dans les zones de prédédouanement de la Customs and Border Protection (CBP) des États-Unis. Ces postes sont utilisés depuis 2003. Le client prévoit remplacer tous les postes et périphériques en place, ainsi que l'infrastructure liée au balayage de l'iris (y compris les appareils de balayage et le dispositif de comparaison des iris).

2.3 Description d'un poste de client de l'ASFC

L'image suivante est celle d'un poste du client actuellement déployé dans un environnement de production. Il est important de noter que cette illustration n'est fournie qu'à titre informatif et qu'elle n'a pas d'incidence sur la solution proposée par l'entrepreneur.



2.4 Période du contrat et options

Le contrat sera en vigueur pendant soixante (60) mois à compter de la date d'attribution du contrat. Le Canada pourra se prévaloir d'options irrévocables lui permettant de prolonger la durée du contrat de cinq (5) périodes d'un (1) an, selon les mêmes modalités. Pour de plus amples renseignements, consultez la section 4 de la partie 7 de la demande de soumissions.

2.5 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la partie 6, – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la partie 7 – Clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires devraient consulter le document intitulé « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC – Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

À titre indicatif seulement, les soumissionnaires sont informés par la présente que les délais d'obtention d'une attestation de sécurité peuvent être longs et qu'ils dépendent du niveau de sécurité requis. L'obtention de ces attestations relève de la seule responsabilité des soumissionnaires.

2.6 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

2.7 Les soumissionnaires sont informés par la présente que selon l'article 01 des instructions uniformisées 2003, un formulaire de consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire doit être joint à la soumission, d'ici la date de clôture de la demande de soumissions, pour chaque personne siégeant actuellement sur le conseil d'administration du soumissionnaire.

2.8 Conflit d'intérêts

Sans limiter les droits du Canada en vertu de l'article 17 du document 2003 (2010-01-11) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, les personnes suivantes du secteur privé qui ne sont pas employées par l'État ont été embauchées pour la préparation de la présente demande de soumissions :

- i) Mark Czerwinski (CORADIX Technology Consulting Ltd);
- ii) Geoff Brazeau (Bragelo Group Inc.);

- iii) Leigh Carroll (Bragelo Group Inc.);
- iv) Bruce Maynard (Knowles Consultancy Services Inc. et Hill International Inc.[en coentreprise]);
- v) Peter Woods (Knowles Consultancy Services Inc. et Hill International Inc.[en coentreprise]).

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 10 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

- a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- c) Le document 2003 (2012-07-11) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de divergence entre les dispositions du document 2003 et le présent document, ce dernier l'emporte.
- d) Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : cent-quatre-vingts (180) jours

2. Présentation des soumissions

- a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions, dont voici l'adresse :

Réception des soumissions – TPSGC
11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Noyau 0A1
Gatineau (Québec) K1A 0S5

- b) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à TPSGC ne seront pas acceptées.
- c) Cependant, TPSGC prendra en compte les changements transmis par télécopieur qui ont été apportés à une proposition ayant déjà été envoyée au Module de réception des soumissions (p. ex. : modifications des tarifs et changements techniques). Ces changements seront acceptés uniquement s'ils sont transmis au Module de réception avant la date et l'heure de clôture de la présente demande de soumissions. Il faut clairement indiquer qu'il s'agit d'une révision et préciser quelles dispositions ou parties précises de la soumission ont été changées. Le seul numéro de télécopieur où l'on peut envoyer des révisions aux soumissions présentées pour tenir compte des modifications émises par l'administration centrale de TPSGC est le 1-819-997-9776.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : En présentant une soumission, les soumissionnaires s'engagent à respecter les clauses et les conditions de la présente demande de soumissions, les clauses de tout contrat subséquent énoncées à la partie 7 de la présente demande de soumissions ainsi que l'ensemble des exigences de l'EDT, y compris ses annexes.

3. Demande de renseignements – en période de soumission

- a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- b) Les soumissionnaires doivent citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question. Ils doivent prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec précision. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de

renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

- a) Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, au Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.
- b) À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'Énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles soient soumises à l'autorité contractante conformément au paragraphe intitulé « Demandes de renseignements – en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

6. Données volumétriques

Les volumes estimatifs indiqués dans la demande de soumissions sont fournis aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que l'utilisation future du matériel et du logiciel par le Canada correspondra à ces données. Elles sont fournies à des fins d'information seulement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

a) Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- i) Section I : Soumission technique (neuf copies papier et deux copies électroniques sur CD)
- ii) Section II : Soumission financière (deux copies papier et une copie électronique sur CD)
- iii) Section III : Attestations (deux copies papier et deux copies électroniques sur CD)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique. Cependant, si des phrases, des paragraphes ou des pages sont manquantes dans la copie papier mais se retrouvent dans la copie électronique, le Canada utilisera les phrases, les paragraphes ou les pages manquantes si le soumissionnaire confirme que ceux-ci doivent être pris en considération.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires identifient une copie maître de leur réponse complète. En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes, le libellé de l'original l'emportera.

b) Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- i) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

c) Les soumissions multiples émanant d'un même soumissionnaire ne sont pas permises pour répondre à la présente demande de soumissions. Chaque soumissionnaire doit présenter une seule soumission. Aux fins de cette demande de soumissions, les membres individuels d'une coentreprise ne sont pas considérés comme étant le même soumissionnaire que la coentreprise dont ils font partie. Si un soumissionnaire présente plus d'une soumission, le Canada choisira, à sa discrétion, la soumission qu'il prendra en considération.

d) En avril 2006, le Canada a approuvé une politique qui oblige les ministères et les organismes fédéraux à prendre les mesures nécessaires pour intégrer les considérations environnementales au processus d'approvisionnement, conformément à la

Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

2. Section I : Soumission technique

- a) Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission technique, conformément au présent article et selon les différentes parties de la présente demande de soumissions. La soumission technique doit respecter toutes les exigences obligatoires de la soumission technique comprises dans la pièce jointe B, de la partie 4, de la présente demande de soumissions, ainsi que tous les critères d'évaluation cotés de la soumission technique compris dans la pièce jointe C, de la partie 4, de la présente demande de soumissions.
- b) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient montrer de manière claire, précise et complète que la solution proposée répondra au besoin.
- c) La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé est déjà traité.
- d) La soumission technique comprend ce qui suit :
 - i) **Justification de la conformité technique** : La réponse aux exigences obligatoires et cotées techniques, ainsi que toute la documentation à l'appui.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Pour faciliter la préparation et l'évaluation des soumissions, les soumissionnaires devraient préparer et présenter leur soumission technique conformément aux instructions énoncées dans la pièce jointe A de la partie 3 de la DP.

3. Section II : Soumission financière

- a) Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en dollars canadiens et en conformité avec le barème de prix détaillé à la Pièce jointe D de la Partie 4. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.
- b) Les soumissionnaires doivent présenter leur(s) prix et/ou taux en y incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens, s'il y a lieu, mais en excluant la TPS ou la TVH.
- c) Au moment de préparer leur soumission financière, les soumissionnaires doivent inclure toute l'information demandée pour le barème de prix détaillé à la Pièce jointe D de la Partie 4 - Tableaux d'établissement des prix.
- d) Les soumissionnaires devraient inclure les renseignements suivants dans leur soumission financière :
 - i) leur dénomination sociale;
 - ii) leur numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA);
 - iii) le nom de la personne-ressource (y compris son adresse postale, ses numéros de téléphone et de télécopieur, et son adresse électronique) autorisée par le soumissionnaire à communiquer avec le Canada relativement à :
 - a) leur soumission;
 - b) tout contrat subséquent pouvant découler de leur soumission.

Pour soumettre les renseignements susmentionnés, les soumissionnaires doivent joindre le formulaire de présentation des soumissions (formulaire 1 ci-joint) à leur soumission. Il fournit une forme commune selon laquelle les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, tels que le nom d'une personne-ressource, le numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) du soumissionnaire et le statut du soumissionnaire en vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi. L'utilisation de ce formulaire pour fournir les renseignements n'est pas obligatoire, mais elle est recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.

e) Fluctuation du taux de change

C3010T (2010/01/11), Fluctuation du taux de change

4. Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la partie 5 de la demande de soumissions.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédure d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

Les procédures d'évaluation et la méthode de sélection sont détaillées à la pièce jointe A de la partie 4 de la DP.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies conformément aux articles ci-dessous.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.1 Attestations relatives au Code de conduite – Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

5.1.1 Les soumissionnaires doivent joindre à leur offre, d'ici la date de clôture de la demande de soumissions :

- (a) une liste complète des noms de chacune des personnes qui occupent actuellement les fonctions de directeur pour le soumissionnaire;
- (b) un formulaire de consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229) dûment rempli et signé, pour chaque personne indiquée sur la liste.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

Les soumissionnaires doivent utiliser les formulaires de présentation de la soumission pour fournir les renseignements exigés dans les attestations requises ci-dessous.

5.3 Programme de contrats fédéraux – Attestation

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Pour faciliter la préparation et l'évaluation des soumissions, les soumissionnaires devraient préparer et présenter leur soumission technique conformément aux instructions énoncées dans la pièce jointe A de la partie 3 de la DP.

- a) Conformément au Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en œuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujetti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

- b) Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes c) i) ou ii) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.
- c) Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- i) n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada ;
- ii) n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, L.C. 1995, ch. 44;
- iii) est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus. Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- iv) est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC : <http://www.rhdcc.gc.ca/fr/passerelles/topiques/wzp-gxr.shtml>.

5.4 Statut et disponibilité du personnel

a) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'il est exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ces derniers. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualifications et l'expérience du remplaçant proposé. Aux fins de cette clause, seuls les motifs suivants seront considérés comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

b) Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, en déposant une soumission, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5.5 Attestation du soumissionnaire – Logiciel commercial

Tout le matériel et tous les logiciels proposés pour répondre à cette exigence doivent être des produits commerciaux (à moins d'un énoncé contraire dans la présente demande de soumissions), ce qui signifie que chaque élément de matériel et de logiciel est offert sur le marché, qu'il n'exige aucune recherche ni développement supplémentaire et qu'il fait partie intégrante d'une gamme de produits existante dont le fonctionnement est éprouvé (c.-à-d. qui n'ont pas simplement fait l'objet d'essais en laboratoire ou dans un environnement expérimental). Si un logiciel ou un matériel du système proposé est une extension entièrement compatible d'une gamme de produits éprouvés, il doit avoir été annoncé publiquement au plus tard à la date de clôture de la présente demande de soumissions. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que tout le matériel et tous les logiciels proposés sont des produits commerciaux.

5.6 Expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé pour répondre au besoin possède les qualifications minimales et l'expérience énoncées dans l'EDT, et est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.7 Attestation du fabricant original de matériel (FOM)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire de présentation de la soumission 2 pour fournir les renseignements nécessaires relativement à la présente attestation. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation du FOM, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires et des FOM qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis.

a) Tout soumissionnaire qui n'est pas le fabricant original de matériel (FOM) pour tous les éléments de matériel proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter un certificat du FOM attestant son autorisation de fournir et de maintenir le matériel du FOM, qui doit

être signé par le FOM (non pas le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas le FOM du matériel qu'il propose de fournir au Canada si le certificat du FOM n'a pas été fourni au Canada. Les soumissionnaires doivent utiliser le formulaire d'attestation du FOM compris dans la demande de soumissions (formulaire 2 de la DP). Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation du FOM, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires et des FOM qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis.

- b) Si le matériel proposé par le soumissionnaire provient de plusieurs FOM, une attestation distincte est exigée pour chaque FOM.
- c) Les soumissionnaires doivent fournir une attestation provenant du FOM du dispositif de saisie de dactylogramme (DSD) proposé à savoir qu'il ne doit pas atteindre sa « fin de vie » avant au moins trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat et que le soutien technique sera disponible pendant cette période.
- d) Aux fins de la présente demande de soumissions, FOM désigne le fabricant du matériel, comme en témoigne le nom qui apparaît sur le matériel, sur tous les documents connexes, sur les rapports obligatoires d'attestation, et sur tous les logiciels de soutien.

5.8 Attestation de l'éditeur de logiciels et autorisation de l'éditeur de logiciels

Remarque à l'intention des soumissionnaires : On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciels contenu dans la demande de soumissions (formulaire 3 ou 4, selon le cas). Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans les formulaires d'attestation de l'éditeur de logiciels et d'autorisation de logiciels, il n'est pas obligatoire d'utiliser ce formulaire pour le faire. Dans le cas des soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis.

- a) Si le soumissionnaire est l'éditeur de l'un ou l'autre des composants des logiciels privés proposés, le Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur de logiciels. Les soumissionnaires doivent utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciels compris dans la demande de soumissions (formulaire 3 de la DP). Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciels, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis.
- b) Dans la présente demande de soumissions, « éditeur de logiciels » désigne le propriétaire de tout logiciel proposé dans la soumission qui a le droit d'octroyer une licence (et

d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels.

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

5.9 Attestation de l'équipe

Le Canada est persuadé qu'il existe une solide corrélation entre la réussite d'une initiative et l'existence d'une relation solide entre les membres de l'équipe (coentrepreneurs, associés, organisation mère, organisation affiliée, filiale et sous-traitants majeurs de premier niveau).

Donc, en signant l'attestation de l'équipe qui suit, le soumissionnaire certifie que :

- i) tous les membres de l'équipe du soumissionnaire mentionnés dans sa proposition ont signé une entente de formation d'équipe ou un contrat à l'égard des services à fournir dans le cadre de tout contrat découlant de la présente DP, avant la date de clôture des propositions (une lettre d'intention signée par un membre de l'équipe ne suffit pas);
- ii) si un membre de l'équipe est une organisation connexe (c.-à-d. une organisation mère, une organisation affiliée ou une filiale), l'entente de formation d'équipe ou le contrat pour les services en rapport avec l'expérience mise de l'avant par le soumissionnaire doit stipuler que le soumissionnaire peut compter sur l'expérience du membre de l'équipe et s'en servir pendant toute la période d'exécution d'un contrat éventuel;
- iii) si un membre de l'équipe est un sous-traitant majeur de premier niveau ou un associé commanditaire, l'entente de formation d'équipe ou son contrat doit stipuler que le membre de l'équipe dont l'expérience est présentée pour évaluation sera activement chargé de l'exécution des services en rapport avec cette expérience dans le cadre d'un contrat éventuel.

Pour montrer qu'il satisfait à cette exigence, le soumissionnaire doit fournir l'attestation suivante :

SIGNATURE D'ATTESTATION

Nous attestons par la présente avoir respecté les exigences susmentionnées et signé des ententes de formation d'équipe conformes aux exigences susmentionnées avec les membres de l'équipe suivants :

(Les soumissionnaires doivent indiquer le nom des organisations pour lesquelles des ententes de formation d'équipe ont été mises en place).

Nous attestons également que la signature qui suit est celle d'une personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire.

Signature

Date

Titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire

Nom du soumissionnaire

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
- i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valide tel qu'indiquée à la partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - ii) les individus proposés par le fournisseur qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiquée à la partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - ii) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
- b) Le Canada ne retardera pas l'attribution de tout contrat pour permettre aux soumissionnaires d'obtenir l'attestation de sécurité nécessaire.
- c) Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC – Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.
- d) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la sécurité.

6.2 Capacité financière

- 6.2.1** Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante pourra,

dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des soumissions. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.

- a) Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
- b) Si les états financiers mentionnés au paragraphe a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- c) Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :
 - i) le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);
 - ii) les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- d) Une attestation du directeur principal des finances ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
- e) Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant offert du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.

- f) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les deux premières années du besoin visé par la présente demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.
- g) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie du projet portant sur les deux premières années du besoin visé par la présente demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre du besoin. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

6.2.2 Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.

6.2.3 Si le soumissionnaire est la filiale d'une autre entreprise, alors, les renseignements financiers présentés aux paragraphes 6.2.1 a) à f) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.

6.2.4 Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC : Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par le Groupe d'analyse des coûts et des prix du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :

- a) le soumissionnaire indique par écrit à l'autorité contractante les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
- b) le soumissionnaire autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin.

Il incombe au soumissionnaire de confirmer auprès de l'autorité contractante que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.

6.2.5 Autres renseignements : Le Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du soumissionnaire.

6.2.6 Confidentialité : Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20 (1) b) et c).

6.2.7 Sécurité : Pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire peut lui offrir, aux frais du soumissionnaire (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

6.3 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

a) _____ (l'« entrepreneur ») doit effectuer les travaux et fournir les biens et services conformément à l'**annexe A – Énoncé des travaux**.

- b) **Client :** Dans le cadre du contrat, le « **client** » est l'Agence des services frontaliers du Canada.
- c) **Réorganisation du client :** La redésignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent également de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est similaire à celle du client d'origine.
- d) **Définition des termes :** Les termes et expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans ce contrat ont le sens qui leur a été attribué dans ces conditions. De plus, les termes et expressions ci-dessous correspondent aux définitions suivantes :
 - i) toute référence à « **livrable** » ou « **livrables** » signifie le matériel, la licence d'utilisation du logiciel sous licence (le logiciel sous licence lui-même n'est pas un livrable, car il n'est que l'objet d'une licence dans le cadre du contrat et il est ni vendu ni concédé) et le matériel loué.

7.1.1 Demande relative au contrat – Biens et services fournis sur demande

- a) **Objet de la demande relative au contrat :** Le Canada commandera les biens et les services à fournir dans le cadre de ce contrat, sur demande, au moyen d'une demande relative au contrat.
- b) **Processus d'émission d'une demande relative au contrat :** Lorsqu'une tâche est requise, un « énoncé de tâche » préliminaire est préparé par le responsable technique et envoyé à l'entrepreneur. À la réception de l'énoncé de tâche, l'entrepreneur doit présenter une proposition à l'autorité identifiée dans la demande relative au contrat contenant l'information détaillée sur les coûts et le temps requis pour exécuter la tâche. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être préparée selon les tarifs stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour avoir présenté une proposition ou pour avoir fourni d'autres renseignements requis pour préparer ou établir une demande relative au contrat. L'entrepreneur doit fournir toute information demandée par le Canada et liée à la préparation de la demande relative au contrat dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la demande.
- c) **Processus d'émission d'une demande relative au contrat nécessitant beaucoup d'efforts :** Si la préparation d'une demande relative au contrat nécessite beaucoup d'efforts (10 jours ouvrables ou plus) de la part de l'entrepreneur, celui-ci doit aviser le responsable technique et l'autorité contractante des coûts que

nécessite la préparation d'une telle demande, ou du moins d'une « estimation des coûts ». En pareil cas, l'autorité contractante devra :

- i) retirer la réponse à la demande relative au contrat;
- ii) permettre à l'entrepreneur de procéder à la préparation de la demande relative au contrat en émettant une demande relative au contrat pour préparer une demande nécessitant beaucoup d'efforts, auquel cas le Canada sera tenu de payer les coûts de la préparation par l'entrepreneur de la demande relative au contrat, en n'excédant pas le montant des coûts estimés.

d) Processus d'approbation

Approbation du responsable technique – À la réception de la proposition de prix de l'entrepreneur en réponse à la demande relative au contrat, le responsable technique examine et évalue la proposition, et peut communiquer avec l'entrepreneur et/ou demander à le rencontrer pour préciser certains points, s'il y a lieu. Si la proposition de prix est jugée inacceptable, la demande relative au contrat est retournée à l'entrepreneur pour que ce dernier en corrige les lacunes. Si elle est jugée acceptable par le responsable technique, celui-ci approuvera la demande relative au contrat, en signant la case 10.0 du formulaire connexe de demande relative au contrat de la proposition de prix et en transmettra une copie signée à l'autorité contractante aux fins d'examen et d'approbation.

Approbation de l'autorité contractante – À la réception de la proposition de prix de l'entrepreneur en réponse à la demande relative au contrat, l'autorité contractante examine et évalue la proposition, et peut communiquer avec le responsable technique ou l'entrepreneur et/ou demander à le rencontrer pour préciser certains points, s'il y a lieu. Si la proposition de prix est jugée inacceptable, la demande relative au contrat est retournée à l'entrepreneur (avec une copie au responsable technique) pour que ce dernier en corrige les lacunes. Si l'autorité contractante approuve la proposition de l'entrepreneur pour la tâche, elle émettra la demande relative au contrat, en signant la case 9.0 du formulaire connexe de demande relative au contrat de la proposition de prix et transmettra une copie signée de la version définitive du formulaire de demande relative au contrat à l'entrepreneur et à l'autorité contractante. L'acceptation et l'émission ou le rejet d'une demande relative au contrat est à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

Aucune restriction n'empêche le Canada d'acheter ou de fournir à l'interne du travail provenant d'autres sources, si le Canada juge, à son entière discrétion, l'estimation des coûts de l'entrepreneur inacceptable en ce qui concerne la demande relative au contrat.

- e) Autorisation d'émettre une demande relative au contrat :** Toute demande relative au contrat, peu importe la valeur, sera émise conformément au processus décrit à l'article 1.1 a) à d) ci-dessus.

f) Contenu d'une demande relative au contrat : Une demande relative au contrat doit comprendre les renseignements suivants, selon le cas :

- i) un numéro de demande relative au contrat;
- ii) le nom du ministère qui demande le travaux (ASFC);
- iii) le détail des codes financiers à utiliser;
- iv) le nombre d'employés requis dans chaque catégorie;
- v) le type, la quantité et la description des biens et des services commandés;
- vi) un bref énoncé de travail pour la tâche donnant un aperçu des activités à exécuter et définissant les livrables;
- vii) la période au cours de laquelle la tâche doit être exécutée (dates de début et de fin) ou les dates de livraison;
- viii) un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales (s'il y a lieu) et/ou les dates de présentation des livrables/rapports;
- ix) les dates clés associées aux livrables et aux paiements (s'il y a lieu);
- x) le nombre de jours-personnes nécessaires;
- xi) l'endroit précis où les travaux seront effectués;
- xii) le montant à verser à l'entrepreneur pour la réalisation des travaux, et une mention précisant s'il s'agit d'un prix ferme ou d'un prix maximum de demande relative au contrat (et dans ce cas, la demande relative au contrat doit indiquer comment le montant à verser sera établi; si la demande ne l'indique pas, le montant à verser sera celui qui correspond aux travaux que l'entrepreneur affirme avoir réalisés dans le contrat, jusqu'au maximum établi, en fournissant les feuilles de présence remplies quand les employés ont fait leur travail pour appuyer les frais réclamés);
- xiii) toute autre contrainte pouvant avoir un impact sur l'exécution de la tâche.

- g) **Frais pour travaux liés à une demande relative au contrat :** L'entrepreneur ne doit pas facturer au Canada les coûts excédant le prix établi dans la demande relative au contrat à moins que le Canada n'ait apporté une modification à la demande relative au contrat autorisant les dépenses supplémentaires. Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.
- h) **Regroupement des demandes relatives au contrat pour des raisons administratives :** Le contrat peut subir des changements périodiques afin de refléter l'ensemble des demandes relatives au contrat émises et approuvées par l'autorité contractante à ce jour et de documenter le travail effectué dans le cadre de ces demandes relatives au contrat pour des raisons administratives.

7.1.2 Services professionnels – Généralités

a) L'entrepreneur doit fournir, à la demande du Canada, au moyen d'une demande relative au contrat, les services professionnels décrits à l'annexe A. Lorsque le Canada constate qu'une ressource en particulier est nécessaire (y compris toutes les ressources qui en vertu du contrat doivent être disponibles immédiatement après l'attribution du contrat ou une fois la demande relative au contrat établie), l'entrepreneur doit mettre cette ressource à la disposition du Canada dans un délai de dix (10) jours ouvrables. Si une ressource unique est nommée dans ce contrat en ce qui concerne une partie des travaux, l'entrepreneur doit fournir cette ressource, sauf s'il est mentionné dans les conditions générales qu'il est possible d'utiliser une ressource de remplacement (dans ce cas, la ressource de remplacement doit être fournie dans la période de temps mentionnée ci-dessus). Cette obligation s'applique malgré tout changement que le Canada pourrait avoir fait à du matériel, à un logiciel ou à tout autre aspect de l'environnement opérationnel du client.

b) Si l'entrepreneur ne satisfait pas à l'une ou l'autre de ses obligations conformément au présent article et l'article 7.1.3 ci-dessous ou ne réussit pas à livrer les biens livrables ou à exécuter à temps une tâche décrite dans le contrat, le Canada, en plus de tous ses autres droits ou recours conformément à ce contrat ou à la loi, peut aviser l'entrepreneur de ce défaut, auquel cas, dans le délai d'exécution indiqué dans la demande relative au contrat, l'entrepreneur doit soumettre par écrit au responsable technique un plan détaillant les actions qu'il entend prendre pour remédier à ce défaut. L'entrepreneur doit, à ses frais, préparer et mettre en œuvre le plan.

7.1.3 Services professionnels – Compétences et remplacement du personnel

7.1.3.1 Compétences du personnel : L'entrepreneur doit s'assurer que tous les employés affectés aux travaux dans le cadre de ce contrat possèdent les compétences décrites dans l'Énoncé des travaux et donnent satisfaction au responsable technique.

7.1.3.2 L'entrepreneur doit garantir le rendement : L'entrepreneur doit surveiller ses employés afin de s'assurer d'un rendement jugé satisfaisant par le responsable technique.

7.1.3.3 Personnes précises : Lorsque des personnes précises ont été nommées dans le présent contrat comme les personnes qui doivent exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces personnes à moins qu'il soit dans l'impossibilité de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté. Ainsi, la réaffectation d'une personne à d'autres projets confiés à l'entrepreneur n'est pas considérée comme un « motif indépendant de sa volonté ». Le Canada pourra exiger de l'entrepreneur de fournir une déclaration solennelle attestant qu'une personne n'est plus disponible pour des motifs indépendants de sa volonté.

i) Si l'entrepreneur doit, pour des motifs indépendants de sa volonté, remplacer une personne nommée dans le contrat, le remplaçant doit posséder les qualifications minimales énoncées dans l'annexe A – Énoncé des travaux. Pour ce qui est du personnel clé du projet indiqué dans la section 23 de l'EDT (gestionnaire de projet, concepteur de système, développeur de logiciel, spécialiste en biométrie et spécialiste en formation), le remplaçant doit posséder une expérience et des compétences semblables à celles de la personne nommée dans le contrat.

ii) **Ressources nommées**

L'entrepreneur a identifié les personnes suivantes comme principales ressources :

POSTE	NOM

7.1.3.4 Ressources de relève : L'entrepreneur s'engage à faire appel à des employés de relève compétents dans les cas où ses employés ne seraient pas disponibles pour s'acquitter de leurs fonctions dans le cadre des services demandés, et ce, quelle qu'en soit la cause; cette situation n'a pas pour effet de reporter la date

d'achèvement précisée dans le contrat, à moins que cette prorogation ait été acceptée par le responsable technique et soit intégrée dans le contrat ou la demande relative au contrat sous la forme d'une modification au contrat ou à la demande relative au contrat approuvée par le responsable technique.

7.1.3.5 Remplacement et transfert des connaissances : S'il se révèle nécessaire de remplacer des employés, l'entrepreneur devra donner par écrit, au responsable technique, un préavis d'au moins dix jours ouvrables; il serait toutefois préférable de donner un préavis de trente jours. Le remplaçant doit posséder des qualifications acceptables par le responsable technique et doit recevoir son approbation avant le remplacement. Tout remplaçant sera d'abord tenu d'observer, aux frais de l'entrepreneur, la ressource qu'il doit remplacer (ou une ressource de l'ASFC le cas échéant) aux fins de transfert de connaissances, pour une période maximale de dix (10) jours ouvrables à déterminer avec le responsable technique.

Cette mesure vise également le personnel de l'entrepreneur remplacé à la demande du responsable technique pour cause d'inaptitude. Le responsable technique se réserve le droit de faire passer une entrevue (sans frais pour le Canada) au personnel assigné au contrat.

7.1.3.6 Ressources possédant des compétences différentes ou supplémentaires : Dans la mesure où l'exécution des travaux, en conformité avec le présent contrat, exige des services professionnels de la part de personnes possédant des compétences différentes de celles décrites dans l'Énoncé des travaux, ou supplémentaires à celles-ci, l'entrepreneur doit fournir des employés capables d'exécuter ces travaux aux prix que les parties auront convenu. L'entrepreneur doit attester que, pour autant qu'il sache, les prix facturés au Canada pour la nouvelle catégorie ne sont pas plus élevés que les prix ou les tarifs les plus bas facturés à tout autre client (y compris d'autres entités du gouvernement du Canada) pour des services de qualité et de quantité semblables dans l'année précédant l'ajout de la catégorie de main-d'œuvre au présent contrat.

Aucun de ces services ne sera fourni à moins qu'une modification du contrat ait été émise.

7.2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

Le document 2030 (2012-07-16), Conditions générales – besoins plus complexes de biens, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

- i) 4001 (2010-01-11), Conditions générales supplémentaires – Achat, location et maintenance de matériel;
- ii) 4003 (2010-01-11), Conditions générales supplémentaires – Logiciels sous licence;
- iii) 4004 (2010-01-11), Conditions générales supplémentaires – Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- iv) 4006 (2008-12-12), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux. Le document 4006 s'applique à l'ensemble des droits de propriété intellectuelle, comme il est défini dans ce document, sauf ceux propres aux logiciels commerciaux fournis dans le cadre du contrat; les droits à cet égard sont abordés dans le document 4003.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

- 7.3.1 L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une vérification d'organisation désignée (**VOD**) valide ainsi qu'une cote de protection de documents approuvée au niveau **PROTÉGÉ B**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- 7.3.2 Le personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **PROTÉGÉS**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été produites par la DSIC, le personnel de l'entrepreneur **NE PEUT AVOIR ACCÈS** aux renseignements ou biens **CLASSIFIÉS**; de plus, il **NE PEUT PAS PÉNÉTRER** sur les lieux où ces renseignements ou biens sont entreposés sans être escorté.
- 7.3.3 L'entrepreneur **NE DOIT PAS** utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements **PROTÉGÉS** tant que la DSIC de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau **PROTÉGÉ B**.

7.3.4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.

7.3.5 L'entrepreneur doit respecter les dispositions des documents suivants :

- a) Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et guide de sécurité (s'il y a lieu) figurant à l'annexe C;
- b) Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Durée du contrat : représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux, ce qui comprend notamment :

- i) la « **durée initiale du contrat** », qui débute à la date d'attribution du contrat et se termine soixante (60) mois plus tard;
- ii) la période de prolongation du contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.

7.4.2 Option de prolonger la durée du contrat

- a) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat de cinq (5) périodes supplémentaires d'un (1) an, selon les mêmes modalités. L'entrepreneur accepte que, durant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.
- b) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 90 jours civils avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.4.3 Biens et/ou services facultatifs

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens et services facultatifs qui sont décrits à l'annexe A du contrat, selon les mêmes modalités et aux prix et/ou tarifs établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante au moyen d'un avis écrit et sera confirmée pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer cette option n'importe quand après l'attribution du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

7.4.4 Date de livraison

Les produits livrables doivent tous être reçus dans les 12 mois suivant l'attribution du contrat. Toutefois, d'autres produits livrables peuvent être livrés pendant les périodes d'option si elles sont exercées, à la discrétion du Canada.

7.4.5 Date d'entrée en vigueur du contrat

La « date d'entrée en vigueur du contrat » sera considérée comme étant la date d'attribution du contrat.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Stephane Chevrier

Titre : Spécialiste de l'approvisionnement

Direction des initiatives spéciales d'approvisionnement (DISA)

Direction générale des approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

12C1, Place du Portage, Phase III, 11, rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : 819-956-8224

Télécopieur : 819-956-8303

Courriel : stephane.chevrier@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable technique

(Les informations suivantes seront indiquées pour tout contrat subséquent.)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom :

Titre :

Organisation :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

Le responsable technique susmentionné représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à la portée des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

(Les informations suivantes seront indiquées pour tout contrat subséquent.)

Nom :

Titre :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

7.6 Paiement

7.6.1 Base de paiement

7.6.1.1 Pour les travaux décrits dans l'Énoncé des travaux et ses appendices, sauf pour les travaux assujettis à une demande relative au contrat approuvée, l'entrepreneur sera payé conformément aux tableaux d'établissement des prix de l'annexe B.

7.6.1.2 Pour les travaux décrits dans l'Énoncé des travaux et ses appendices assujettis à la demande relative au contrat approuvée, l'un des types suivants de base de paiement sera partie intégrante de la demande relative au contrat approuvée.

a) Prix ferme – Demande relative au contrat

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de la demande relative au contrat approuvée, l'entrepreneur sera payé selon le prix ferme stipulé dans la demande relative au contrat, tel qu'il a été établi conformément aux tableaux d'établissement des prix de l'annexe B. Les droits de douane sont compris et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception,

ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par le responsable technique avant d'être intégrés aux travaux.

b) Demande relative au contrat assujettie à une limite des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux décrits dans la demande relative au contrat approuvée, conformément aux tableaux d'établissement des prix de l'annexe B, jusqu'à la limite des dépenses indiquée dans la demande relative au contrat approuvée.

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur, en vertu de la demande relative au contrat approuvée ne doit pas dépasser la limite des dépenses indiquée dans la demande relative au contrat approuvée. Les droits de douane sont compris et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans la demande relative au contrat approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité approbatrice de la demande relative au contrat avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par le responsable technique.

L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité approbatrice de la demande relative au contrat en ce qui concerne la suffisance de la somme dans l'une des situations suivantes :

- i) lorsque 75 % de la somme est engagée,
- ii) quatre (4) mois avant la date de livraison finale précisée dans la demande relative au contrat, ou
- iii) dès que l'entrepreneur juge que les fonds fournis sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité approbatrice de la demande relative au contrat que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

c) Demande relative au contrat – Remboursement des coûts jusqu'à concurrence d'un prix plafond

Pour ce qui est demandes relatives au contrat dont les coûts sont remboursables jusqu'à concurrence d'un prix plafond, le prix plafond précisé dans la demande relative au contrat approuvée correspond au prix plafond et peut faire l'objet d'un rajustement à la baisse afin de ne pas dépasser les coûts réels raisonnablement engagés dans la réalisation des travaux et établis conformément à la ventilation des prix figurant dans la demande relative au contrat approuvée. Les exigences de la demande relative au contrat doivent être respectées conformément aux modalités contractuelles et sont assujetties au prix plafond. Aucun financement supplémentaire ne sera versé.

d) Frais de déplacement et de subsistance conformément à la demande relative au contrat approuvée

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et/ou les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la directive du Conseil du Trésor sur les voyages, et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique.

Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

7.6.1.3 Attribution concurrentielle

L'entrepreneur reconnaît que ce contrat a été attribué selon le régime concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront payés à l'entrepreneur pour compenser les erreurs, les omissions, les méprises ou les sous-estimations de l'entrepreneur dans le cadre du dépôt d'une soumission pour l'obtention du contrat.

7.6.1.4 Tarifs pour les services professionnels

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposent parfois des tarifs pour une ou plusieurs catégories de personnel au moment de déposer une soumission, qu'ils refusent de respecter par la suite, parce que ces tarifs ne leur permettent pas de recouvrer leurs propres coûts et/ou de réaliser un profit. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur refuse ou est incapable de fournir une personne ayant les qualifications décrites dans le contrat et dans les délais prescrits (ou il propose plutôt de fournir quelqu'un appartenant à une catégorie différente pour un tarif différent), que le Canada résilie le contrat en entier ou non, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre d'autres mesures conformément à la politique de TPSGC sur le rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) alors en vigueur, qui pourrait comprendre

l'exclusion de l'entrepreneur dans tout projet de soumission ultérieur ou le refus des autres soumissions de l'entrepreneur concernant des services professionnels, du fait que le rendement de l'entrepreneur dans le contrat actuel ou dans des contrats antérieurs est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.

7.6.1.5 Objet des estimations

Toutes les estimations reproduites dans ce contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada et ne constituent pas des engagements de sa part pour ce qui est de l'acquisition de ces biens ou de ces services selon les quantités indiquées. Les engagements relatifs à l'acquisition de biens ou de services selon les quantités indiquées sont décrits ailleurs dans le contrat.

7.6.2 Limitation financière

7.6.2.1 La responsabilité totale du Canada dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*), taxe sur les produits et services (TPS) ou taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, s'il y a lieu.

7.6.2.2 Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur ni du prix fixé pour les travaux résultant de modifications à la conception, de changements aux spécifications ou de l'interprétation de ces spécifications ne seront autorisés ni payés à l'entrepreneur à moins que ces modifications, changements ou interprétation n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou d'assurer des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada, à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante

L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme dans l'une des situations suivantes :

7.6.2.2.1 lorsque 75 % de la somme est engagée, ou

7.6.2.2.2 quatre (4) mois avant la date d'échéance du présent contrat, ou

7.6.2.2.3 si l'entrepreneur considère que la somme prévue est insuffisante pour l'achèvement des travaux, selon la première condition qui se présente.

7.6.2.3 Lorsqu'il informe l'autorité contractante que le montant prévu n'est pas suffisant, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La

présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.6.2.4 Le montant de limitation des dépenses indiqué ci-dessus est présenté strictement aux fins administratives du Canada et ne correspond à aucun engagement de la part du Canada à payer des montants autres que ceux qui sont expressément énoncés dans le présent contrat.

7.6.3 Méthode de paiement

Une ou plusieurs des modalités de paiement suivantes pourront être utilisées pour les travaux exécutés dans le cadre du présent contrat.

7.6.3.1 Paiements d'étape

7.6.3.1.1 Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier d'étapes détaillé dans les tableaux d'établissement des prix de l'annexe B et aux clauses de paiement du contrat, à la condition :

- a) qu'une demande de paiement d'étape exacte et complète à l'aide du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 et de tout autre document exigé par le contrat a été présentée conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat. Le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 est disponible à l'adresse Web suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>;
- b) que la somme de tous les paiements d'étape effectués par le Canada ne dépasse pas la totalité du montant à verser dans le cadre du contrat;
- c) que toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont signées par les représentants autorisés;
- d) que tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

7.6.3.1.2 Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été terminés et livrés, si les travaux ont été acceptés par le Canada et qu'une demande finale de paiement est présentée.

7.6.3.1.3 Période de paiement

a) La période normale de paiement du Canada est de trente (30) jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le

format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou la date de réception des travaux dans un état acceptable tel qu'exigé au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré comme en souffrance le 31^e jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés automatiquement, conformément à l'article intitulé « Intérêt sur les comptes en souffrance » des conditions générales.

b) Si le contenu de la facture et les documents à l'appui ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, le Canada avisera l'entrepreneur dans les quinze (15) jours suivant la réception. La période de paiement de trente (30) jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Le défaut du Canada d'aviser l'entrepreneur dans les quinze (15) jours n'aura pour conséquence que la date stipulée dans le sous-article 7.6.5.1.2 a) de la clause servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

7.6.3.2 Paiements progressifs

7.6.3.2.1 Pour les travaux exécutés dans le cadre d'une demande relative au contrat, le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux tableaux d'établissement des prix de l'annexe B et aux clauses de paiement du contrat, à raison de une (1) fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, si :

a) une demande de paiement progressif exacte et complète à l'aide du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 et de tout autre document exigé par le contrat a été présentée conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat. Le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 est disponible à l'adresse Web suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>;

b) le montant réclamé est conforme aux tableaux d'établissement des prix de l'annexe B;

c) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés;

7.6.3.2.2 Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada se réserve le droit de procéder à des vérifications ou à des contrôles provisoires sur les coûts et les heures et d'apporter, s'il y a lieu, des correctifs pendant l'exécution des travaux. Tout paiement excédentaire à la suite de tels paiements proportionnels ou autrement devra être remboursé au Canada sans délai.

7.6.3.2.3 Les renseignements suivants doivent figurer sur chaque réclamation :

- a) les dépenses plus le profit ou les honoraires calculés au prorata, s'il y a lieu, ou, autrement, la valeur des étapes franchies au cours de la période sur laquelle porte la réclamation par type d'article, selon les conditions de paiement du contrat;
- b) le montant total de toutes les réclamations précédentes soumises dans le cadre du contrat;
- c) la taxe sur les produits et les services ou la taxe de vente harmonisée, selon le cas, calculée sur le montant en a) ci-dessus.

7.6.3.2.4 Le reste du montant exigible sera payé lorsque l'exécution du contrat sera jugée satisfaisante ou, dans le cas d'un contrat à prix unitaires, lorsque chaque unité aura été remise et acceptée, à condition qu'une dernière réclamation pour un tel paiement soit faite. (Voir les instructions de facturation du contrat.)

7.6.3.2.5 Des exemplaires des rapports de progrès mensuels doivent être joints au formulaire PWGSC-TPSGC 1111 si une telle demande est formulée dans le contrat.

7.6.3.2.6 L'entrepreneur doit acheminer le formulaire original PWGSC-TPSGC 1111 ainsi que deux (2) copies aux personnes suivantes :

- a) le responsable technique de l'ASFC (tout dépendant du ministère visé par les travaux);
- b) l'autorité contractante.

7.6.3.2.7 Bureau du traitement des paiements

- a) Le Canada doit payer les travaux à l'entrepreneur :
 - i) dans le cas d'un paiement progressif autre que le paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 dûment rempli;
 - ii) dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception du formulaire PWGSC-TPSGC 1111 dûment rempli, ou dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux sont achevés, le délai le plus long étant retenu.

7.6.3.3 Paiement des services de maintenance et de soutien facultatifs après l'échéance de la garantie

Services de maintenance et de soutien

7.6.3.3.1 En ce qui concerne les services de maintenance et de soutien du matériel et des logiciels, le Canada paiera l'entrepreneur mensuellement, en arrérages (1/12 du coût annuel tel que spécifié dans les tableaux d'établissement des prix) pour les travaux exécutés au cours du mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat, si :

- a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

Si le Canada s'oppose au contenu de la réclamation de paiement partiel, il devra, dans les quinze jours suivant sa réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection. Le « contenu de la réclamation » signifie une réclamation contenant ou qui est accompagnée de la documentation d'appui conforme aux exigences du Canada. Le défaut du Canada d'aviser l'entrepreneur dans les quinze (15) jours n'aura pour conséquence que la date stipulée au paragraphe 7.6.5.2.7 a) de la clause servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

Les paiements du calendrier des étapes seront faits conformément à l'annexe B du contrat.

7.6.4 Clauses du Guide des CCUA

C2000C (2007-11-30) Taxes – entrepreneur établi à l'étranger

C2605C (2008-05-12) Droits de douane et taxes de vente du Canada – entrepreneur établi à l'étranger

C3020C (2010-01-11) Taux de change/paiements d'étape

H1001C (2008-05-12) Paiements multiples

7.7 Instructions relatives à la facturation

7.7.1 Pour les travaux exécutés sur une base quotidienne (autorisation de tâche), l'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter:

- a) toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
- b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé «Présentation des factures » des conditions générales.

Chaque demande doit être appuyée par :

- a) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance.

7.7.2 L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer au responsable technique identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.

Le responsable technique fera ensuite parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour certification et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres certifications et opérations de paiement.

8. Attestations

8.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, au Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Les soumissionnaires doivent préciser sur le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur la liste.

- a) les articles de la convention, y compris toutes les clauses des CCUA incorporées dans le contrat par renvoi;
- b) le document 4001 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Achat, location et maintenance de matériel;
- c) le document 4003 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Logiciels sous licence;
- e) le document 4004 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- f) le document 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- g) les conditions générales 2030 (2012-07-16), Conditions générales – besoins plus complexes de biens;
- h) l'annexe A – Énoncé des travaux;
- i) l'annexe B – Tableaux d'établissement des prix;
- j) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- k) l'annexe D – Exigences en matière d'assurance;
- l) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- m) la soumission de l'entrepreneur datée du ____ (à insérer dans tout contrat subséquent), modifiée le ____ (à insérer dans tout contrat subséquent), à l'exclusion des conditions de licence de l'éditeur de logiciels pouvant faire partie de la soumission, de toute disposition de la soumission ayant trait à la limitation de la responsabilité, et de toute modalité incorporée par renvoi (ou au moyen d'un hyperlien) dans la soumission.

11. Renseignements personnels

Pour exécuter les services de maintenance et de soutien requis dans le cadre des travaux, le Canada peut fournir des renseignements personnels limités obtenus auprès de tiers (renseignements personnels) à l'entrepreneur. Ces renseignements personnels seront fournis à l'entrepreneur et sont assujettis à ce qui suit :

- a) les renseignements personnels doivent être utilisés par l'entrepreneur uniquement aux fins de la prestation des services de maintenance et de soutien;
- b) l'entrepreneur accepte de recevoir, de gérer, d'utiliser, de conserver et d'éliminer les renseignements personnels uniquement dans le cadre de l'exécution des services de maintenance et de soutien ainsi que d'y accéder, et ce conformément au contrat;
- c) l'entrepreneur accepte d'isoler les renseignements personnels fournis par le Canada des renseignements et des dossiers appartenant à l'entrepreneur et de donner accès aux renseignements personnels qu'à ceux qui le requièrent aux fins d'exécution des services de maintenance et de soutien dans le cadre des travaux (par exemple, en utilisant des mots de passe);
- d) l'entrepreneur doit, en tout temps, protéger les renseignements personnels en prenant toutes les mesures nécessaires visant la protection et la sécurité des renseignements;
- e) l'entrepreneur doit conserver les renseignements personnels uniquement pour la durée limitée nécessaire à la prestation des services de maintenance et de soutien demandés par le Canada et les éliminer dès qu'ils ne sont plus nécessaires à la fourniture des services;
- f) l'entrepreneur doit aviser immédiatement l'autorité contractante de toute infraction à la sécurité (par exemple, chaque fois qu'un individu non autorisé obtient l'accès aux renseignements personnels);
- g) l'entrepreneur doit veiller à ce que les renseignements personnels soient conservés au Canada, à moins que le responsable technique ne donne préalablement son consentement par écrit.

12. Matériel

- a) Pour ce qui est des dispositions des Conditions générales supplémentaires 4001, certaines clauses ont été modifiées comme suit :

Lieu de livraison	Conformément au tableau du profil du site de l'appendice B de l'annexe A – Énoncé des travaux
Lieu d'installation	Conformément au tableau du profil du site de l'appendice B de l'annexe A – Énoncé des travaux
Date de livraison	L'installation doit commencer en octobre 2013

	dans toutes les emplacements indiqués à l'appendice B de l'Énoncé des travaux et être terminée au plus tard en janvier 2014.
L'entrepreneur doit livrer la documentation relative au matériel	Oui
L'entrepreneur doit mettre à jour la documentation relative au matériel pendant la durée du contrat	Oui
La documentation relative au matériel doit comprendre la documentation relative à la maintenance	Oui
Exigences de livraison particulières	Oui – Conformément aux exigences relatives à la livraison de l'annexe A
L'entrepreneur doit installer le matériel au moment de la livraison	Oui
L'entrepreneur doit intégrer et configurer le matériel au moment de la livraison	Oui
Le matériel fait partie d'un système	Oui
Un essai du niveau de disponibilité sera réalisé avant l'acceptation	Oui
Numéro de téléphone sans frais pour le service de maintenance	(Inscrire les coordonnées de l'entrepreneur au moment de lui attribuer le contrat.)
Site Web pour le service de maintenance	(Inscrire les coordonnées de l'entrepreneur au moment de lui attribuer le contrat.)

13. Logiciels sous licence

a) Pour ce qui est des dispositions des Conditions générales supplémentaires 4003, certaines clauses ont été modifiées comme suit :

Type de licence octroyée	Perpétuelle
Option d'achat de licences d'appareils supplémentaires	L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acheter des licences pour des appareils supplémentaires, aux prix établis dans l'annexe B selon les mêmes modalités que les licences initialement octroyées dans le cadre du contrat. Cette option pourra être exercée en tout temps au cours de la période du contrat, aussi souvent que le Canada le désire. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante au moyen d'un avis écrit et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.
Langue du logiciel sous licence	Le logiciel sous licence doit être fourni en français et en anglais.
Lieu de livraison	Tel qu'il est précisé à l'annexe A,
Support sur lequel le logiciel sous licence doit être livré	CD-ROM ou DVD
Période de garantie du logiciel	12 mois

b) **Maintenance continue du code de logiciel :** L'entrepreneur doit continuer d'assurer la maintenance du logiciel sous licence (c.-à-d. de la version ou de l'« édition » faisant l'objet des licences accordées au départ en vertu du contrat) en tant que produit du commerce (c.-à-d. que l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciels doit continuer à développer un nouveau code à l'égard du logiciel sous licence afin de maintenir et d'améliorer la fonctionnalité de celui-ci et de corriger les erreurs de logiciel) pendant au moins 5 ans après la date d'attribution du contrat. Si, après cette période, l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciels décide de cesser la maintenance de la version ou de l'« édition » en cours du logiciel sous licence et décide plutôt d'offrir des mises à jour du logiciel sous licence dans le cadre des services de soutien, il doit aviser le Canada par écrit au moins douze 12 mois avant cette cessation.

14. Maintenance et soutien du logiciel sous licence

a) Pour ce qui est des dispositions des Conditions générales supplémentaires 4003, certaines clauses ont été modifiées comme suit :

licences supplémentaires sont ajoutées pendant la période du contrat <small>Projet du poste de déclaration pour les voyageurs dignes de confiance et de la technologie de reconnaissance de l'iris – Demande de soumissions n° 4705124625/A</small>	conformément au contrat, la période de soutien du logiciel actuellement en cours s'appliquera aux licences supplémentaires achetées, de façon à ce que la période de soutien du logiciel se termine à la même date pour toutes les licences visées par le contrat.
Option de prolonger la période de maintenance et de soutien du logiciel	L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la période de maintenance et de soutien du logiciel de 12 mois, et le Canada pourra se prévaloir de cette option n'importe quand pendant la durée du contrat. L'entrepreneur convient que, pour toute la période de maintenance et de soutien du logiciel, les prix seront ceux énoncés à l'annexe B. Les options ne pourront être exercées que par l'autorité contractante au moyen d'un avis écrit, et seront confirmées, pour des raisons administratives seulement, au moyen d'une modification au contrat.
Heures de prestation des services de soutien	Conformément à l'annexe A.
L'entrepreneur doit faire le suivi des versions de logiciel aux fins de contrôle de la configuration	Oui, tel que décrit dans l'annexe A – EDT.
Coordonnées pour l'accès aux services de soutien de l'entrepreneur	<p>Conformément à l'article 5 des conditions générales supplémentaires 4004, les services de soutien de l'entrepreneur seront accessibles aux coordonnées suivantes :</p> <p>Accès téléphonique sans frais : _____</p> <p>Accès par télécopieur sans frais : _____</p> <p>Accès par courriel : _____</p> <p><i>(Remarque à l'intention des soumissionnaires : Ces renseignements seront insérés au moment de l'attribution du contrat sur la base de l'information fournie par l'entrepreneur. On demande aux soumissionnaires de fournir ces renseignements dans leur soumission.)</i></p>
Site Internet	<p>Conformément à l'article 5 des conditions générales supplémentaires 4004, l'entrepreneur doit fournir des services de soutien sur l'Internet. Pour ce faire, l'entrepreneur doit y inclure, à tout le moins, une foire aux questions et des routines de diagnostic de logiciels ainsi que des outils d'aide en ligne. Sans égard pour les heures requises de prestation des services de soutien, les utilisateurs du Canada devront pouvoir accéder au site Web de l'entrepreneur 24 heures par jour, 365 jours par année, et ce service devra être disponible 99 % du temps. L'adresse du site Web de l'entrepreneur aux fins du soutien sur Internet est</p>

15. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause A2000C du Guide des CCUA (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Cette clause ou la suivante (selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger) fera partie de tout contrat subséquent.

16.

**Res
sort**

issants étrangers (entrepreneur étranger)

Clause A2001C du Guide des CCUA (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

17. Exigences en matière d'assurance

a) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance précisées dans l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

b) L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

c) L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

18. Déclarations et garanties

L'entrepreneur a fait des déclarations à propos de son expérience et de son expertise et de celles des ressources qu'il propose dans sa soumission qui a donné suite à l'attribution du contrat. L'entrepreneur déclare et garantit que toutes ces affirmations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces affirmations pour attribuer le présent contrat. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a, et qu'il aura pendant la durée du contrat ainsi que le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien et gérer les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que les ressources et les sous-traitants) déjà fourni des services semblables à d'autres clients.

19. Préservation des supports électroniques

- a) L'entrepreneur doit soumettre à la détection électronique, à l'aide d'un progiciel mis à jour à intervalles réguliers, l'ensemble des supports électroniques utilisés dans l'exécution des travaux, en vue de détecter des virus électroniques et d'autres codes visant à causer des défauts, avant de s'en servir sur l'équipement du Canada. Il devra informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé dans le cadre des travaux renferme des virus informatiques ou d'autres codes visant à causer des défauts.
- b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant qu'ils se trouvent sous la garde de l'entrepreneur ou avant d'être livrés au Canada conformément au contrat, y compris en cas d'effacement accidentel, l'entrepreneur devra immédiatement informer le responsable technique des pertes ou des dommages et les remplacer à ses frais.

20. Exigences en matière de rapports

Comme il est indiqué dans l'EDT et ailleurs dans le présent contrat, l'entrepreneur doit fournir des rapports au responsable technique à la fréquence et dans le format précisés dans les présentes.

20.1 Détermination des problèmes en temps opportun

- i) L'entrepreneur doit aviser immédiatement par écrit l'autorité contractante et le responsable technique de toute situation ou difficulté qui aura, de son point de vue, des répercussions considérables sur la portée des travaux, la réalisation technique prévue, le calendrier de livraison, le personnel ou les coûts pour le Canada. Nonobstant la présentation d'un tel rapport, l'entrepreneur demeure responsable de l'achèvement des travaux conformément aux conditions du présent contrat.
- ii) Ce faisant, l'entrepreneur devra proposer un plan de mesures correctives détaillé visant à résoudre ou à atténuer les situations ou difficultés relevées. L'entrepreneur doit y indiquer les estimations détaillées quant aux augmentations de temps, de ressources ou de coûts nécessaires pour mettre en œuvre de tels plans. Les plans doivent également comprendre toutes les options raisonnables que peut envisager le Canada, préciser les coûts et les conséquences pour le Canada associés au fait de ne prendre aucune mesure corrective, et accorder au Canada un délai raisonnable pour étudier ces options et obtenir toute autorisation de financement supplémentaire.

- iii) L'entrepreneur ne pourra pas réclamer de frais supplémentaires engagés pour la correction d'un problème qui n'a pas été signalé en temps opportun de la manière décrite ci-dessus, et il devra résoudre le problème à ses frais.

21. Accès aux biens et aux installations du Canada

- a) Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément à la disposition de l'entrepreneur. Si ce dernier doit avoir accès aux biens, aux installations, au matériel, aux documents ou au personnel du Canada, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire explicite dans le contrat, le Canada n'a pas l'obligation de fournir l'une ou l'autre des ressources précitées à l'entrepreneur. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de rendre accessibles ses installations, son équipement, ses documents et son personnel à l'entrepreneur afin que ce dernier puisse exécuter les travaux, le Canada peut demander un rajustement de la Base de paiement et des exigences additionnelles en matière de sécurité peuvent s'appliquer.
- b) Les employés de l'entrepreneur relèvent de l'entrepreneur et sont payés par lui pour les services fournis. Lorsque l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents fournissent des services dans les locaux du gouvernement en vertu de ce contrat et que les locaux en question ne sont plus accessibles en raison, mais pas seulement, d'une évacuation, d'une fermeture des bureaux du gouvernement, d'une grève ou d'un lock-out, et que, par conséquent, aucun travail n'est accompli par suite de cette fermeture ou de l'accès impossible aux locaux, le Canada n'assumera pas la responsabilité du paiement à l'entrepreneur pour la période de fermeture ou pour la période pendant laquelle l'accès aux locaux n'était pas possible.

22. Biens du gouvernement

- a) Le Canada consent à fournir à l'entrepreneur les articles énumérés ci-dessous (les « **biens du gouvernement** »). L'article des Conditions générales intitulé « Biens du gouvernement » s'applique à l'utilisation des biens du gouvernement par l'entrepreneur.
- b) Une liste d'équipement fourni par le gouvernement (EFG) figure à la section 18, Équipement fourni par le gouvernement/environnements, de l'EDT.

23. Services de transition

- a) L'entrepreneur convient que, durant la période menant à la fin du contrat et jusqu'à un maximum de trois (3) mois subséquents, il déploiera tous les efforts nécessaires pour aider le Canada lors de la transition entre ce contrat et le nouveau

contrat conclu avec le nouveau fournisseur. L'entrepreneur convient qu'il n'y aura aucuns frais pour ces services.

- b) L'entrepreneur collaborera avec le responsable technique et le nouvel entrepreneur en vue d'assurer une transition harmonieuse et la continuité de service, y compris le transfert des données ainsi que la réduction progressive des opérations.

24. Protection des prix – Meilleur client (nouvelles catégories de main-d'œuvre)

- a) Lorsque le Canada souhaite ajouter une nouvelle catégorie de main-d'œuvre concernant un besoin relatif à une ressource possédant des compétences différentes ou supplémentaires afin d'effectuer un travail lié au présent contrat, l'entrepreneur doit attester que, pour autant qu'il sache, les prix facturés au Canada pour la nouvelle catégorie ne sont pas plus élevés que les prix/tarifs les plus bas facturés à tout autre client (y compris d'autres entités du gouvernement du Canada) pour des services de qualité et de quantité semblables dans l'année précédant l'ajout de la catégorie de main-d'œuvre au présent contrat.
- b) L'entrepreneur convient également que si, après l'attribution du présent contrat, il réduit les prix/tarifs qu'il facture à d'autres clients pour toute nouvelle catégorie de main-d'œuvre ayant été ajoutée au contrat après la date d'attribution pour des services de qualité et de quantité semblables, il devra réduire les prix/tarifs de tous les services restants offerts par les ressources appartenant à la nouvelle catégorie en vertu du présent contrat (et l'autorité contractante en sera avisée).
- c) Le Canada se réserve le droit de vérifier les dossiers de l'entrepreneur, à n'importe quel moment pendant la période cinq (5) ans suivant le dernier paiement versé en vertu du présent contrat ou jusqu'au règlement de tous les litiges et réclamations en cours, le délai le plus long étant retenu, afin de s'assurer qu'il bénéficie (ou qu'il a bénéficié) des prix/tarifs prévus aux termes de cette attestation.
- d) Au cours de cette vérification, l'entrepreneur est tenu de produire les factures et les contrats se rapportant à des services similaires (en qualité et en quantité) vendus à d'autres clients entre l'année précédant l'attribution du contrat et la fin de ce dernier. Si l'entrepreneur est obligé, par la loi ou par contrat, d'assurer la confidentialité des renseignements d'un autre client, il pourra noircir tous les renseignements sur les factures ou les contrats qui pourraient vraisemblablement révéler l'identité du client (comme son nom et son adresse) pourvu qu'il joigne aux factures et aux contrats une attestation de son agent financier supérieur décrivant le profil du client (par exemple en indiquant s'il s'agit d'un client du secteur public ou du secteur privé ainsi que la taille et les points de service du client).

- e) Lorsqu'il déterminera si les services vendus à un autre client étaient de qualité similaire, le Canada prendra en considération les dispositions du contrat en vertu duquel les services ont été fournis, dans la mesure où ces dispositions peuvent vraisemblablement avoir eu un effet important sur les prix.
- f) Si la vérification faite par le Canada révèle que l'entrepreneur a facturé des prix/tarifs plus bas pour des services de qualité et de quantité semblables aux termes d'un contrat en vertu duquel des services ont été fournis dans l'année précédant l'attribution du présent contrat, ou que l'entrepreneur a fourni des services supplémentaires en vertu du présent contrat après avoir réduit les prix facturés à d'autres, sans toutefois réduire les prix facturés au Canada en application du présent contrat, l'entrepreneur doit payer au Canada la différence entre le montant facturé au Canada et le montant facturé à l'autre client, jusqu'à un maximum de 25 % de la valeur du présent contrat.
- g) Le Canada reconnaît que cet engagement ne s'applique pas aux prix/tarifs facturés par les entreprises affiliées de l'entrepreneur.

25. Procédures de gestion du changement

- a) Sans diminuer ou restreindre de quelque manière les responsabilités de l'entrepreneur, le responsable technique peut, en donnant un avis à l'entrepreneur, en tout temps ainsi que de temps à autre, exiger des changements à apporter aux travaux décrits dans le présent contrat ou dans toute demande relative au contrat approuvée. Inversement, l'entrepreneur pourrait proposer un changement à apporter aux travaux décrits dans le contrat ou dans toute demande relative au contrat approuvée.
- b) Lorsque le responsable technique demande un changement ou une modification, il doit demander à l'entrepreneur de lui fournir par écrit une proposition de changement aux fins d'examen. Lorsque l'entrepreneur souhaite proposer un changement ou une modification, il doit soumettre par écrit au responsable technique une proposition de changement aux fins d'examen.
- c) Tout changement, qu'il impute ou non des frais, nécessitera une autorisation officielle dans le cadre d'une modification à une demande relative au contrat ou à un contrat.
- d) Dès que raisonnablement possible, au plus tard dix (10) jours ouvrables après réception de la demande, l'entrepreneur doit prendre l'une des mesures suivantes :
 - i) aviser le responsable technique que la modification proposée n'est pas assez précise;

- ii) soumettre au responsable technique une proposition de changement qui doit inclure les informations suivantes :
 - A) une description des changements à apporter;
 - B) la baisse ou la hausse de prix que le changement pourrait engendrer pour le contrat ou la demande relative au contrat, s'il y a lieu;
 - C) les changements aux dates de livraison, s'il y a lieu, qu'entraînera le changement demandé ou proposé pour toute partie des travaux;
 - D) les impacts prévus du ou des changements sur l'exécution des travaux;
 - E) le ou les plans pour minimiser les impacts du ou des changements sur l'exécution des travaux;
 - F) le ou les plans recommandés pour l'achèvement des travaux;
 - G) tout autre changement à apporter aux dispositions de la demande relative au contrat ou du présent contrat;
 - H) les renseignements supplémentaires que peut raisonnablement demander le responsable technique.
- e) Si la proposition de l'entrepreneur est acceptée, le responsable technique et l'entrepreneur conviennent de commencer dès que possible les négociations concernant les changements aux travaux décrits dans la proposition.
- f) Tous les changements proposés par l'entrepreneur à un produit livrable déjà approuvé doivent être soumis de nouveau au responsable technique pour acceptation conformément au présent contrat.
- g) Aucun changement, apporté aux travaux ou aux prix du présent contrat ou de toute autre demande relative au contrat, qui résulte de changements apportés aux travaux, ne sera reconnu en vertu du présent contrat ou de toute autre demande relative au contrat subséquente, si ce n'est en conformité avec les dispositions décrites dans le présent article. Nul autre que l'autorité contractante est habilitée à approuver les changements ou modifications à apporter au présent contrat ou à toute demande relative au contrat subséquente.

- h) Tout changement exigé et approuvé à la suite de l'examen de la proposition qui modifie à la hausse ou à la baisse le prix prévu au contrat ou à toute autre demande relative au contrat ou le délai d'exécution nécessite que le prix de la demande relative au contrat respective, le délai d'exécution et toute autre disposition du contrat ou des demandes relatives au contrat respectives soient ajustés en conséquence, sous réserve que l'entrepreneur, en aucun cas, ne soit tenu responsable de toute perte de profits anticipés. L'entrepreneur ne doit effectuer aucun travail résultant d'un changement proposé par lui ou demandé par le responsable technique tant que les négociations entre l'entrepreneur et le Canada ne sont pas terminées à la satisfaction des deux parties et que l'entrepreneur n'a pas reçu de la part de l'autorité contractante une autorisation écrite de mise en œuvre du changement.
- i) Il incombe à l'entrepreneur de vérifier auprès du responsable technique et de l'autorité contractante si l'activité s'inscrit dans le cadre de la portée du contrat ou de toute demande relative au contrat subséquente, dans le cas où une incertitude persiste.
- j) Si la préparation d'une proposition de changement demande beaucoup d'efforts (10 jours ouvrables ou plus) de la part de l'entrepreneur, celui-ci doit aviser le responsable technique et l'autorité contractante des coûts que nécessite la préparation d'une telle proposition de changement, ou du moins d'une estimation des coûts. En pareil cas, l'autorité contractante devra :
 - i) retirer la réponse à la demande de proposition de changement;
 - ii) permettre à l'entrepreneur de procéder à la préparation de la proposition de changement au moyen d'une demande relative au contrat, auquel cas le Canada sera tenu de payer les coûts de la préparation par l'entrepreneur de la proposition de changement, en n'excédant pas le montant des coûts estimés.
- k) Si le nombre de propositions de changement devant être préparées collectivement en un mois nécessite beaucoup d'efforts de la part de l'entrepreneur, le représentant de celui-ci doit en aviser l'autorité contractante et le responsable technique. En pareil cas, les parties doivent se rencontrer pour réaliser l'une des deux actions suivantes :
 - i) déterminer les demandes de propositions de changement qui peuvent être retirées et accorder la priorité à celles que l'on choisit de conserver;

- ii) établir les coûts estimatifs de la préparation des propositions de changement, et le Canada doit ensuite autoriser ou retirer les demandes de changement comme il est décrit au sous-article j) ci-dessus.
- l) Le coût de tout changement effectué en vertu de cet article sera négocié en fonction des prix indiqués dans le contrat.

27. Résolution de différends

En cas de différend découlant du présent contrat ou lié à celui-ci et si les parties ne règlent pas toutes les questions qui font l'objet du différend ou certaines d'entre elles par le biais de discussions :

- a) L'une ou l'autre des parties peut fournir à l'autre partie un avis écrit comprenant une demande de négociation. Cet avis devra être donné rapidement afin de prévenir que d'autres dommages ne découlent d'un retard et doit préciser les questions en litige.
- b) Si les parties ne peuvent régler un aspect quelconque ou la totalité des questions en litige dans un délai de 30 jours suivant l'avis de commencer les négociations, les parties conviennent de tenter de régler ces questions par le biais de la médiation.
- c) Les parties conviennent de choisir conjointement un médiateur. Si elles en sont incapables, un médiateur sera choisi, à la demande des parties, par :
Institut d'Arbitrage et de Médiation du Canada Inc. (paramètre substituable)
234, avenue Eglinton Est, unité 500
Toronto (Ontario) M4P 1K5
- d) Tous les renseignements échangés pendant les processus de négociation et de médiation doivent être considérés comme des renseignements communiqués « sous toute réserve » aux fins des négociations en vue d'une entente, et doivent être considérés comme des renseignements à caractère confidentiel par les parties et leurs représentants, à moins que la loi ne le prévoit autrement. Toutefois, une preuve, qui est autrement admissible ou qui pourrait être communiquée, ne saurait être rendue inadmissible ou non communicable du fait qu'elle a été utilisée pendant la négociation ou la médiation.
- e) Les parties conviennent que les représentants choisis pour participer au processus de règlement des différends auront le pouvoir nécessaire pour régler les différends ou elles seront en mesure d'obtenir ce pouvoir à brève échéance.
- f) Les parties conviennent d'assumer chacune les frais de leurs avocats et de leurs déplacements. Les honoraires et les dépenses du médiateur ainsi que tous les frais généraux liés à la médiation, comme les frais de location de salles de réunion, s'il

y a lieu, sont assumés à parts égales entre les parties.

- g) Si les parties ne peuvent régler un aspect quelconque ou la totalité des questions en litige dans les 30 jours suivant la désignation du médiateur, elles doivent les soumettre à l'arbitrage obligatoire conformément à la *Loi sur l'arbitrage commercial* et au *Code d'arbitrage commercial* (L.R.C 1985, ch. 17 [2^e supp., modifié]).
- h) Ces dispositions ne portent pas atteinte aux droits d'annulation ou de résiliation du Canada contenus dans le présent contrat.

28. Processus d'examen des livrables écrits

- a) Le responsable technique et l'entrepreneur doivent établir un processus d'examen acceptable afin de faciliter l'inspection des travaux. À moins d'indication contraire dans les présentes ou dans toute autorisation de tâche ou description de données, les termes ci-dessous décrivent la période d'examen de tous les livrables écrits.
- b) La « période d'examen » correspond au nombre de jours ouvrables indiqué dans le tableau ci-dessous, à compter de la date à laquelle les livrables sont soumis au Canada conformément aux modalités du contrat ou la date réelle de soumission de ces livrables par l'entrepreneur, selon la plus tardive de ces dates.

Nombre de pages dans le document	De 0 à 99	De 100 à 199	De 200 à 299	300 et plus
Nombre de jours ouvrables maximum pour effectuer l'examen	10	12	14	2 jours supplémentaires pour chaque 100 pages additionnelles

- c) Indépendamment du paragraphe b) ci-dessus, lorsque plusieurs documents sont soumis en même temps, une période supplémentaire d'examen est accordée compte tenu du fait que l'ASFC disposera d'un total de 10 jours pour effectuer l'examen et de 2 jours supplémentaires pour chaque 100 pages additionnelles ou une partie de celles-ci. Au besoin, les parties conviendront d'un calendrier pour réaliser l'examen en fonction de la priorité des documents.
- d) Durant la période d'examen, le Canada doit examiner tous les livrables soumis par l'entrepreneur et, dans un délai d'une journée ouvrable suivant la fin de la période d'examen, il doit informer l'entrepreneur par écrit s'ils ont passé le processus d'examen.

- e) Si les livrables soumis par l'entrepreneur ne sont pas conformes aux exigences des travaux, ou ne rencontrent pas de quelque manière que ce soit ces exigences, le Canada doit fournir une copie annotée des livrables en indiquant les changements requis ou préparer une description écrite des lacunes et envoyer les changements à apporter ou la description à l'entrepreneur dans un délai d'une journée ouvrable suivant la fin de la période d'examen.
- f) À la réception de la description des lacunes du Canada mentionnée dans le sous-article e) ci-dessus, l'entrepreneur doit modifier les livrables pour corriger ces lacunes et soumettre promptement les travaux corrigés au Canada aux fins d'examen; les révisions doivent être mises en évidence.
- g) Pendant la seconde période d'examen, ou les périodes subséquentes, le Canada examinera les travaux corrigés qui lui ont été soumis, uniquement pour vérifier la correction des lacunes et les secteurs des livrables initiaux touchés par les corrections. De plus, à moins d'entente contraire entre les parties, les sous-articles b) à g) ci-dessus s'appliquent à l'examen.

29. Entrepreneur en coentreprise

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cet article sera complété à l'aide de l'information contenue dans sa soumission.

- a) L'entrepreneur déclare et certifie que le nom de la coentreprise est _____ et que cette dernière est constituée des membres suivants : (une liste de tous les membres de la coentreprise se trouvant dans la soumission initiale de l'entrepreneur sera jointe au contrat).
- b) En ce qui a trait aux rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
 - i) _____ a été nommé comme « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions liées au présent contrat;
 - ii) en informant le membre représentant, le Canada sera réputé avoir également informé tous les membres de cette coentreprise;
 - iii) tous les paiements versés au membre représentant par le Canada représenteront une quittance de tous les membres.

- c) Tous les membres conviennent que le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de conflit entre les membres qui, de l'avis du Canada, nuit d'une manière ou d'une autre à l'exécution des travaux.
- d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution de ce contrat.
- e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification apportée à la composition de la coentreprise (soit un changement dans le nombre de ses membres ou le remplacement d'un membre par une autre) constitue une affectation et est assujettie aux dispositions des conditions générales.
- f) L'entrepreneur reconnaît que toutes les exigences contractuelles relatives aux marchandises contrôlées et à la sécurité, s'il y a lieu, s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

30. Entente de coentreprise (Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire n'est pas constitué en coentreprise.)

Afin de confirmer leur adhésion aux modalités du présent contrat, le Canada et l'entrepreneur (par l'entremise de son mandataire, le membre principal de la coentreprise) ont signé la page couverture du contrat. Afin de confirmer que tous les membres de la coentreprise sont des parties au présent contrat et sont responsables conjointement, individuellement et solidairement de l'exécution de tous les travaux, chaque membre de la coentreprise, y compris le membre principal, a signé ci-dessous.

(Inscrire le nom légal complet du membre principal)

Par l'entremise de son signataire autorisé,

Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé : _____

Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé : _____

(Inscrire le nom légal complet du second membre)

Par l'entremise de son signataire autorisé,

Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé : _____

Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé : _____

(Inscrire le nom légal complet du troisième membre – au besoin, ajouter ou enlever des blocs de signature de manière à ce que chaque membre de la coentreprise puisse signer le contrat.)

Par l'entremise de son signataire autorisé,

Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé : _____

Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé : _____

ANNEXE A

Énoncé des travaux – Postes de déclaration pour voyageurs

TABLE DES MATIÈRES

1. Portée.....	3
2. Contexte.....	3
3. Définitions.....	5
4. Responsabilités du client	5
5. Exigences relatives aux produits livrables.....	5
6. Exigences générales du projet.....	6
7. Boîtier	10
8. Appareil de balayage de l’iris	11
9. Dispositif de comparaison des iris.....	15
10. Écran tactile.....	19
11. Imprimante à reçus	20
12. Lecteur de cartes et de documents.....	23
13. Clavier.....	26
14. Haut-parleurs.....	26
15. Câblage	26
16. Système d’alimentation sans coupure (ASC).....	27
17. Système de surveillance des postes	28
18. Logiciels.....	29
19. Équipement fourni par le gouvernement (EFG).....	32
20. Formation.....	32
21. Documentation technique	35
22. Réunions	39
23. Services professionnels – Compétences des ressources	39
24. Essais d’installation, d’intégration, de disponibilité et d’acceptation	44
25. Bureau de service et soutien sur place.....	45
26. Services d’entretien et de soutien.....	46
27. Niveau de service relatif à la disponibilité du poste et crédits de service	48

1. Portée

- a) Le client doit trouver un entrepreneur pour le remplacement des postes libre-service existants et de la technologie biométrique actuelle de reconnaissance de l'iris par de nouveaux postes libre-service et une nouvelle technologie biométrique pour de multiples emplacements au Canada. L'entrepreneur doit fournir, livrer et assembler les postes libre-service, y compris l'ensemble du matériel et des logiciels système sous licence, la garantie, l'entretien et le soutien, la formation, la gestion de projet, les services professionnels et la documentation technique. L'État doit avoir la possibilité d'acheter des postes et des appareils individuels de balayage de l'iris supplémentaires, et de prolonger la durée du contrat. Les exigences comprennent le retrait et l'élimination par l'entrepreneur de tous les postes du client actuellement en place avant le déploiement.

2. Contexte

Les programmes pour les voyageurs dignes de confiance sont conçus pour accélérer le passage à la frontière des voyageurs à faible risque. Les postes libre-service permettent aux participants de ces programmes de passer plus rapidement la frontière en procédant à l'authentification et à l'évaluation des risques associés à leur passage et en offrant une fonction de déclaration douanière pour les voyageurs. Ces procédures sont effectuées d'ordinaire lors d'une inspection primaire conventionnelle. Les participants préinscrits et préapprouvés peuvent franchir la frontière canadienne rapidement et sans difficulté s'ils choisissent d'utiliser un poste libre-service plutôt que de s'engager dans les files d'attente habituelles à la frontière. Il n'ont pas à traiter avec les agents des douanes ou de l'immigration à moins qu'ils ne soient dirigés vers l'un d'eux ou sélectionnés au hasard pour une inspection plus poussée. Les agents du client peuvent ainsi concentrer leurs ressources sur les voyageurs inconnus ou présentant des risques plus élevés.

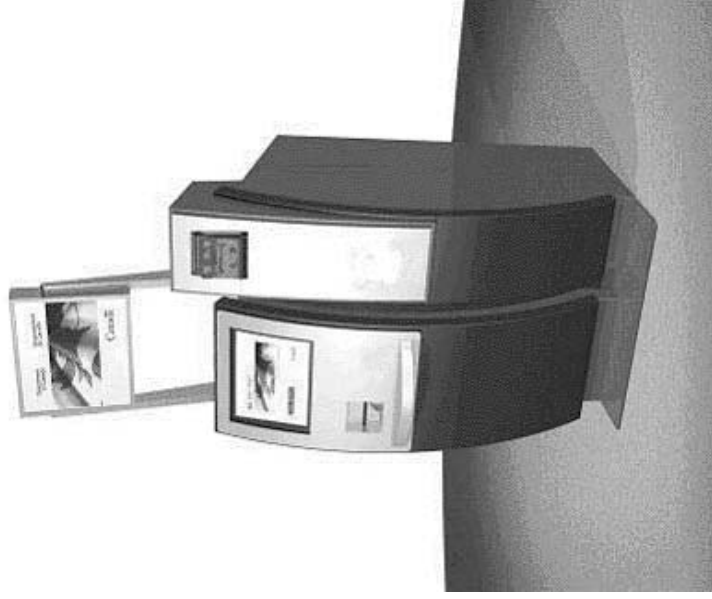
Les postes libre-service sont une composante importante de l'activité de facilitation à la frontière qui englobe plusieurs programmes pour les voyageurs dignes de confiance, le plus vaste étant le programme NEXUS, comptant plus de 600 000 participants.

Pour adhérer à un tel programme, le demandeur peut s'inscrire en ligne ou remplir un formulaire papier. Une fois sa demande approuvée, le participant doit se rendre à un centre d'inscription pour finaliser le processus d'inscription. Une image de l'iris du demandeur et une photo numérique sont prises, puis versées dans une base de données. Le participant approuvé reçoit une carte de membre. Lorsqu'il utilise un mode de transport aérien, le participant peut utiliser un poste libre-service muni d'un appareil de reconnaissance de l'iris plutôt que de s'engager dans les files d'attente habituelles pour franchir la frontière.

La technologie des postes libre-service fait partie des initiatives de facilitation à la frontière du client depuis son introduction à Vancouver en 1995 dans le cadre d'un projet pilote. Les postes libre-service sont devenus un outil officiel du client avec le lancement de CANPASS Air en juillet 2003. En 2004, le programme binational Canada-États-Unis NEXUS a été instauré.

Le client possède et exploite actuellement 68 postes utilisant la technologie biométrique de reconnaissance de l'iris, postes qui sont déployés dans les huit aéroports internationaux principaux du Canada, y compris dans les zones de prédédouanement de la Customs and Border Protection (CBP) des États-Unis. Ces postes sont utilisés depuis 2003. Le client doit remplacer tous les postes et périphériques en place, ainsi que l'infrastructure liée au balayage de l'iris (y compris les appareils de balayage et le dispositif de comparaison des iris).

L'image suivante est celle d'un poste du client actuellement déployé dans un environnement de production. Il est important de noter que cette illustration n'est fournie qu'à titre informatif et qu'elle n'a pas d'incidence sur la solution proposée par l'entrepreneur.



3. Définitions

- a) **Client** – Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).
- b) **Administrateur** – Personne autorisée par le client, ou son remplaçant désigné, qui gère le poste et qui attribue les privilèges aux utilisateurs et aux groupes.
- c) **Voyageur** – Personne préenregistrée et préapprouvée en vertu des programmes de l'ASFC.
- d) **Personnel d'entretien** – Ressources techniques ou de service à la clientèle client qui ont besoin d'un accès physique au poste et à tous ses composants.
- e) **Responsable technique** – Personne, ou son remplaçant délégué autorisé, qui représente le client pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Elle est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat.
- f) **Logiciel commercial** – Logiciel offert sur le marché, dont la définition de produit est publiée, qui est offert selon une structure de prix établie et dont le développement et le soutien continus sont assurés par un financement et des investissements appropriés.

4. Responsabilités du client

Le client doit fournir et installer l'ordinateur personnel et configurer celui-ci dans l'environnement de réseau local.

À la suite de l'assemblage et de la configuration susmentionnés, le client, à son propre gré, mettra sous tension la solution de l'entrepreneur et en fera l'essai, en collaboration avec l'entrepreneur.

Le client connectera la solution de l'entrepreneur au réseau du client (de la façon décrite à l'appendice A, Infrastructure technique actuelle, de l'annexe A) aux emplacements du client, au moyen du câblage Ethernet existant.

Le client sera responsable de ses applications personnalisées qui s'intègrent aux composants matériels et logiciels fournis par l'entrepreneur.

Le client sera responsable de l'utilisation et de la configuration des outils logiciels fournis par l'entrepreneur (p. ex. le système de surveillance des postes fourni par l'entrepreneur).

Le client fournira les ordinateurs personnels, les serveurs, le système d'exploitation et les autres logiciels liés au client qui sont nécessaires.

5. Exigences relatives aux produits livrables

L'appendice F énumère les divers produits livrables que l'entrepreneur doit fournir. La liste fournit aussi les renseignements suivants :

- a) le responsable ou les responsables à qui fournir les produits livrables;
- b) la ou les dates de livraison requises;
- c) le ou les formats requis (papier, électronique ou les deux);
- d) si les produits sont fournis aux fins d'approbation par le Canada ou à titre informatif;
- e) les exigences linguistiques (anglais, français ou les deux).

6. Exigences générales du projet

- a) L'entrepreneur doit retirer tous les postes existants dans tous les aéroports et centres d'inscription du Canada, aux emplacements indiqués à l'appendice B, Points de livraison et produits livrables, avant le déploiement des nouveaux postes. L'entrepreneur doit s'assurer que le retrait des postes existants et le déploiement des nouveaux postes ont lieu le même jour. L'entrepreneur doit déployer le ou les postes dans les six (6) heures suivant le retrait du ou des postes existants.
- b) Le poste de l'entrepreneur (appelé ci-après « poste ») doit comprendre l'ensemble du matériel, des logiciels, des périphériques, des câbles, des capteurs, des concentrateurs et des composants nécessaires pour satisfaire aux exigences contenues dans le présent énoncé des travaux.
- c) La solution de l'entrepreneur doit s'intégrer à tous les produits fournis par le client indiqués à l'appendice A, Infrastructure technique actuelle, de l'annexe A et s'y adapter.
- d) La solution de l'entrepreneur doit s'intégrer aux applications réseau et aux logiciels du client indiqués à l'appendice A, Infrastructure technique actuelle, de l'annexe A et s'y adapter.
- e) L'entrepreneur doit fournir au client un moyen de transmission électronique sécurisé (téléchargement sécurisé SSL ou courriel chiffré par Entrust) des éléments d'échange de données électroniques y compris, sans y être limité, les logiciels, les mises à jour logicielles et la documentation. Les éléments livrés par voie électronique doivent aussi être envoyés au client sur CD ou DVD dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.
- f) Les logiciels, interfaces de programmation d'applications (API), pilotes et bibliothèque de liens dynamiques (DLL) exécutés sur les ordinateurs des postes et sur ceux des centres d'inscription doivent être compatibles avec les systèmes d'exploitation Windows 7 à 32 et à 64 bits de Microsoft, et avec toute version ultérieure de la plateforme Windows.
- g) Les composants de l'entrepreneur doivent être dotés de connecteurs USB 2.0 ou USB 3.0 de type A (voir ci-après l'exception relative au logiciel propre aux appareils de balayage de l'iris).
- h) Les produits et dispositifs électroniques de l'entrepreneur doivent être conformes aux exigences de la classe B de la Commission fédérale des communications (FCC) des États-Unis.
- i) L'entrepreneur doit fournir, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, la documentation et les logiciels complets des fabricants (en Java, si cela est possible; sinon en C/C++, si possible), qu'il doit tenir à jour, pour tous les dispositifs et capteurs qu'il fournit.

- j) L'entrepreneur doit fournir au client, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, une liste complète de tous les événements logiciels visibles au client, la description de ceux-ci ainsi que les dispositifs ou capteurs à l'origine des événements.
- k) Le poste doit être compatible et interopérable avec l'équipement fourni par le gouvernement (EFG), tel qu'il est décrit dans la section 19.
- l) Langue – Le poste, y compris l'ensemble de ses composants, les étiquettes de câblage, l'assistance téléphonique, la formation, la gestion de projet, de même que la documentation technique et les guides d'installation et de formation, doit être fourni par l'entrepreneur dans les deux langues officielles du Canada (le français et l'anglais).
- m) Sur demande, en suivant le processus de demande relative au contrat conformément aux dispositions du contrat, l'entrepreneur doit fournir ce qui suit :
 - i) **Poste** – c'est-à-dire :
 - (1) un boîtier;
 - (2) un appareil de balayage de l'iris;
 - (3) un écran tactile;
 - (4) deux (2) imprimantes à reçus;
 - (5) un lecteur de cartes et de documents;
 - (6) un clavier;
 - (7) deux (2) haut-parleurs;
 - (8) le câblage;
 - (9) un système d'alimentation sans coupure (ASC);
 - (10) les logiciels.
 - ii) **Système de surveillance des postes (SSP)**
 - iii) **Dispositif de comparaison des iris**
 - iv) « **Poste ouvert** » – c.-à-d. les mêmes éléments que pour le poste décrit à l'élément m) i) ci-dessus à l'exception du boîtier, pour utilisation en laboratoire.

v) **Ensemble de démonstration** –

- (1) c'est-à-dire :
 - (a) un ordinateur personnel fourni par le client;
 - (b) un appareil de balayage de l'iris, fixé à un support;
 - (c) un écran tactile, fixé à un support;
 - (d) un lecteur de cartes et de documents;
 - (e) toutes les données, tous les câbles et tous les composants d'alimentation;
 - (f) tous les logiciels non-serveur fournis par l'entrepreneur et convenant à l'ensemble de démonstration (pilotes, intergiciels, etc.);
 - (2) l'ensemble de démonstration ne permet pas la comparaison des iris;
 - (3) l'ensemble de démonstration ne permet pas l'enregistrement des images d'iris;
 - (4) l'ensemble de démonstration doit être facile à déplacer;
 - (5) l'entrepreneur doit assurer une protection contre les chocs électriques et les blessures causés par des composants internes.
- vi) **Appareil de balayage de l'iris pour centre d'inscription (CI)** – L'appareil de balayage de l'iris pour CI doit posséder les mêmes caractéristiques, le même comportement quant à la capture de l'image de l'iris et la même performance que l'appareil de balayage de l'iris d'un poste, hormis l'exception suivante. Il doit être :
- (1) autoportant (par exemple à l'aide d'un châssis vertical; ou
 - (2) installé sur bras (le montage au mur n'est pas acceptable) au moyen de matériel de fixation qui ne nécessite pas le perçage de trous dans le mobilier du client (par exemple des pinces).
- vii) **Services professionnels**
La section 23 de l'énoncé des travaux précise les exigences relatives aux services professionnels du projet.
- n) Le poste doit :
- i) être autoportant et rattaché seulement au plancher;
 - ii) être neuf, modulaire, évolutif et interexploitable, et doit utiliser une technologie courante et mise à l'essai qui a déjà été mise en œuvre avec succès;
 - iii) une fois installé (avec son boîtier et tout accessoire, le cas échéant), s'insérer dans un volume d'une hauteur de 145 cm, d'une largeur de 90 cm et d'une profondeur de 80 cm;
 - iv) être conforme aux dispositions de l'annexe B de la norme CSA-B651.2-07. À la section 2.4 de cette annexe, « 1000 m » correspond à « 1000 mm »;
 - v) être conforme à la section 2.3 de l'annexe B de la norme CSA-B651.2-07, qu'il soit ou non fixé au sol;

- vi) être conforme aux exigences et aux codes réglementaires du Canada, aux normes de l'Association canadienne de normalisation, au Code national de prévention des incendies du Canada et aux dispositions de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*;
 - vii) fonctionner en continu, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7;
 - viii) fonctionner à des températures de 10°C à 35°C, avec une humidité relative allant jusqu'à 85 %;
 - ix) supporter des températures d'entreposage de -10°C à 50°C, avec une humidité relative allant jusqu'à 85 %;
 - x) comporter des ventilateurs silencieux et contrôlés au moyen d'un thermostat, afin que la température globale à l'intérieur du boîtier n'excède pas de plus de 5°C la température ambiante lorsque celle-ci n'excède pas 30°C. La température ambiante doit être mesurée à une distance de deux pieds (60 cm) de l'avant du poste (c'est-à-dire à distance de la sortie d'air chaud), à l'abri de la lumière directe du soleil. Les ventilateurs doivent être montés dans la partie supérieure de chaque boîtier, et expulser l'air loin du voyageur;
 - xi) comprendre des voyants d'état de l'ASC devant le dispositif d'ASC, faisant face à l'ouverture de la porte et étant facilement visible pour le personnel d'entretien;
 - xii) avoir un niveau de bruit d'au plus 35 dBA (mesuré à 1 m [3,3 pi] de l'avant du poste) lorsqu'il est sous tension, mais non utilisé.
- o) **Entretien et accessibilité** – Le poste assemblé de l'entrepreneur doit :
- i) assurer au personnel d'entretien un accès libre et sécuritaire à l'arrière de l'ASC et à ses câbles;
 - ii) permettre facilement la plupart des tâches d'entretien, y compris :
 - (1) l'ajout de papier;
 - (2) le débranchement ou l'arrêt de l'ASC pour mettre le poste hors tension;
 - (3) l'exécution d'un diagnostic des dispositifs du poste;
 - (4) le remplacement de l'ordinateur personnel du poste;
 - (5) le remplacement de la batterie ASC.
- p) **Modèles et gabarits**
- i) Pour chaque site de déploiement, après l'attribution du contrat, mais avant l'installation, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique ou à son représentant délégué à chaque site, trois (3) modèles ou gabarits pour le marquage des endroits où les boulons de montage des postes doivent être insérés dans le sol.
 - ii) À l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique :
 - (1) cinq (5) exemplaires papier des spécifications détaillées des boîtes des postes;
 - (2) cinq (5) modèles ou gabarits pour le marquage des endroits où les boulons de montage au sol des postes doivent être insérés.
- q) **Emballage** – Les conteneurs des postes, y compris les déménageurs et le matériel de manœuvre, doivent passer dans une baie de porte de 86 sur 213 cm (34 sur 84 po), sans démontage des charnières, du cadre ou de la porte (ouverte à au moins 90 degrés).

- r) **Installation** – L’entrepreneur doit fournir une séance d’orientation au moment de l’installation, dans le cadre du processus d’installation.
- s) **Apprentissage instantané** – Le poste doit permettre l’apprentissage instantané de son utilisation. Les voyageurs peuvent utiliser le poste avec des instructions minimales ou par observation d’autres voyageurs. Lignes directrices : Utiliser l’interface pratique la plus simple, utiliser des métaphores simples et faire en sorte que les résultats apparaissent immédiatement.
- t) **Indépendance quant aux programmes** – L’entrepreneur doit permettre au client d’utiliser les composants fournis par l’entrepreneur pour d’autres programmes du client, à la discrétion de ce dernier.
- u) **Protocole Internet** – L’entrepreneur doit veiller à ce que tous les composants matériels et logiciels fournis par l’entrepreneur fonctionnent avec les réseaux IPv4 et IPv6.
- v) **Mémoire** – L’entrepreneur doit veiller à ce qu’aucun dispositif ne retient des données sur les voyageurs lors de la mise hors tension, y compris les données suivantes :
 - (1) images d’iris;
 - (2) images et données venant de documents de voyage;
 - (3) données de bande magnétique;
 - (4) données de reçus.

7. Boîtier

- a) L’entrepreneur doit fournir un boîtier qui peut accueillir tous les composants du poste. Le boîtier de poste est une armoire ou des armoires jointes qui accueillent les composants propres à la configuration applicable pour le poste. Un boîtier peut comprendre, par exemple, deux armoires boulonnées ensemble.
- b) La disposition définitive du boîtier doit être acceptée et approuvée par le client dans les deux mois suivant l’attribution du contrat.
- c) Le boîtier doit être conçu de manière à permettre au client de changer la position de n’importe quel appareil.
- d) Le boîtier de poste doit être de construction robuste. Tous les éléments métalliques du poste doivent être à l’épreuve de la rouille. Si le boîtier comprend des éléments de plastique, il ne doit pas d’agir d’éléments structuraux et ces éléments doivent satisfaire à la norme d’inflammabilité UL (*Underwriters Laboratories*) 94 HB, ou à une norme plus élevée.
- e) L’entrepreneur doit s’assurer que tous les bords extérieurs du poste et toutes les parties accessibles au voyageur sont arrondis, lisses et finis.
- f) Le boîtier du poste ne doit pas permettre l’entrée de liquides, particulièrement dans le cas des composants visibles au voyageur et des ouvertures, comme l’écran tactile et la fente des reçus.
- g) Le boîtier du poste doit :
 - i) être conçu pour un usage à l’intérieur;
 - ii) être assemblé, mis de niveau et fixé solidement au sol dans les trois (3) heures suivant son déballage, au moyen de boulons et d’écrous, d’un adhésif à haute performance ou des deux, selon les exigences précisées pour le site par le responsable technique;

- iii) être installé de façon à ce que toutes les fentes soient bien alignées avec les ouvertures des dispositifs, afin que les voyageurs puissent facilement insérer une carte ou un document et prendre leur reçu;
 - iv) comprendre un plateau pour les reçus ou un mécanisme qui empêche les reçus imprimés de tomber sur le sol;
 - v) être installé de façon à ce que les fonctions et commandes des dispositifs accessibles au voyageur (écran tactile, appareil de balayage de l'iris, lecteur de document et de carte, tablette, etc.) se trouvent à une hauteur appropriée pour le voyageur debout, dont la taille se situe entre le 5^e et le 95^e centile de l'échelle des tailles pour les adultes, de même que pour les voyageurs en fauteuil roulant;
 - vi) permettre l'accès aux composants internes seulement par des portes verrouillées;
 - vii) être doté de portes qui s'ouvrent dans l'axe vertical seulement;
 - viii) ne pas être doté ou nécessiter de barrières ou de portails;
 - ix) comporter une petite tablette, robuste et pratique, fixée au boîtier, qui peut supporter une force de 100 N (pour permettre au voyageur de déposer un sac à main, ses documents de voyage, une bouteille d'eau, etc.);
 - x) permettre au personnel d'entretien d'ouvrir la porte facilement et de façon sécuritaire au moyen d'un outil ou d'un processus ne nécessitant aucune pile ou source de courant;
 - xi) être conçu de façon à ce que les portes verrouillées se trouvent l'avant du poste pour permettre l'entretien. Les autres portes, le cas échéant, doivent être situées sur les côtés du poste;
 - xii) avoir une serrure offrant de nombreuses configurations de verrouillage;
 - xiii) comprendre des clés pour chaque serrure des portes donnant accès aux composants internes du poste;
 - xiv) comprendre deux clés de porte pour chaque poste et, sur demande, au moins deux clés de rechange par poste. Les clés utilisées doivent pouvoir être créées et taillées sans l'aide de l'entrepreneur, et doivent être identiques pour tous les postes et leurs portes.
- h) **Événements logiciels** – Les capteurs et les dispositifs des postes doivent générer les événements logiciels suivants, et les acheminer à l'application client :
- i) événements liés aux portes des postes, pour chaque porte :
 - (1) porte ouverte;
 - (2) porte fermée;
 - ii) événements liés aux serrures des postes, pour chaque serrure :
 - (1) porte verrouillée;
 - (2) porte déverrouillée;
 - iii) événements liés à l'alimentation en papier et aux reçus pour chaque imprimante, s'ils ne sont pas indiqués d'une autre façon par l'imprimante à reçus.

8. Appareil de balayage de l'iris

- a) Le poste doit comprendre un appareil de balayage de l'iris (« appareil de balayage ») et le matériel connexe.
- b) Le poste ne doit pas être doté de multiples appareils de balayage placés à différentes hauteurs.

- c) L'appareil de balayage doit :
- i) être certifié sécuritaire pour une utilisation quotidienne, prolongée et répétée par la même personne dans un environnement de développement ou d'essai. À titre de preuve, l'entrepreneur doit fournir :
 - (1) une analyse des risques posés par le rayonnement optique de l'appareil de balayage, détaillée et officielle, préparée par une organisation ou une autorité qualifiée dans ce domaine, idéalement indépendante;
 - (2) les titres de qualification de cette autorité de certification;
 - ii) être monté sur ou dans un poste (à l'exception des appareils de balayage des ensembles de démonstration, des postes ouverts et appareils des centres d'inscription);
 - iii) comprendre un moyen programmation de déterminer si l'appareil de balayage est prêt ou non;
 - iv) comprendre un éclairage intégré infrarouge proche;
 - v) être inactif jusqu'à ce que le voyageur touche à l'écran tactile du poste ou utilise un autre dispositif du poste et active la capture de l'image de l'iris;
 - vi) fonctionner sans que le voyageur soit tenu de reculer d'un pas;
 - vii) localiser automatiquement les iris, permettre un ajustement par inclinaison manuelle, ou fournir un moyen équivalent de capturer l'image de l'iris de façon confortable et pratique sans l'aide d'un opérateur ou d'un agent;
 - viii) guider ou permettre au client de guider adéquatement le voyageur par des instructions audio et visuelles pendant la capture de l'image de l'iris;
 - ix) permettre au client d'activer et de désactiver tout élément de l'interface graphique de l'appareil de balayage susceptible d'apparaître à l'écran de l'ordinateur associé au dispositif;
 - x) examiner 5 images candidates ou plus d'iris de voyageur par œil par seconde;
 - xi) être prêt à procéder à une nouvelle capture dans les trois secondes suivant l'annulation de la capture précédente;
 - xii) capturer l'image d'un œil, ou des deux yeux, en une seule opération;
 - xiii) réaliser la capture en 10 secondes ou moins, avec un taux d'erreur de capture de 0,03 ou moins, dans les conditions suivantes :
 - (1) le voyageur collabore et connaît déjà l'appareil de balayage;
 - (2) les yeux du voyageur sont bien ouverts;
 - (3) le voyageur a au moins un œil permettant la capture d'une image;
 - (4) la détection de la vie est activée;
 - xiv) annuler le processus de capture d'image de l'iris, y compris toutes les instructions audio et visuelles, dans les 250 millisecondes d'une demande d'annulation présentée à l'appareil de balayage et émise par le logiciel du client;
 - xv) capturer des images de l'œil gauche et de l'œil droit du voyageur, avec identification de chacun, dans un seul appel d'API avec capture des deux yeux. L'appel d'API avec capture des deux yeux doit être présenté au voyageur comme une seule opération de capture de l'image des iris;
 - xvi) interdire la capture de l'image de deux yeux appartenant à deux voyageurs différents au cours d'un seul appel d'API avec capture des deux yeux;

- xvii) capturer l'image des iris des personnes portant des lunettes à verres transparents au moment de la reconnaissance;
- xviii) générer un code d'erreur de capture indiquant une image contrefaite lors de la présentation d'un œil ou d'un iris, ou de l'image d'un œil ou d'un iris, comprenant une image plate, ou de l'image d'un œil prothétique ou de lentilles de contact à motif. L'œil, l'iris ou l'image peut contenir tout type d'image d'iris complète ou partielle (par exemple un iris imprimé, peint, photocopié, dessiné ou affiché, et une pupille retirée, transparente, imprimée ou affichée) que l'appareil de balayage peut voir, possiblement combinée à un œil réel;
- xix) en présence d'un œil contrefait, ne pas informer le voyageur ou ne pas lui laisser entendre (par message audio ou autrement) qu'un œil ou un iris contrefait a été détecté.
- d) Le délai d'arrêt de capture de l'appareil de balayage doit être réglable par le client.
- e) Les indicateurs audio et visuels de l'appareil de balayage doivent être synchronisés.
- f) Le boîtier du poste et l'ensemble des composants ne doivent pas être structurés d'une manière qui pourrait nuire au rendement de l'appareil de balayage en causant des réflexions spéculaires importantes ou une dilatation excessive des pupilles, y compris une lumière forte (directe ou indirecte) dirigée vers le visage du voyageur et un assombrissement excessif du visage du voyageur.
- g) L'appareil de balayage, ou son bloc d'alimentation c.a., le cas échéant, doit porter une étiquette d'approbation cUL, une étiquette d'identification CSA ou les deux.
- h) L'appareil de balayage doit comprendre un câble d'alimentation, une base ou un adaptateur c.a., compatible avec une source d'alimentation de 120 v.c.a. et 60 Hz, et une prise standard nord-américaine avec mise à la terre.
- i) Pour chaque opération de capture d'une image de l'iris, l'appareil de balayage doit :
 - i) produire des indications audio pour chaque appel d'API, et non pour chaque œil;
 - ii) déclencher un message audio ou faire jouer un message audio dans la langue choisie par le client (anglais ou français);
 - iii) effectuer au moins l'une des actions suivantes au cours de l'opération de capture d'une image de l'iris :
 - (1) émettre un message audio, habituellement parlé, sélectionné programmatically parmi les messages audio installés au préalable dans l'appareil de balayage;
 - (2) émettre un message audio, habituellement parlé, qui lui est fourni programmatically au moyen de ses méthodes d'API, ou
 - (3) déclencher l'émission d'un message audio par le logiciel client, à la place de l'appareil de balayage;
 - iv) contrôler l'éclairage infrarouge proche afin de permettre la capture de l'image de l'iris;
 - v) effectuer un autofocus pour les yeux à l'intérieur de l'espace de capture;
 - vi) guider ou permettre au client de guider adéquatement le voyageur au moyen d'instructions audio et visuelles pendant la capture de l'image de l'iris;
 - vii) interrompre une tentative de capture lorsque l'image d'un « œil » a été capturée ou lorsqu'un arrêt ou une erreur est survenu pour l'œil ou les yeux demandés;
 - viii) retourner les images ou l'indication d'une erreur ou d'un arrêt pour chaque œil demandé lorsqu'une tentative de capture est terminée;

- ix) désactiver, ou permettre au client de désactiver, la fonction de capture automatique lorsqu'une tentative de capture est terminée.
- j) L'appareil de balayage doit avoir une fonction de capture automatique qui peut être activée par l'intermédiaire du logiciel client.
- k) Le processus qui permet à l'appareil de balayage de faire jouer des fichiers audio au format WAV, y compris un processus de mise à jour du micrologiciel permettant les modifications audio par le client ou l'entrepreneur, doit être entièrement exécutable par le client au moyen, si nécessaire, d'outils matériels et logiciels fournis par l'entrepreneur.
- l) L'appareil de balayage doit permettre de régler le volume sonore.
- m) L'entrepreneur doit présenter un rapport technique qui indique les exigences en matière d'éclairage ambiant de l'appareil de balayage.
- n) L'appareil de balayage doit communiquer avec l'ordinateur auquel il est associé, au minimum, de l'une des façons suivantes :
 - (1) par connexion USB, ou
 - (2) par l'intermédiaire d'un réseau TCP/IP connecté au moyen d'une prise RJ-45 à une carte réseau 10/100/1000 Mb/s Base-T.
- o) Chaque appareil de balayage doit être identifiable de manière unique.
- p) **Sécurité des communications**
 - i) La sécurité des données pour les connexions externes de l'appareil de balayage de l'iris ne doit pas être mise en œuvre ou activée, ou alors elle doit satisfaire à toutes les conditions suivantes :
 - (1) le client doit pouvoir complètement désactiver la sécurité;
 - (2) l'entrepreneur doit fournir au client un moyen de gérer la sécurité (par exemple l'ajout, la modification et la suppression de clés);
 - (3) l'entrepreneur doit utiliser des algorithmes cryptographiques approuvés par le Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC) en ce qui a trait aux données Protégé B, conformément aux indications du document <http://www.cse-cst.gc.ca/documents/publications/itsa-asti/itsa11e-fra.pdf>. Si des algorithmes à clé symétrique sont utilisés, le client préfère l'algorithme triple DES à 3 clés ou l'algorithme AES-256.
 - ii) Toutes les clés et tous les mots de passe et certificats numériques liés aux appareils de balayage, y compris ceux qui lient les composants logiciels des appareils, le cas échéant, doivent disponibles pour le client dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat et doivent pouvoir être remplacés par le client. Exception : les clés ou les certificats qui ne sont pas lus ou qui ne sont pas lisibles ou interceptables par tout logiciel exécuté sur l'ordinateur du poste, comme les clés d'un système embarqué qui ne peuvent être découvertes de l'extérieur de ce système sans qu'il y ait d'abord authentification.
- q) **Normes** – L'appareil de balayage et les images d'iris doivent satisfaire aux normes suivantes :
 - i) L'appareil de balayage de l'iris doit être conforme aux normes de sécurité relatives à l'éclairage, y compris les normes ANSI/IESNA RP-27.1-96 et IEC 60825-1 Édition 2, Classe 1 sur les DEL;

- ii) Les images d'iris doivent être conformes à la norme ISO 19794-6, selon la définition donnée à l'article 2 de la norme, et être dans le format suivant, selon la définition donnée aux paragraphes 6.2 à 6.4 de la norme ISO 19794-6 :
 - (1) TYPE_IMAGE_NON DÉCOUPÉE, TYPE_IMAGE_VGA ou TYPE_IMAGE_DÉCOUPÉE;
 - (2) PNG non entrelacé (de préférence), JPEG 2000 sans perte ou non compressé.
- r) Si l'entrepreneur fournit une API de contrôle de la qualité des images d'iris (vérificateur de la qualité), celle-ci doit établir et fournir les mesures de qualité de l'image d'iris conformément aux recommandations de l'IREX II du NIST.
- s) L'entrepreneur doit décrire la mise en œuvre des mesures de protection biométriques contre les attaques de l'appareil de balayage au moyen de documents à l'appui.
- t) Les paramètres de l'image d'iris doivent être conformes à la norme ISO 19749-6.
- u) L'entrepreneur doit mettre en place des mesures de protection des images d'iris, préférentiellement gérées par le client au moyen d'une API.
- v) L'entrepreneur doit décrire la mise en œuvre biométrique de l'appareil de balayage.
- w) **Événements logiciels** – L'appareil de balayage doit générer et transmettre les événements logiciels suivants à l'application du client :
 - i) capture d'image commencée;
 - ii) capture d'image annulée;
 - iii) capture d'image expirée;
 - iv) capture d'image terminée;
 - v) erreur de capture d'image.

9. Dispositif de comparaison des iris

- a) L'entrepreneur doit inclure le logiciel du dispositif de comparaison des iris (appelé ci-après « comparateur »), qui doit être un logiciel commercial existant, offert sur le marché, déployé nativement et dont l'entrepreneur assure le soutien.
- b) Le comparateur tourner sous le système d'exploitation Microsoft Windows Server 2008 (ou une version ultérieure) fourni par le client pour processeurs x86/x64, à l'exclusion de Microsoft Windows Server 2008 R2.
- c) L'entrepreneur doit permettre au client de passer d'un système d'exploitation prenant en charge le comparateur (par exemple, Windows Server 2008) à un autre système d'exploitation prenant en charge le comparateur (par exemple Linux ou une version plus récente de Windows Server) sans frais supplémentaires pour le client quant aux éléments liés au comparateur (clés électroniques, licences, logiciels, soutien, etc.).
- d) Le comparateur doit pouvoir assurer des fonctions simultanées relatives aux iris, ce qui comprend, sans y être limité, l'inscription des iris et la reconnaissance des iris. Il doit être possible de procéder à la reconnaissance des iris pendant que l'inscription est en cours.
- e) L'entrepreneur doit fournir un mécanisme (logiciel) de persistance qui utilise un système de gestion de base de données relationnelle (SGBDR) SQL pour enregistrer les données liées aux iris, comme les images et les modèles d'iris.
- f) L'entrepreneur doit recommander le SGBDR qui :

- i) compte le plus grand nombre de déploiements par l'entrepreneur de comparateurs dans un environnement de production;
 - ii) est largement répandu dans les secteurs privé ou public;
 - iii) respecte les règles ACID (atomicité, concordance, isolement, durabilité) dans le soutien des transactions;
 - iv) persiste sur le disque dur (c'est-à-dire qui ne « persiste » pas uniquement dans les bases de données en mémoire);
 - v) est conforme à l'infrastructure de SGBDR du client. L'ordre de préférence est la suivante : DB2, PostgreSQL, MS SQL Server, Oracle, Sybase.
- g) Si le comparateur fournit plusieurs algorithmes de comparaison, l'entrepreneur doit fournir l'algorithme le plus précis.
 - h) L'entrepreneur doit fournir au client le contrôle complet des mesures anti-réexécution (comme les valeurs uniques) si elles sont mises en œuvre par le comparateur, y compris leur activation et leur désactivation sans qu'il soit nécessaire de redémarrer le comparateur.
 - i) L'entrepreneur doit permettre au client de remplacer, par une ou plusieurs méthodes API, toute image d'iris inscrite dans la base de données d'iris existante du client sans que le voyageur ait à répéter le processus d'inscription.
 - j) *Vitesse* – Le comparateur doit satisfaire aux délais de réponse suivants (lors d'une exécution simultanée) :
 - i) pour toute combinaison de reconnaissance d'un œil (mode 1:TOUS) ou de vérification d'un œil (mode 1:1) avec un taux de traitement de 300 par minute, c'est-à-dire cinq (5) demandes arrivant au début ou pratiquement au début de chaque seconde : temps de réponse maximal de 2 500 millisecondes, et temps de réponse moyen de 1 500 millisecondes;
 - ii) pour une inscription des iris des deux yeux à un taux de traitement de huit (8) par minute, c'est-à-dire quatre (4) demandes arrivant toutes les 30 secondes; temps de réponse maximal de 45 000 millisecondes, et temps de réponse moyen de 25 000 millisecondes;
 - iii) pour la suppression d'un inscrit par association d'un code d'identification unique, à un taux de traitement d'une (1) demande toutes les cinq (5) minutes; taux de réponse maximal de 20 000 millisecondes, et temps de réponse moyen de 10 000 millisecondes.
 - k) Le comparateur doit :
 - i) être en mesure d'inscrire des images d'iris pour au moins 2,5 millions d'inscrits sans dégradation de la performance (voir le paragraphe 9. Dispositif de comparaison des iris j);
 - ii) assurer la gestion des iris, y compris leur inscription, leur reconnaissance, leur vérification et leur retrait;
 - iii) comprendre un moyen programmatique de déterminer si le comparateur est prêt ou non;
 - iv) accepter les images d'iris JPEG non découpées présentant un iris d'un diamètre approximatif de 144 à 312 pixels, que le client convertira au format JPEG avant de tenter leur inscription;
 - v) accepter une image JPEG directement pour toute opération liée aux iris ou, sinon, fournir une fonction ou un outil qui transfère l'image JPEG dans un format pris en charge (c'est-à-dire conforme à la norme ISO 19794-6);
 - vi) faire migrer avec succès (réinscrire) au moins 96 % des images d'iris existantes du client choisies à des fins de réinscription (voir l'appendice D de l'annexe A pour les statistiques concernant les images d'iris existantes);
 - vii) en ce qui a trait aux images d'iris d'inscriptions existantes du client transférées avec succès, reconnaître au moins 80 % des images existantes choisies par le client pour l'essai de reconnaissance;

- viii) accepter toutes les demandes relatives aux iris (p. ex. correspondance, inscription, retrait) que ce soit :
 - (1) seulement après une authentification réussie, et établir une connexion ou ouvrir une session, dans les 10 000 millisecondes (en supposant qu'il n'y a aucun temps d'attente du réseau), pouvant être utilisée pour de nombreuses demandes différentes avec le temps. Le comparateur doit pouvoir gérer au moins 50 sessions ou connexions simultanées, ou
 - (2) sans authentification préalable ou sans authentification. Le comparateur doit pouvoir gérer au moins 50 demandes simultanées;
- ix) atteindre un taux de faux négatifs quant à l'identification (TFNI) de 0,05 ou (c.-à-d. 5 %) à un taux de faux positifs quant à l'identification (TFPI) = 1E-5 en mode 1:TOUS, et un TFNI de 0,08 ou moins (c.-à-d. 8 %) à un TFPI = 1E-6 en mode 1:TOUS, et un taux de faux rejets (TFR) de 0,02 ou moins (c.-à-d. de 2 %) à un taux de fausses acceptations (TFA) = 1E-6 en mode 1:1, lorsque les images capturées sont « réexécutées » et produisent une liste d'au plus 20 candidats. L'entrepreneur doit fournir :
 - (1) la courbe ROC (*Receiver Operating Characteristic*) ou la courbe DET (*Detection Error Tradeoff*) basée sur toute base de données d'iris publique, privée, universitaire ou opérationnelle, ou son sous-ensemble;
 - (2) une description générale de la source des courbes;
 - (3) s'il est disponible, le taux d'identification de rang k ($k > 1$) ou la courbe CMC (*Cumulative Match Characteristic*) pour les correspondances 1-à-TOUS;
- x) atteindre le niveau suivant d'interopérabilité des modèles d'iris générés à partir des images existantes du client (« anciennes ») avec les nouvelles images venant de l'appareil de balayage de l'iris (« nouvelles ») :
 - (1) le TFNI des correspondances d'iris « nouvelles par rapport à anciennes » ne doit pas dépasser 150 % du TFNI des correspondances « anciennes par rapport à anciennes » pour le même TFPI, pour toutes les valeurs TFPI entre 1E-4 et 1E-6 en mode 1:TOUS;
 - (2) le TFR des correspondances d'iris « nouvelles par rapport à anciennes » ne doit pas dépasser 150 % du TFR des correspondances « anciennes par rapport à anciennes » pour le même TFA, pour toutes les valeurs TFA entre 1E-4 et 1E-6 en mode 1:1;
- xi) enregistrer les images d'iris dans une forme non exclusive, sans perte, non dénaturée et au format (p.ex. JPEG) dans lequel elles ont été fournies à l'origine au comparateur. Les images peuvent être chiffrées, en vertu de l'exigence 8) Comparateur d'iris k);
- xii) fournir un mécanisme « sûr » (p. ex. un fil sécurisé) pour l'extraction de toutes les données persistées, ou de toute partie de ces données, sous forme non chiffrée, non exclusive, sans perte, non dénaturée et au format (p. ex. JPEG) dans lequel elles ont été fournies à l'origine au comparateur;
- xiii) fournir un mécanisme par l'intermédiaire du SGBDR ou, si celui-ci n'est pas disponible, par l'intermédiaire d'un outil ou d'un utilitaire fourni par l'entrepreneur, pour créer une sauvegarde autoconsistante (« ponctuelle ») des données sur les iris en même temps que les opérations relatives aux iris comme l'inscription, la reconnaissance et le retrait;

- xiv) avoir un identificateur unique associé pour chaque inscrit dans la base de données des iris. Cet identificateur peut être généré par le comparateur ou fourni au comparateur par le client;
 - xv) ne pas nécessiter une connexion Internet afin de vérifier sa licence, le cas échéant.
- l) Si le comparateur met en œuvre ou utilise des mots de passe de chiffrement et de déchiffrement ou des certificats numériques, l'entrepreneur doit, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat :
- i) fournir les clés de chiffrement et de déchiffrement, les mots de passe et les certificats réels, y compris ceux qui s'appliquent entre les composants du comparateur, le cas échéant;
 - ii) fournir un mécanisme à l'usage exclusif du client pour la modification de toutes les clés, de tous les mots de passe et de tous les certificats.
- m) Le mécanisme d'API de l'entrepreneur doit fournir un pointage de correspondance des iris au cours du processus de vérification ou de reconnaissance si une comparaison de modèles a pu être effectuée.
- n) L'entrepreneur doit fournir un API d'analyse.
- o) L'API d'analyse de l'entrepreneur doit :
- i) générer un modèle d'iris à partir d'une image d'iris;
 - ii) comparer deux modèles d'iris et retourner, au minimum :
 - (1) un code de retour, indiquant une erreur le cas échéant;
 - (2) un pointage de correspondance des iris (si une comparaison a pu être effectuée).
- p) La production et la comparaison des modèles par l'API ne doivent pas être retardées ou ralenties par rapport à la production et à la comparaison des modèles par le comparateur.
- q) Le comparateur doit :
- i) fournir un mécanisme de suppression des données (y compris le code d'identification, les images d'iris et les modèles d'iris de l'inscrit) dans le cas d'un inscrit ayant un code d'identification. L'opération de suppression doit s'appliquer immédiatement au moment de la demande;
 - ii) retourner tous les modèles inscrits pour un code d'identification donné. Le client doit pouvoir déterminer aisément l'œil (gauche ou droit) représenté dans les modèles retournés. Il doit aussi être possible de retourner tous les modèles inscrits pour un code d'identification donné et pour l'œil indiqué;
 - iii) permettre ou non les inscriptions en double par environnement de déploiement, à la discrétion du client;
 - iv) permettre l'inscription d'un seul œil ou des deux yeux;
 - v) fournir la vérification d'un seul œil (correspondance 1:1) pour un code d'identification d'inscrit donné;
 - vi) fournir la reconnaissance d'un œil 1:TOUS;
 - vii) pour chaque opération de reconnaissance ou de vérification :
 - (1) déterminer facilement quel œil inscrit (gauche ou droit) a été reconnu ou vérifié, ou
 - (2) préciser quel œil inscrit (gauche ou droit) doit faire l'objet d'une recherche ou d'une vérification;
 - (3) produire un résultat qui contient tous les éléments suivants :
 - (a) le code d'identification de l'inscrit;

- (b) le pointage de correspondance des iris, ou
- (c) une erreur pour chaque vérification qui échoue (pas d'image d'iris, comparateur non fonctionnel, interruption, etc.).
- r) L'entrepreneur doit fournir et décrire la ou les formules originales et mises à jour utilisées pour calculer le seuil de décision en fonction de la taille de la population inscrite dès qu'elles sont disponibles.
- s) L'entrepreneur doit décrire la mise en œuvre biométrique du comparateur.
- t) L'entrepreneur doit décrire l'architecture, la conception et la mise en œuvre du comparateur.
- u) L'entrepreneur doit préciser les configurations du comparateur conformément aux environnements et aux conditions de déploiement décrits à l'appendice C de l'annexe A.

10. Écran tactile

- a) Le poste doit comprendre un écran tactile qui permet à l'utilisateur d'utiliser les fonctions en touchant le moniteur. L'écran tactile doit offrir en combinaison un moniteur LCD et un recouvrement.
- b) L'écran tactile doit :
 - i) être lisible par un utilisateur debout ou en fauteuil roulant;
 - ii) avoir une luminosité suffisante pour s'adapter aux conditions d'éclairage ambiant;
 - iii) avoir une force d'activation de 85 grammes ou moins;
 - iv) permettre l'activation et la désactivation du multipoint et du multigeste (utilisation à un seul doigt ou à deux doigts), si cette fonction est mise en œuvre;
 - v) pouvoir être activé par un doigt, une main gantée et un stylet souple;
 - vi) afficher un clip vidéo ou une animation à 30 images par seconde sans image fantôme.
- c) L'écran tactile doit offrir les paramètres suivants :
 - i) rapport de contraste (typique) : 1000:1 (ou supérieur);
 - ii) temps de réponse : 7,2 ms typique (ou supérieur);
 - iii) couleurs d'affichage : 16,7 millions (24 bits);
 - iv) angle de lecture : 160 degrés.
- d) La zone active de l'écran tactile doit être en verre pur.
- e) La zone active de l'écran tactile doit être durable, résistante aux rayures et à l'épreuve du vandalisme.
- f) La zone active de l'écran tactile doit être résistante aux produits chimiques qui n'altèrent pas le verre, comme les produits nettoyants à base d'acétone ou d'ammoniaque.
- g) L'écran tactile doit résister aux liquides qui pourraient être déversés sur le verre. Les joints qui assurent l'étanchéité doivent avoir une bordure finie lisse (c.-à-d. qui ne nécessite aucun ruban de mousse ou produit de calfeutrage).
- h) La résolution de l'écran tactile ne doit pas être inférieure à six (6) points tactiles par millimètre.
- i) L'écran tactile doit avoir un écran LCD à matrice active (TFT) de 17 po (43,2 cm) en diagonale.
- j) L'écran tactile doit avoir les caractéristiques suivantes :
 - i) temps de réponse tactile : 16 ms typique (ou supérieur);

- ii) précision : environ 2,5 mm ou moins sur 90 % de la surface tactile;
 - iii) transmission de lumière : 88 % ou plus, conformément à la norme ASTM D1003;
 - iv) étalonnage unique (préférentiellement à l'usine), c.-à-d. que l'écran tactile doit fonctionner de façon stable, sans dérive et sans étalonnage par l'utilisateur pendant toute sa durée de vie;
 - v) durabilité d'au moins 30 millions de contacts en un point donné.
- k) L'affichage de l'écran tactile doit avoir les caractéristiques suivantes :
- i) Un pas horizontal et vertical entre les pixels de 0,264 mm ou moins;
 - ii) les modes d'affichage suivants :
 - (1) SVGA 800 x 600 (75 Hz);
 - (2) XGA 1024 x 768 (75 Hz);
 - (3) SXGA 1280 x 1024 (75 Hz).
- l) **Normes**
- i) L'écran tactile doit avoir une dureté de 6,5 ou plus sur l'échelle de Mohs.
 - ii) L'écran tactile doit satisfaire aux exigences de la norme UL 94 HB sur l'inflammabilité des matières plastiques.
 - iii) L'écran tactile doit fournir une protection électrostatique de niveau 4 (15 kV pour les décharges dans l'air et 8 kV pour les décharges de contact) conformément à la norme EN 61000-4-2, 1995.
 - iv) L'écran tactile doit avoir les approbations suivantes :
 - (1) UL;
 - (2) cUL;
 - (3) CE;
 - (4) FCC classe B.

11. Imprimante à reçus

- a) Le poste doit comprendre deux imprimantes de reçus indépendantes de même modèle, fonctionnant une à la fois, et étant dotée chacune de sa propre alimentation en papier et de sa propre alimentation électrique.
- b) L'imprimante doit :
 - i) avoir la capacité de produire au besoin 15 000 reçus par mois;
 - ii) utiliser l'impression thermique directe;
 - iii) être pourvue d'un chemin d'impression direct.
- c) Elle doit convenir au type de papier des billets automatisés et cartes d'embarquement. Le papier doit présenter les caractéristiques principales suivantes :
 - i) largeur – 8,26 ±0,038 cm (3,25 ±0,015 po);
 - ii) longueur – 5,08 à 20,32 cm (2 à 8 po);
 - iii) épaisseur – entre 60 µm et 200 µm (micromètres), inclusivement;
 - iv) de 1 000 à 1 200 reçus en continu à pliage paravent par boîte;

- v) une marque d'enregistrement noire au dos de chaque reçu, que lit un capteur de découpe.
- d) La résolution d'impression doit être de 8 points au mm (203 points au pouce) ou plus.
- e) Les longueur et largeur d'impression maximales suivantes doivent convenir au texte qui figure sur le reçu :
 - i) largeur – 81.3 mm (3.20 po);
 - ii) longueur – 276.9 mm (10.9 po).
- f) Le mécanisme d'alimentation en papier doit permettre l'alimentation automatique lorsque le papier à pliage paravent entre dans l'imprimante.
- g) L'imprimante doit éjecter le dernier reçu du papier servant à l'impression ou, à défaut, émettre un message d'erreur que le logiciel d'application pourra détecter.
- h) L'imprimante doit procéder automatiquement à la découpe aux endroits appropriés, puis éjecter chaque reçu.
- i) La durée de vie du couteau de l'imprimante doit correspondre à au moins 500 000 coupes.
- j) Le cycle de coupe de l'imprimante ne doit pas excéder une seconde.
- k) L'imprimante doit, par défaut, prendre en charge un minimum de jeux (et de tailles) de polices résidentes, à savoir :

Police	Taille nominale des caractères	Les chiffres/caractères imprimés doivent pouvoir atteindre la hauteur (+/- 2 mm)
Cursive	25 x 49 (ppp)	0,9 cm
Petite OCR-B	13 x 20 (ppp)	0,4 cm
Petite OCR-A	5 x 9 (ppp)	0,4 cm
Grande OCR-B	30 x 52 (ppp)	1,0 cm

- l) L'imprimante doit avoir une vitesse d'impression d'au moins 20,32 cm (8 po) par seconde.
- m) L'imprimante doit comporter des indicateurs d'état, c'est-à-dire :
 - i) alimentation électrique/papier (visuel);
 - ii) prêt (visuel);
 - iii) alerte/erreur (visuel);
 - iv) avertisseur sonore (qui peut être activé et désactivé).
- n) L'entrepreneur doit fournir des API d'impression Java, notamment :
 - i) un mécanisme de publication ou d'abonnement concernant les événements logiciels de l'imprimante;
 - ii) un mécanisme logiciel permettant de choisir et d'imprimer depuis l'une ou l'autre des imprimantes du poste.

o) **Événements logiciels** – Les événements suivants doivent être générés par l'imprimante ou pour le compte de l'imprimante et transmis à l'application du client :

i) événements liés à l'alimentation en papier :

(1) baisse du niveau de papier;

(2) manque de papier;

ii) événements liés aux reçus :

(1) reçus éjectés;

(2) reçus ramassés;

(3) reçus coincés;

iii) événements liés au mécanisme d'impression :

(1) problème quant aux têtes d'impression;

(2) problème quant au couteau.

12. Lecteur de cartes et de documents

- a) Le poste doit comporter un lecteur de cartes et de documents.
- b) Dans les trois (3) mois suivant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit fournir au client un clip vidéo ou une animation pédagogique de haute qualité (sans audio ou texte écrit). Ce clip ou cette animation sera présenté à l'écran du poste afin de montrer au voyageur comment utiliser le lecteur de documents.
- c) Le lecteur de cartes et de documents doit :
 - i) avoir une structure entièrement métallique en vue d'une utilisation intensive;
 - ii) être monté de façon sûre à l'intérieur – du moins en partie – du boîtier du poste;
 - iii) être à l'épreuve des liquides;
 - iv) pouvoir être adapté à l'éclairage ambiant;
 - v) être monté de manière à protéger entièrement les pièces électriques et mécaniques qu'il contient, de même que celles du poste;
 - vi) traiter lui-même (et non par l'intermédiaire d'un PC) les données relatives à la reconnaissance optique de caractères (ROC) et au contrôle d'accès de base;
 - vii) prendre en charge la saisie des données d'un document de voyage renfermant un microcircuit intégré sans contact (IRF, puce savante), conformément aux exigences du document 9303 de l'OACI et de la norme ISO/IEC 14443 type A et type B.
- d) La résolution d'images du lecteur doit être de 380 ppp ou plus.
- e) La fenêtre du lecteur doit être faite de verre trempé d'une épaisseur de 4 mm.
- f) Si le lecteur enregistre les données saisies sur un PC local, il doit être en mesure d'éliminer les données qui résident sur ce PC une fois la transaction terminée.
- g) Le lecteur doit donner au client la possibilité de configurer les paramètres, y compris :
 - i) le nombre de balayages de la zone de lecture automatique (ZLA) par document et le type d'éclairage utilisé;
 - ii) l'enregistrement de l'information contenue dans les documents de voyage vers un emplacement configurable du client, au besoin;
 - iii) la possibilité d'exécuter l'application du lecteur en arrière-plan (de manière à ne pas gêner le fonctionnement de l'application en cours sur l'ordinateur de bureau lorsqu'un document est balayé);
 - iv) l'activation et la désactivation de divers paramètres.
- h) Le lecteur doit produire des images balayées dans au moins un des formats non exclusifs suivants :
 - i) BMP;
 - ii) JPEG;
 - iii) JPEG 2000;
 - iv) PNG.
- i) Le lecteur doit comporter des indicateurs visuels d'état, dont les suivants :
 - i) prêt (le lecteur est prêt à balayer un document);
 - ii) occupé (le lecteur balaye et traite les données du document de voyage);

- iii) erreur (le lecteur n'a pas traité les données correctement, ou a éprouvé un autre problème).
- j) Les indicateurs visuels du lecteur ne doivent pas être dissimulés par le boîtier ou par d'autres éléments du poste.
- k) Le lecteur doit lire les documents suivants comportant des zones de lecture automatique (ZLA) :
 - i) les passeports lisibles à la machine;
 - ii) les cartes de voyage lisibles à la machine (y compris les cartes d'identité);
 - iii) les visas lisibles à la machine.
- l) Le lecteur doit lire les données et capturer les images occupant d'une page entière.
- m) Le lecteur doit lire dans une même opération les ZLA et les microcircuits intégrés sans contact, conformément aux exigences de la norme ISO/IEC 14443 type A et type B.
- n) Le lecteur doit lire dans une même opération les lignes de code de la ROC qui se trouvent dans la ZLA, conformément au document 9303 de l'OACI, ainsi que les données des microcircuits sans contact intégrés au document.
- o) Conformément au document 9303 de l'OACI, le lecteur doit saisir les données d'un passeport électronique sans égard à l'emplacement de la puce ou à l'orientation de celle-ci à l'intérieur du document.
- p) Le lecteur doit saisir les données des documents de voyage lisibles à la machine (DVLM) de type DV-1, DV-2 et DV-3, aux termes du document 9303 de l'OACI.
- q) Le lecteur doit saisir les données de chacune des trois pistes d'une bande magnétique.
- r) Le lecteur doit permettre au client d'activer ou de désactiver la lecture de la bande magnétique de façon matérielle (p. ex. en débranchant la prise USB), de façon logicielle ou les deux sans entraver l'exécution des autres tâches du lecteur.
- s) Le lecteur doit permettre au client d'activer ou de désactiver la fonction d'authentification des documents de façon logicielle sans entraver l'exécution des autres tâches du lecteur.
- t) Le lecteur doit permettre au client d'activer ou de désactiver la fonction de lecture IRF de façon logicielle sans entraver l'exécution des autres tâches du lecteur.
- u) Le lecteur doit permettre au client :
 - i) de lancer des événements logiciels pour déclencher des signaux sonores, s'il y a lieu;
 - ii) de configurer les paramètres des signaux sonores, s'il y a lieu;
 - iii) de désactiver le signal sonore, s'il y a lieu.
- v) Le lecteur doit authentifier les caractéristiques de sécurité des documents de voyage en exécutant un balayage optique pleine page, puis en comparant les données à celles d'une bibliothèque enregistrée.
- w) Le processus d'authentification du lecteur doit comporter les vérifications suivantes :
 - i) la cohérence des données, c'est-à-dire :
 - (1) la validation du total de contrôle de la ZLA;
 - (2) la date d'expiration;
 - (3) la comparaison des données imprimées de la ZLA avec celles que contient la puce;

- ii) la sécurité optique, c'est-à-dire :
 - (1) l'encre B900 absorbante dans l'infrarouge;
 - (2) le papier ne réfléchissant pas les rayons UV;
 - (3) la recherche ou la vérification de motifs sous différentes longueurs d'onde lumineuses (lumière visible, ultraviolet, infrarouge et infrarouge proche) comparées à des modèles de confiance fournis par le fabricant du lecteur;
 - iii) le contrôle et l'authentification de l'accès liés aux puces, c'est-à-dire :
 - (1) l'authentification passive;
 - (2) le contrôle d'accès de base;
 - iv) l'authenticité des images, c'est-à-dire :
 - (1) l'impression en arrière-plan.
 - x) Le lecteur doit détecter et lire les données des documents du voyageur quelle que soit l'orientation du document une fois que celui-ci a été placé sur la zone active. Il ne doit y avoir aucune autre intervention du voyageur.
 - y) Le lecteur doit exécuter toutes les tâches suivantes en moyenne en douze secondes ou moins* :
 - i) lire le DVLM, y compris le passeport électronique;
 - ii) exécuter une reconnaissance optique de caractères (ROC), et atteindre une exactitude de 98 % ou plus (exclusion faite des DVLM endommagés, mutilés ou souillés);
 - iii) transmettre les données recueillies à l'application du poste;
 - iv) expédier au poste tous les renseignements de niveau application (p. ex. les images sous trois types d'éclairage, la ROC et l'information associée à la puce, telle la photo). L'information doit de préférence être présentée en langage de balisage extensible (XML) et peut contenir des images ou des références aux images (p. ex. des chemins du système de fichiers).
- (*L'exigence de lecture de 12 secondes ou moins doit être basée sur cinq [5] balayages d'un passeport électronique américain type du client, et sur cinq [5] balayages d'un passeport électronique canadien type du client).

z) **Événements logiciels** – Les événements suivants doivent être générés par ou pour le lecteur et transmis à l'application du client :

- i) détection d'un nouveau document;
- ii) détection du type de document;
- iii) retrait d'un document;
- iv) fin de la lecture d'un document;
- v) acquisition des données relatives à un document;
- vi) erreur du lecteur.

13. Clavier

- a) Le poste doit être doté d'un clavier USB avec fil NCTTI-5 avec bâtonnet de pointage ou pavé tactile intégré.
- b) L'entrepreneur doit veiller à ce que le clavier puisse être connecté à l'ordinateur du poste lorsque celui-ci est installé dans le poste.
- c) L'entrepreneur doit veiller à ce que le clavier soit fixé de façon sécuritaire dans le boîtier du poste et que le public ne puisse y avoir accès.
- d) L'entrepreneur doit fournir un mode de branchement provisoire à l'extérieur du boîtier du poste afin de permettre au personnel d'entretien d'utiliser le clavier.
- e) Le câble du clavier, la porte et le boîtier du poste doivent être à l'abri de tout dommage à l'endroit où le câble sort du boîtier.

14. Haut-parleurs

- a) Le poste doit comporter au moins deux (2) haut-parleurs stéréo installés à l'avant du boîtier et dotés d'un contrôle de volume automatique réglable selon le bruit ambiant.
- b) Les haut-parleurs doivent être d'une taille compacte d'au plus 12 pouces (30 cm) de hauteur, de largeur et de profondeur.
- c) Les haut-parleurs doivent présenter une distorsion inférieure à 10 %, une réponse en fréquence de 50 Hz à 18 000 Hz, et une sensibilité minimale de 85 dB/watt/mètre.

15. Câblage

- a) L'entrepreneur doit fournir tous les câbles et les périphériques nécessaires à l'installation satisfaisante du poste, et répondre à toutes les exigences du présent contrat.
- b) L'entrepreneur doit prévoir l'espace nécessaire pour faire passer jusqu'à deux câbles réseau blindés de catégorie 5 (ou supérieure) à l'intérieur du boîtier et les fixer à celui-ci de façon sécuritaire. Ces câbles doivent entrer par l'arrière du boîtier.
- c) L'entrepreneur doit fournir un câble d'alimentation et l'acheminer à l'intérieur du boîtier. Le câble ne doit pas entrer par l'avant, le dessus ou le dessous du boîtier, mais peut entrer de n'importe quel autre côté. Il doit être suffisamment long pour répondre aux exigences liées à l'installation du poste, à savoir 400 cm +/- 50 cm.
- d) L'entrepreneur doit fixer au câblage se trouvant à l'intérieur du boîtier une étiquette durable indiquant la fonction de chaque câble (p. ex. « ordinateur », « appareil de balayage de l'iris USB », « imprimante à reçus USB », « alimentation de l'imprimante à reçus », « capteur de fin de papier »).
- e) L'entrepreneur doit veiller à ce que les câbles soient bien organisés de façon sécuritaire dans le boîtier du poste (p. ex. au moyen de crochets et de fixations). Au point d'entrée, le câble d'alimentation doit être bien fixé au boîtier.
- f) Tous les câbles du dispositif de balayage utilisés dans un centre d'inscription du client doivent mesurer au moins 5 m. Si des câbles USB sont utilisés, l'utilisation de plusieurs câbles USB joints au moyen de concentrateurs est acceptable, dans la mesure où les câbles respectent la version appropriée de la norme USB. Les câbles doivent être identifiés au moyen d'étiquettes durables.

- g) Le boîtier du poste et tous les dispositifs auxquels on peut accéder de l'extérieur doivent être installés de telle sorte que le public ne puisse aucunement accéder aux prises, aux commandes, aux connecteurs, aux ports, aux fiches, etc., exception faite des câbles d'alimentation et des câbles réseau. Aucun autre câble ne doit être visible ou accessible de l'extérieur.

16. **Système d'alimentation sans coupure (ASC)**

- a) L'entrepreneur doit fournir un système d'alimentation sans coupure (ASC) qui protège l'ensemble des composants du poste (y compris l'ordinateur fourni par le client).
- b) L'entrepreneur doit fournir un dispositif de protection contre les surtensions pour une connexion Ethernet unique vers et depuis le boîtier du poste. Il n'est pas nécessaire de protéger le réseau en ce qui concerne les câbles dont le point d'origine et le point de destination se trouvent dans le boîtier du poste (p. ex., vers et depuis certains dispositifs de balayage).
- c) Le poste doit comprendre un câble d'alimentation, une base ou un adaptateur c.a., compatible avec une source d'alimentation de 120 V ca et 60 Hz, et une prise standard nord-américaine avec mise à la terre.
- d) L'ASC doit tolérer les fluctuations constantes entre les baisses de tension et les surtensions sans consommer les réserves d'électricité limitées des batteries.
- e) L'ASC doit :
- i) avoir une forme d'onde de sortie de type « onde sinusoïdale réelle » lors du fonctionnement sur batterie;
 - ii) pouvoir fournir, durant au moins vingt minutes, une alimentation de réserve à pleine charge provenant de batteries;
 - iii) avoir une durée de basculement maximale de deux millisecondes;
 - iv) protéger le poste des creux, des hausses et des variations brusques de tension, ainsi que des pannes;
 - v) fournir une régulation automatique de la tension;
 - vi) être doté de batteries remplaçables à chaud, par l'avant. Les batteries remplaçables à chaud doivent permettre au poste de demeurer pleinement opérationnel durant le remplacement.
- f) L'ASC doit être équipé d'un mécanisme pour signaler l'état des batteries.
- g) L'ASC doit gérer la charge des batteries.
- h) Les types d'événements logiciels suivants doivent être générés par l'ASC ou pour le compte de celle-ci, et transmis à l'application du client :
- i) les avertissements indiquant la décharge des batteries ou la nécessité de les remplacer;
 - ii) les renseignements, par exemple sur l'état de l'alimentation électrique (sous tension ou hors tension).
- i) L'ASC doit à tout le moins comprendre les indicateurs visuels suivants :
- i) remplacement des batteries;
 - ii) défaut du câblage du site;
 - iii) surcharge.
- j) L'entrepreneur doit fournir l'ensemble des concentrateurs distants connectés extérieurement à l'USB, ainsi que tous les câbles d'interface USB et les composants USB certifiés.
- k) L'entrepreneur doit fournir une prise de courant c.a. à l'intérieur du boîtier du poste, réservée à l'ordinateur.

- l) La prise de courant c.a. doit satisfaire à toutes les exigences suivantes :
 - i) offrir un accès libre au câble d'alimentation de l'ordinateur du poste;
 - ii) se trouver entre 30 et 76 cm (entre 1 et 2,5 pieds) de l'arrière de l'ordinateur du poste;
 - iii) être alimentée par une prise ASC pourvue d'une alimentation de secours par batterie, ou constituer l'une des prises ASC d'alimentation de secours par batterie.
- m) L'entrepreneur doit fournir des concentrateurs USB (bus série universel) si le nombre de ports USB de l'ordinateur du poste est insuffisant.

17. Système de surveillance des postes

- a) L'entrepreneur doit fournir un système de surveillance des postes (SSP).
- b) Ce système doit :
 - i) surveiller les postes à distance depuis un emplacement central afin de s'assurer que ces derniers fonctionnent et qu'ils sont exempts d'erreurs;
 - ii) fournir à l'administrateur les éléments suivants :
 - (1) afficher, au moyen d'indicateurs visuels et textuels, l'état actuel du poste ainsi que de ses dispositifs et composants;
 - (2) présenter à l'écran des renseignements détaillés sur un poste donné (p. ex. l'état général du poste et le journal des applications);
 - (3) présenter les messages d'alerte, d'erreur ou de seuil et afficher les icônes sur l'interface graphique, en cas de défaillance d'un dispositif d'un poste ou d'une application logicielle, ou lorsqu'un dispositif atteint un seuil;
 - iii) indiquer la présence ou l'absence des voyageurs qui utilisent le poste, après réception d'un avis de l'application du client à cet effet;
 - iv) détecter les événements critiques, puis générer et expédier un avis à l'administrateur dans un courriel descriptif à ce sujet, à savoir :
 - (1) le mauvais fonctionnement d'un composant ou la perte de communication avec le SSP;
 - (2) la connexion ou l'absence de connexion de l'application du client au SSP.
- c) Le SSP doit comprendre une interface graphique.
- d) Le SSP doit consigner les événements.
- e) Le SSP doit offrir une fonction de regroupement.
- f) Le SSP doit détecter les problèmes de communication entre lui-même et un poste.
- g) Le SSP doit produire des rapports. Si les rapports sont en format XML, l'entrepreneur doit fournir le schéma dans les cinq jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.
- h) Le SSP doit :

- i) pouvoir recevoir de multiples avis des postes;
 - ii) comporter un mécanisme pour émettre des avis.
- i) Le SSP doit permettre aux administrateurs :
- i) d'effectuer les fonctions d'administration, y compris configurer les paramètres de notification, notamment la période de vérification, les éléments qui doivent renseigner sur l'état, et le destinataire visé;
 - ii) créer et gérer des comptes d'utilisateurs et des groupes d'utilisateurs, y compris l'ajout, la suppression et l'affichage d'utilisateurs;
 - iii) établir le profil et les droits d'un utilisateur;
 - iv) établir le profil d'un groupe d'utilisateurs, ce profil devant automatiquement s'appliquer à tous les utilisateurs du groupe;
 - v) configurer le SSP de manière à ce qu'il ne génère des alertes que pour une période particulière;
 - vi) ajouter, mettre à jour, modifier et supprimer des entités du poste au moyen de son interface graphique;
 - vii) si le seuil est appliqué, régler manuellement les seuils pour les dispositifs et les transactions, notamment en ce qui concerne l'impression des billets, le rejet des billets, le bourrage de billets et le nombre de transactions.
- j) Le SSP doit stocker les données recueillies durant au moins sept (7) jours afin de pouvoir fournir des données historiques au besoin.
- k) Si le SSP comprend une API, il doit d'agir d'une API Java.
- l) Le SSP doit comporter une composante de serveur.
- m) Le SSP doit être en mesure de déterminer l'état des divers périphériques.
- n) Le SSP doit prendre en charge la mise à l'essai des périphériques des postes.

18. Logiciels

a) ***Logiciels du système***

- i) L'entrepreneur doit prévoir un mécanisme qui permet de lancer tous les logiciels qu'il fournit à partir de Java au moyen de JRE version 1.6 ou ultérieure, selon la version déployée par le client.
- ii) L'entrepreneur doit fournir en anglais l'ensemble des méthodes et paramètres relatifs à l'API (ou leur équivalent en services Web).
- iii) Si l'API de première génération de l'entrepreneur n'est pas un service Web et qu'il n'est pas écrit en Java, l'API pouvant être lancée depuis Java qui sera utilisée par le client doit être généré automatiquement à partir de cette première version (p. ex. appels JNI).
- iv) Si l'entrepreneur fournit des API qui peuvent être lancées depuis Java, il doit s'assurer que ces API comportent les mêmes fonctionnalités que les API pouvant être lancées depuis d'autres langages (p. ex., C, C++).
- v) Chaque application ou interface graphique Web que fournit l'entrepreneur doit être compatible avec la version de Microsoft Internet Explorer déployée par le client (version 8 ou ultérieure).
- vi) À chaque emplacement, le poste doit se connecter avec succès au réseau du client (de la façon décrite à l'appendice A, Infrastructure technique actuelle, de l'annexe A) au moyen du câblage Ethernet existant.

- vii) L'entrepreneur doit permettre au client d'utiliser et de personnaliser les outils qu'il lui fournit (p. ex. le SSP).
 - viii) Les logiciels fournis par l'entrepreneur, mis à part les logiciels provenant de JRE ou du système d'exploitation, ne doivent être dirigés vers aucune des sorties suivantes :
 - (1) sortie standard (« stdout »);
 - (2) erreur standard (« stderr »);
 - (3) tout annuaire ou fichier;
 - (4) tout URL ou port;
 font toutefois exception :
 - (5) les données générées lorsque l'application du client prend fin;
 - (6) les logiciels qui sont utilisés hors de l'environnement de production.
 - ix) Les logiciels que fournit l'entrepreneur ne doivent faire appel à aucune des entrées suivantes :
 - (1) entrée standard (« stdin »);
 - (2) tout annuaire ou fichier, sauf indication contraire du Client;
 - (3) tout URL ou port, sauf indication contraire du Client;
 font toutefois exception :
 - (4) les logiciels qui sont utilisés hors de l'environnement de production.
 - x) L'entrepreneur doit fournir un mécanisme ou une procédure permettant de bloquer l'affichage de toutes les fenêtres intempestives sur le poste, y compris celles du système d'exploitation et des applications, sans gêner le fonctionnement normal du poste.
 - xi) L'entrepreneur doit fournir des API Java au client pour tous les capteurs du boîtier du poste, y compris les mécanismes de publication et d'inscription des événements logiciels.
 - xii) Les logiciels ne doivent pas entraver ou altérer l'infrastructure réseau du client, ou avoir une incidence négative sur celle-ci, notamment quant à la bande passante et à la vitesse.
- b) **Mises à jour et nouveautés**
- i) Toutes les mises à jour logicielles doivent être mises à la disposition du client sans frais supplémentaires pendant la durée du présent contrat. Le terme « mise à jour » désigne toutes les améliorations, extensions ou autres modifications apportées au logiciel, y compris les corrections.
 - ii) Chaque nouvelle version logicielle doit être mise à la disposition du client sans frais supplémentaires pour la durée du présent contrat. Le terme « version » s'entend des améliorations ou modifications apportées aux logiciels, et des modules nouveaux ou supplémentaires utilisés conjointement avec les logiciels, qui représentent la nouvelle génération de logiciels et que l'entrepreneur a décidé de mettre à la disposition de ses clients, habituellement à des coûts supplémentaires.
 - iii) L'entrepreneur doit fournir au client toutes les mises à jour et toutes les nouveautés dans la semaine suivant l'envoi d'un courriel d'avis à l'entrepreneur.

- iv) Si le client procède une mise à niveau de son infrastructure, l'entrepreneur doit lui fournir, sans frais supplémentaires, une version dûment mise à l'essai des logiciels qui seront compatibles avec l'infrastructure mise à niveau. L'entrepreneur doit fournir ces logiciels dans les trois mois suivant l'avis qui lui aura fait parvenir le client.
 - v) Pendant la durée du présent contrat et les années d'option, l'entrepreneur doit, à la demande du client, utiliser les nouvelles versions et éditions du SGBDR sous-jacent et en assurer le soutien sans frais supplémentaires pour le client. C'est au client qu'appartient la décision de passer à une nouvelle version ou édition du SGBDR sous-jacent. Le client comprend qu'une telle décision peut également l'obliger à adopter une nouvelle version ou édition du comparateur.
 - vi) Dans le cadre du présent contrat et de toute prolongation s'y rapportant, l'entrepreneur doit fournir, sans frais supplémentaires, toutes les mises à niveau appropriées résultant des faits suivants :
 - (1) correctifs apportés aux logiciels fournis par l'entrepreneur ou nouvelles versions visant à éliminer des défaillances ou des bogues, y compris des correctifs d'urgence;
 - (2) application de correctifs logiciels de Microsoft et de tiers à l'infrastructure du client et à son environnement de déploiement;
 - (3) ajout de logiciels pour la prise en charge de nouveaux composants matériels remplacés par l'entrepreneur;
 - (4) maintien du soutien et de l'interopérabilité entre les versions anciennes et nouvelles du matériel, y compris le matériel de rechange.
 - vii) L'entrepreneur doit donner au client la possibilité d'effectuer tous les essais que ce dernier estime nécessaires avant le déploiement des mises à niveau logicielles proposées.
 - viii) L'entrepreneur doit garantir la sécurité et l'intégrité des données enregistrées dans le SGBDR lors de toute activité de mise à niveau.
- c) **Logiciels propres à l'appareil de balayage de l'iris**
- i) L'entrepreneur doit fournir une API, des trousseaux de développement logiciel (SDK) si celles-ci sont disponibles et un mécanisme pour transmettre les événements de l'appareil de balayage en langage de programmation Java pour permettre l'intégration à l'application du client. Le client intégrera l'appareil de balayage de l'iris à son application.
 - ii) L'entrepreneur doit, sur demande, fournir une application Java de démonstration, accompagnée du code source, démontrant le fonctionnement de l'appareil de balayage sur un ordinateur d'un centre d'inscription du client.
 - iii) L'entrepreneur fournira au client un mécanisme de communication entre la caméra et l'application personnalisée du client. L'application personnalisée du client tournera sur une version pour ordinateurs de bureau de Microsoft Windows 7 ou plus récente. L'appareil de balayage n'a pas pour autant à fonctionner sous Microsoft Windows.
 - iv) L'entrepreneur doit fournir un soutien quant à l'environnement d'exploitation du produit existant et de tout nouveau produit (c.-à-d. Windows 7 et tous les environnements Windows ultérieurs).
 - v) L'appareil de balayage ou les logiciels de l'ordinateur qui y est associé ne doivent pas stocker d'images ou de modèles d'iris localement.
- d) ***Logiciels propres au lecteur de cartes et de documents*** – L'entrepreneur doit fournir :

- i) les API, les pilotes, les DLL et tout logiciel d'accompagnement nécessaires à l'installation, à la configuration et à l'exploitation du lecteur de cartes et de documents;
 - ii) la trousse de développement logiciel permettant de gérer l'intégration aux logiciels du client. Tous les API contenus dans cette trousse devront être en langage Java. La fonction d'intégration sera mise en œuvre par le client.
- e) **Intergiciels** – L'entrepreneur devra fournir des intergiciels conformément à ce qui suit :
- i) le terme « intergiciel » désigne un logiciel d'isolation et d'abstraction »;
 - ii) l'intergiciel doit fournir une couche d'abstraction entre l'application du poste du client, d'une part, et les périphériques et l'architecture du poste, d'autre part;
 - iii) l'intergiciel doit fournir des API Java de niveau élevé pour tous les types de dispositifs du poste;
 - iv) l'entrepreneur doit fournir un outil de diagnostic propre au poste, de préférence sur l'interface graphique, en vue de cerner d'éventuels problèmes;
 - v) l'intergiciel doit comprendre des API Java prenant en charge :
 - (1) tous les dispositifs du poste (à l'exception de l'écran tactile, du clavier et des périphériques pris en charge par le système d'exploitation);
 - (2) tous les capteurs du poste;
 - vi) l'entrepreneur doit fournir tous les API et la documentation connexe pour chaque dispositif livré au client. Les API peuvent être écrites en C, C++ ou Java, mais de préférence en Java.

19. Équipement fourni par le gouvernement (EFG)

- a) Le poste et la technologie biométrique doivent s'intégrer avec succès à l'un des ordinateurs du client décrits à l'appendice A de l'annexe A, sans pour autant nuire à la performance de son réseau, notamment en ce qui a trait à la bande passante et à la vitesse.
- b) L'entrepreneur doit fournir l'ensemble des données, et des composants relatifs au câblage et à l'alimentation (p. ex. transformateur de 120 V ca à 12 V cc) nécessaires à la connexion des composants du poste à l'ordinateur fourni par le gouvernement. (Tous les détails figurent à l'appendice A de l'annexe A).
- c) Le client doit fournir et installer l'ordinateur et configurer celui-ci dans l'environnement de réseau local.
- d) Le client a le droit de choisir un autre ordinateur qui ne figure pas dans la liste de l'appendice A de l'annexe A.

20. Formation

- a) L'entrepreneur doit fournir, selon une autorisation de tâche, à un emplacement du client dans la RCN, un programme modulaire de formation des formateurs, ainsi que de la documentation, afin d'enseigner aux ressources opérationnelles du client l'utilisation, la configuration, les techniques de dépannage et l'entretien des postes.
- b) L'entrepreneur doit fournir un cours de formation des formateurs à un groupe pouvant compter jusqu'à dix (10) ressources techniques du client pour permettre à ces dernières de développer les applications qui interfacent avec le poste ou qui en récupèrent des données, selon une autorisation de tâche.

- c) La formation assurée par l'entrepreneur doit couvrir de façon détaillée les produits sur le plan technique en ce qui a trait à leurs fonctions, à leurs caractéristiques et à leurs capacités fonctionnelles et opérationnelles.
- d) Parmi les diverses catégories de ressources du client figurent des architectes, des développeurs, du personnel d'entretien et du personnel d'exploitation.
- e) **Appareil de balayage de l'iris** – La formation assurée par l'entrepreneur doit comprendre les renseignements suivants, propres à l'appareil de balayage :
- i) tous les codes d'erreur doivent être définis et présentés de façon détaillée. L'énoncé exact de chaque code d'erreur doit être précisé, de même que les conditions dans lesquelles l'erreur en question peut se produire. Les explications obscures du genre « Code d'erreur 2 = échec du fonctionnement de l'appareil de balayage = défaillance de l'appareil de balayage » ne sont pas acceptables;
 - ii) explication de la programmation visant à déterminer si l'appareil de balayage est prêt ou non;
 - iii) description des principales propriétés optiques de l'appareil de balayage;
 - iv) descriptions des exigences d'éclairage.
- f) **Comparateur** – La formation assurée par l'entrepreneur doit comprendre les renseignements suivants, propres au comparateur :
- i) tous les codes d'erreur doivent être définis et présentés de façon détaillée. L'énoncé exact de chaque code d'erreur doit être précisé, de même que les conditions dans lesquelles l'erreur en question peut se produire. Les explications obscures du genre « Code d'erreur 2 = Participant inscrit en double = impossible d'inscrire deux fois » ne sont pas acceptables;
 - ii) explication de la programmation visant à déterminer si le comparateur est prêt ou non;
 - iii) survol de la conception de la base de données afin de présenter la fonction des tables, des attributs et des relations. Dictionnaire de données pour les tables et les colonnes. Liste des opérations de la base de données (créer, extraire, mettre à jour, supprimer) qu'exécute le comparateur;
 - iv) existence de scripts permettant de produire divers rapports à partir de la base de données;
 - v) schéma, tâches et déclencheurs de la base de données (avec le code source);
 - vi) survol des principaux API, notamment le comparateur, le vérificateur de la qualité de l'image, etc.;
 - vii) examen de tous les types de requêtes que traite le comparateur;
 - viii) description de toutes les autres fonctions (p. ex. obtention et réglage du seuil de décision actuel, obtention du nombre d'inscrits, définition d'un sous-ensemble d'inscrits à des fins de comparaison, etc.);
 - ix) compréhension de base des principaux paramètres configurables du produit;
 - x) si le pointage de la correspondance des iris ne correspond pas à la fraction de la distance de Hamming, une explication de ses caractéristiques doit être fournie (p. ex. comment interpréter la valeur des pointages, comment utiliser le seuil de décision);
 - xi) explication de la procédure pour les inscrits qui n'ont d'un œil;
 - xii) signification des données de vérification, c.-à-d. comment elles peuvent être interprétées et s'il existe des scripts permettant de produire divers rapports;

- xiii) outils de diagnostic requis;
- xiv) explication de toute architecture d'extension accompagnant le produit.

21. Documentation technique

- a) L'entrepreneur doit, dans les 14 jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, livrer au responsable technique toute la documentation technique nécessaire, dont un exemplaire du manuel d'installation.
- b) L'entrepreneur doit fournir :
 - i) un exemplaire du manuel d'installation pour chaque poste;
 - ii) un manuel de l'utilisateur qui comprend un guide graphique indiquant la marche à suivre pour utiliser l'appareil de balayage de l'iris.
- c) Des documents doivent être fournis pour chaque composant du poste et comprendre une version électronique (en format PDF) ainsi que trois copies papier d'un manuel d'installation et d'un manuel d'exploitation.
- d) Ces manuels doivent comporter une description complète et exacte de tous les composants matériels et logiciels du poste, y compris la description de leur installation et de leur configuration. Les manuels doivent en outre expliquer la configuration de chaque fonctionnalité prête à l'emploi, de chacun des composants et de la procédure de mise à jour de mémoire flash.
- e) L'entrepreneur doit fournir de la documentation relative aux composants personnalisés et permettre au client de gérer le code.
- f) L'entrepreneur doit fournir une version électronique des documents expliquant chaque état et chaque transition pour chacun des dispositifs et des capteurs qu'il fournit. La documentation doit comprendre des diagrammes d'état. S'il effectue un changement de quelque nature que ce soit, l'entrepreneur doit publier de nouveau les documents, ainsi qu'un résumé des modifications apportées, dans les 10 jours ouvrables qui font suite à ce changement.
- g) Si le chiffrement est utilisé dans tout produit ou composant fourni par l'entrepreneur (exception faite des composants provenant de Microsoft, s'il y a lieu) l'entrepreneur doit fournir des documents exhaustifs sur leur architecture de sécurité ou leur conception, notamment en ce qui concerne les aspects suivants :
 - i) utilisation et gestion des clés de chiffrement;
 - ii) génération, utilisation et gestion des certificats et des mots de passe;
 - iii) algorithmes de chiffrement utilisés;
 - iv) utilisation et gestion d'une clé de permutation (aussi appelée clé de transformation de modèles d'iris) s'il y a lieu. Une telle clé permet de modifier l'ordre des bits d'un modèle biométrique;
 - v) utilisation et gestion des clés de licence du matériel ou des logiciels, s'il y a lieu. Les clés de licence ou le contrôle des licences doivent faire l'objet d'explications techniques détaillées;
 - vi) force des clés de chiffrement;
 - vii) toute restriction, opposition ou faiblesse connue, et tout moyen ou plan visant à atténuer la portée de ces dernières.
- h) L'entrepreneur doit, dans les cinq jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, fournir au responsable technique de la documentation sur le schéma de la base de données du SSP, la signification de chaque entité et la définition de chaque attribut.
- i) L'entrepreneur doit décrire comment l'appareil de balayage ne capture jamais l'image de l'iris de deux voyageurs différents lors d'un appel d'API visant la photographie simultanée des deux yeux, et consigner cette explication dans la documentation.
- j) L'entrepreneur doit, dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, remettre au responsable technique des déclarations de conformité de la mise en œuvre attestant :

- i) la capacité du comparateur d'utiliser les images d'iris conformément aux exigences de la norme ISO 19794-6;
 - ii) la capacité de l'appareil de balayage à produire des images d'iris conformément aux exigences de la norme ISO 19794-6;
 - iii) au moyen de documents (p. ex., des rapports techniques), que l'appareil de balayage produit des images d'iris qui dépassent les exigences minimales de la norme ISO 19794-6 et que le comparateur utilise ces images pour améliorer son rendement.
- k) L'entrepreneur doit fournir des documents qui présentent les spécifications techniques de l'appareil de balayage de l'iris, y compris des explications des différences entre l'appareil de balayage des postes et celui du centre d'inscription, le cas échéant.
- l) Dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit fournir au client deux exemplaires en français, sur CD ou DVD, des documents suivants :
- i) guide du développeur;
 - ii) documents techniques;
 - iii) guides d'installation;
 - iv) documents décrivant chaque méthode ou fonction de l'API, comment invoquer ces méthodes et fonctions, les codes de retour connexes et les codes applicables.
- m) L'entrepreneur doit fournir des documents sur la mise en œuvre biométrique de l'appareil de balayage qui comprennent ce qui suit, sans s'y limiter :
- i) la description d'un scénario type de capture d'image d'iris : actions de l'utilisateur, instructions de l'appareil de balayage, décisions, durée moyenne d'une capture avec collaboration, durée ou nombre d'essais maximal;
 - ii) la description du niveau de formation et de collaboration de l'utilisateur requis pour optimiser la performance lors de l'inscription et de la reconnaissance;
 - iii) les dimensions et l'emplacement de l'espace de capture d'images d'iris ou du visage;
 - iv) si un flux vidéo d'images de l'iris ou du visage est-il accessible à l'utilisateur. Le cas échéant, quelles sont la cadence et la résolution?
 - v) si une segmentation complète est effectuée pendant le processus de sélection de l'image candidate. Le cas échéant, en quoi diffère-t-elle d'une segmentation type effectuée par le comparateur? Décrire comment cette opération est effectuée, par exemple, la méthode de détection et la forme de la pupille, ainsi que la gestion des occlusions, des formes irrégulières et des pupilles excentriques;
 - vi) les mesures de la qualité de l'image d'iris utilisées pour accepter ou rejeter une image candidate;
 - vii) la gestion de la rotation de l'iris et du regard hors axe. Les angles de rotation sont-ils enregistrés parmi les métadonnées de l'image?
 - viii) en quoi le processus de capture des deux yeux et son résultat diffèrent-ils de ceux de la capture d'un seul œil? La capture de l'œil gauche et de l'œil droit est-elle séquentielle ou simultanée? Est-il possible de capturer l'œil gauche comme s'il s'agissait de l'œil droit, et vice-versa?
 - ix) les niveaux de qualité d'image préétablis, s'il en existe, pour l'inscription et la reconnaissance? Peuvent-ils être réglés au moyen d'un appel de l'API?

- x) les fonctions de l'appareil de balayage qui peuvent être utilisées par les comparateurs pour améliorer le rendement (réduction des acceptations et rejets erronés).
- n) L'entrepreneur doit fournir des documents sur la mise en œuvre biométrique du comparateur qui comprennent ce qui suit, sans s'y limiter :
 - i) comment la comparaison est effectuée, par exemple, la méthode de détection et la forme de la périphérie de la pupille, ainsi que la gestion des formes de périphérie irrégulières et des pupilles excentriques;
 - ii) les types d'occlusions détectés et comment ils sont traités;
 - iii) la méthode de gestion de la rotation de l'iris (inclinaison de la tête);
 - iv) si le pointage de correspondance des iris ne correspond pas à la fraction de la distance de Hamming, une explication de ses caractéristiques doit être fournie (p. ex. comment interpréter la valeur des pointages, comment utiliser le seuil de décision);
 - v) comment la comparaison 1:TOUS de « déduplication » réalisée lors d'une opération d'inscription se différencie d'une opération de reconnaissance 1:TOUS courante;
 - vi) s'il y a plusieurs images enregistrées par œil. Dans l'affirmative, comment celles-ci sont-elles utilisées pour la reconnaissance?
 - vii) les types d'optimisations de recherche (p. ex., catégorisation des yeux) mis en œuvre;
 - viii) s'il y a lieu, la méthode de traitement spécial pour l'inscription, la reconnaissance ou la vérification des deux yeux (p. ex., une distance de Hamming accrue).
- o) **L'entrepreneur doit décrire**, en détail et dans un langage technique, l'architecture du comparateur, sa conception et sa mise en œuvre.
 - i) l'utilisation de plusieurs unités de comparaison des iris qui forment le comparateur défini dans la présente demande de propositions;
 - ii) les communications entre les unités de comparaison des iris, y compris :
 - (1) lors du démarrage;
 - (2) si une des unités tombe en panne;
 - (3) lorsqu'une nouvelle unité démarre.

- iii) le démarrage du comparateur et le chargement de la mémoire cache. Décrire les mesures d’optimisation qui ont été prises ou peuvent être prises pour accélérer le chargement. Le chargement doit prendre moins d’une heure pour 2,5 millions d’inscrits;
- iv) la prise en charge de la hiérarchisation des demandes liées aux images d’iris;
- v) l'utilisation de plusieurs serveurs lames, de plusieurs processeurs par serveur lame, de plusieurs cœurs par processeur, et de plusieurs fils par cœur;
- vi) la performance et les limites associées aux opérations de lecture et d’écriture simultanées dans la base de données, particulièrement le verrouillage, et la performance liée aux inscriptions effectuées en même temps que des reconnaissances d’un œil ou des deux yeux;
- vii) les déploiements Actif-Actif et les scénarios de défaillance, lorsque les deux déploiements actifs sont réalisés dans des centres de données situés à des emplacements différents;
- viii) les déploiements Actif-En attente et les scénarios de défaillance, lorsque les deux déploiements sont réalisés dans des centres de données situés à des emplacements différents; Quel est l’état du comparateur en attente et de la base de données en attente? Comment se fait habituellement le passage au mode En attente? Comment se fait habituellement le retour au mode Actif?
- ix) l'architecture de déploiement :
 - (1) selon les préférences du soumissionnaire;
 - (2) selon la majorité des déploiements, s'ils diffèrent de (1).
- p) L'entrepreneur doit indiquer et décrire les changements apportés par rapport à la configuration précisée dans l'exigence E29, Configuration du comparateur afin d'améliorer la vitesse par 50 %. Voir l'appendice C de l'énoncé des travaux.
La configuration comprend :

- i) une configuration matérielle;
 - ii) une configuration logicielle du comparateur nécessaire pour utiliser des serveurs lames supplémentaires, le cas échéant.
- q) L'entrepreneur doit décrire les mesures de protection biométriques contre les attaques par falsification des images d'iris de l'appareil de balayage. Il doit divulguer la liste complète des mesures de protection biométriques, y compris la détection de la vie, et fournir, en vertu d'une entente de non-divulgaration supplémentaire (au besoin), les informations suivantes pour chacune des mesures :
- i) une courte description de la mesure;
 - ii) les types d'attaques par falsification contrées;
 - iii) une courte description de la méthode utilisée;
 - iv) les logiciels, le matériel et les autres éléments nécessaires pour mettre en œuvre cette mesure;
 - v) le nombre d'images requises (un flux d'images, de multiples images ou une seule image);
 - vi) la précision et l'efficacité déclarées;
 - vii) les modèles d'appareils de balayage qui comprennent ou qui comprendront cette mesure;
 - viii) les résultats des essais menés par l'entrepreneur : scénarios d'essai, mesures, statistiques, résultats, conclusions;
 - ix) les instructions de mise à l'essai et d'utilisation destinées au client (pour que celui-ci puisse exécuter les scénarios d'essai);
 - x) la date de la mise en œuvre si la mesure de protection n'est pas encore en application;
 - xi) la vitesse dans un système donné (p. ex. 3 secondes par œil pour détecter des lentilles cornéennes en utilisant Windows 7 et un processeur Intel i7-860 à 2,6 GHz).

22. Réunions

- a) Le client a besoin de réunions ad hoc avec l'entrepreneur afin de passer en revue les niveaux de service qu'assure ce dernier dans le cadre du présent contrat et d'en discuter.
- b) Le gestionnaire de projet doit être prêt à participer à une réunion à la demande du responsable technique afin d'examiner l'état actuel du projet et toute autre question d'ordre opérationnel relative au poste.
- c) Le responsable technique doit recevoir l'assistance voulue relativement aux questions entourant la mise en œuvre du matériel et des logiciels.

23. Services professionnels – Compétences des ressources

Conformément au processus de demande énoncé en détail dans le contrat, le client peut au besoin faire appel à l'entrepreneur.

L'entrepreneur peut recourir aux services de son équipe de base, s'adjoindre d'autres ressources ou les deux, en procédant selon les modalités suivantes.

a) Gestionnaire de projet

Si, dans le cadre du présent contrat, l'entrepreneur reçoit une demande sollicitant une expertise en matière de gestion de projets, il doit mettre un gestionnaire de projet à la disposition du client.

Les qualifications minimales du gestionnaire de projet sont les suivantes :

1. être titulaire d'une certification professionnelle en gestion de projets attribuée par une association reconnue;
2. posséder au moins dix (10) ans d'expérience dans des projets liés à la gestion de l'information (GI) ou à la technologie de l'information (TI);
3. posséder au moins cinq (5) ans d'expérience confirmée (acquise au cours des huit [8] dernières années) dans la réalisation de tâches et de résultats similaires à ceux qui sont décrits ci-dessous;
4. avoir démontré, dans le cadre d'un projet antérieur, la capacité d'interagir efficacement avec les membres d'une équipe;
5. maîtriser l'anglais, à l'oral et à l'écrit.

Les tâches du gestionnaire de projet consistent notamment, sans y être limitées, à :

1. s'assurer que tous les processus de gestion de projet sont en place et que les documents relatifs à la gestion de projet ont été envoyés au client;
2. agir à titre de personne-ressource principale du responsable technique du client;
3. gérer le calendrier, les coûts et les livrables du projet de l'entrepreneur;
4. produire régulièrement des rapports sur l'état d'avancement et les progrès réalisés à l'intention du client;
5. s'assurer que les ressources appropriées sont en place pour atteindre les résultats de l'entrepreneur et les gérer;
6. gérer les enjeux et les risques liés au projet et les transmettre au client de façon appropriée.

Les résultats attendus de la part du gestionnaire de projet comprennent, sans y être limités :

1. sa participation à toutes les réunions ad hoc;
2. la création et l'exécution de l'ensemble des travaux et échéanciers relatifs au projet;
3. l'élaboration de tous les plans de livraison, d'installation et d'intégration;
4. la planification, l'organisation et la direction du processus de livraison, d'installation et d'intégration;
5. la préparation en vue des missions d'examen et des procédures d'assurance de la qualité;
6. la réduction maximale des risques liés au projet;
7. la rétroaction relative au niveau d'effort et au coût;
8. la préparation de rapports sur l'état d'avancement du projet;
9. l'analyse des problèmes éprouvés et la formulation de recommandations en vue de leur résolution;
10. la coordination de la mise en œuvre et de l'essai des nouveaux logiciels.

b) Architecte du système – Expérience en biométrie de l'iris

À la demande du client, dans le cadre du présent contrat, l'entrepreneur doit fournir un architecte du système qui possède une expertise en biométrie de l'iris.

Les qualifications minimales de l'architecte du système sont les suivantes :

1. posséder au moins dix (10) ans d'expérience dans des projets liés à la gestion de l'information ou à la technologie de l'information;
2. posséder au moins cinq (5) ans d'expérience confirmée (acquise au cours des huit [8] dernières années) dans la réalisation de tâches et de résultats similaires à ceux qui sont décrits ci-dessous;
3. posséder au moins deux (2) ans d'expérience confirmée en biométrie de l'iris si la demande relative au contrat le précise;
4. avoir démontré, dans le cadre d'un projet antérieur, la capacité d'interagir efficacement avec les membres d'une équipe;
5. maîtriser l'anglais, à l'oral et à l'écrit.

Les tâches de l'architecte du système consistent notamment, mais sans y être limitées, à :

1. agir à titre d'architecte principal pour toute demande relative au contrat qui entraînera une modification possible ou réelle d'un logiciel de l'entrepreneur;
2. transformer les besoins opérationnels ou les exigences système en conception et spécifications du système;
3. analyser les exigences fonctionnelles afin de cerner les flux d'information, de procédures et de conception;
4. développer et tenir à jour des systèmes et des modules, des programmes, des sous-systèmes et des procédures complexes;
5. assurer le transfert des connaissances au client en ce qui a trait à la demande relative au contrat;
6. élaborer des spécifications techniques en vue du développement, de la conception et de la mise en œuvre du système;
7. veiller à la coordination de l'information entre tous les partenaires;
8. assurer la direction technique des projets durant la totalité du cycle de développement des logiciels.

Les résultats attendus de la part de l'architecte du système consistent notamment, sans y être limités, à :

1. réaliser, de façon détaillée, la conception de l'ensemble des composants du système touchés, de même que de leurs interfaces, relations et environnements opérationnels, et consigner cette information;
2. élaborer des spécifications détaillées du système;
3. assurer la formation technique;
4. consigner la conception, les concepts et les installations se rapportant au système, présenter la conception détaillée et obtenir l'approbation à cet égard;
5. compléter la documentation relative au système.

c) **Développeur de logiciels**

Si, dans le cadre du présent contrat, l'entrepreneur reçoit une demande sollicitant une expertise en matière d'élaboration de logiciels, il doit mettre un développeur de logiciels à la disposition du client.

Les qualifications minimales du développeur de logiciels sont les suivantes :

1. posséder au moins cinq (5) ans d'expérience dans des projets liés à la gestion de l'information ou à la technologie de l'information;
2. posséder au moins trois (3) ans d'expérience confirmée (acquise au cours des cinq [5] dernières années) dans la réalisation de tâches et de résultats similaires à ceux qui sont décrits ci-dessous;
3. posséder au moins un (1) an d'expérience confirmée en biométrie de l'iris si la demande relative au contrat le précise;
4. avoir manifesté, dans le cadre d'un projet antérieur, la capacité d'interagir efficacement avec les membres d'une équipe.

Les tâches du développeur de logiciels consistent notamment, sans y être limitées, à :

1. interpréter la demande relative au contrat et toute analyse connexe, et mettre en œuvre l'ensemble des modifications à apporter au code d'application;
2. développer et tenir à jour des systèmes et des modules, des programmes, des sous-systèmes et des procédures liés au système;
3. analyser, concevoir et élaborer des classes et les méthodes, attributs et relations qui s'y rapportent;
4. assurer le transfert de connaissances au client en ce qui a trait à la demande relative au contrat;
5. concevoir des programmes, présenter les travaux de conception et rédiger des modules et des procédures;
6. résoudre les problèmes et les bogues;
7. assurer d'autres services relevant du développeur de logiciels.

Les résultats attendus de la part du développeur de logiciels consistent notamment, sans y être limités, à :

1. modifier le logiciel d'application conformément aux exigences énoncées dans la demande relative au contrat;
2. produire des systèmes opérationnels, y compris l'ensemble des formulaires, manuels, programmes, sources d'entrée et de sortie, procédures et documents de formation;
3. assurer la formation technique;
4. consigner les normes de conception du programme et les normes relatives à l'assurance de la qualité à utiliser durant la phase de mise en œuvre;
5. préparer la documentation relative au système.

d) Spécialiste en biométrie

Si, dans le cadre du présent contrat, l'entrepreneur reçoit une demande sollicitant une expertise en matière de biométrie, il doit mettre un spécialiste en biométrie à la disposition du client.

Les qualifications minimales du spécialiste en biométrie sont les suivantes :

1. posséder au moins cinq (5) ans d'expérience confirmée en biométrie de l'iris;
2. posséder au moins trois (3) ans d'expérience confirmée (acquise au cours des cinq [5] dernières années) dans la réalisation de tâches et de résultats similaires à ceux qui sont décrits ci-dessous;

3. avoir manifesté, dans le cadre d'un projet antérieur, la capacité d'interagir efficacement avec les membres d'une équipe;
4. manifester une compréhension approfondie de la biométrie de l'iris (acceptations et rejets erronés, courbes ROC ou DET, facteurs ayant une incidence sur l'inscription et la reconnaissance, normes actuelles relatives à la biométrie de l'iris et évolution de ces normes, technologie de pointe dans ce domaine).

Les tâches du spécialiste en biométrie consistent notamment, sans y être limitées, à :

1. conseiller le responsable technique du client et l'équipe technique sur les tendances actuelles en biométrie;
2. rédiger des rapports techniques conformes aux normes de l'industrie;
3. résoudre les incidents ou les problèmes techniques ou opérationnels liés à la biométrie de l'iris;
4. répondre aux questions scientifiques portant sur la biométrie de l'iris;
5. fournir des plans d'amélioration des processus, technologies et ressources ayant trait à la biométrie;
6. assurer le transfert de connaissances au client en ce qui a trait à la demande relative au contrat.

Les résultats attendus de la part du spécialiste en biométrie consistent notamment, sans y être limités, à :

1. préparer des rapports techniques;
2. préparer des documents de formation;
3. effectuer des présentations.

e) Spécialiste de la formation

Si, dans le cadre du présent contrat, l'entrepreneur reçoit une demande sollicitant une expertise en matière de déploiement, il doit mettre un spécialiste de la formation à la disposition du client.

Les qualifications minimales du spécialiste en formation sont les suivantes :

1. posséder au moins cinq (5) ans d'expérience confirmée (acquise au cours des huit [i] dernières années), dans la planification, la conception, le développement et la prestation d'une formation pour adultes liée aux résultats techniques et opérationnels du projet;
2. avoir manifesté, dans le cadre d'un projet antérieur, la capacité d'interagir efficacement avec les membres d'une équipe;
3. maîtriser l'anglais, à l'oral et à l'écrit.

En plus des exigences en matière de formation décrites dans la section 19 de l'énoncé des travaux, les produits livrables du spécialiste en formation peuvent comprendre ce qui suit :

1. cerner et évaluer les besoins en matière de formation du personnel au moyen de discussions avec les gestionnaires et les superviseurs ou de sondages;
2. préparer de consigner les plans de formation;
3. rédiger les manuels de guides relatifs aux procédures de formation et le matériel de cours;
4. évaluer l'efficacité de la formation et en rendre compte;
5. fournir les modules de formation.

24. Essais d'installation, d'intégration, de disponibilité et d'acceptation

- a) Des essais d'intégration et d'installation sur place du poste doivent être réalisés avec succès à chaque emplacement.
- b) L'entrepreneur doit prendre part avec le client à chacune des étapes de ces essais, selon les modalités précisées ci-dessous, afin de confirmer l'efficacité opérationnelle du poste. Au cours des essais d'installation et d'intégration, il appartient à l'entrepreneur de faire le nécessaire pour corriger toute défaillance dans les quarante-huit (48) heures, ou dans un autre délai fixé par le client à sa seule discrétion. Les frais liés à la correction d'une défaillance sont assumés entièrement par l'entrepreneur.
- c) Les étapes de mise à l'essai sont les suivantes :
 - (1) l'entrepreneur doit prendre en charge l'infrastructure technique du client décrite à l'appendice A de l'annexe A;
 - (2) l'entrepreneur doit veiller à ce que chaque poste installé soit prêt à l'emploi;
 - (3) le responsable technique mettra à l'essai chaque poste installé et confirmera à l'entrepreneur qu'il est prêt à l'emploi;
 - (4) une fois que le client déclare le système prêt à l'emploi, l'entrepreneur doit fournir un soutien au client au cours de la période d'essai de disponibilité de trente (30) jours consécutifs.
- d) Une fois terminés les essais d'installation et d'intégration, le poste fera l'objet d'essais de disponibilité continus effectués sur place. Les critères de fiabilité et de disponibilité sont les suivants :
 - (1) le poste doit maintenir un niveau de disponibilité de 98 % durant la période d'essai d'acceptation de trente (30) jours consécutifs;
 - (2) si le niveau de disponibilité n'est pas atteint au cours de la période de trente (30) jours consécutifs, les essais se poursuivent sur une base quotidienne jusqu'à l'atteinte de l'objectif, ou jusqu'à ce que soixante (60) jours consécutifs se soient écoulés depuis le début des essais, à la discrétion du responsable technique.
- e) Les essais commenceront le premier jour suivant l'avis écrit de l'entrepreneur confirmant au responsable technique que le poste est prêt à l'emploi pour chacun des emplacements désignés. Si des problèmes surviennent au cours de la période d'essai de disponibilité de trente (30) jours consécutifs, ils seront corrigés aux frais de l'entrepreneur. Si un poste pose problème, la période d'essai d'acceptation de trente (30) jours peut être reprise à la discrétion du client.
- f) On entend par « date d'acceptation finale » la première journée suivant la réussite de la période d'essai d'acceptation de trente (30) jours consécutifs pour chaque emplacement. À la suite de la réussite de la période d'essai d'acceptation de trente (30) jours consécutifs pour chaque emplacement, le responsable technique remettra à l'entrepreneur un avis écrit d'acceptation finale. La période de garantie doit entrer en vigueur le premier jour suivant la date d'acceptation officielle.

25. Bureau de service et soutien sur place

- a) L'entrepreneur doit fournir un bureau de service qui sera ouvert dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat. L'entrepreneur doit fournir au responsable technique le numéro de téléphone du bureau de service dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat. Le bureau de service de l'entrepreneur doit communiquer avec le client, le responsable technique, les administrateurs, le personnel d'entretien et les autres représentants ministériels autorisés au besoin.
- b) Le bureau de service de l'entrepreneur doit être doté d'un personnel qualifié pouvant offrir un service de soutien téléphonique sans frais en tout temps.
- c) Le bureau de service de l'entrepreneur doit offrir un soutien en anglais ou en français, selon la langue préférée de l'appelant. La ligne d'assistance de l'entrepreneur peut utiliser un système interactif de réponse vocale (SIRV) permettant à l'appelant de sélectionner la langue voulue (français ou anglais) dès le début de l'appel. Le personnel de l'entrepreneur ou son SIRV doit répondre à tous les appels au plus tard à la cinquième sonnerie; aussitôt l'appel pris en charge, il doit offrir à l'appelant le choix de la langue dans laquelle il souhaite recevoir le service.
- d) Le personnel du bureau de service de l'entrepreneur doit répondre à 95 % des appels reçus durant les heures d'ouverture nationales* chaque mois civil, dans les 90 secondes suivant la sélection de la langue par l'appelant. (* *Heures d'ouverture nationales* : « De 6 h 30 à 20 h [HE] tous les jours de semaine [du lundi au vendredi], à l'exception des jours fériés observés par le gouvernement fédéral ».)
- e) En dehors des heures d'ouverture nationales, l'entrepreneur peut, pour son bureau de service, utiliser un système de messagerie plutôt que de demander à un agent de répondre directement aux appels, à la condition qu'un agent rappelle le représentant du client qui a laissé un message dans les 15 minutes suivant la communication.
- f) Le bureau de service de l'entrepreneur doit :
 - i) fournir un numéro de suivi pour chaque appel de service;
 - ii) régler les problèmes mineurs à distance sans exiger de connexion Internet au poste ni de personnel de soutien technique sur place;
 - iii) fournir des services de dépannage sur place lorsque le personnel de soutien téléphonique ne peut résoudre le problème;
 - iv) déterminer les besoins en soutien sur place dans les quatre (4) heures ouvrables suivant le premier appel de service. À ce moment, l'entrepreneur doit aviser le responsable technique de la nécessité d'envoyer un membre du personnel de soutien technique sur place pour régler le problème;
 - v) déterminer la nature du problème et en informer un membre du personnel de soutien technique affecté au soutien sur place;
 - vi) mettre à la disposition du client un membre du personnel de soutien technique qui se rendra sur place dans le jour ouvrable suivant le premier appel de service;
 - vii) confirmer les renseignements ci-dessous concernant le soutien sur place dans les quatre (4) heures ouvrables suivant le premier appel de service :
 - (1) heure prévue de l'arrivée sur place;
 - (2) nom du membre du personnel de soutien technique sur place;

- viii) faire rapport au client pour chacun des appels de service dans les deux (2) heures suivant le moment où le membre du personnel de soutien technique quitte les lieux. Ce rapport doit comprendre les renseignements suivants :
 - (1) le numéro de suivi de l'entrepreneur;
 - (2) l'heure et la date d'arrivée et de départ du membre du personnel de soutien technique affecté sur place;
 - (3) si le problème a été réglé;
 - (4) si oui, la méthode de résolution;
 - (5) sinon, le plan de résolution actuel;
- ix) tenir un journal des activités de soutien technique relativement aux incidents (entretien et soutien). Ce journal doit comprendre :
 - (1) le numéro de suivi de l'entrepreneur;
 - (2) la date et l'heure du premier appel;
 - (3) l'état actuel (ouvert ou fermé);
 - (4) si ouvert, le plan de soutien actuel et la date de résolution prévue;
 - (5) si fermé, la méthode de résolution.
- g) L'entrepreneur doit, par l'entremise de son gestionnaire de projet, signaler le problème au responsable technique si le membre du personnel de soutien technique affecté sur place est incapable de le résoudre dans les deux (2) jours ouvrables suivant le premier appel de service. Le gestionnaire de projet doit, dans les trois (3) jours suivant le premier appel, informer le responsable technique de la situation et fournir un plan d'action indiquant comment et quand le problème sera réglé.
- h) Si la date de réparation est prévue plus de cinq (5) jours après le premier appel de service, l'entrepreneur doit être prêt à remplacer le matériel défectueux dans les deux (2) jours ouvrables suivant la demande du responsable technique.
- i) L'entrepreneur doit fournir un système de suivi des incidents.

26. Services d'entretien et de soutien

- a) La garantie de l'entrepreneur doit prendre effet dès la fin de la période d'essai d'acceptation concluante de 30 jours du poste, accepté par écrit par le client.
- b) La garantie de l'entrepreneur doit comprendre des services d'entretien préventif sur place et de soutien correctif pour l'ensemble du matériel informatique, des micrologiciels ou des logiciels fournis pour le poste.
- c) L'entrepreneur doit assurer des services de soutien et d'entretien continus pour l'ensemble du matériel et des logiciels qu'il fournit pour toute la durée du contrat et pour toute année d'option.
- d) La garantie de douze (12) mois de l'entrepreneur doit comprendre toute mise à niveau des logiciels ou des micrologiciels essentiels à l'examen des caractéristiques de fonctionnement des produits couverts afin de déterminer s'ils sont défectueux ou non.
- e) L'entrepreneur doit fournir toute la main-d'œuvre nécessaire et toutes les pièces requises pour remettre l'équipement dans un état de fonctionnement acceptable durant la période de garantie.

- f) L'entrepreneur doit fournir des services illimités de soutien technique et de correction d'erreurs résiduelles durant la période de garantie.
- g) L'entretien ne peut se faire que pour un seul poste par emplacement à la fois. Pendant l'entretien d'un poste (c.-à-d., réparation ou entretien de routine), l'entrepreneur doit veiller à ce que le matériel informatique et les logiciels de tous les autres postes fournis fonctionnent en tout temps.
- h) L'entrepreneur doit aviser le client de tout défaut ou mauvais fonctionnement des composants dès qu'il en est informé et remédier à la situation dans un délai convenu avec le client.
- i) L'entrepreneur doit aviser le client par écrit de toute modification qu'il propose d'apporter aux composants matériels qu'il fournit. L'entrepreneur doit recevoir une approbation écrite du client avant d'effectuer les modifications proposées, notamment :
 - i) les modifications apportées aux micrologiciels;
 - ii) les changements de modèles.
- j) Durant la période de garantie, l'entrepreneur doit pouvoir rétablir complètement la capacité fonctionnelle de l'équipement dans les 48 heures suivant la réception de l'avis du client.
- k) ***Entretien préventif***
 - i) L'entrepreneur doit proposer un calendrier d'entretien préventif dans les 90 jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.
 - ii) L'entrepreneur doit offrir un service d'entretien préventif qui comprend ce qui suit :
 - (1) passer l'aspirateur dans l'imprimante;
 - (2) remplacer la tête d'impression thermique de l'imprimante;
 - (3) remplacer l'écran tactile ou le dispositif de rétroéclairage de l'écran tactile;
 - (4) lubrifier la charnière des portes du poste;
 - (5) remplacer la batterie de l'ASC;
 - (6) passer l'aspirateur dans le boîtier du poste.
 - iii) Après chaque activité d'entretien, l'entrepreneur doit envoyer au compte de messagerie électronique désigné du client (fourni à l'entrepreneur immédiatement après l'attribution du contrat) un courriel contenant les renseignements suivants :
 - (1) le code d'appel de service de l'entrepreneur;
 - (2) le code exclusif du poste concerné;
 - (3) les travaux d'entretien préventif exécutés;
 - (4) la date et l'heure de l'exécution de l'entretien préventif;
 - (5) le nom complet de la personne-ressource du client.
 - iv) L'entrepreneur doit planifier des rendez-vous pour les services d'entretien préventif. Ces services peuvent être exécutés en même temps que les appels de service en vertu de l'approbation du client et du calendrier convenu. L'entrepreneur ne doit pas fournir de services d'entretien préventif durant les périodes de pointe qui ont été indiquées par le client.

27. Niveau de service relatif à la disponibilité du poste et crédits de service

a) **Niveau de service** – L’entrepreneur doit, au minimum, assurer un taux de disponibilité du poste de 98 % chaque mois civil.

b) **Disponibilité du service**

- i) Une interruption du fonctionnement du poste est définie comme toute perte de fonctionnalité ou dégradation du fonctionnement du poste.
- ii) Le client juge que le poste est fonctionnel lorsqu’il peut accéder à toutes les données et à toutes les fonctions requises en vertu du contrat.
- iii) Par « disponibilité du poste », on entend le pourcentage du temps de fonctionnement du poste par rapport au temps de fonctionnement total prévu (en tout temps) au cours d’un mois.
- iv) L’entrepreneur doit calculer la disponibilité du poste en pourcentage, de la façon suivante : $[(\text{temps total} - \text{temps d'interruption total}) / \text{temps total}] \times 100$.
- v) Le temps total utilisé pour calculer la disponibilité du poste exclut les arrêts prévus par le client.
- vi) L’entrepreneur n’a pas à inclure les interruptions de service que le client considère comme un retard justifiable dans le calcul de la disponibilité du poste et le total du temps d’interruption.
- vii) Si une interruption survient le dernier jour d’un mois et s’étend jusqu’au premier jour du mois suivant, l’entrepreneur doit calculer le temps d’interruption total dans le deuxième de ces mois. Le temps d’interruption total doit cependant comprendre le temps d’interruption du mois précédent.
- viii) L’entrepreneur doit exécuter tous les travaux d’entretien du poste à l’intérieur de la fenêtre prévue dans le système de gestion des changements du client et approuvée par ce dernier. Le client communiquera les périodes d’entretien prévues à l’entrepreneur après l’attribution du contrat.
- ix) Si le poste n’atteint pas le niveau de service quant à la disponibilité minimale au cours d’un mois donné, l’entrepreneur doit accorder au Canada un crédit correspondant au montant suivant : pour chaque tranche de 0,1 % sous le niveau de service quant à la disponibilité minimale exigée au cours d’un mois donné, l’entrepreneur devra accorder au Canada un crédit de 1 000 \$, jusqu’à concurrence de 10 000 \$. Par exemple, si la disponibilité du service réel atteint 97,8 %, un crédit de 2 000 \$ s’applique.
- x) Si des crédits sont payables en vertu du présent article pour deux (2) mois consécutifs ou pour trois (3) mois sur une période de 12 mois, l’entrepreneur doit soumettre un plan d’action décrivant les mesures qu’il entend instaurer ou les actions qu’il compte mettre en œuvre pour éliminer le problème. L’entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d’action au responsable technique du client et à l’autorité contractante de TPSGC, et 20 jours ouvrables pour corriger le problème sous-jacent.
- xi) Si l’entrepreneur ne fournit pas un poste fonctionnel conforme à toutes les exigences et à toutes les fonctions décrites à l’annexe A selon le calendrier précisé dans cette même annexe, il doit accorder au client un crédit correspondant au montant suivant : Pour chaque semaine, complète ou partielle, de non-fonctionnement du poste qui suit les dates indiquées au calendrier de l’annexe A, l’entrepreneur doit accorder au client un crédit de 1 000 \$, jusqu’à concurrence de 10 000 \$.

28. Biens et services optionnels

Des biens et des services optionnels peuvent être achetés ou mis en œuvre au cours de la durée du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par le responsable du contrat au moyen d'une modification officielle du contrat. Les biens et les services optionnels comprennent :

a) Matériel

- Numériseur;
- imprimante de reçus – papier en rouleau. Les exigences obligatoires et facultatives pour le numériseur et l'imprimante de reçus et papier en rouleau se retrouvent à l'article VII de l'appendice G de l'énoncé des travaux.
- **Chaque composant** : L'entrepreneur doit préciser le prix de chaque composant :
 - un boîtier;
 - un appareil de balayage de l'iris;
 - un écran tactile;
 - imprimantes à reçus;
 - un lecteur de cartes et de documents;
 - un clavier;
 - haut-parleurs;
 - le câblage;
 - un système d'alimentation sans coupure (ASC);
 - les logiciels.
 - Système de surveillance des postes (SSP)
 - Dispositif de comparaison des iris

Article I. APPENDICE A – Infrastructure technique actuelle

ENVIRONNEMENT RÉSEAU

Le réseau de l'Agence se compose de routeurs multiprotocoles, installés dans chaque bâtiment, afin d'interconnecter la dorsale et les boucles ou segments d'accès communs qui se trouvent dans les bâtiments et d'assurer la connectivité du réseau étendu. La majorité des bâtiments sont interconnectés à l'aide de circuits à relais de trames ou de circuits à mode de transfert asynchrone (ATM), bien que certains soient connectés à l'aide d'un RPV IPSec sur Internet (par DSL, par câble, par satellite). La majorité des bâtiments sont connectés à un débit de 512 kb/s ou de 1,544 Mb/s (T1). Seuls quelques bâtiments disposent d'une connexion dont le débit est supérieur à T1.

ENVIRONNEMENT WINDOWS

L'environnement Windows, appelé aussi « environnement informatique réparti » (EIR), est une infrastructure client-serveur constituée de serveurs, d'ordinateurs de bureau et d'ordinateurs portables Windows, dont les services d'annuaire dorsaux sont assurés par Active Directory (AD).

Les sites d'EIR varient en taille; dans un seul bâtiment, ils peuvent compter une poignée d'utilisateurs comme des milliers. La bande passante qu'ils utilisent varie également. Généralement, un site réparti comprend un ou plusieurs serveurs de fichiers et d'impression, un accès à des services de messagerie MS Exchange locaux ou centralisés, un contrôleur de domaine AD et un certain nombre d'ordinateurs de bureau liés par un réseau local.

La plateforme de services de terminal (TSP) qui fonctionne sur un serveur Citrix (Citrix Presentation Server 4) est constituée de serveurs centraux, situés dans la région de la capitale nationale, qui hébergent diverses applications et services pour un groupe donné d'utilisateurs finaux. Ces applications et services comprennent des applications opérationnelles et des applications bureautiques comme MS Office, Outlook et Exchange ainsi qu'un logiciel d'émulation d'ordinateur central (Attachmate) et des services de fichiers et d'impression de base, pour ne nommer que ceux-là. De plus, le logiciel de virtualisation d'applications Softgrid améliore l'accès et la gestion des applications dans le parc de la plateforme TSP.

La plateforme TSP accueille également les utilisateurs ADP (accès à distance protégé) qui n'ont peut-être pas accès au réseau et qui se connectent à l'EIR d'une autre façon (par exemple, par l'entremise d'un fournisseur de services Internet public). La plateforme ADP est un sous-ensemble de l'EIR et elle est aussi basée sur les systèmes d'exploitation Windows Server et Windows pour ordinateurs clients.

La liste suivante présente les principaux logiciels Windows installés dans l'EIR et les mises à niveau prévues d'après la feuille de route actuelle.

- MS Windows Server 2008
- Citrix XenApp
- Système d'exploitation client MS Windows 7 doté de BitLocker

- MS Office 2010
- MS Exchange 2003 et 2007 (mise à niveau vers 2010 en 2012)
- Entrust ESP 9.1
- McAfee Antivirus, McAfee Anti-Spyware, McAfee Intrusion Prevention et McAfee Policy Auditor
- Tivoli Managed Framework 4.3.1; Configuration Manager 4.3.1, Remote Control 5.1.2 (mise à niveau vers Tivoli Endpoint Manager 8.2 en 2013)

La version de Java Runtime Environment (environnement d'exécution Java [JRE]) installée sur tous les ordinateurs de bureau est 1.6.0_18 (mise à niveau en 2011).

Le matériel sous-jacent de l'environnement Windows se compose de serveurs basés sur les architectures AMD et Intel qui utilisent la technologie multicœur et multiprocesseur. Les ordinateurs de bureau et les ordinateurs portables sont également basés sur les architectures AMD et Intel; ils utilisent des processeurs monocœurs ou multicœurs et une mémoire à double canal.

Poste de travail standard – HP 6005

Spécifications certifiées

Points saillants

Type de processeur	AMD Phenom II bicœur
Vitesse du processeur	2,6 GHz
Mémoire cache du processeur (L1, L2, L3)	1,5 Mo pour le cache L2 réservé, 6 Mo pour le cache L3 partagé
Bus de processeur	4000 MHz
Jeu de puces	ADM 785G
Type de mémoire	DDR3-SDRAM
Fentes de mémoire	4
Mémoire standard	4 Go
Capacité d'extension de la mémoire	8 GB
Système BIOS	786G6 v01.10

Lecteurs internes

Taille du disque dur	500 Go
Vitesse de rotation du disque dur	7 200 tr/min
Lecteur optique	Lecteur DVD-ROM SATA et lecteur DVD+/-RW SuperMulti LightScribe SATA
Contrôleur de lecteur	SATA 3 Gb/s NCQ SMART IV

Vidéo

Type de carte vidéo	Carte vidéo ATI Radeon ^{MC} HD 4200 intégrée
Bus graphique	PCI Express ^{MC} x16
Mémoire vidéo	Partagée, 8, 512 Mo

Audio

Type de carte audio	Realtek ALC261
---------------------	----------------

Réseau

Type de carte réseau	Carte réseau intégrée Broadcom NetXtreme Gigabit Ethernet BCM 5761
Vitesse de la carte réseau	1000/100/10

Caractéristiques du système

Fentes d'extension interne	1 PCI demi-hauteur, 1 PCI Express x16 demi-hauteur, 2 PCI Express x1 demi-hauteur
Ports entrée-sortie externes	À l'arrière : 6 ports USB 2.0, 1 port série, 1 port série facultatif, 1 port parallèle facultatif, 2 ports PS/2, 1 prise RJ-45, 1 port VGA, entrée-sortie audio et 1 port d'écran. À l'avant : 4 ports USB 2.0 et ports audio

Dimensions

Dimensions (L x P x H)	17,6 x 43,0 x 37,7 cm
Poids	9,3 kg

Puissance et efficacité énergétique

Consommation d'électricité	Maximum de 320 W
Puissance calorifique	1092 BTU/h

Certifications

Configurations du module d'alimentation offertes conformes à
ENERGY STAR^{MD}, à EPEAT Gold^{MC} et à 89PLUS

Haute performance – HP z800

Spécifications certifiées

Points saillants

Type de processeur	Intel Xeon E5530 quadricœur
Vitesse du processeur	2,4 GHz
Mémoire cache du processeur (L1, L2, L3)	256 Ko, 1024 Ko, 8192 Ko
Bus de processeur	Bus FSB de 1333 MHz
Jeu de puces	Intel 5520 biprocesseur
Type de mémoire	DDR3, RDIMM (Registered) ou UDIMM (sans mémoire tampon), CCE
Mémoire standard	8192 Mo
Mémoire maximale	192 Go
Capacité d'extension de la mémoire	12 fentes (6 fentes par UC)
Système BIOS	786G5 v1.06

Lecteurs internes

Taille du disque dur	250 Go
Vitesse de rotation du disque dur	7200 tr/min
Lecteur optique	Lecteur HP SATA DVD+/-RW
Contrôleur de lecteur	Contrôleur intégré SATA à 6 canaux 3 Gb/s, compatible RAID (0, 1, 5 ou 10)

Vidéo

Type de carte vidéo	Nvidia Quadro FX 380
Bus graphique	PCI-E x16
Mémoire vidéo	256 Mo

Audio

Type de carte audio	Carte audio haute définition Realtek ALC262 intégrée
---------------------	--

Réseau

Type de carte réseau	Carte réseau double Broadcom 5764 intégrée
Vitesse de la carte réseau	10/100/1000 Mb

Caractéristiques du système

Fentes d'extension interne	1 PCI, 1 PCI Express Gen1 (x8 mécanique, x4 électrique), 1 PCI Express Gen2 (x8 mécanique, x4 électrique), 2 PCI Express Gen2 (x16 mécanique, x8 électrique), 2 PCI Express Gen2 x16
Ports entrée-sortie externes	À l'avant : 3 ports USB 2.0, 1 port IEEE 1394a, 1 entrée pour microphone et 1 sortie pour écouteurs. À l'arrière : 6 ports USB 2.0, 1 port IEEE 1394a, 1 entrée audio, 1 sortie audio, 1 entrée pour microphone, 2 ports PS/2, 2 prises RJ-45 vers carte LAN Go intégrée et 1 port série. Interne : 3 ports USB 2.0

Dimensions

Dimensions (L x P x H)	20,35 x 52,65 x 44,51 cm
Poids	21 kg (configuration type)

Puissance et efficacité énergétique

Consommation d'électricité	850 W
Puissance calorifique	1707 BTU/h (configuration type) Max. : 3558 BTU/h
Certifications	ENERGY STAR

Poste de travail standard – PC de bureau Optiplex 580 de Dell

Spécifications certifiées

Points saillants

Type de processeur	AMD Phenom II X2 bicœur
Vitesse du processeur	2,8 GHz
Bus de processeur	1066 MHz
Jeu de puces	AMD 785G
Type de mémoire	DDR3
Fentes de mémoire	4
Mémoire standard	4 Go
Capacité d'extension de la mémoire	16 Go
Système BIOS	Dell A05

Lecteurs internes

Taille du disque dur	320 Go
Vitesse de rotation du disque dur	7200 tr/min
Lecteur optique	SATA DVD+/-RW
Contrôleur de lecteur	SATA 3 Gb/s

Vidéo

Type de carte vidéo	Carte vidéo ATI Radeon HD 4200 intégrée
Bus graphique	PCI Express ^{MC} x16
Mémoire vidéo	Partagée de 1024 Mo

Audio

Type de carte audio	Carte audio haute définition Realtek
---------------------	--------------------------------------

Réseau

Type de carte réseau	Carte réseau intégrée Broadcom 5761
Vitesse de la carte réseau	1000/100/10

Caractéristiques du système

Ports entrée-sortie externes	À l'arrière : 6 ports USB 2.0, 1 port série, 1 prise RJ-45, 1 port VGA, entrée-sortie audio et 1 port d'écran. À l'avant : 2 ports USB 2.0 et ports audio
------------------------------	---

Dimensions

Dimensions (L x P x H)	11,4 x 35,3 x 39,9 cm
------------------------	-----------------------

Puissance et efficacité énergétique

Consommation d'électricité	Maximum de 305 W
Puissance calorifique	1039 BTU/h
Certifications	Configurations offertes conformes à ENERGY STAR ^{MD} 5 et EPEAT Gold ^{MC}

Haute performance – Dell Precision T5500

Spécifications certifiées

Points saillants

Type de processeur	Intel Xeon 5520
Vitesse du processeur	2,4 GHz
Mémoire cache du processeur (L1, L2, L3)	Mémoire cache partagée de 8 Mo
Bus de processeur	64 bits
Jeu de puces	Intel 5500
Type de mémoire	DDR3 à 1066 MHz
Fentes de mémoire	9
Mémoire standard	12 Go
Capacité d'extension de la mémoire	72 Go
Système BIOS	A02 (08/28/09)

Lecteurs internes

Taille du disque dur	250 Go
Vitesse de rotation du disque dur	7200 tr/min
Lecteur optique	DVD-R 16x, CD-R 48x, CD-RW 32x
Contrôleur de lecteur	SATA 3 Gb/s

Vidéo

Type de carte vidéo	Nvidia Quadro FX 580 de 256 Mo
Bus graphique	PCI-E x16

Audio

Type de carte audio	Carte audio HD numérique intégrée SoundMAX
---------------------	--

Réseau

Type de carte réseau	Contrôleur Gigabit Ethernet intégré Broadcom ^{MD} 5754
Vitesse de la carte réseau	Gigabit

Caractéristiques du système

Fentes d'extension interne	2 fentes PCI-E x16 câblées en mode x8 (demi-longueur), 2 fentes PCI-E x16 Gen 2 pour carte vidéo (jusqu'à 150 W chacune), 1 fente PCI-X de 64 bits/100 MHz avec prise en charge de cartes 3,3 V ou universelles (demi-longueur) et 1 fente PCI de 32 bits/33 MHz de 5 V (demi-longueur en format ordinateur de bureau)
Ports entrée-sortie externes	11 ports USB 2.0 (deux à l'avant, six à l'arrière et trois internes sur la carte-mère), 1 port série, 1 port parallèle, 2 ports PS/2, 1 prise RJ-45, 1 port eSATA sur le panneau arrière, entrée stéréo et sortie pour écouteurs sur le panneau arrière, connecteurs pour microphone et écouteurs sur le panneau avant et ports IEEE 1394a à l'avant et à l'arrière fournis avec le module d'alimentation pour carte 1394 PCI-E en option

Dimensions

Dimensions (L x P x H)	17,1 x 44,8 x 47,1 cm
------------------------	-----------------------

Puissance et efficacité énergétique

Consommation d'électricité	201,33 W
Puissance calorifique	688,54 BTU/h
Certifications	ENERGY STAR 5 et EPEAT Gold

Matériel serveur – ProLiant BL465c G7

Spécifications

Le serveur lame HP ProLiant BL465c G7 comprend :

Processeur :

Jusqu'à deux (2) processeurs multicœurs AMD Opteron^{MC} Série 6100
Octocœur prenant en charge jusqu'à 2,4 GHz; 512 Ko de mémoire cache de niveau 2 (L2) par cœur; 12 Mo de mémoire cache de niveau 3 (L3)
Jeux de puces AMD SR5690 et SP5100

Mémoire :

16 fentes pour modules DIMM
Jusqu'à 256 Go de mémoire PC3-8500 DDR3 Registered (RDIMM), fonctionnant à 1066 MHz lorsque chacun des canaux des 16 fentes contient 2 modules DIMM
Jusqu'à 128 Go de mémoire PC3-10600 DDR3 Registered (RDIMM), fonctionnant à 1333 MHz lorsque chacun des canaux des 16 fentes contient 2 modules DIMM
Jusqu'à 64 Go de mémoire PC3-10600 DDR3 sans tampon (UDIMM), fonctionnant à 1333 MHz lorsque chacun des canaux des 16 fentes contient 2 modules DIMM
Prise en charge de l'entrelacement mémoire (2:1)
REMARQUE : Chaque bus mémoire de processeur fonctionne jusqu'à 1333 MHz avec un module DIMM à quatre rangs ou deux modules DIMM à un rang ou à deux rangs par canal de mémoire de processeur, ou à 1066 MHz avec jusqu'à deux modules DIMM à quatre rangs ou un module DIMM à quatre rangs et un à deux rangs par canal de mémoire de processeur utilisant une tension standard (1,5V, PC3). Le bus mémoire fonctionne plus lentement lorsqu'une mémoire à basse tension (1,35 V, PC3L) est installée. De même, la vitesse du bus mémoire peut être limitée par celle de la mémoire utilisée.

Contrôleur de stockage :

Contrôleur RAID Smart Array P410i doté d'une mémoire cache d'écriture avec flash de 1 Go; prise en charge du système RAID 0,1.
REMARQUE : Toutes les lames qui prennent en charge les lecteurs enfichables à chaud nécessitent un contrôleur HP Smart Array P410i. Voir la section sur les modèles intégrés du fabricant.
Support de disque dur interne :
Jusqu'à 2 disques durs enfichables à chaud à faible facteur de forme (SFF) SAS ou SATA, ou 2 disques à circuits intégrés (SSD) SATA

Contrôleur réseau :

1 carte réseau convergé intégrée NC551i à double port FlexFabric de 10 Gb

Support de carte mezzanine :

2 fentes pour carte mezzanine d'extension d'entrée-sortie
Peut accueillir jusqu'à 2 cartes mezzanines

Support de lame d'extension :

Peut accueillir une lame de stockage, de sauvegarde sur ruban ou d'extension PCI en option

Support de dispositif interne :

1 connecteur USB 2.0 interne pour dispositifs avec clé de sécurité et clé USB
1 fente pour carte MicroSDHC interne

Puce TPM :

1 connecteur pour puce TPM 1.2

Format :

Connexion du serveur lame HP ProLiant BL465c G7 aux boîtiers BladeSystem c3000 et c7000

Gestion de l'infrastructure :

HP Integrated Lights-Out 3 (iLo 3)

Article II. APPENDICE B – Emplacements de livraison et produits livrables

Emplacement	Adresse de livraison	Produits livrables fournis par l'entrepreneur			
		Poste	Appareil de balayage pour CI	Poste ouvert	Ensemble de démonstration
Vancouver	Aéroport international de Vancouver Aérogare internationale Niveau 3, départ pour les États-Unis Richmond (Colombie-Britannique) V7B 1K6	5	6		
Centre d'inscription du centre-ville de Vancouver	333, rue Dunsmuir, 1 ^{er} étage Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 5R4	1	1		
Halifax	Aéroport international Robert-L.-Stanfield d'Halifax Zone des arrivées internationales 1 ^{er} étage – 1, boulevard Bell Enfield (Nouvelle-Écosse) B2T 1K2	3	2		
Aéroport international Pearson (Aérogare 1) de Toronto	Aéroport international Pearson Aérogare 1 – Zone des départs Poste H Mississauga (Ontario) L5P 1A2	7	3		

Emplacement	Adresse de livraison	Produits livrables fournis par l'entrepreneur			
		Poste	Appareil de balayage pour CI	Poste ouvert	Ensemble de démonstration
Aéroport international Pearson (Aérogare 3, passerelle ouest)	Aéroport international Pearson Aérogare 3 – Zone des départs Poste H Mississauga (Ontario) L5P 1A2	6			
Montréal	Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal Zone des arrivées internationales, pièce T1470 Montréal (Québec) H4Y 1H1	6	4		
Calgary	Aéroport international de Calgary Aérogare principale Face à la zone de départ vers les États-Unis 2 ^e étage (niveau des départs) 2000 Airport Road North East Calgary (Alberta) T2E 6W5	3	2		
Edmonton	Aéroport international d'Edmonton Niveau des départs, aérogare sud Edmonton (Alberta) T5J 2T2	3	2		
Winnipeg	Aéroport international James-Armstrong-Richardson de	3	2		

Emplacement	Adresse de livraison	Produits livrables fournis par l'entrepreneur			
		Poste	Appareil de balayage pour CI	Poste ouvert	Ensemble de démonstration
	Winnipeg Zone des arrivées domestiques ou internationales 1970, avenue Wellington Pièce 1074 Winnipeg (Manitoba) R3H 0E3				
Ottawa	Aéroport international Macdonald-Cartier d'Ottawa 1000, promenade de l'Aéroport Aérogare principale, niveau 2 (sud) Ottawa (Ontario) K1V 9B4	3	2		
Aéroport Billy Bishop de Toronto	4, quai Eireann, île de Toronto Toronto (Ontario) M5V 1A1	1			
Woodstock	1403, Route 95 Belleville (Nouveau-Brunswick) E7M 4Z9		1		
Sarnia	1972, chemin Sarnia Sarnia (Ontario) N7T 7H2		1		
Pont Whirlpool	4422, rue River Niagara Falls (Ontario) L2E 3M5		1		

Emplacement	Adresse de livraison	Produits livrables fournis par l'entrepreneur			
		Poste	Appareil de balayage pour CI	Poste ouvert	Ensemble de démonstration
Pacific Highway	28, 176 ^e Rue Surrey (Colombie-Britannique) V3S 9R9		1		
Fort Érié	10, avenue Central Fort Érié (Ontario) L2A 6G6	1			
AC – Billings (essai et dépannage)	2323, promenade Riverside Ottawa (Ontario)	1	1	1	
AC – Fitzgerald (essai et dépannage)	25, Fitzgerald Ottawa (Ontario)	1		1	
AC – Tremblay (essai et dépannage)	250, chemin Tremblay Ottawa (Ontario)	1	9		
AC – Laurier	191, avenue Laurier Ouest 15 ^e étage Ottawa (Ontario)				1
TOTAUX :		45	38	2	1

Remarque : Les quantités indiquées dans le tableau ci-dessus ne constituent pas un engagement de la part du client. Elles servent aux fins de calcul du prix de la soumission. Elles ne devraient pas être interprétées comme une indication des quantités prévues.

Article III. APPENDICE C – Environnements et conditions de déploiement

N°	Type d'environnement de déploiement	Nombre d'environnements de déploiement de ce type	Nombre minimal de serveurs lames physiques servant à la base de données (1 SGBDR ou plus par lame)	Nombre maximal d'inscrits prévu par environnement de déploiement	Type de serveur lame physique (ne servant pas à la base de données)
1	Développement	6	1	300	Développement
2	Transition	10	1	300	Transition
3	Soutien et formation – production	2	1	300	Soutien et formation – production
4	Production	1	1	2 500 000	Production (actif)
5	Production	1	1	2 500 000	Production (en attente)
6	Essai avec données réelles	1	0 (Soutien et formation - production)	2 500 000	Essai avec données réelles (actif)

Remarque : Les quantités indiquées dans le tableau ci-dessus ne constituent pas un engagement de la part du client. Elles servent aux fins de calcul du prix de la soumission. Elles ne devraient pas être interprétées comme une indication des quantités prévues.

Les spécifications de l'entrepreneur doivent être conformes à toutes les conditions suivantes, et ce, pour l'ensemble des environnements de déploiement :

1. Chaque environnement de déploiement doit être associé à au moins un comparateur et une base de données d'images d'iris.
2. Pour chaque type de serveur lame physique, un nouveau déploiement doit être prévu sans recours à du matériel ou à des logiciels préexistants.
3. Dans le pire des cas, chaque comparateur de chaque environnement de déploiement nécessiterait son propre serveur lame physique (cela serait attribuable aux contraintes architecturales imposées par le fournisseur de comparateurs).
4. Dans le meilleur des cas, un seul serveur par type de serveur lame physique serait nécessaire (six serveurs, sans compter les serveurs nécessaires pour les SGBDR).

- i. Le logiciel VMware est utilisé pour la prise en charge de tous les environnements de déploiement sur des machines virtuelles s'appuyant sur ces serveurs, OU
 - ii. des comparateurs indépendants (un ou plusieurs comparateurs par environnement de déploiement) fonctionnent sur le même serveur lame physique.
5. Le client fournira le système d'exploitation requis, soit Windows Server 2008, et le logiciel VMware au besoin.
6. La configuration doit répondre aux spécifications standard du client, à savoir l'utilisation de lames HP ProLiant BL465c G7 avec processeur AMD Opteron^{MC} 6136 (2, 4 GHz; octocœur; 12 Mo; 115 W). Ces spécifications se trouvent à l'appendice A de l'annexe A.
7. La capacité de mémoire vive doit être exprimée par tranche de 8 Go.
8. On ne doit pas préciser d'espace de stockage sur disque dur, local ou autre.
9. On suppose que jusqu'à 10 % (20 % si l'on se sert de machines virtuelles) de capacité de l'unité centrale du ou des serveurs est utilisé par des applications autres que le système d'exploitation et le comparateur (p. ex. la détection de virus).
10. L'entrepreneur n'a pas à fournir le matériel informatique. En revanche, il doit inclure dans sa soumission tous les autres produits livrables dont la responsabilité lui revient (logiciels, licences, soutien, etc.) pour l'ensemble des environnements de déploiement.
11. Plus d'un SGBDR sera utilisé en raison du nombre d'environnements de déploiement. Tous les environnements de déploiement doivent exploiter le type de SGBDR (même modèle et même version) recommandé par l'entrepreneur. Consultez l'exigence 8) Comparateur d'iris, au point f).
12. L'entrepreneur doit présenter au moins un serveur lame par type d'environnement de déploiement.
13. Les spécifications de l'entrepreneur doivent satisfaire aux conditions supplémentaires suivantes pour les environnements de déploiement en production uniquement :
 1. La configuration de l'environnement de production actif doit être une configuration faisable pour le matériel et le comparateur, et qui permet au comparateur d'iris d'atteindre, voire de dépasser, l'exigence relative à la vitesse de comparaison. Pour en savoir plus, consultez l'exigence 8) Comparateur d'iris, au point j). Les contraintes de configuration sont les suivantes :
 - au moins une lame pour le serveur de base de données (p. ex. SGBDR);
 - au moins une lame pour les fonctions d'application (p. ex. comparateur).
 2. Les exigences relatives au stockage sur le disque (en Ko) doivent être précisées, comme suit :
 - espace de stockage requis par modèle d'iris;
 - espace de stockage requis pour tous les modèles d'iris;
 - espace total de stockage requis, y compris celui pour tous les modèles d'iris;
 - l'entrepreneur n'a pas à fournir l'espace de stockage sur disque.
 3. La configuration de l'environnement de production en attente doit être précisée. Cette configuration est typiquement identique à la configuration de l'environnement de production actif et peut être exprimée comme telle.

Article IV. APPENDICE D – Statistiques concernant les images d’iris

Un vaste sous-ensemble d’images d’iris issues d’inscriptions du client (en date de septembre 2011) a été analysé afin que l’entrepreneur puisse déterminer le pourcentage probable d’inscription de telles images au moyen du comparateur d’iris. Pour des raisons de confidentialité et de sécurité, on ne peut transmettre ce sous-ensemble aux entrepreneurs.

Chacun des paramètres de qualité d’image d’inscription ci-dessous (tirés du comparateur actuel du client) se trouve à la page intitulée «Paramètres des images d’iris d’inscription».

Paramètre	Plage de valeurs	Mesure IREX II correspondante
Zone de l’iris (%)	71 – 100 (824*)	ZONE DE L’IRIS UTILISABLE
Diamètre de l’iris (pixels)	144 – 312	TAILLE DE L’IRIS
Diamètre de la pupille (pixels)	24 – 194	Aucune mesure IREX II correspondante
Rapport pupille-iris	0,137 – 0,808	DILATATION
Contraste iris-sclère	1,057 – 9,107	CONTRASTE IRIS-SCLÈRE
Contraste iris-pupille	0,134 – 8,416	CONTRASTE IRIS-PUPILLE
Intensité moyenne de l’iris	19 – 193	Aucune mesure IREX II correspondante
Énergie de texture de l’iris	0,952 – 12,136	Aucune mesure IREX II correspondante

* Une centaine d’images présentent un pourcentage de la zone de l’iris supérieur à 100 %, ce qui serait attribuable à un bogue de l’algorithme de segmentation.

Les images d’inscription ont été prises à l’aide de deux appareils de balayage de l’iris.

- L’appareil LG-2200 (un seul œil) a balayé au total, entre avril 2003 et juillet 2007, environ 50 000 iris d’inscrits.
- L’appareil Panasonic BM-ET 330 (deux yeux), utilisé depuis septembre 2007, devrait avoir balayé environ 550 000 iris d’inscrits au moment de la migration.

La période entre juillet 2007 et septembre 2007 a été exclue de l’analyse puisque les deux appareils de balayage étaient utilisés en même temps.

À titre de référence supplémentaire, consultez la galerie d’images (fichier compressé « Low Quality Iris Image Examples.zip ») où se trouvent des exemples d’images d’iris de qualité inférieure, mais qui ont tout de même été inscrites. Pour des raisons de confidentialité, la texture des iris a été retirée des images.

Paramètres des images d'iris d'inscription

Zone de l'iris

Plage de valeurs	SOMMAIRE		LG		Panasonic	
	total	%	total	%	total	%
70 - 72	467	0.1%	227	0.3%	219	0.0%
72 - 74	1,836	0.3%	624	0.7%	1,161	0.2%
74 - 76	3,501	0.5%	888	1.1%	2,540	0.4%
76 - 78	6,491	0.9%	1,216	1.5%	5,152	0.8%
78 - 80	10,650	1.5%	1,683	2.0%	8,783	1.4%
80 - 82	16,441	2.3%	2,340	2.8%	13,818	2.3%
82 - 84	23,264	3.3%	3,178	3.8%	19,720	3.2%
84 - 86	31,109	4.4%	3,999	4.8%	26,625	4.4%
86 - 88	40,391	5.8%	4,939	5.9%	34,848	5.7%
88 - 90	51,383	7.3%	5,882	7.0%	44,765	7.4%
90 - 92	62,997	9.0%	6,978	8.4%	55,119	9.1%
92 - 94	76,308	10.9%	7,849	9.4%	67,462	11.1%
94 - 96	90,267	12.9%	8,837	10.6%	80,247	13.2%
96 - 98	104,243	14.9%	9,972	12.0%	92,944	15.3%
98 - 100	134,992	19.2%	13,618	16.3%	119,740	19.7%
100 - 101	47,542	6.8%	11,217	13.4%	35,579	5.8%
101 - 830	74	0.0%	0	0.0%	73	0.0%
TOTAL	701,956	100.0%	83,447	100.0%	608,795	100.0%

Diamètre de l'iris

Plage de valeurs	SOMMAIRE		LG		Panasonic	
	Total	%	Total	%	Total	%
140 - 144	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
144 - 148	2	0.000%	0	0.000%	2	0.000%
148 - 152	5	0.001%	0	0.000%	5	0.001%
152 - 156	8	0.001%	0	0.000%	8	0.001%
156 - 160	9	0.001%	2	0.002%	7	0.001%
160 - 164	11	0.002%	0	0.000%	11	0.002%
164 - 168	12	0.002%	0	0.000%	12	0.002%
168 - 172	5	0.001%	0	0.000%	5	0.001%
172 - 176	37	0.005%	0	0.000%	36	0.006%
176 - 180	148	0.021%	1	0.001%	143	0.023%
180 - 184	464	0.066%	0	0.000%	456	0.075%
184 - 188	1,943	0.277%	5	0.006%	1,919	0.315%
188 - 192	4,170	0.594%	11	0.013%	4,097	0.673%
192 - 196	12,200	1.738%	24	0.029%	12,032	1.976%
196 - 200	17,796	2.535%	22	0.026%	17,585	2.888%
200 - 204	30,580	4.356%	490	0.587%	29,710	4.880%
204 - 208	32,057	4.567%	1,320	1.582%	30,343	4.984%
208 - 212	48,936	6.971%	3,749	4.493%	44,504	7.310%
212 - 216	46,448	6.617%	4,745	5.686%	41,082	6.748%
216 - 220	60,294	8.589%	7,940	9.515%	51,496	8.459%

220 - 224	69,769	9.939%	10,567	12.663%	58,161	9.553%
224 - 228	54,990	7.834%	12,245	14.674%	41,809	6.868%
228 - 232	63,123	8.992%	12,292	14.730%	49,850	8.188%
232 - 236	56,909	8.107%	10,100	12.103%	45,929	7.544%
236 - 240	47,893	6.823%	7,293	8.740%	39,920	6.557%
240 - 244	47,674	6.792%	5,310	6.363%	41,763	6.860%
244 - 248	33,622	4.790%	3,744	4.487%	29,408	4.831%
248 - 252	43,280	6.166%	1,689	2.024%	41,163	6.761%
252 - 256	13,089	1.865%	701	0.840%	12,216	2.007%
256 - 260	10,030	1.429%	450	0.539%	9,481	1.557%
260 - 264	3,653	0.520%	532	0.638%	3,093	0.508%
264 - 268	1,483	0.211%	153	0.183%	1,306	0.215%
268 - 272	910	0.130%	32	0.038%	872	0.143%
272 - 276	291	0.041%	5	0.006%	284	0.047%
276 - 280	72	0.010%	3	0.004%	68	0.011%
280 - 284	22	0.003%	3	0.004%	19	0.003%
284 - 288	7	0.001%	6	0.007%	0	0.000%
288 - 292	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
292 - 296	4	0.001%	4	0.005%	0	0.000%
296 - 300	4	0.001%	4	0.005%	0	0.000%
300 - 304	2	0.000%	2	0.002%	0	0.000%
304 - 308	1	0.000%	1	0.001%	0	0.000%
308 - 312	2	0.000%	1	0.001%	0	0.000%
312 - 316	1	0.000%	1	0.001%	0	0.000%
316 - 320	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
TOTAL	701,956	100%	83,447	100%	608,795	100%

**Diamètre de
la pupille**

Plage de valeurs	SOMMAIRE		LG		Panasonic	
	Total	%	Total	%	Total	%
0.12 - 0.14	4	0.001%	1	0.001%	3	0.000%
0.14 - 0.16	14	0.002%	4	0.005%	10	0.002%
0.16 - 0.18	18	0.003%	3	0.004%	15	0.002%
0.18 - 0.20	93	0.013%	11	0.013%	80	0.013%
0.20 - 0.22	468	0.067%	27	0.032%	433	0.071%
0.22 - 0.24	1,563	0.223%	115	0.138%	1,432	0.235%
0.24 - 0.26	5,697	0.812%	400	0.479%	5,230	0.859%
0.26 - 0.28	12,115	1.726%	798	0.956%	11,138	1.830%
0.28 - 0.30	22,941	3.268%	1,720	2.061%	20,906	3.434%
0.30 - 0.32	39,218	5.587%	3,107	3.723%	35,570	5.843%
0.32 - 0.34	54,956	7.829%	4,317	5.173%	49,878	8.193%
0.34 - 0.36	63,728	9.079%	5,425	6.501%	57,447	9.436%
0.36 - 0.38	70,893	10.099%	6,487	7.774%	63,432	10.419%
0.38 - 0.40	73,581	10.482%	7,534	9.028%	65,048	10.685%
0.40 - 0.42	63,486	9.044%	7,249	8.687%	55,346	9.091%
0.42 - 0.44	57,027	8.124%	7,082	8.487%	49,099	8.065%
0.44 - 0.46	51,485	7.335%	6,618	7.931%	44,138	7.250%

0.46 - 0.48	40,700	5.798%	5,803	6.954%	34,352	5.643%
0.48 - 0.50	43,868	6.249%	7,471	8.953%	35,832	5.886%
0.50 - 0.52	25,201	3.590%	4,251	5.094%	20,596	3.383%
0.52 - 0.54	21,112	3.008%	3,604	4.319%	17,161	2.819%
0.54 - 0.56	17,321	2.468%	3,295	3.949%	13,790	2.265%
0.56 - 0.58	12,668	1.805%	2,587	3.100%	9,911	1.628%
0.58 - 0.60	9,303	1.325%	1,965	2.355%	7,203	1.183%
0.60 - 0.62	5,823	0.830%	1,325	1.588%	4,442	0.730%
0.62 - 0.64	4,077	0.581%	982	1.177%	3,049	0.501%
0.64 - 0.66	2,224	0.317%	585	0.701%	1,604	0.263%
0.66 - 0.68	1,254	0.179%	327	0.392%	906	0.149%
0.68 - 0.70	630	0.090%	181	0.217%	436	0.072%
0.70 - 0.72	308	0.044%	98	0.117%	207	0.034%
0.72 - 0.74	113	0.016%	44	0.053%	65	0.011%
0.74 - 0.76	51	0.007%	24	0.029%	27	0.004%
0.76 - 0.78	12	0.002%	6	0.007%	6	0.001%
0.78 - 0.80	3	0.000%	1	0.001%	2	0.000%
0.80 - 0.82	1	0.000%	0	0.000%	1	0.000%
TOTAL	701,956	100%	83,447	100%	608,795	100%

Rapport pupille-iris

Plage de valeurs	SOMMAIRE		LG		Panasonic	
	Total	%	Total	%	Total	%
12 - 16	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
20 - 24	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
24 - 28	3	0.000%	0	0.000%	3	0.000%
28 - 32	2	0.000%	0	0.000%	2	0.000%
32 - 36	14	0.002%	5	0.006%	9	0.001%
36 - 40	22	0.003%	5	0.006%	17	0.003%
40 - 44	85	0.012%	1	0.001%	83	0.014%
44 - 48	433	0.062%	23	0.028%	404	0.066%
48 - 52	1,113	0.159%	42	0.050%	1,056	0.173%
52 - 56	4,016	0.572%	196	0.235%	3,763	0.618%
56 - 60	6,196	0.883%	360	0.431%	5,755	0.945%
60 - 64	15,484	2.206%	884	1.059%	14,390	2.364%
64 - 68	21,235	3.025%	1,426	1.709%	19,523	3.207%
68 - 72	42,475	6.051%	2,887	3.460%	39,014	6.408%
72 - 76	37,938	5.405%	3,001	3.596%	34,414	5.653%
76 - 80	56,532	8.053%	4,527	5.425%	51,248	8.418%
80 - 84	65,357	9.311%	5,672	6.797%	58,762	9.652%
84 - 88	45,210	6.441%	4,432	5.311%	40,154	6.596%
88 - 92	67,632	9.635%	7,293	8.740%	59,355	9.750%
92 - 96	57,199	8.149%	6,905	8.275%	49,531	8.136%
96 - 100	46,447	6.617%	5,793	6.942%	39,964	6.564%
100 - 104	36,426	5.189%	5,040	6.040%	30,885	5.073%
104 - 108	43,693	6.224%	6,594	7.902%	36,494	5.994%
108 - 112	30,604	4.360%	5,093	6.103%	25,097	4.122%
112 - 116	25,585	3.645%	4,168	4.995%	21,059	3.459%

116 - 120	25,599	3.647%	4,433	5.312%	20,806	3.418%
120 - 124	16,881	2.405%	3,378	4.048%	13,261	2.178%
124 - 128	12,712	1.811%	2,208	2.646%	10,332	1.697%
128 - 132	10,158	1.447%	2,009	2.408%	8,013	1.316%
132 - 136	10,732	1.529%	2,262	2.711%	8,327	1.368%
136 - 140	5,998	0.854%	1,255	1.504%	4,659	0.765%
140 - 144	6,455	0.920%	1,426	1.709%	4,942	0.812%
144 - 148	2,485	0.354%	521	0.624%	1,941	0.319%
148 - 152	3,318	0.473%	691	0.828%	2,580	0.424%
152 - 156	1,520	0.217%	355	0.425%	1,146	0.188%
156 - 160	1,028	0.146%	235	0.282%	783	0.129%
160 - 164	634	0.090%	155	0.186%	472	0.078%
164 - 168	358	0.051%	86	0.103%	267	0.044%
168 - 172	158	0.023%	39	0.047%	117	0.019%
172 - 176	128	0.018%	26	0.031%	99	0.016%
176 - 180	62	0.009%	13	0.016%	47	0.008%
180 - 184	13	0.002%	2	0.002%	11	0.002%
184 - 188	9	0.001%	2	0.002%	7	0.001%
188 - 192	5	0.001%	3	0.004%	2	0.000%
192 - 196	2	0.000%	1	0.001%	1	0.000%
TOTAL	701,956	100%	83,447	100%	608,795	100%

Contraste iris-sclère

Plage de valeurs	SOMMAIRE		LG		Panasonic	
	Total	%	Total	%	Total	%
1.0 - 1.5	50,480	7.191%	7,697	9.224%	42,110	6.917%
1.5 - 2.0	410,179	58.434%	49,020	58.744%	355,518	58.397%
2.0 - 2.5	222,261	31.663%	22,455	26.909%	196,805	32.327%
2.5 - 3.0	18,202	2.593%	3,816	4.573%	14,072	2.311%
3.0 - 3.5	725	0.103%	401	0.481%	274	0.045%
3.5 - 4.0	77	0.011%	43	0.052%	10	0.002%
4.0 - 4.5	18	0.003%	8	0.010%	5	0.001%
4.5 - 5.0	6	0.001%	4	0.005%	1	0.000%
5.0 - 5.5	3	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
5.5 - 6.0	1	0.000%	1	0.001%	0	0.000%
6.0 - 6.5	2	0.000%	2	0.002%	0	0.000%
6.5 - 7.0	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
7.0 - 7.5	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
7.5 - 8.0	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
8.0 - 8.5	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
8.5 - 9.0	1	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
9.0 - 9.5	1	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
TOTAL	701,956	100%	83,447	100%	608,795	100%

Contraste iris-pupille

Plage de valeurs	SOMMAIRE		LG		Panasonic	
	Total	%	Total	%	Total	%
0.0 - 0.3	10,038	1.430%	46	0.055%	9,867	1.621%

0.3 - 0.5	257,262	36.649%	1,037	1.243%	253,215	41.593%
0.5 - 0.8	232,234	33.084%	3,664	4.391%	226,086	37.137%
0.8 - 1.0	112,120	15.973%	7,943	9.519%	102,961	16.912%
1.0 - 1.3	28,070	3.999%	11,591	13.890%	15,881	2.609%
1.3 - 1.5	14,037	2.000%	12,789	15.326%	757	0.124%
1.5 - 1.8	12,337	1.758%	11,841	14.190%	25	0.004%
1.8 - 2.0	10,229	1.457%	9,852	11.806%	1	0.000%
2.0 - 2.3	7,780	1.108%	7,507	8.996%	0	0.000%
2.3 - 2.5	5,929	0.845%	5,721	6.856%	0	0.000%
2.5 - 2.8	4,172	0.594%	4,002	4.796%	0	0.000%
2.8 - 3.0	2,921	0.416%	2,819	3.378%	0	0.000%
3.0 - 3.3	1,871	0.267%	1,797	2.153%	0	0.000%
3.3 - 3.5	1,236	0.176%	1,184	1.419%	0	0.000%
3.5 - 3.8	755	0.108%	727	0.871%	0	0.000%
3.8 - 4.0	433	0.062%	417	0.500%	0	0.000%
4.0 - 4.3	250	0.036%	239	0.286%	0	0.000%
4.3 - 4.5	131	0.019%	127	0.152%	0	0.000%
4.5 - 4.8	76	0.011%	73	0.087%	0	0.000%
4.8 - 5.0	39	0.006%	37	0.044%	0	0.000%
5.0 - 5.3	14	0.002%	13	0.016%	1	0.000%
5.3 - 5.5	11	0.002%	11	0.013%	0	0.000%
5.5 - 5.8	3	0.000%	3	0.004%	0	0.000%
5.8 - 6.0	3	0.000%	2	0.002%	1	0.000%
6.0 - 6.3	3	0.000%	3	0.004%	0	0.000%
6.3 - 6.5	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
6.5 - 6.8	1	0.000%	1	0.001%	0	0.000%
6.8 - 7.0	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
7.0 - 7.3	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
7.3 - 7.5	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
7.5 - 7.8	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
7.8 - 8.0	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
8.0 - 8.3	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
8.3 - 8.5	1	0.000%	1	0.001%	0	0.000%
8.5 - 8.8	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
TOTAL	701,956	100%	83,447	100%	608,795	100%

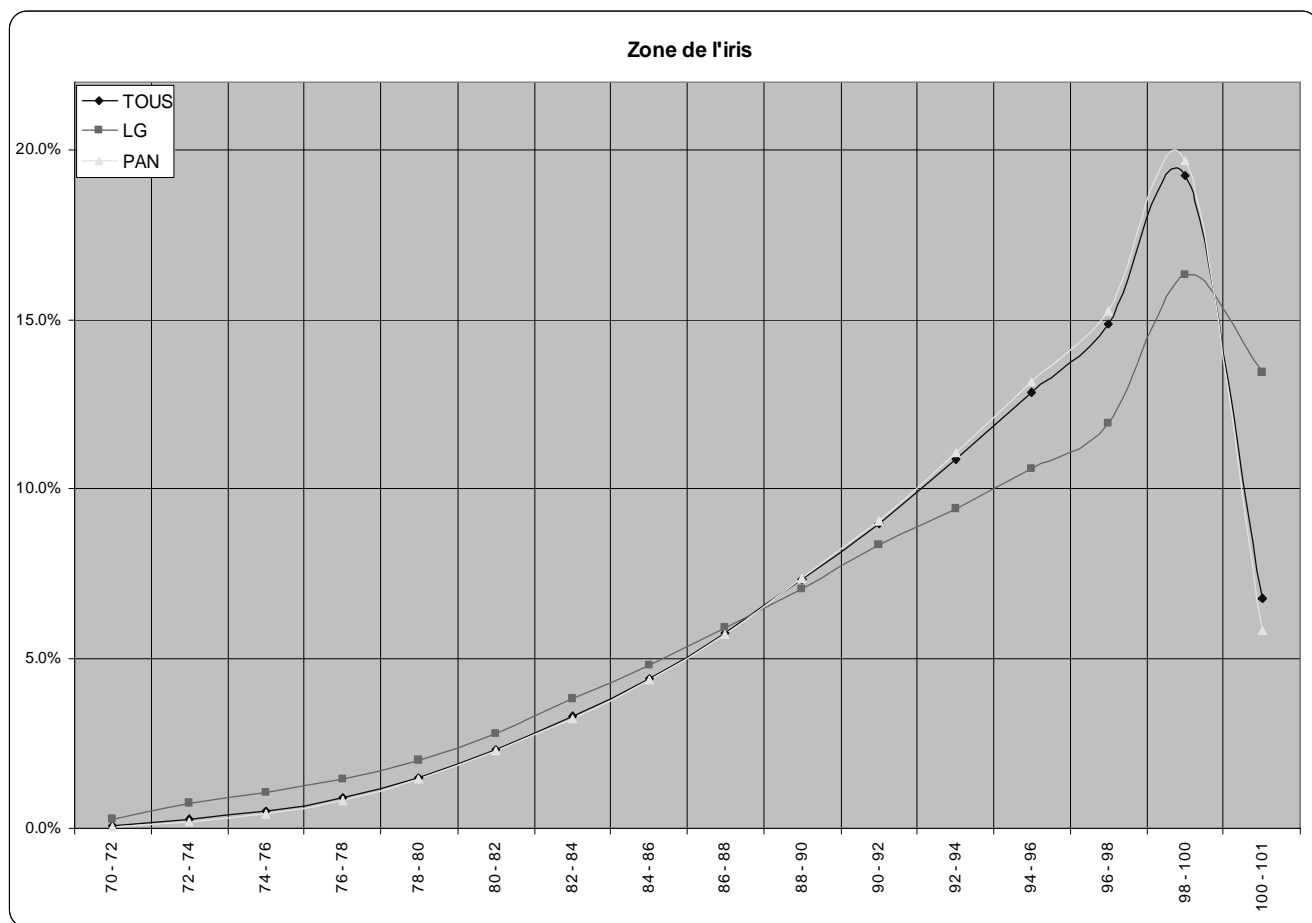
Énergie de texture de l'iris

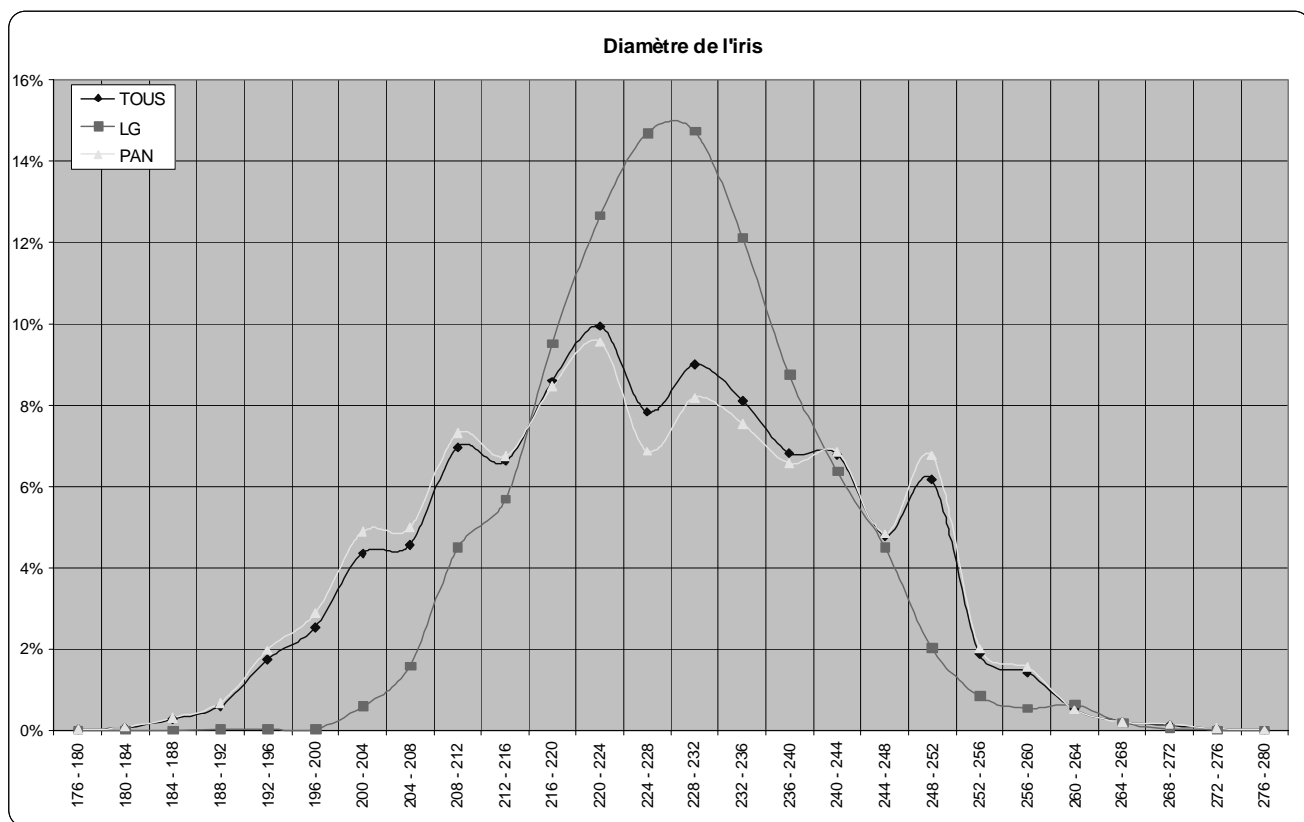
Plage de valeurs	SOMMAIRE		LG		Panasonic	
	Total	%	Total	%	Total	%
0.5 - 1.0	1	0.000%	0	0.000%	1	0.000%
1.0 - 1.5	2,521	0.359%	3	0.004%	2,489	0.409%
1.5 - 2.0	54,842	7.813%	114	0.137%	54,100	8.886%
2.0 - 2.5	162,287	23.119%	687	0.823%	159,809	26.250%
2.5 - 3.0	166,957	23.785%	2,119	2.539%	163,036	26.780%
3.0 - 3.5	115,064	16.392%	5,407	6.480%	108,303	17.790%
3.5 - 4.0	71,491	10.185%	10,201	12.225%	60,276	9.901%
4.0 - 4.5	46,718	6.655%	14,259	17.087%	31,588	5.189%

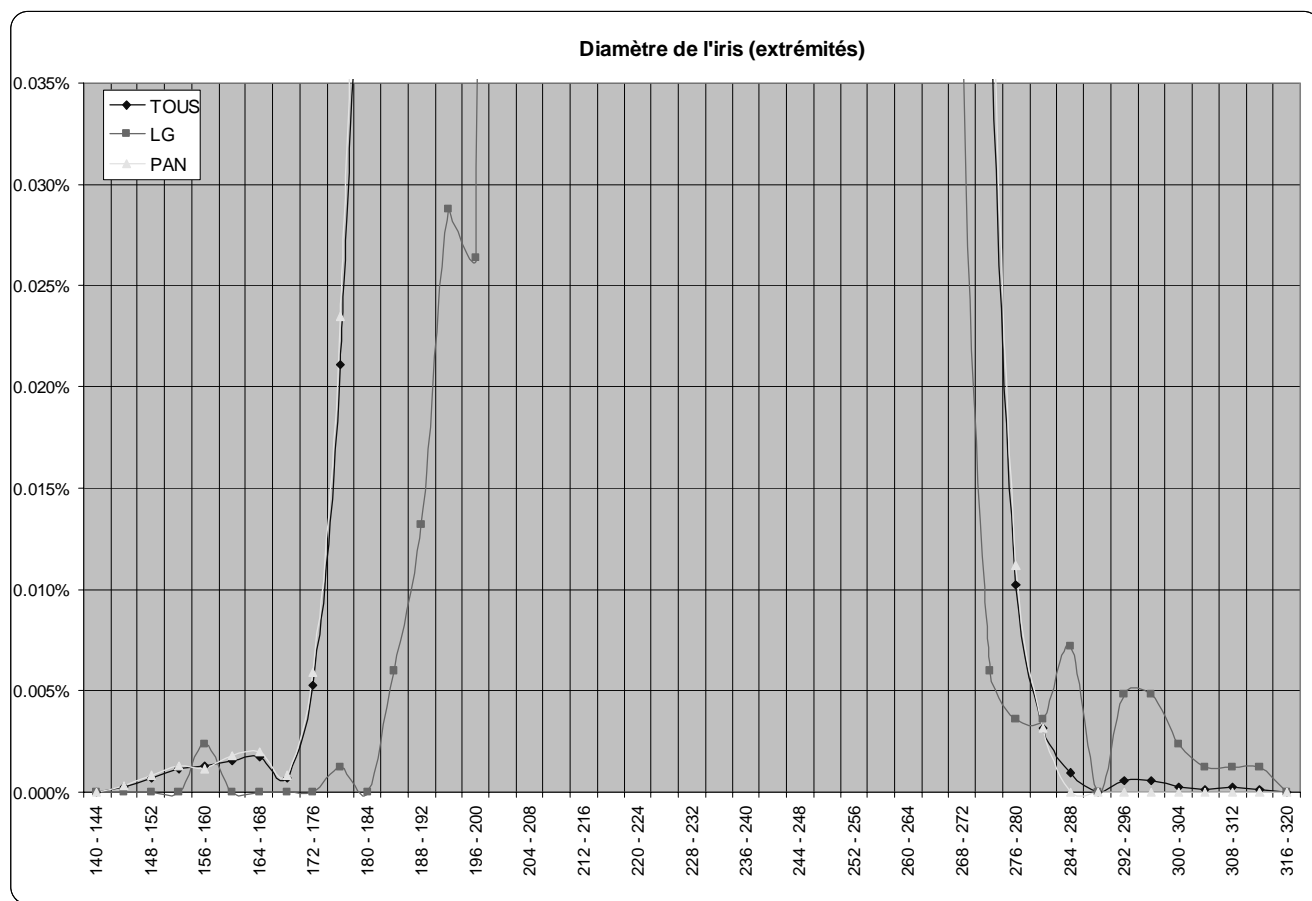
4.5 - 5.0	31,248	4.452%	15,108	18.105%	15,405	2.530%
5.0 - 5.5	21,079	3.003%	13,076	15.670%	7,466	1.226%
5.5 - 6.0	13,350	1.902%	9,438	11.310%	3,504	0.576%
6.0 - 6.5	7,892	1.124%	5,885	7.052%	1,750	0.287%
6.5 - 7.0	4,330	0.617%	3,435	4.116%	761	0.125%
7.0 - 7.5	2,186	0.311%	1,852	2.219%	254	0.042%
7.5 - 8.0	1,062	0.151%	975	1.168%	50	0.008%
8.0 - 8.5	480	0.068%	454	0.544%	3	0.000%
8.5 - 9.0	242	0.034%	235	0.282%	0	0.000%
9.0 - 9.5	107	0.015%	100	0.120%	0	0.000%
9.5 - 10.0	58	0.008%	58	0.070%	0	0.000%
10.0 - 10.5	20	0.003%	20	0.024%	0	0.000%
10.5 - 11.0	10	0.001%	10	0.012%	0	0.000%
11.0 - 11.5	6	0.001%	6	0.007%	0	0.000%
11.5 - 12.0	4	0.001%	4	0.005%	0	0.000%
12.0 - 12.5	1	0.000%	1	0.001%	0	0.000%
12.5 - 13.0	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
13.0 - 13.5	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
TOTAL	701,956	100%	83,447	100%	608,795	100%

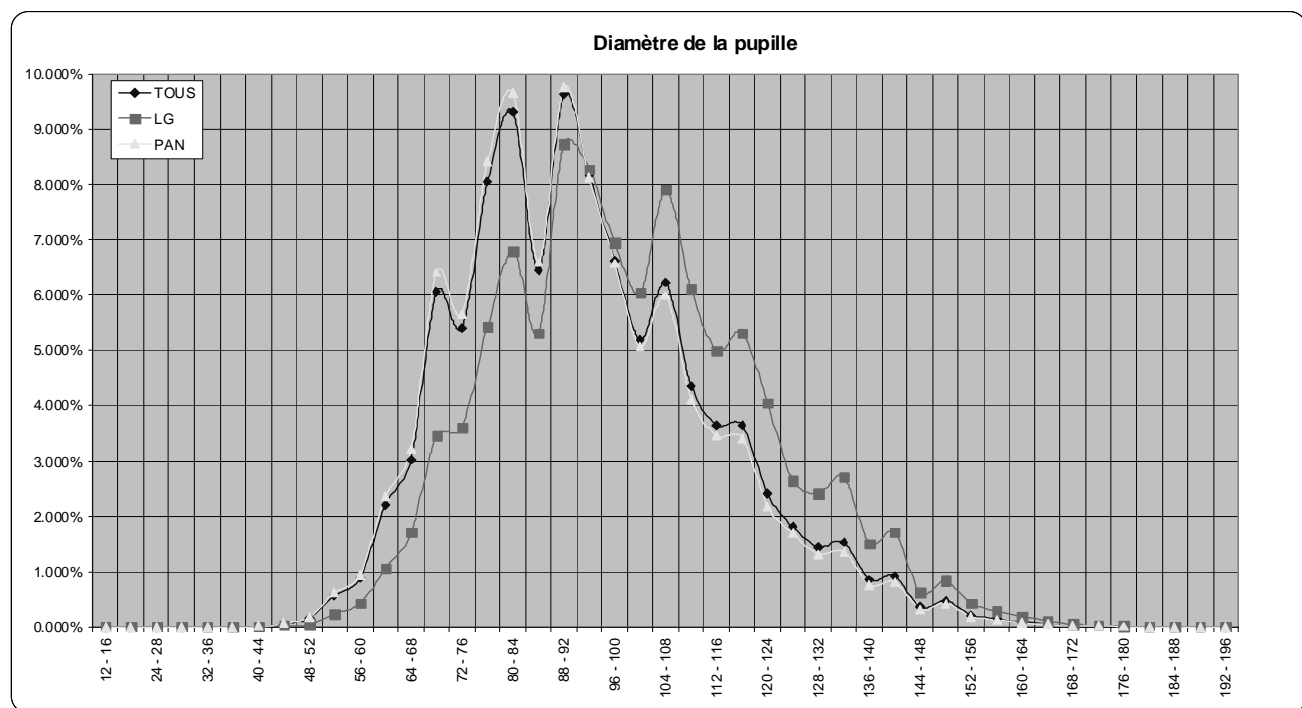
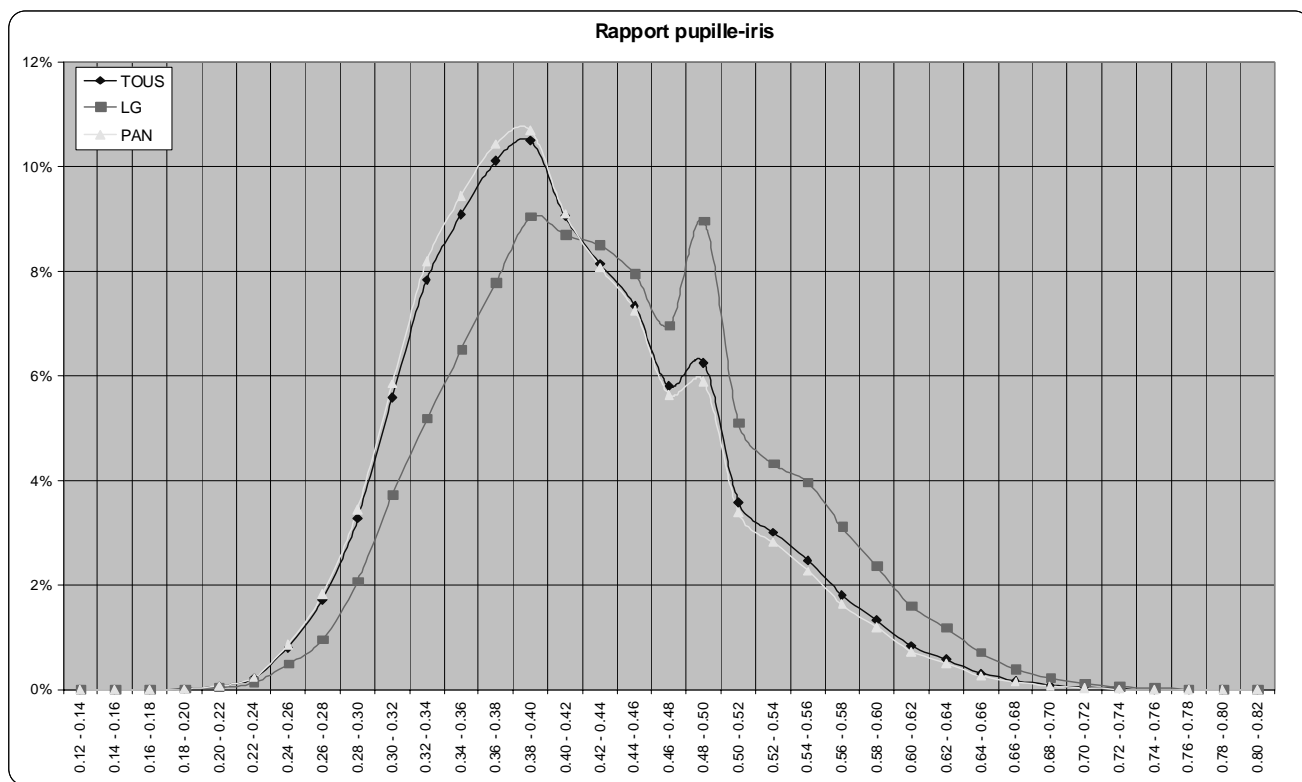
Intensité moyenne de l'iris

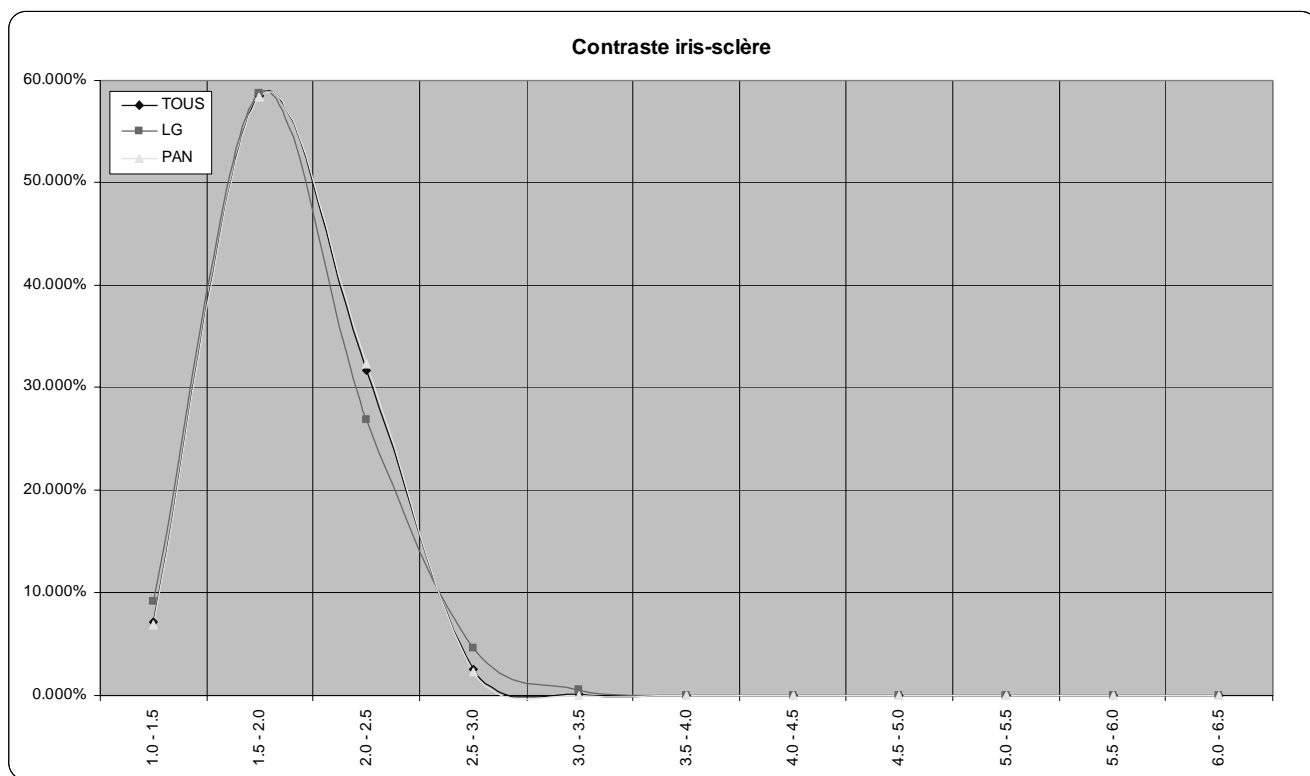
Plage de valeurs	SOMMAIRE		LG		Panasonic	
	Total	%	Total	%	Total	%
0 - 10	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
10 - 20	1	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
20 - 30	61	0.009%	13	0.016%	39	0.006%
30 - 40	1,790	0.255%	44	0.053%	1,700	0.279%
40 - 50	21,200	3.020%	234	0.280%	20,637	3.390%
50 - 60	111,543	15.890%	5,854	7.015%	104,296	17.132%
60 - 70	186,721	26.600%	11,392	13.652%	172,894	28.399%
70 - 80	160,367	22.846%	15,961	19.127%	142,327	23.378%
80 - 90	104,520	14.890%	16,778	20.106%	86,225	14.163%
90 - 100	60,550	8.626%	14,738	17.662%	44,832	7.364%
100 - 110	31,373	4.469%	9,937	11.908%	20,895	3.432%
110 - 120	14,578	2.077%	5,266	6.311%	9,055	1.487%
120 - 130	6,005	0.855%	2,222	2.663%	3,689	0.606%
130 - 140	2,208	0.315%	735	0.881%	1,445	0.237%
140 - 150	729	0.104%	219	0.262%	505	0.083%
150 - 160	226	0.032%	46	0.055%	180	0.030%
160 - 170	52	0.007%	7	0.008%	45	0.007%
170 - 180	25	0.004%	1	0.001%	24	0.004%
180 - 190	5	0.001%	0	0.000%	5	0.001%
190 - 200	2	0.000%	0	0.000%	2	0.000%
200 - 210	0	0.000%	0	0.000%	0	0.000%
TOTAL	701,956	100%	83,447	100%	608,795	100%

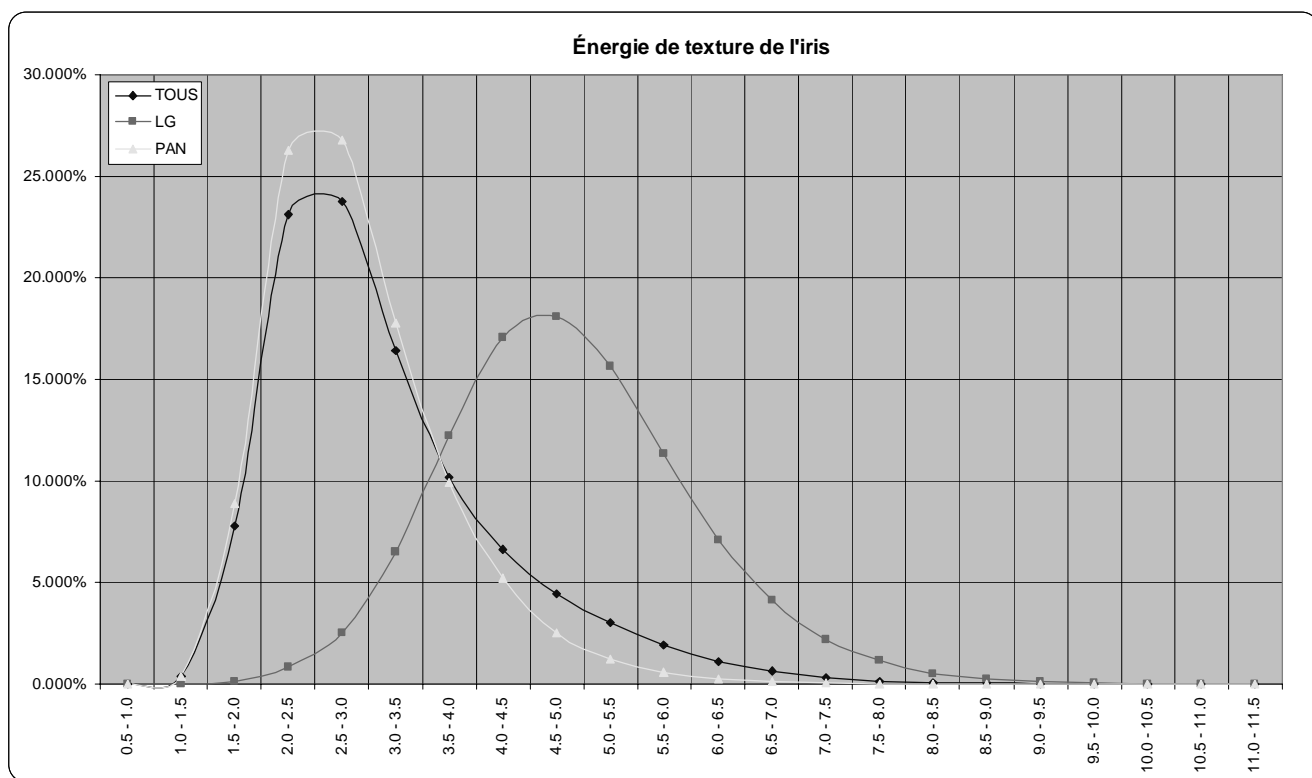
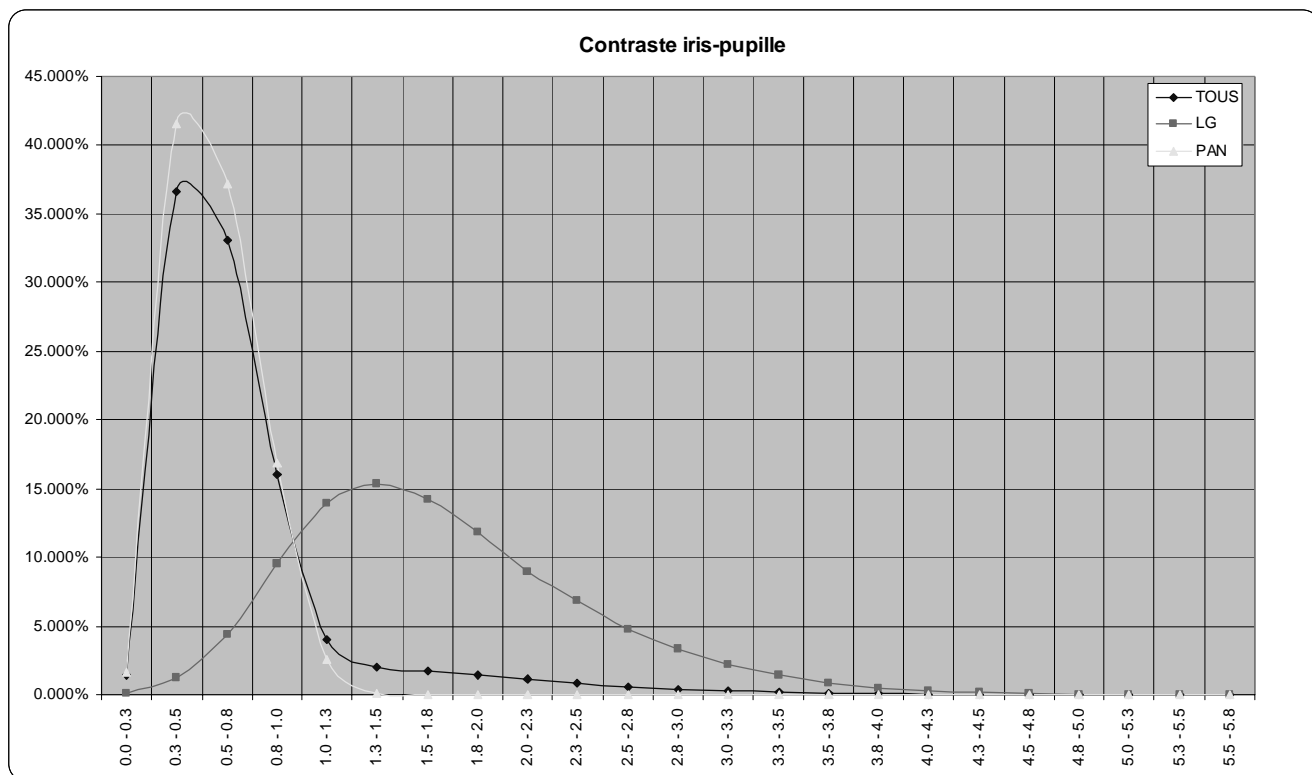


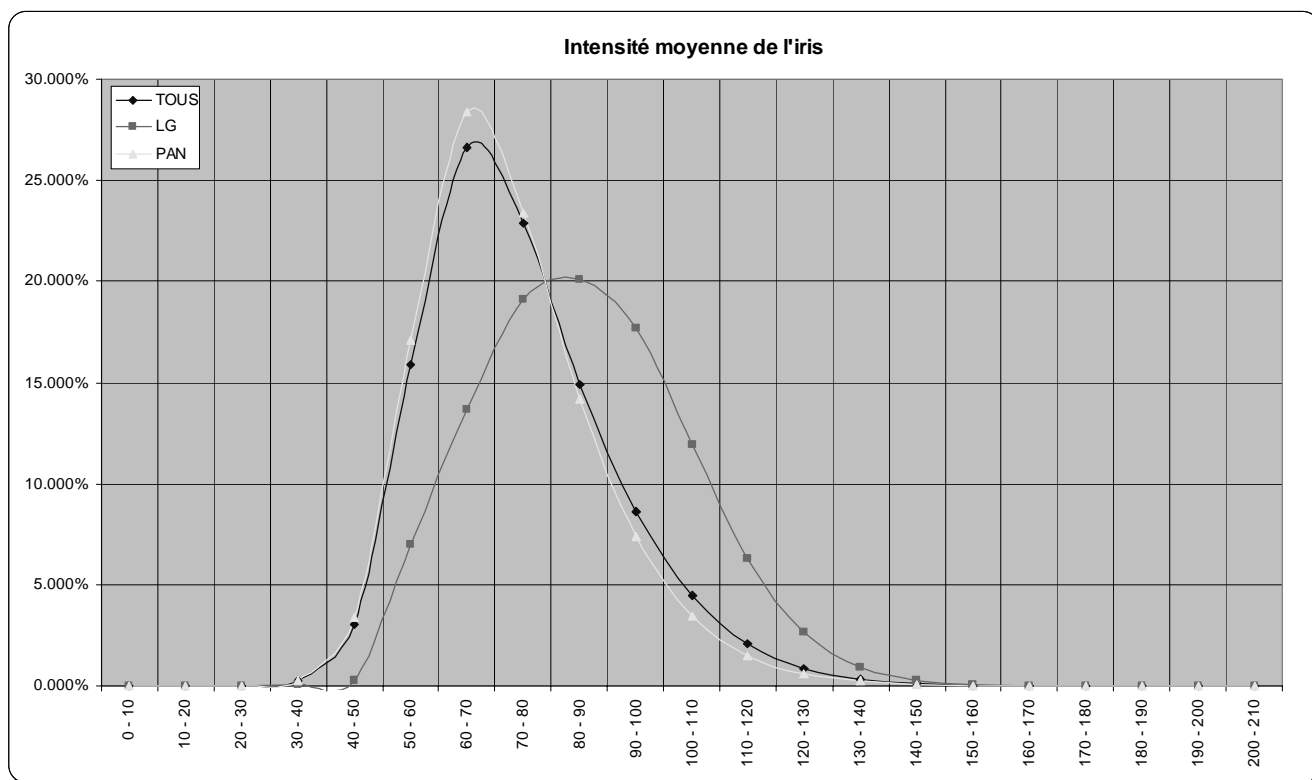












APPENDICE E – Glossaire et sigles

Glossaire

cUL : Marque de Underwriters Laboratories attestant la conformité aux normes de sécurité des produits canadiens.

Seuil de décision : Valeur numérique déterminant la limite entre l'authenticité et l'imposture. La valeur « HD Threshold » (seuil de DH) en est un type.

FCC (Commission fédérale des communications) : Organisme gouvernemental américain qui régit et surveille l'utilisation des radiofréquences.

Émissions de radiofréquences :

Catégorie A (commercial)

Catégorie B (résidentiel)

TFA (taux de fausses acceptations) : Erreur de type I dans le mode de vérification (1:1). Le TFA est une fonction du seuil de décision T. Il est calculé en comparant des non-correspondances à chaque inscrit d'une population inscrite. Il s'agit de la proportion des correspondances qui présentent des dissimilitudes dont la valeur est inférieure ou égale au seuil T.

TFNI (taux de faux négatifs quant à l'identification) : Erreur de type II dans le mode d'identification (1:TOUS). Le TFNI est une fonction de la taille de population N, du seuil de décision T, du nombre de candidats retournés L et du rang R. Il est calculé en recherchant des correspondances dans une population inscrite de taille N. Il s'agit de la proportion des recherches de correspondances pour laquelle le candidat :

- n'est pas retourné comme candidat L; OU
- est présent, mais comporte des dissimilitudes dont la valeur dépasse le seuil T; OU
- se trouve à un rang supérieur au rang R.

TFR (taux de faux rejets) : Erreur de type II dans le mode de vérification (1:1). Le TFR est une fonction du seuil de décision T. Il est calculé sur la base des correspondances pour chaque inscrit d'une population inscrite. Il s'agit de la proportion des correspondances qui présentent des dissimilitudes dont la valeur dépasse le seuil T.

TFPI (taux de faux positifs quant à l'identification) : Erreur de type I dans le mode d'identification (1:TOUS). Le TFPI est une fonction de la taille de population N, du seuil de décision T et du nombre de candidats retournés L. Il est calculé en comparant des non-correspondances à une population inscrite de taille N. Il s'agit de la proportion de candidats retournés qui présentent des dissimilitudes dont la valeur est inférieure ou égale au seuil T.

FPS (images par seconde) : Unité de mesure de la quantité d'information utilisée pour le stockage et l'affichage d'une vidéo.

Capteur d'image : Composant d'un appareil de balayage de l'iris qui capture les images. Par exemple, un appareil de balayage de l'iris peut être doté de deux capteurs d'images – l'un pour l'œil gauche et

l'autre pour l'œil droit – munis de dispositifs à transfert de charge (DTC) infrarouge proche (NIR) et d'un capteur DTC pour la prise d'images faciales à des longueurs d'onde visibles.

IREX (*Iris Exchange*) : Évaluations et études portant sur l'iris menées par le National Institute of Standards and Technology (NIST).

IREX II (NIST IREX IQCE [*Iris Quality Calibration and Evaluation*]) : Étalonnage et évaluation de la qualité de l'iris effectués par le NIST.

Pointage de correspondance des iris : Voir « MDD ».

Irises (anglais seulement) : Synonyme du terme anglais *irides*, qui signifie « iris » en français.

ISO 19794-5 (ISO/IEC 19794-5:2005) : Organisation internationale de normalisation et Commission électrotechnique internationale; Technologies de l'information – Formats d'échange de données biométriques, Partie 5 : Données d'image faciale.

ISO 19794-6 (ISO/IEC 19794-6:2011) : Organisation internationale de normalisation et Commission électrotechnique internationale; Technologies de l'information – Formats d'échange de données biométriques, Partie 6 : Données d'image de l'iris.

Détection de la vie : Processus de détection des signes physiologiques de vie.

MDD (mesure de dissimilitude) : Mesure de la différence entre deux modèles d'iris. En général, il s'agit de la fraction de la distance de Hamming (DH) entre deux modèles d'iris. Voir « Pointage de correspondance des iris ».

Dureté de Mohs : Mesure déterminant la dureté et la résistance relatives des minéraux basée sur le principe selon lequel ils peuvent être égratignés par d'autres minéraux. Les minéraux sont classés en fonction de l'échelle de Mohs, c'est-à-dire qu'ils sont comparés aux dix minéraux de l'échelle dont les valeurs de dureté arbitraires sont ordonnées du plus tendre (1 : talc) au plus dur (10 : diamant).

Clavier NCTTI-5 : Clavier conforme à la norme du Conseil du Trésor sur la technologie de l'information (NCTTI) du gouvernement fédéral *Clavier canadien pour le français et l'anglais CAN/CSA Z243.200-92*. Le remplacement des mots par des symboles connus des utilisateurs francophones et anglophones constitue la principale différence entre le clavier NCTTI et les autres claviers.

Programme à fil sécurisé : Concept de programmation applicable dans le contexte des programmes multifils sécurisés. Un code n'est à fil sécurisé que s'il traite des structures de données partagées de manière sûre, ce qui permet une exécution sécurisée de plusieurs fils à la fois.

UL (Underwriters Laboratories) : Entreprise privée qui établit des normes en matière d'attestation de sécurité des produits aux États-Unis et ailleurs. Elle met en outre des produits à l'essai afin de vérifier leur conformité à ces normes.

UL 94 HB : Norme sur l'inflammabilité des matières plastiques publiée par les UL des États-Unis. Cette norme classe les matières plastiques selon leur propension à s'enflammer dans différentes positions et épaisseurs (brûlage à l'horizontale [HB] : combustion lente à l'horizontale; taux d'inflammabilité inférieur à 76 mm par minute pour une épaisseur de moins de 3 mm).

WAV : Format de fichier de formes d'onde audio (fichier WAVE, aussi communément appelé « WAV » en raison de son extension).

Sigles

AA	Authentification active
ACID	Atomicité, concordance, isolement, durabilité (<i>Atomicity, Consistency, Isolation, Durability</i>)
AMD	Advanced Micro Devices
API	Interface de programmation d'applications
CAB	Contrôle d'accès de base
CSA	Association canadienne de normalisation
CSTC	Centre de la sécurité des télécommunications Canada
CSV	Valeurs séparées par des virgules (<i>Comma Separated Values</i>)
DET	Courbe DET (<i>Detection Error Tradeoff</i>)
DIP	Boîtier à double ligne
DLL	Bibliothèque de liens dynamiques
CAE	Contrôle d'accès étendu
FCC	Commission fédérale des communications (<i>Federal Communications Commission</i>)
FPS	Images par seconde (<i>Frames Per Second</i>)
GUI	Interface utilisateur graphique
DH	Distance de Hamming
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
IP	Protocole Internet
IR	Infrarouge
JRE	Environnement d'exécution Java (<i>Java Runtime Environment</i>)
ACL	Affichage à cristaux liquides
MDD	Mesure de dissimilitude
DVLM	Documents de voyage lisibles à la machine
ZLA	Zone de lecture automatique
NIC	Carte d'interface réseau (<i>Network Interface Card</i>)
NIST	National Institute of Standards and Technology des États-Unis
ROC	Reconnaissance optique de caractères
PNG	Format PNG (<i>Portable Network Graphics</i>)
SGBDR	Système de gestion de bases de données relationnelles
IRF	Identification par radiofréquence
ROC	Courbe ROC (<i>Receiver Operating Characteristic</i>)
SDK	Trousse de développement logiciel (<i>Software Development Kit</i>)
NCTTI	Normes du Conseil du Trésor sur la technologie de l'information

TCP	Protocole de contrôle de transmission (<i>Transmission Control Protocol</i>)
DV	Document de voyage
TCM	Transistor en couches minces
ULC	Laboratoires des assureurs du Canada (<i>Underwriters Laboratories of Canada</i>)
URL	Localisateur de ressources uniformes (<i>Uniform Resource Locator</i>)
USB	Bus série universel
UV	Ultraviolet

Article V. APPENDICE F – Tableau des produits livrables selon l’ordre dans l’énoncé des travaux

LÉGENDE	
Livr. dest. = Livraison au destinataire	DLD = Date de livraison demandée
AAC = Après l'attribution du contrat	Soumission = Présentation de la soumission
RC = Responsable du contrat RT = Responsable technique	I = Information A = Approbation Les rapports doivent être fournis en anglais, sauf indication contraire dans la colonne Type de produit livrable.
VP = Validation de la proposition	Jours = Jours ouvrables

N°.	Référence dans l'énoncé des travaux	Type de produit livrable	Information ou approbation	Livr. dest.	Format	DLD
1.	Section 21 g), l) Documentation technique	Exemplaires en français du a) guide du développeur b) des documents techniques c) des manuels d'installation d) des documents sur l'API e) des spécifications techniques	Information	RC et RT	Papier et électronique	30 jours AAC
2.	Section 6 j)	API et SDK Java et les documents connexes, y compris une liste complète des événements logiciels pour tous les dispositifs et capteurs.	Information	RC et RT	Papier et électronique	5 jours AAC
3.	Section 6 r) Séance d'orientation au moment de l'installation	Exigences générales du projet	Information	RC et RT	Papier et électronique	Au moment de l'installation du poste

4.	Section 7 g) xiii), xiv) Clés et clés de rechanges des postes	Boîtier	Information	RT	S.O.	Au moment de l'installation du poste
5.	Section 9 Comparateur f)	Recommandations de SGBDR	Information	RC et RT	Papier et électronique	Soumission
6.	Section 9 Comparateur n)	API d'analyse	Information	RC et RT	Papier et électronique	5 jours AAC
7.	Section 9 Comparateur r)	Formules de seuil de décision	Information	RC et RT	Papier et électronique	30 jours AAC
8.	Section 9 Comparateur u)	Configurations du comparateur	Information	RC et RT	Papier et électronique	Soumission
9.	Section 7) Boîtier b)	Conception	Information	RT	Papier et électronique	3 mois AAC
10.	Section 8) Appareil de balayage v) et 21) Documentation technique m)	Documents sur la mise en œuvre biométrique de l'appareil de balayage de l'iris	Information	RT	Papier et électronique	30 jours AAC
11.	Section 9) Comparateur s) et 21) Documentation technique n)	Documents sur la mise en œuvre biométrique du comparateur	Information	RT	Papier et électronique	30 jours AAC
12.	Section 9) Comparateur t) et 21) Documentation technique o)	Documents sur les logiciels et l'infrastructure du comparateur	Information	RT	Papier et électronique	30 jours AAC
13.	Section 6) Exigences générales n) ii) et 21) Documentation technique p)	Documents sur la nature évolutive de la configuration	Information	RT	Papier et électronique	30 jours AAC
14.	Section 21) Documentation technique q)	Documents sur les mesures de protection biométriques contre les attaques de l'appareil de balayage				

Article VI. APPENDICE G – Spécifications du numériseur et de l'imprimante de reçus futurs de rechange

a) Numériseur :

Exigences obligatoires

- a) Le poste de l'entrepreneur doit comprendre un numériseur.
- b) Le numériseur de l'entrepreneur doit :
 - i) avoir une structure entièrement métallique en vue d'une utilisation intensive;
 - ii) être équipé d'un dispositif de saisie de documents;
 - iii) faire passer le document directement à travers le numériseur;
 - iv) être équipé d'un dispositif d'éjection du document;
 - v) éjecter le document dans un contenant non accessible au client;
 - vi) être monté de façon sûre entièrement ou partiellement à l'intérieur du boîtier du poste;
 - vii) être monté de manière à protéger entièrement les pièces électriques et mécaniques qu'il contient, de même que celles du poste;
 - viii) être connecté au PC au moyen d'un port USB;
 - ix) capturer les données et les images occupant une page entière;
 - x) numériser, en une seule opération, les données du document posé sur le numériseur;
 - xi) convertir les images numérisées en échelle de gris 8 bits;
 - xii) traiter les données de reconnaissance optique de marques (OMR), de reconnaissance optique des caractères (ROC) et de codes à barres (CB) dans l'appareil plutôt que sur le PC;
 - xiii) permettre la numérisation bidirectionnelle;
 - xiv) fonctionner en continu, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
- c) L'entrepreneur doit fournir ce qui suit :
 - i) le matériel, le câblage et les composants requis pour l'installation, la configuration et l'exploitation du numériseur;
 - ii) les interfaces de programmation d'application (API), les pilotes, les bibliothèques de liens dynamiques (DLL) et les logiciels connexes requis pour l'installation, la configuration et l'exploitation du numériseur;
 - iii) les trousse de développement logiciel (SDK) qui permettent l'intégration avec le système du client;
 - iv) les API des trousse de développement logiciel en Java.
- d) La résolution d'images du numériseur doit être de 200 ppp ou plus.
- e) Le numériseur doit produire des images numérisées dans au moins un des formats non exclusifs suivants :
 - i) BMP;
 - ii) JPEG;
 - iii) JPEG 2000;
 - iv) PNG.
- f) Le numériseur doit comporter des indicateurs visuels d'état, dont les suivants :
 - i) prêt (le numériseur est prêt à balayer un document);
 - ii) occupé (le numériseur balaie et traite les données du document de voyage);
 - iii) erreur (le numériseur n'a pas traité les données correctement ou a éprouvé un autre problème).

- g) Les indicateurs visuels du numériseur ne doivent pas être dissimulés par le boîtier ou par d'autres éléments du poste.
- h) **Événements logiciels** – Les événements suivants doivent être générés par le numériseur ou pour le compte de celui-ci et transmis à l'application du client :
 - i) détection d'un nouveau document;
 - ii) retrait d'un document;
 - iii) fin de la numérisation du document;
 - iv) erreur de numérisation du document.

Numériseur – Exigences facultatives

Le numériseur doit :

- i) numériser une page entière en dix secondes ou moins à 200 ppp;
- ii) traiter les données d'OMR, de ROC et de BC sur le PC;
- iii) émettre un signal sonore lorsque le numériseur finit de numériser un document;
- iv) permettre le réglage des paramètres associés aux signaux sonores (durée, ton, volume, activation ou désactivation, etc.), si ceux-ci sont utilisés.

b) Imprimante à reçus :

Exigences obligatoires

- a) Le poste doit comprendre deux imprimantes de reçus indépendantes de même modèle, fonctionnant une à la fois, chacune dotée de sa propre alimentation en papier.
- b) Chaque imprimante doit être dotée de sa propre alimentation électrique.
- c) L'imprimante doit :
 - i) avoir la capacité d'imprimer 15 000 reçus par mois, selon les besoins;
 - ii) utiliser l'impression thermique directe;
 - iii) offrir un chemin d'impression direct;
 - iv) être connecté au PC au moyen d'un port USB.
- d) L'imprimante doit utiliser du papier thermique en rouleau. Le papier doit présenter les caractéristiques suivantes :
 - i) Largeur : 113,79 mm (4.48 po) 0,38 mm (0,015 po);
 - ii) Épaisseur : de 86 µm à 200 µm (micromètres);
 - iii) de 1 000 à 1 200 reçus en continu par rouleau.
- e) La résolution d'impression doit être de 8 points par mm (203 points par pouce) ou plus.
- f) Les longueur et largeur d'impression maximales suivantes doivent convenir au texte qui figure sur le reçu :
 - i) Largeur : 104,14 mm (4,10 po);
 - ii) Longueur : 241,3 mm (9,5 po).
- g) Le mécanisme d'alimentation en papier doit permettre l'alimentation automatique lorsque le début du rouleau de papier est introduit dans l'imprimante.
- h) L'imprimante doit éjecter le dernier reçu du papier servant à l'impression ou émettre un message d'erreur que l'application du client peut détecter.
- i) L'imprimante doit procéder automatiquement à la découpe aux endroits appropriés, puis éjecter chaque reçu.

- j) L'imprimante doit, par défaut, prendre en charge au minimum les jeux (et les tailles) de polices résidentes suivantes :

Police	Taille nominale des caractères	Hauteur que les chiffres et caractères imprimés doivent pouvoir atteindre (± 2 mm)
Cursive	25 x 49 (ppp)	0,9 cm
Petite OCR-B	13 x 20 (ppp)	0,4 cm
Petite OCR-A	5 x 9 (ppp)	0,4 cm
Grande OCR-B	30 x 52 (ppp)	1,0 cm

- k) L'imprimante doit avoir une vitesse d'impression d'au moins 7,87 cm (3,1 po) par seconde.
- l) L'imprimante doit comporter des indicateurs d'état, y compris :
- i) alimentation électrique et papier (visuel);
 - ii) prêt (visuel);
 - iii) alerte ou erreur (visuel);
 - iv) avertisseur sonore (qui peut être désactivé).
- m) L'entrepreneur doit fournir des API d'impression Java, y compris :
- i) un mécanisme de publication et d'abonnement concernant les événements logiciels de l'imprimante;
 - ii) un mécanisme logiciel permettant d'imprimer depuis l'une ou l'autre des imprimantes du poste.
- n) **Événements logiciels** – Les événements suivants doivent être générés par l'imprimante ou pour le compte de l'imprimante et transmis à l'application du client :
- i) événements liés à l'alimentation en papier :
 - (1) baisse du niveau de papier;
 - (2) manque de papier.
 - ii) événements liés aux reçus :
 - (1) reçu éjecté;
 - (2) reçu ramassé;
 - (3) reçu coincé.
 - iii) événements liés au mécanisme d'impression :
 - (1) problème lié aux têtes d'impression;
 - (2) problème lié au couteau.

Imprimante à reçus – exigences facultatives

- a) L'imprimante doit :
- i) permettre au client de sélectionner l'impression au moyen de polices résidentes ou l'impression tel-tel.
- b) Le couteau de l'imprimante doit offrir :
- i) une durée de vie d'au moins 300 000 coupes;
 - ii) un cycle de couple d'au plus 300 millisecondes.

Projet du poste de déclaration pour les voyageurs et de la technologie de reconnaissance de l'iris

Annexe B

Base de paiement

**Veillez noter que la Base de paiement vous
sera communiquée à l'aide d'une
modification à la Demande de soumission.**

Canada Border Services Agency

**Annexe C du contrat n° 47054-
124625**

**LISTE DE VÉRIFICATION DES
EXIGENCES RELATIVES À LA
SÉCURITÉ (LVERS)**

Agence des services frontaliers du Canada



SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	
CBSA		Travellers System Division	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Replacement of the Trusted Travellers (Nexus) kiosks, purchase, installation and maintenance of Kiosks, Kiosk monitoring system, Iris Capture Camera and Iris matching software.			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
- Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux : _____

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL	TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL	COSMIC TOP SECRET	COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL	TRES SECRET		
Information / Assets Renseignements / Biens Production		✓														
IT Media / Support TI		✓														
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

**Annexe D du contrat n° 47054-
124625
Exigences en matière d'assurance**

Agence des services frontaliers du Canada

ANNEXE D

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. Introduction

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance énoncées dans la présente annexe et maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

2. Assurance responsabilité civile commerciale

2.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2.2 La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui découlent de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c) Produits et activités réalisées : Couverture pour les blessures corporelles ou les dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur.
- d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré

de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, de façon générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail [CSPAAT] ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités réalisées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

3. Assurance-responsabilité contre les erreurs et les omissions

- 3.1** L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
- 3.2** S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- 3.3** L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

**Annexe E du contrat # 47054-
124625/001/XQ**

**Demande de paiement progressif
(PWGSC-TPSGC) 1111**

Agence des services frontaliers du Canada

Projet du poste de déclaration pour les voyageurs dignes de confiance et de la technologie de reconnaissance de l'iris

**Annexe F du contract # 47054-
124625/001/XQ**

**Formulaire d'autorization de
tâche**

Agence des services frontaliers du Canada

Task Authorization Autorisation de tâche

Instruction for completing the form PWGSC - TPSGC 572 - Task Authorization
(Use form DND 626 for contracts for the Department of National Defence)

Instruction pour compléter le formulaire PWGSC - TPSGC 572 - Autorisation de tâche
(Utiliser le formulaire DND 626 pour les contrats pour le ministère de la Défense)

Contract Number

Enter the PWGSC contract number.

Contractor's Name and Address

Enter the applicable information

Security Requirements

Enter the applicable requirements

Total estimated cost of Task (GST/HST extra)

Enter the amount

Numéro du contrat

Inscrire le numéro du contrat de TPSGC.

Nom et adresse de l'entrepreneur

Inscrire les informations pertinentes

Exigences relatives à la sécurité

Inscrire les exigences pertinentes

Coût total estimatif de la tâche (TPS/TVH en sus)

Inscrire le montant

For revision only

Aux fins de révision seulement

TA Revision Number

Enter the revision number to the task, if applicable.

Total Estimated Cost of Task (GST/HST Extra) before the revision

Enter the amount of the task indicated in the authorized TA or, if the task was previously revised, in the last TA revision.

Increase or Decrease (GST/HST Extra), as applicable

As applicable, enter the amount of the increase or decrease to the Total Estimated Cost of Task (GST/HST Extra) before the revision.

Numéro de la révision de l'AT

Inscrire le numéro de révision de la tâche, s'il y a lieu.

Coût total estimatif de la tâche (TPS/TVH en sus) avant la révision

Inscrire le montant de la tâche indiquée dans l'AT autorisée ou, si la tâche a été révisée précédemment, dans la dernière révision de l'AT.

Augmentation ou réduction (TPS/TVH en sus), s'il y a lieu

S'il y a lieu, inscrire le montant de l'augmentation ou de la réduction du Coût total estimatif de la tâche (TPS/TVH en sus) avant la révision.

1. Required Work: Complete sections A, B, C, and D, as required.

A. Task Description of the Work required:

Complete the following paragraphs, if applicable. Paragraph (a) applies only if there is a revision to an authorized task.

(a) Reason for revision of TA, if applicable: Include the reason for the revision; i.e. revised activities; delivery/completion dates; revised costs. Revisions to TAs must be in accordance with the conditions of the contract. See Supply Manual 3.35.1.50 or paragraph 6 of the Guide to Preparing and Administering Task Authorizations.

(b) Details of the activities to be performed (include as an attachment, if applicable)

(c) Description of the deliverables to be submitted (include as an attachment, if applicable).

(d) Completion dates for the major activities and/or submission dates for the deliverables (include as an attachment, if applicable).

1. Travaux requis : Remplir les sections A, B, C et D, au besoin.

A. Description de tâche des travaux requis :

Remplir les alinéas suivants, s'il y a lieu : L'alinéa (a) s'applique seulement s'il y a une révision à une tâche autorisée.

(a) Motif de la révision de l'AT, s'il y a lieu : Inclure le motif de la révision c.-à.-d., les activités révisées, les dates de livraison ou d'achèvement, les coûts révisés. Les révisions apportées aux AT doivent respecter les conditions du contrat. Voir l'article 3.35.1.50 du Guide des approvisionnements ou l'alinéa 6 du Guide sur la préparation et l'administration des autorisations de tâches.

(b) Détails des activités à exécuter (joindre comme annexe, s'il y a lieu).

(c) Description des produits à livrer (joindre comme annexe, s'il y a lieu).

(d) Les dates d'achèvement des activités principales et (ou) les dates de livraison des produits (joindre comme annexe, s'il y a lieu).

B. Basis of Payment:

Insert the basis of payment or bases of payment that form part of the contract that are applicable to the task description of the work; e.g. firm lot price, limitation of expenditure, firm unit price

C. Cost of Task:**(a) Insert Option 1 or 2:****Option 1:**

Total estimated cost of Task (GST/HST extra): Insert the applicable cost elements for the task determined in accordance with the contract basis of payment; e.g. Labour categories and rates, level of effort, Travel and living expenses, and other direct costs.

Option 2:

Total cost of Task (GST/HST extra): Insert the firm unit price in accordance with the contract basis of payment and the total estimated cost of the task.

(b) Insert GST/HST as a separate item under the Basis of Payment**D. Method of Payment**

Insert the method(s) of payment determined in accordance with the contract that are applicable to the task; i.e. single payment, multiple payments, progress payments or milestone payments. For milestone payments, include a schedule of milestones.

B. Base de paiement :

Insérer la base ou les bases de paiement qui font partie du contrat qui sont applicables à la description du travail à exécuter : p. ex., prix de lot ferme, limitation des dépenses et prix unitaire ferme.

C. Coût de la tâche :**(a) Insérer l'option 1 ou 2****Option 1 :**

Coût total estimatif de la tâche (TPS/TVH en sus) Insérer les éléments applicables du coût de la tâche établies conformément à la base de paiement du contrat. p. ex., les catégories de main d'œuvre, le niveau d'effort, les frais de déplacement et de séjour et autres coûts directs.

Option 2 :

Coût total de la tâche (TPS/TVH en sus) : Insérer le prix unitaire ferme conformément à la base de paiement du contrat et le coût estimatif de la tâche.

(b) Insérer la TPS/TVH comme élément distinct sous la Base de paiement**D. Méthode de paiement**

Insérer la ou les méthode(s) de paiement établit conformément au contrat et qui sont applicable(s) à la tâche; c.-à.-d., paiement unique, paiements multiples, paiements progressifs ou paiements d'étape. Pour ces derniers, joindre un calendrier des étapes.

2. Authorization(s):

The client and/or PWGSC must authorize the task by signing the Task Authorization in accordance with the conditions of the contract. The applicable signatures and the date of the signatures is subject to the TA limits set in the contract. When the estimate of cost exceeds the client Task Authorization's limits, the task must be referred to PWGSC.

3. Contractor's Signature

The individual authorized to sign on behalf of the Contractor must sign and date the TA authorized by the client and/or PWGSC and provide the signed original and a copy as detailed in the contract.

2. Autorisation(s) :

Le client et (ou) TPSGC doivent autoriser la tâche en signant l'autorisation de tâche conformément aux conditions du contrat. Les signatures et la date des signatures appropriées sont assujetties aux limites d'autorisation de tâche établies dans le contrat. Lorsque l'estimation du coût dépasse les limites d'autorisation de tâches du client, la tâche doit être renvoyée à TPSGC.

3. Signature de l'entrepreneur

La personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur doit signer et dater l'AT, autorisée par le client et (ou) TPSGC et soumettre l'original signé de l'autorisation et une copie tel que décrit au contrat.



Task Authorization Autorisation de tâche

Contract Number - Numéro du contrat

Contractor's Name and Address - Nom et l'adresse de l'entrepreneur	Task Authorization (TA) No. - N° de l'autorisation de tâche (AT)
	Title of the task, if applicable - Titre de la tâche, s'il y a lieu
	Total Estimated Cost of Task (GST/HST extra) Coût total estimatif de la tâche (TPS/TVH en sus) \$
Security Requirements: This task includes security requirements Exigences relatives à la sécurité : Cette tâche comprend des exigences relatives à la sécurité <input type="checkbox"/> No - Non <input type="checkbox"/> Yes - Oui If YES, refer to the Security Requirements Checklist (SCRL) included in the Contract Si OUI, voir la Liste de vérification des exigences relative à la sécurité (LVERS) dans le contrat ▶	

For Revision only - Aux fins de révision seulement

TA Revision Number, if applicable Numéro de révision de l'AT, s'il y a lieu	Total Estimated Cost of Task (GST/HST Extra) before the revision Coût total estimatif de la tâche (TPS/TVH en sus) avant la révision \$	Increase or Decrease (GST/HST Extra), as applicable Augmentation ou réduction (TPS/TVH en sus), s'il y a lieu \$
--	---	--

Start of the Work for a TA : Work cannot commence until a TA has been authorized in accordance with the conditions of the contract.

Début des travaux pour l'AT : Les travaux ne peuvent pas commencer avant que l'AT soit autorisée conformément au contrat.

1. Required Work: - Travaux requis :

A. Task Description of the Work required - Description de tâche des travaux requis	See Attached - Ci-joint <input type="checkbox"/>
B. Basis of Payment - Base de paiement	See Attached - Ci-joint <input type="checkbox"/>
C. Cost of Task - Coût de la tâche	See Attached - Ci-joint <input type="checkbox"/>
D. Method of Payment - Méthode de paiement	See Attached - Ci-joint <input type="checkbox"/>

Contract Number - Numéro du contrat

2. Authorization(s) - Autorisation(s)

By signing this TA, the authorized client and (or) the PWGSC Contracting Authority certify(ies) that the content of this TA is in accordance with the conditions of the contract.

The client's authorization limit is identified in the contract. When the value of a TA and its revisions is in excess of this limit, the TA must be forwarded to the PWGSC Contracting Authority for authorization.

En apposant sa signature sur l'AT, le client autorisé et (ou) l'autorité contractante de TPSGC atteste(nt) que le contenu de cette AT respecte les conditions du contrat.

La limite d'autorisation du client est précisée dans le contrat. Lorsque la valeur de l'AT et ses révisions dépasse cette limite, l'AT doit être transmise à l'autorité contractante de TPSGC pour autorisation.

Name and title of authorized client - Nom et titre du client autorisé à signer

Signature

Date

PWGSC Contracting Authority - Autorité contractante de TPSGC

Signature

Date

3. Contractor's Signature - Signature de l'entrepreneur

Name and title of individual authorized - to sign for the Contractor
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur

Signature

Date

Projet du poste de déclaration
pour les voyageurs dignes de
confiance et de la technologie
de reconnaissance de l'iris

Pièce jointe A de la partie 3 de
la

Demande de soumissions n°
47054-124625

Instructions pour la préparation
des soumissions

Agence des services frontaliers du Canada

1 Objectif

Le présent document explique aux soumissionnaires comment préparer leur proposition technique et les tableaux de présentation pour répondre à cette demande de soumission.

2 Présentation de la proposition technique

Les soumissionnaires doivent fournir une table des matières dans laquelle figure la liste de tous les documents et du matériel compris dans la proposition et de tous les documents exigés pour la présentation d'une proposition que les soumissionnaires utilisent à titre de référence.

Afin de faciliter la préparation et l'évaluation des propositions, les soumissionnaires devraient élaborer et soumettre leur proposition technique en se servant de la table des matières suivante :

Section 1 : Renseignements généraux

Les soumissionnaires devraient fournir ce qui suit :

1. un résumé et un profil de l'entreprise du soumissionnaire;
2. un formulaire de présentation des soumissions rempli et signé, conformément à la partie 3 de la demande de soumission, et/ou une copie signée de la page 1 de la présente demande de soumission (qui comprendra toutes les modifications);
3. le nom et le numéro de téléphone d'une personne avec qui le Canada pourra communiquer pour toute question au sujet de la demande de soumission (ci-après appelé « personne-ressource du soumissionnaire pour la demande de soumission »);
4. un énoncé attestant que le soumissionnaire se conformera à toutes les exigences obligatoires de l'invitation à soumissionner, y compris l'Énoncé des travaux et toutes ses annexes, les modalités de l'invitation à soumissionner et les modalités du contrat subséquent.

Section 2 : Tableau de présentation de la soumission indiquant les réponses données aux exigences obligatoires, conformément aux instructions données en 3.1 ci-dessous.

Section 3 : Tableau de présentation de la soumission indiquant les réponses données aux exigences cotées, conformément aux instructions données en 3.2 ci-dessous.

Section 4 : Références et profils des projets, conformément aux instructions données en 4 ci-dessous.

Section 5 : Pièces jointes – cette section peut comprendre tous les autres documents de référence :

1. documents de référence mentionnés dans les tableaux;
2. tout autre livrable de la proposition non précisé ailleurs.

3 Réponse aux exigences d'évaluation

Les soumissionnaires doivent soumettre une proposition technique répondant aux exigences obligatoires et cotées, présentée comme l'indiquent les pièces jointes B et C de la partie 4 de la demande de soumission. Il est à noter que les soumissionnaires peuvent agrandir les tableaux pour y introduire leur réponse.

3.1 Exigences obligatoires

Les soumissionnaires doivent répondre à chacune des exigences obligatoires en remplissant le tableau de présentation et d'évaluation de la proposition technique de la pièce jointe B de la partie 4 de la demande de soumission, conformément aux instructions suivantes :

Colonne du numéro : Il s'agit du numéro de l'exigence évaluée, précédé d'un « O ».

Colonne des exigences obligatoires et des instructions pour la présentation des soumissions : Définition de l'exigence obligatoire.

Colonne de réponse du soumissionnaire : Les soumissionnaires doivent expliquer dans cette colonne comment ils répondent à l'exigence. Ils peuvent y fournir des renseignements supplémentaires qu'ils jugent pertinents.

Colonne de l'information donnée en référence par le soumissionnaire : Lorsqu'ils doivent faire référence à d'autres documents qui font partie de la proposition, les soumissionnaires devraient indiquer l'endroit précis où se trouve le document en question, y compris le titre du document et les numéros de page et de paragraphe.

On encourage les soumissionnaires à remplir le tableau de la pièce jointe B de la partie 4 pour fournir leur réponse.

3.2 Exigences cotées

Les soumissionnaires devraient répondre à chacune des exigences cotées en remplissant le tableau de présentation et d'évaluation de la proposition technique de la pièce jointe C de la partie 4 de la demande de soumission, conformément aux instructions suivantes :

Colonne du numéro : Il s'agit du numéro de l'exigence évaluée.

Colonne des critères d'évaluation des exigences cotées : Définition de l'exigence cotée et du mode d'attribution des points.

Colonne du pointage maximum : Pointage maximum pouvant être attribué pour cette exigence.

Colonne de réponse du soumissionnaire : Les soumissionnaires doivent indiquer dans cette colonne s'ils répondent à l'exigence et préciser dans quelle mesure. Ils doivent aussi expliquer comment et justifier leur réponse. Ils peuvent fournir des renseignements supplémentaires qu'ils jugent pertinents.

Colonne de l'information donnée en référence par le soumissionnaire : Lorsqu'ils doivent faire référence à d'autres documents qui font partie de la proposition, les soumissionnaires devraient indiquer l'endroit précis où se trouve le document en question, y compris le titre du document et les numéros de page et de paragraphe.

4 Références à l'égard de l'expérience de l'entreprise ainsi que du déploiement de l'appareil de balayage et du comparateur

En réponse à la présente invitation à soumissionner, dans les pièces jointes B et C de la partie 4 de la demande de soumission, les soumissionnaires doivent donner des références à l'égard de l'expérience de l'entreprise pour les exigences O1 et O2, ainsi que des références à l'égard du

déploiement de l'appareil de balayage et du comparateur pour les exigences C3 À C13. **Les références attestant que les informations sont exactes doivent être signées par un représentant autorisé de l'organisation cliente.**

Les références :

1. doivent être indépendantes les unes des autres; sauf l'exception à la page 4 de la pièce jointe B de la partie 4 de la demande de soumission
2. doivent comprendre seulement une référence pour tout ministère donné;
3. ne doivent pas provenir d'un client lié au soumissionnaire, lui appartenant ou contrôlé par lui, y compris toute organisation affiliée au soumissionnaire (au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*).

Pour chaque référence citée à l'égard de l'expérience de l'entreprise dans la réponse aux exigences obligatoires O1 et O2, les soumissionnaires doivent fournir l'information spécifiée dans les tableaux 1 et 2 ci-après (sauf l'information désignée comme étant facultative), afin de faciliter l'évaluation.

Pour chaque référence citée à l'égard du déploiement de l'appareil de balayage et du comparateur dans la réponse aux exigences cotées C3 à C13, les soumissionnaires doivent inclure l'information spécifiée dans les tableaux 4 et 5 ci-après (sauf l'information désignée comme étant facultative), afin de faciliter l'évaluation.

Les soumissionnaires peuvent soumettre ces renseignements dans le format de leur choix.

Les soumissionnaires sont aussi encouragés à remplir le modèle du tableau 3 (qui comprend un exemple) pour faciliter l'évaluation de la durée de l'expérience pour les projets de l'entreprise et s'assurer que les périodes de chevauchement ne sont prises en compte qu'une seule fois et que les écarts de temps sont relevés.

Les soumissionnaires peuvent faire référence à ces tableaux dans leur réponse aux exigences d'évaluation, soit à l'aide de l'acronyme des projets, soit en attribuant un numéro à chaque référence de client/projet (p. ex. : le projet n° 1 est le projet ABC), pourvu que les renseignements soient clairement identifiés dans les références du projet.

Pour chaque projet donné en référence, il faut indiquer :

1. Le nom de l'organisation cliente.
2. Le nom, le titre, le numéro de téléphone et le courriel d'une personne-ressource chez le client qui peut témoigner des biens et/ou services fournis par le soumissionnaire, qui était directement employée par l'entreprise cliente au moment de l'exécution du projet et qui n'était pas liée d'aucune façon à l'entrepreneur. La personne-ressource du client doit être prête à être contactée aux fins de vérification de référence, être disponible et être en mesure de communiquer en anglais ou en français avec les évaluateurs. Si le soumissionnaire ne fournit pas toutes les coordonnées de la personne-ressource du client dans sa soumission, il devra fournir cette information lorsque TPSGC la demandera, dans le délai prescrit dans la demande.
3. La valeur du contrat du soumissionnaire (ou du contrat des membres de l'équipe).

4. Les dates de début et de fin (mois et année).
5. Le rôle du soumissionnaire dans le cadre du projet cité en référence, incluant une description des biens ou des services, ou des deux, fournis au client.

Pour chacune des références fournies en réponse aux exigences O1, O2 et C3 à C13, l'information figurant dans les tableaux 1, 2, 4 et 5 doit être attestée comme étant exacte par un représentant autorisé (préférentiellement la personne-ressource chez le client) de l'organisation cliente (si la personne citée en référence n'est pas la personne-ressource identifiée pour le projet cité en référence, le soumissionnaire doit fournir le nom, le titre et les coordonnées de celle-ci).

Si le Canada n'est pas en mesure de communiquer avec la personne-ressource pendant la période d'évaluation, les soumissionnaires auront l'occasion de soumettre le nom et les coordonnées d'une autre personne-ressource du même client. Les soumissionnaires disposeront du nombre de jours établi dans la demande pour fournir les coordonnées d'une autre personne-ressource. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

Tableau 1 : Expérience de l'entreprise en biométrie de l'iris – Information donnée en référence

Acronyme ou numéro du projet (facultatif) :	
Nom du projet :	
Organisation cliente :	
Personne-ressource du client : Nom : Titre :	
N° de téléphone de la personne-ressource du client :	
Courriel de la personne-ressource du client :	
Valeur approximative totale du projet (facultatif) :	
Valeur approximative du contrat du soumissionnaire :	
Date de début du contrat du soumissionnaire (mois et année) :	
Date de fin du contrat du soumissionnaire (mois et année) :	
Rôle et responsabilités du soumissionnaire (incluant une description des biens ou services, ou des deux, fournis au client) :	
Durée du projet, y compris la date de début et les dates des étapes clés :	
Étape courante du projet (par rapport aux étapes clés indiquées ci-dessus) :	
Portée du projet (indiquer s'il s'agissait d'une solution biométrique et si elle a été déployée à l'échelle nationale ou dispersée géographiquement) :	
Brève description de la mesure dans laquelle le projet cité en référence est similaire au projet des postes de déclaration pour voyageurs :	
Portée et durée de toute garantie en vigueur et/ou des services de maintenance et de soutien (facultatif) :	
Mesure dans laquelle l'équipe proposée a réussi à collaborer dans le cadre des projets du soumissionnaire cités en référence, c.-à-d. les ressources de l'organisation du soumissionnaire ou le soumissionnaire et ses principaux	

sous-traitants (facultatif) :	
Renseignements supplémentaires jugés pertinents par le soumissionnaire (facultatif) : <i>Les soumissionnaires peuvent ajouter d'autres lignes pour y inclure des renseignements supplémentaires.</i>	
L'information donnée en référence à l'égard des projets réalisés par l'entreprise est attestée comme étant exacte. Attestation d'exactitude de l'information, signée par le représentant autorisé de l'organisation cliente Nom, titre et coordonnées (si ce n'est pas la personne-ressource du client identifiée dans les présentes)	

Tableau 2 : Expérience de l'entreprise en matière de poste libre-service – Information donnée en référence

Acronyme ou numéro du projet (facultatif) :	
Nom du projet :	
Organisation cliente :	
Personne-ressource du client : Nom : Titre :	
N° de téléphone de la personne-ressource du client :	
Courriel de la personne-ressource du client :	
Valeur approximative totale du projet (facultatif) :	
Valeur approximative du contrat du soumissionnaire :	
Date de début du contrat du soumissionnaire (mois et année) :	
Date de fin du contrat du soumissionnaire (mois et année) :	
Rôle et responsabilités du soumissionnaire (incluant une description des biens ou services, ou des deux, fournis au client) :	
Durée du projet, y compris la date de début et les dates des étapes clés :	
Étape courante du projet (par rapport aux étapes clés indiquées ci-dessus) :	
Portée du projet (indiquer s'il s'agissait d'une solution libre-service et si elle a été déployée à l'échelle nationale ou dispersée géographiquement) :	
Brève description de la mesure dans laquelle le projet cité en référence est similaire au projet des postes de déclaration pour voyageurs :	
Portée et durée de toute garantie en vigueur et/ou des services de maintenance et de soutien (facultatif) :	
Mesure dans laquelle l'équipe proposée a réussi à collaborer dans le cadre des projets du soumissionnaire cités en référence, c.-à-d. les ressources de l'organisation du soumissionnaire ou le soumissionnaire et ses principaux	

sous-traitants (facultatif) :	
Renseignements supplémentaires jugés pertinents par le soumissionnaire (facultatif) : <i>Les soumissionnaires peuvent ajouter d'autres lignes pour y inclure des renseignements supplémentaires.</i>	
L'information donnée en référence à l'égard des projets réalisés par l'entreprise est attestée comme étant exacte. Attestation d'exactitude de l'information, signée par le représentant autorisé de l'organisation cliente Nom, titre et coordonnées (si ce n'est pas la personne-ressource du client identifiée dans les présentes)	

Tableau 3 : Modèle de résumé de l'expérience de l'entreprise (et exemple)

Nom du projet	Date de début	Date de fin	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Etc.	Total de mois
Projet 1	1 ^{er} mai 2001	31 mars 2006	8	12	12	12	12	3		59
Projet 2	1 ^{er} avril 2006	31 juillet 2006						4		4
Projet 3*	1 ^{er} juin 2006	31 décembre 2006						5		5
Etc.										
Total de mois (aucun chevauchement dans le temps)										68

* L'expérience des mois de juin et de juillet du projet 3 ne peut être incluse, car elle chevauche avec le projet 2.

Tableau 4 : Déploiement de l'appareil de balayage – Information donnée en référence

Le soumissionnaire doit fournir en référence deux déploiements effectués dans le secteur privé ou public. Pour chaque déploiement, il doit remplir le « modèle de référence pour le déploiement de l'appareil de balayage ».

Organisation cliente :	
Personne-ressource du client : Nom : Titre :	
N° de téléphone de la personne-ressource du client :	
Courriel de la personne-ressource du client :	
Valeur approximative du contrat du soumissionnaire :	
Date de début du contrat du soumissionnaire (mois et année):	
Date de fin du contrat du soumissionnaire (mois et année):	
Rôles et responsabilités du soumissionnaire (incluant une description des biens et services, ou des deux, fournis au client) :	
Le soumissionnaire doit fournir une référence pour le secteur privé ou public pour ce qui suit :	
Exigences minimales liées au déploiement <ul style="list-style-type: none"> • Actuellement opérationnel et appuyé par l'entrepreneur • Au moins 80 000 inscrits pour chacun des appareils de balayage de l'entrepreneur ou <ul style="list-style-type: none"> • 20 000 inscrits pour le modèle d'appareil de balayage proposé dans la soumission (ou son équivalent proche) et moins de 500 000 inscrits 	
Indiquer les modèles et le fabricant des	

appareils de balayage utilisés lors du déploiement.	
<p>Chaque déploiement cité en référence doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être un déploiement en milieu de production à l'intention des utilisateurs finaux, effectué : <ul style="list-style-type: none"> ➤ directement par le fournisseur d'appareil de balayage ou ➤ indirectement par le fournisseur d'appareil de balayage agissant à titre de fournisseur ou de sous-traitant; • avoir effectué un balayage 1:PREMIER ou 1:TOUS de tous les modèles inscrits d'iris (par œil ou les deux yeux) au moment de l'inscription avec la saisie de l'iris. Cela implique l'utilisation d'un dépôt central d'iris et de comparateurs; • avoir été réussi et opérationnel : <ul style="list-style-type: none"> ➤ pendant au moins un an dans les deux ans précédant l'émission de la présente DP. Veuillez fournir la date de début de la mise en œuvre et la durée. 	
Remarque : On suppose que le numéro de version n'est pas pris en compte, ce qui sous-entend que les nouvelles versions sont meilleures, sauf preuve du contraire lors de l'évaluation du client.	
<p>Appareil de balayage – Étendue du déploiement</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'appareil de balayage exécute des opérations pour un grand nombre d'inscrits. 	
<p>Exigences concernant les mesures de protection auxquelles l'appareil de balayage s'est conformé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Première exigence en matière de mesure de protection • Deuxième exigence en matière de 	

<p>mesure de protection</p> <ul style="list-style-type: none"> • Troisième exigence en matière de mesure de protection 	
<p>Type de déploiement de l'appareil de balayage</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle à la frontière ou • Sites dispersés géographiquement ou • Sites multiples (au moins 10 sites) 	
<p>L'appareil de balayage proposé est utilisé aux fins suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'inscription (scénario avec supervision) • La reconnaissance du « passage » (scénario sans supervision) 	
<p>Le déploiement repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un mode d'identification 1:TOUS 	
<p>L'information donnée en référence à l'égard des projets réalisés par l'entreprise est attestée comme étant exacte.</p> <p>Attestation d'exactitude de l'information, signée par le représentant autorisé de l'organisation cliente</p> <p>Nom, titre et coordonnées <i>(si ce n'est pas la personne-ressource du client identifiée dans les présentes)</i></p>	

Tableau 5 : Déploiement du comparateur – Information donnée en référence

Le soumissionnaire doit fournir en référence deux déploiements effectués dans l'entreprise ou le gouvernement. Pour chaque déploiement, il doit remplir le « modèle de référence pour le déploiement du comparateur ».

Organisation cliente :	
Personne-ressource du client : Nom : Titre :	
N° de téléphone de la personne-ressource du client :	
Courriel de la personne-ressource du client :	
Valeur approximative du contrat du soumissionnaire :	
Date de début du contrat du soumissionnaire (mois et année):	
Date de fin du contrat du soumissionnaire (mois et année):	
Rôles et responsabilités du soumissionnaire (incluant une description des biens et services, ou des deux, fournis au client) :	
Le soumissionnaire doit fournir une référence pour le secteur privé ou public pour ce qui suit :	
Exigences minimales liées au déploiement <ul style="list-style-type: none"> Au moins 200 000 inscrits actuellement opérationnels et appuyés par l'entrepreneur 	
Indiquer les modèles et le fabricant des comparateurs utilisés lors du déploiement.	
Chaque déploiement cité en référence doit : <ul style="list-style-type: none"> être un déploiement en milieu de production à l'intention des utilisateurs finaux, effectué : 	

<ul style="list-style-type: none"> ➤ directement par le fournisseur de comparateur ou ➤ indirectement par le fournisseur de comparateur agissant à titre de fournisseur ou de sous-traitant; • avoir effectué un balayage 1:PREMIER ou 1:TOUS de tous les modèles inscrits d'iris (par œil ou les deux yeux) au moment de l'inscription avec la saisie de l'iris. Cela implique l'utilisation d'un dépôt central d'iris et de comparateurs; • avoir été réussi et opérationnel : <ul style="list-style-type: none"> ➤ pendant au moins un an dans les deux ans précédant l'émission de la présente DP. Veuillez fournir la date de début de la mise en œuvre et la durée. 	
Remarque : On suppose que le numéro de version n'est pas pris en compte, ce qui sous-entend que les nouvelles versions sont meilleures, sauf preuve du contraire lors de l'évaluation du client.	
Comparateur – Étendue du déploiement (inscrits) <ul style="list-style-type: none"> • Le comparateur exécute des opérations pour un grand nombre d'inscrits. 	
Type de déploiement du comparateur <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle à la frontière ou • Desservant des sites dispersés géographiquement 	
Le comparateur proposé est utilisé aux fins suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • L'inscription (scénario avec supervision) • La reconnaissance du « passage » (scénario sans supervision) 	
Le déploiement repose sur : <ul style="list-style-type: none"> • Un mode d'identification 1:TOUS 	

<p>L'information donnée en référence à l'égard des projets réalisés par l'entreprise est attestée comme étant exacte.</p> <p>Attestation d'exactitude de l'information, signée par le représentant autorisé de l'organisation cliente</p> <p>Nom, titre et coordonnées <i>(si ce n'est pas la personne-ressource du client identifiée dans les présentes)</i></p>	
---	--

Page laissée intentionnellement en blanc

Projet du poste de déclaration pour les voyageurs dignes de confiance et de la technologie de reconnaissance de l'iris

Pièce jointe A de la partie 4 Procédures d'évaluation et méthodes de sélection

Agence des services frontaliers du Canada

1 Objet

La présente vise à décrire le processus qui sera suivi par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) ainsi que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) afin d'évaluer les propositions reçues et de sélectionner le soumissionnaire recommandé.

2 Conformité des soumissionnaires aux exigences de l'invitation à soumissionner et au processus d'évaluation

En présentant une proposition, les soumissionnaires :

1. acceptent de se conformer à toutes les exigences obligatoires de l'invitation à soumissionner, y compris l'Énoncé des travaux et ses appendices, les modalités de l'invitation à soumissionner et les modalités qui seront énoncées dans le contrat subséquent;
2. acceptent de respecter le processus d'évaluation énoncé dans la présente invitation et de se conformer à toutes les exigences énoncées dans les procédures d'évaluation.

3 Équipe d'évaluation

Une équipe d'évaluation composée de représentants de l'ASFC et de TPSGC évaluera les propositions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils indépendants ou à des personnes-ressources du gouvernement pour évaluer les propositions. Tous les membres de l'équipe d'évaluation ne participeront pas nécessairement à tous les aspects de l'évaluation.

4 Surveillant de l'équité

TPSGC a retenu les services de Knowles Consultancy Services Inc. et de Hill International Inc., une coentreprise située à Toronto, en Ontario, comme surveillant de l'équité pour le présent besoin. Le surveillant de l'équité ne fera pas partie de l'équipe d'évaluation, mais il observera le processus d'évaluation décrit dans l'invitation à soumissionner.

5 Renseignements à évaluer

Les propositions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de l'invitation à soumissionner, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

Les renseignements suivants serviront à évaluer les propositions reçues :

1. tous les renseignements fournis dans la proposition des soumissionnaires à l'égard des exigences énoncées, conformément à la présente demande de soumissions;
2. les précisions obtenues dans les références d'un soumissionnaire dont la soumission est par ailleurs conforme et fournies par l'équipe d'évaluation;
3. les précisions obtenues auprès des soumissionnaires, qui pourraient être demandées et fournies au cours du processus d'évaluation.

6 Étapes de l'évaluation

L'équipe d'évaluation procédera à l'évaluation en plusieurs étapes. Même si l'évaluation et la sélection se font par étapes, le fait que le Canada passe à une étape subséquente ne signifie pas nécessairement que le soumissionnaire a franchi toutes les étapes antérieures. Le Canada se réserve le droit de procéder à différentes étapes de l'évaluation en parallèle ou simultanément.

Voici la liste des étapes qui sont décrites de manière plus détaillée dans les sections suivantes.

Étape 1 : Évaluation de la réponse du soumissionnaire – Respect des exigences obligatoires de la demande de soumissions ainsi que ses exigences obligatoires techniques.

Étape 2 : Évaluation de la proposition technique – Exigences cotées

Étape 3 : Évaluation des propositions financières

Étape 4 : Détermination de la cote combinée du mérite technique et du prix

Étape 5 : Validation de la proposition classée au premier rang

Étape 6 : Sélection du soumissionnaire retenu à recommander

Si une exigence obligatoire énoncée dans l'invitation à soumissionner n'est pas respectée, la proposition sera rejetée.

Même si, dans la plupart des cas, une proposition sera rejetée dès le moment où son évaluation montre qu'elle n'est pas conforme, l'équipe d'évaluation peut, à sa discrétion, procéder à l'évaluation de n'importe quelle proposition tout en réservant sa décision finale à l'égard de la non-conformité éventuelle de la proposition.

7 Évaluation de l'expérience des membres de l'équipe du soumissionnaire

Dans la réponse du soumissionnaire à chaque exigence, lorsque l'expérience du personnel ou de l'entreprise est évaluée, le soumissionnaire devrait préciser le nom de l'entité dont l'expérience est soumise à l'évaluation (qu'il s'agisse de l'expérience du soumissionnaire, de l'organisation mère ou d'un coentrepreneur). De plus, si le soumissionnaire utilise l'expérience d'une organisation mère, d'une organisation affiliée, d'une filiale ou de sous-traitants majeurs de premier niveau, il devrait clairement indiquer sous chaque exigence, s'il y a lieu, qu'il dispose déjà d'une entente de collaboration ou d'un contrat avec l'entité en question, conformément à l'attestation fournie ci-après.

Pour les besoins de la présente invitation à soumissionner, toute entité proposée par le soumissionnaire pour l'exécution d'un aspect quelconque des travaux et dont l'expérience sert à satisfaire à un critère d'évaluation est considérée comme un membre de l'équipe. Dans le cadre de la présente invitation, les membres de l'équipe peuvent UNIQUEMENT comprendre les personnes suivantes :

- a) dans le cas de l'expérience de l'**entreprise**, sauf indication contraire expresse, il ne peut s'agir que de l'expérience d'un coentrepreneur, d'une organisation mère, d'une organisation affiliée, d'une filiale et d'un sous-traitant majeur de premier niveau;

- b) dans le cas de l'expérience du **personnel**, cette expérience ne peut s'agir que de celle d'un coentrepreneur, d'une organisation mère, d'une organisation affiliée, d'une filiale ou d'un sous-traitant majeur de premier niveau.

Expérience de travail admissible : ce qui suit s'appliquera, selon le cas, à l'évaluation de la réponse du soumissionnaire par rapport aux exigences obligatoires ou cotées.

a) Pour l'expérience de l'entreprise et du personnel

- i) L'expérience mentionnée sans données à l'appui décrivant où, comment et par qui l'expérience a été obtenue ne servira pas à l'évaluation.
- ii) Sauf indication contraire expresse, les capacités des membres de l'équipe de l'entreprise ou du personnel ne peuvent pas être combinées pour satisfaire à une exigence cotée de la présente invitation à soumissionner. Pour se justifier en rapport avec une exigence cotée, le soumissionnaire est tenu d'indiquer quel membre de l'équipe ou quelle personne satisfait à l'exigence.
- iii) Chaque expérience mentionnée doit inclure le mois et l'année pour le début et la fin du projet, et devrait aussi inclure le jour. Si le jour n'est pas fourni, aux fins de l'évaluation, on considérera qu'il s'agit du dernier jour du mois dans le cas de la date de début, et du premier jour du mois dans le cas de la date de fin.
- iv) Pour qu'un mois d'expérience soit considéré, l'expérience doit avoir été acquise pendant au moins 12 jours ouvrables au cours du mois.

Exemple :

Supposons qu'une coentreprise est constituée des membres X, Y et Z. Si une invitation à soumissionner exige ce qui suit : a) que le soumissionnaire possède 3 ans d'expérience de la prestation de services de maintenance et b) que le soumissionnaire possède 2 ans d'expérience de l'intégration de matériel dans des réseaux complexes, alors chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Toutefois, en réponse à une seule exigence, comme les 3 ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chacun des membres X, Y et Z possède chacun un an d'expérience, pour donner un total de 3 ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme (nota : cet exemple n'est pas propre à la présente demande de propositions et ne se rapporte pas aux exigences de celle-ci – il n'est donné qu'à titre indicatif).

b) Pour l'expérience de l'entreprise

- i) L'expérience de l'entreprise mise de l'avant par le soumissionnaire à l'égard de critères spécifiques doit correspondre à des travaux dont le soumissionnaire était directement responsable. L'expérience de l'entreprise acquise dans le cadre de

travaux réalisés par une organisation mère, une organisation affiliée et/ou une filiale qui peut être associée au soumissionnaire, un membre d'une coentreprise ou un associé général du soumissionnaire, selon le cas, ne sera prise en compte que si le soumissionnaire a accès à cette expérience et si le soumissionnaire peut compter sur l'expérience du membre de l'équipe et s'en servir pendant l'exécution d'un contrat subséquent. Le soumissionnaire est tenu de faire la démonstration de cette accessibilité au moyen de l'attestation fournie dans l'annexe 1 de la présente pièce jointe ainsi que la partie 5 de la demande de soumissions. Cette attestation doit comprendre le nom de la ou des entités dont l'expérience est présentée aux fins d'évaluation, sans quoi l'expérience ne sera pas prise en compte par l'équipe d'évaluation. On demande au soumissionnaire de présenter cette attestation avec sa proposition à la date de clôture des soumissions.

c) Pour l'expérience du personnel

Dans le cas du personnel proposé par le soumissionnaire, les mois d'expérience indiqués pour un projet dont le calendrier chevauche celui d'un autre projet cité ne seront comptés qu'une seule fois. Par exemple, le calendrier du projet 1 va de juillet 2001 à décembre 2001; celui du projet 2 va d'octobre 2001 à janvier 2002; le nombre total de mois d'expérience acquise à l'occasion de ces deux projets cités est de sept (7) mois.

8 Étape 1 : Respect des exigences obligatoires

Chaque soumission sera évaluée en fonction des exigences obligatoires de la présente invitation à soumissionner. Les exigences obligatoires relatives à l'évaluation technique sont précisées dans la pièce jointe B de la partie de la Demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne respectent pas chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.

Lorsque cela est précisé, les soumissionnaires doivent confirmer qu'ils respectent les exigences obligatoires relatives à l'évaluation en fournissant des renseignements pertinents ou des documents d'appui. Le Canada ne tiendra pas compte des renseignements provenant de références extérieures (par exemple, de pages Web, de livres, de normes). Si cela est exigé, les soumissionnaires doivent justifier la conformité aux exigences obligatoires et sont encouragés à répondre à l'aide des tableaux d'évaluation et de présentation des propositions techniques (pièce jointe B de la partie 4 de la Demande de soumissions). Si des documents particuliers sont requis afin de justifier la capacité de se conformer à une exigence, le fait de ne pas fournir les documents exigés rendra la réponse des soumissionnaires non conforme et leur proposition sera rejetée.

Les propositions qui répondent à toutes les exigences obligatoires passeront à l'étape 2.

9 Étape 2 : Évaluation des exigences cotées

Chaque soumission sera évaluée en attribuant une note aux exigences cotées, lesquelles sont désignées dans la demande de soumissions par le terme « cotée » ou par voie de référence à une note. Les soumissions incomplètes que présentent les soumissionnaires, ne contenant pas tous les renseignements exigés dans la présente demande de soumissions, seront évaluées en conséquence. Les exigences cotées sont décrites dans la pièce jointe C de la partie 4 de la demande de soumissions.

Chaque exigence sera évaluée individuellement et la note sera déterminée par voie de consensus. Le nombre maximal de points pouvant être attribués pour chacune des exigences cotées figurent à la pièce jointe C de la partie 4 de la demande de soumissions.

Le tableau 1 ci-dessous indique le maximum de points disponibles (sur un total de 6 300) pour chaque section des exigences cotées des propositions écrites. Dans le cadre du présent besoin, il n'y a pas de seuil minimum ni de notes minimales.

Tableau 1 : Sections d'évaluation technique

Sections d'évaluation technique	Nombre maximum de points
Références (C1 à C13)	700
Solution technique (C14 à C78)	5 600
NOTE TECHNIQUE MAXIMALE	6 300

9.1 Lignes directrices pour les critères cotés

Les évaluateurs se serviront des lignes directrices suivantes pour différencier les notations disponibles lors de l'évaluation des critères qualitatifs fournis dans la demande de soumissions.

Notation	Lignes directrices générales
Excellente compréhension	<p>La proposition du soumissionnaire aborde toutes les exigences extrêmement bien, comporte dans l'ensemble beaucoup de détails et, s'il y a lieu, est adaptée au projet des postes de déclaration pour voyageurs. L'évaluateur est persuadé que le soumissionnaire a une excellente compréhension des besoins et que sa proposition satisfera aux objectifs du projet.</p> <p>La réponse est complète, bien organisée, clairement rédigée et démontre un degré de pertinence élevé à l'égard de ce projet. Dans l'ensemble, il n'y a pas de problèmes ou il y a seulement des problèmes très mineurs qui n'auraient aucun effet sur la note globale.</p>
Bonne compréhension	<p>La proposition du soumissionnaire aborde toutes les exigences bien, comporte dans l'ensemble un bon niveau de détail et, s'il y a lieu, est</p>

	suffisamment adaptée au projet des postes de déclaration pour voyageurs. L'évaluateur est certain que le soumissionnaire a une bonne compréhension du besoin et que sa proposition satisfera aux objectifs du projet. Dans l'ensemble, la réponse est bien organisée, clairement rédigée et pertinente au projet; il y a seulement des problèmes mineurs.
Compréhension adéquate	La proposition du soumissionnaire aborde toutes les exigences, comporte dans l'ensemble suffisamment de détails et, s'il y a lieu, est adaptée au projet des postes de déclaration pour voyageurs dans certains volets. L'évaluateur a une certaine confiance que le soumissionnaire a une compréhension adéquate des besoins et que sa proposition satisfera aux objectifs du projet. Dans l'ensemble, il y a seulement des problèmes mineurs.
Compréhension inadéquate ou mauvaise compréhension	Le soumissionnaire omet dans sa proposition de nombreuses exigences ou sa proposition comporte un niveau de détail suffisant à l'égard de nombreuses exigences et, s'il y a lieu, n'est pas adaptée au projet des postes de déclaration pour voyageurs dans plusieurs volets. L'évaluateur est quelque peu préoccupé par le fait que le soumissionnaire a une mauvaise compréhension du besoin ou que sa proposition ne satisfera pas aux objectifs du projet. Dans l'ensemble, il pourrait avoir des problèmes significatifs quant à l'organisation, la clarté ou la pertinence du plan; la réponse présente au moins un problème majeur.
Incompréhension ou renseignements insuffisants	Le soumissionnaire omet dans sa proposition la plupart des exigences ou sa proposition comporte un niveau de détail insuffisant à l'égard de la plupart des exigences et, s'il y a lieu, n'est pas adaptée au projet des postes de déclaration pour voyageurs. L'évaluateur n'est pas convaincu que le soumissionnaire comprend bien le besoin ou que sa proposition satisfera aux objectifs du projet. Dans l'ensemble, la réponse présente deux problèmes majeurs ou plus.

10 Étape 3 : Évaluation des propositions financières

Dans le cadre du processus d'évaluation, on évaluera la proposition financière des soumissionnaires encore considérés comme conformes après l'étape 1 et 2 seront évalués.

TPSGC évaluera séparément les propositions financières correspondant à toutes les propositions techniques conformes.

Pour chaque proposition examinée, le **prix total de la proposition d'après l'évaluation** sera calculé d'après la somme arithmétique des éléments indiqués dans le tableau 2 ci-après au moyen de l'information que les soumissionnaires fourniront dans leur proposition financière en réponse au tableau d'établissement des prix de la pièce jointe D de la partie 4 de la demande de soumissions.

Tableau 2 : Prix total de la proposition d'après l'évaluation

Pièce jointe D de la Partie 4 Tableau d'établissement des prix	Description des prix	Prix total
Tableau 1-1	Licences de logiciels – Dispositif de comparaison des iris	\$
Tableau 1-2	Environnement de déploiement – Licences	\$
Tableau 1-3	Système de surveillances des postes (SSP) – Licences	\$
Tableau 2-1	Matériel pour le besoin portant sur les postes de déclaration pour voyageurs (iris)	\$
Tableau 3-2	Services d'entretien et de soutien dans le cadre du besoin portant sur les postes de déclaration pour voyageurs (iris) (période initiale du contrat – 5 ans)	\$
Tableau 3-2	Services d'entretien et de soutien dans le cadre du besoin portant sur les postes de déclaration pour voyageurs (iris) (périodes d'option 1 à 5)	\$
Tableau 4-1	Tarifs de la main-d'œuvre pour les services professionnels	\$
Tableaux 5-1, 5-2, 5-3, 5-4	Matériel et logiciel facultatifs dans le cadre du processus de demande relative au contrat	\$
Prix total de la proposition d'après l'évaluation		\$

La **note de la proposition financière** de chaque soumissionnaire sera calculée comme suit :

$$(M/PTPE - PTPE) \times 30$$

Où :

PTPE = Prix total de la proposition d'après l'évaluation, proposition du soumissionnaire

M/PTPE = Prix total de la proposition d'après l'évaluation, proposition du soumissionnaire le moins disant

11 Étape 4 : Détermination de la cote combinée du mérite technique et du prix ainsi que du classement des soumissionnaires

TPSGC procédera séparément à la détermination de la **cote combinée du mérite technique et du prix** conformément aux facteurs de pondération indiqués ci-après dans le tableau 3 ci-dessus.

Tableau 3 : Cote combinée du mérite technique et du prix

Section de la soumission cotée	Pondération
Proposition technique (note technique totale ajustée)	70 %
Proposition financière (note financière de la proposition)	30 %
Note combinée du mérite technique et du prix	100 %

La cote combinée du mérite technique et du prix sera calculée sur une échelle maximale de 100 points. Donc, pour ajuster en conséquence les notes techniques déterminées à l'étape 2 (sur un maximum de 6 300), on divise par 90 chacune des notes techniques totales obtenues par le soumissionnaire. Ensuite, les notes seront calculées en additionnant la note technique totale ajustée ainsi que la note financière de la proposition pour déterminer la note combinée du mérite technique et du prix. Dans l'éventualité d'une égalité, la proposition ayant eu la plus grande note financière (c'est-à-dire le plus bas prix évalué de la proposition) l'emportera. Le soumissionnaire classé au premier rang à l'étape 4 sera invité à passer à l'étape 5 – Validation de la proposition. Si la proposition du soumissionnaire classé au premier rang est jugée non conforme à l'étape 5, le soumissionnaire dont la proposition s'est classée au second rang sera invité.

12 Validation de la proposition classée au premier rang

Pendant la validation de la proposition, le Canada vérifiera si les fonctions de la solution proposée sont conformes à ce qui est décrit dans la demande de propositions et elles répondent aux exigences figurant dans l'Énoncé des travaux.

Les composants et les fonctionnalités de la solution qui pourraient être mis à l'essai dans le cadre de la validation de la proposition comprennent notamment :

- le dispositif de comparaison des iris;
- l'appareil de balayage de l'iris (versions pour le poste et le centre d'inscription)*;
- l'écran tactile;
- l'imprimante à reçus;
- le système d'alimentation sans coupure (ASC);
- le système de surveillance des postes;
- le lecteur de cartes et de documents;
- le boîtier;
- les intergiciels.

* L'appareil de balayage de l'iris doit être certifié sécuritaire pour une utilisation quotidienne, prolongée et répétée par la même personne dans un environnement de développement ou d'essai. À titre de preuve, l'entrepreneur doit fournir :

- 1) une analyse des risques posés par le rayonnement optique de l'appareil de balayage, détaillée et officielle, préparée par une organisation ou une autorité qualifiée dans ce domaine, idéalement indépendante;
- 2) les titres de qualification de cette autorité de certification.

La validation de la proposition aura lieu dans la région de la capitale nationale, dans un emplacement fourni par le Canada, qui permettra de recréer l'environnement technique décrit dans l'Énoncé des travaux. *Remarque : l'adresse d'expédition réelle sera fournie au soumissionnaire au moment de la notification.*

À la réception d'un avis de l'autorité contractante, le soumissionnaire disposera d'au plus sept (7) jours ouvrables pour commencer l'installation de la solution proposée. La solution doit être entièrement fonctionnelle et prête à utiliser (confirmé par le Canada) dans les cinq (5) jours ouvrables suivant le début de l'installation (7,5 heures/jour) et comprendre ce qui suit :

- a. quatre (4) copies du logiciel de dispositif de comparaison des iris;
- b. un (1) poste;
- c. un (1) appareil de balayage de l'iris pour le centre d'inscription, y compris le câblage et les logiciels connexes;
- d. un (1) poste ouvert.

Le Canada effectuera alors la validation de la proposition. L'installation du produit du soumissionnaire et la validation de la proposition doivent être effectuées dans un délai de 45 jours ouvrables.

Pour ce qui est des critères obligatoires et cotés, le soumissionnaire doit proposer des plans d'essai trois (3) jours avant la validation de la proposition. Pendant la validation, l'ASFC peut demander des plans d'essai supplémentaires afin de faciliter l'évaluation d'exigences particulières de l'EDT. Dans ce cas, le soumissionnaire doit proposer des plans d'essai en une journée ouvrable.

À la demande de l'ASFC, les ressources techniques du soumissionnaire doivent être présentes pendant au plus 30 journées-personnes pendant la validation de la proposition.

Lorsque les ressources techniques du soumissionnaire n'ont plus à se présenter sur place, le soumissionnaire doit s'assurer que des ressources techniques seront joignables par téléphone pour donner des conseils techniques et des clarifications pour le restant de la validation de la proposition.

Trois (3) jours avant la validation de la proposition, le soumissionnaire doit fournir au Canada deux copies en anglais, sur CD ou DVD, de ce qui suit :

- a. du plan d'essai relatif aux critères obligatoires et cotés;
- b. du guide du développeur;
- c. des documents techniques;
- d. des manuels d'installation;
- e. du code source type pertinent pour la mise à l'essai de tous les composants;

- f. des documents sur l'API décrivant chaque méthode ou fonction de l'API, comment invoquer ces méthodes ou fonctions, les codes de retour connexes et les codes applicables;
- g. des spécifications techniques de l'appareil de balayage de l'iris, y compris des explications des différences entre l'appareil de balayage des postes et celui du centre d'inscription, le cas échéant.
- h) Rapport technique comprenant des preuves des essais et des mesures de la performance de l'appareil dans de nombreuses conditions d'éclairage ambiant
- i) Formules de taux de détection (TD)

Le soumissionnaire doit résoudre tout problème relevé pendant la validation de la proposition dans un délai de :

- a. deux (2) jours ouvrables après l'avis du Canada au soumissionnaire (pour les problèmes jugés critiques par le client);
- b. trois (3) jours ouvrables après l'avis du Canada au soumissionnaire (pour les problèmes mineurs).

Le Canada consignera les résultats de la validation de la proposition. Si la solution proposée ne répond pas à une exigence technique ayant fait l'objet d'une mise à l'essai, celle-ci sera rejetée et le Canada entamera le contrôle de la validation de la proposition du soumissionnaire dont la proposition s'est classée au second rang.

13 Étape 6 : Sélection du soumissionnaire retenu à recommander

Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- a) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
- b) satisfaire à toutes les exigences obligatoires de l'évaluation technique;
- c) satisfaire à toutes les exigences de la validation de la proposition.

Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables.

Le soumissionnaire qui a soumis la proposition conforme ayant obtenu la note globale la plus élevée (c'est-à-dire la cote combinée du mérite technique et du prix) et qui passe avec succès la validation de la proposition de l'étape 5 sera recommandé pour l'attribution du contrat.

Le Canada évaluera la capacité financière du soumissionnaire qui s'est classé premier pour vérifier sa capacité d'entreprendre le projet et de respecter le cadre et le calendrier prévus pour le projet. La capacité financière du soumissionnaire est une condition obligatoire préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire qui s'est classé premier ne répond pas à ce critère,

alors sa proposition sera déclarée irrecevable et le classement sera révisé conformément à la procédure décrite dans le présent document.

La recommandation d'une soumission pour l'attribution du contrat dépend de toutes les dispositions de l'appel d'offres (par exemple, les dispositions relatives au rendement du fournisseur des Instructions uniformisées 2003 pourraient déterminer si un soumissionnaire recevable est recommandé en vue de l'attribution d'un contrat, tout comme certains facteurs tels que la capacité financière).

Les soumissionnaires devraient noter que toutes les attributions de contrat sont assujetties au processus interne d'approbation du Canada, qui comprend une exigence relative à l'approbation du financement de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé en vue de l'attribution du contrat, un contrat ne sera attribué que si l'approbation interne est accordée conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas accordée, aucun contrat ne sera attribué.

ANNEXE 1 DE LA PIÈCE JOINTE A DE LA PARTIE 4 DE LA DP ATTESTATION DE L'ÉQUIPE

Le Canada est persuadé qu'il existe une solide corrélation entre la réussite d'une initiative et l'existence d'une relation solide entre les membres de l'équipe (coentrepreneurs, associés, organisation mère, organisation affiliée, filiale et sous-traitants majeurs de premier niveau).

Donc, en signant l'attestation de l'équipe qui suit, le soumissionnaire certifie que :

- i) tous les membres de l'équipe du soumissionnaire mentionnés dans sa proposition ont signé une entente de formation d'équipe ou un contrat à l'égard des services à fournir dans le cadre de tout contrat découlant de la présente DP, avant la date de clôture des propositions (une lettre d'intention signée par un membre de l'équipe ne suffit pas);
- ii) si un membre de l'équipe est une organisation connexe (c.-à-d. une organisation mère, une organisation affiliée ou une filiale), l'entente de formation d'équipe ou le contrat pour les services en rapport avec l'expérience mise de l'avant par le soumissionnaire doit stipuler que le soumissionnaire peut compter sur l'expérience du membre de l'équipe et s'en servir pendant toute la période d'exécution d'un contrat éventuel;
- iii) si un membre de l'équipe est un sous-traitant majeur de premier niveau ou un associé commanditaire, l'entente de formation d'équipe ou son contrat doit stipuler que le membre de l'équipe dont l'expérience est présentée pour évaluation sera activement chargé de l'exécution des services en rapport avec cette expérience dans le cadre d'un contrat éventuel.

Pour montrer qu'il satisfait à cette exigence, le soumissionnaire doit fournir l'attestation de l'équipe retrouvée à la partie 5 de la demande de soumissions.

Pièce jointe B de la partie 4 de la
DP n° 47054-124625

Projet du poste de déclaration
pour les voyageurs dignes de
confiance et de la technologie
de reconnaissance de l'iris

Tableau de présentation et
d'évaluation de la proposition
technique
Exigences obligatoires

Pièce jointe B de la partie 4 de la demande de soumission
Tableaux d'évaluation et de présentation des propositions techniques
Exigences obligatoires

En présentant une soumission, le soumissionnaire reconnaît qu'il doit se conformer aux exigences obligatoires.

Les références de projet peuvent être utilisées pour les exigences obligatoires O1 et O2 mais doivent cependant respecter les critères de référence pour la biométrie de l'iris et le poste libre-service.

N°	Exigences obligatoires et instructions pour la présentation des soumissions	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
O1	<p>Expérience de l'entreprise en biométrie de l'iris</p> <p>Le soumissionnaire doit indiquer deux projets antérieurs distincts de taille et de portée comparables à celles du projet de déclaration pour les voyageurs dignes de confiance et de la technologie de reconnaissance de l'iris (dont au moins un projet réalisé avec succès et ayant été opérationnel pendant au moins un an), qui faisaient appel à un appareil de balayage et à un comparateur offrant des capacités semblables ou identiques à celles proposées au Canada et dans le cadre desquels le soumissionnaire (ou un membre de son équipe) a assumé le rôle de chef et a acquis de l'expérience.</p> <p>Pour chaque projet, le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés dans la pièce jointe A de la partie 3 de la demande de soumission (section 4.1) ainsi que le modèle de référence pour le déploiement de l'appareil de balayage et le modèle de référence pour le</p>		

N°	Exigences obligatoires et instructions pour la présentation des soumissions	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	déploiement du comparateur qui y sont joints.		
O2	<p>Expérience de l'entreprise en matière de poste libre-service</p> <p>Le soumissionnaire doit indiquer deux projets antérieurs distincts de taille et de portée comparables à celles du projet de postes I de déclaration pour les voyageurs dignes de confiance et de la technologie de reconnaissance de l'iris (dont au moins un projet réalisé avec succès et ayant été opérationnel pendant au moins un an), qui faisaient appel à un poste libre-service offrant des capacités semblables ou identiques à celles proposées au Canada et dans le cadre desquels le soumissionnaire (ou un membre de son équipe) a assumé le rôle de chef et a acquis de l'expérience.</p> <p>Pour chaque projet, le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés dans la pièce jointe A de la partie 3 de la demande de soumission (section 4.2).</p>		
O3	<p>Engagement de l'entreprise</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer de quelle façon il compte assurer l'engagement de son entreprise afin de remplir ses obligations si le contrat lui est attribué. Aux fins de la présente demande de soumission, l'engagement de l'entreprise désigne la participation de la haute</p>		

N°	Exigences obligatoires et instructions pour la présentation des soumissions	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>direction.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir le nom et le titre du cadre supérieur qui sera directement responsable du projet et doit décrire brièvement de quelle manière cette personne offrira son soutien à l'équipe de projet proposée par le soumissionnaire.</p>		

Pièce jointe C de la partie 4 de
la demande de soumissions

n° 47054-124625

Tableaux d'évaluation et de
présentation des propositions
techniques pour le projet des
postes de déclaration pour
voyageurs

Exigences cotées

Introduction

Afin de donner un aperçu de la pondération, voici un résumé des deux sections d'évaluation et des sous-sections de premier rang dans les Tableaux d'évaluation et de présentation des propositions techniques pour les exigences techniques ci-dessous.

Tableau 1 : Résumé des sections d'évaluation technique

Sections d'évaluation technique	Nombre maximum de points dans chaque section
1. Information et références (C1 à C13)	700
2. Solution technique (C14 à C78)	5 600
NOTE TECHNIQUE MAXIMALE	6 300

Pièce jointe C de la partie 4 de la DP
Tableaux d'évaluation et de présentation des propositions techniques pour le projet des postes de
déclaration pour voyageurs
Exigences cotées

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C1	<p><i>Compréhension de la portée, des objectifs et des exigences</i></p> <p>À tout le moins, le soumissionnaire devrait démontrer sa compréhension de la portée, des objectifs et des exigences. Il ne devrait pas seulement répéter les renseignements figurant dans l'Énoncé des travaux, mais devrait plutôt expliquer sa propre compréhension des exigences.</p> <p><i>Les points seront attribués selon les lignes directrices pour les critères cotés à la section 9.1 de la pièce jointe A de la partie 4.</i></p> <p><i>Pour les exigences de la présente section, les points seront attribués comme suit :</i></p> <p>Le soumissionnaire a une excellente compréhension du</p>	100 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>besoin = 100 points Le soumissionnaire a une bonne compréhension du besoin = 75 points Le soumissionnaire a une compréhension adéquate du besoin = 50 points Le soumissionnaire a une mauvaise compréhension du besoin = 25 points Le soumissionnaire indique une incompréhension du Besoin = 0 point</p>			
C2	<p>Services professionnels – Équipe principale Dans cette sous-section, la définition de l'expérience « pertinente » du personnel correspond à l'expérience dans un projet de technologie de l'information (TI) ayant une valeur minimale de 1 M\$ et dont la portée est comparable au projet des postes de déclaration pour voyageurs.</p>	100 points		
C2.1	<p>Gestionnaire de projet – Expérience cotée Le gestionnaire principal de projet proposé devrait posséder 6 années d'expérience pertinente démontrable dans un rôle similaire, acquise au cours des 12 dernières années précédant la date de clôture de la présente demande de soumissions.</p> <p>Aux fins d'évaluation de cette exigence, le terme « rôle similaire » signifie :</p>	50 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>a) s'assurer que tous les processus de gestion de projet sont en place et que les documents relatifs à la gestion de projet ont été envoyés au client;</p> <p>b) agir à titre de personne-ressource principale du responsable technique du client;</p> <p>c) gérer le calendrier, les coûts et les livrables du projet de l'entrepreneur;</p> <p>d) produire régulièrement des rapports sur l'état d'avancement et les progrès réalisés à l'intention du client;</p> <p>e) s'assurer que les ressources appropriées sont en place pour atteindre les résultats de l'entrepreneur et les gérer;</p> <p>f) gérer les enjeux et les risques liés au projet et les transmettre au client de façon appropriée.</p> <p><i>Le soumissionnaire devrait fournir le nom de la ressource proposée, fournir un curriculum vitae qui précise l'expérience de celle-ci et décrire en détail comment elle répond à l'exigence, ce qui devrait être clairement justifié dans le curriculum vitae fourni.</i></p> <p><i>Les points seront attribués comme suit :</i></p> <p>1. la ressource proposée possède 10 années ou plus d'expérience pertinente (100 %);</p> <p>2. la ressource proposée possède 8 années, mais moins de</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C2.1.2	<p>10 années d'expérience pertinente (75 %);</p> <p>3. la ressource proposée possède 7 années, mais moins de 8 années d'expérience pertinente (50 %);</p> <p>4. la ressource proposée possède 6 années, mais moins de 7 années d'expérience pertinente (25 %);</p> <p>5. la ressource proposée possède moins de 6 années d'expérience pertinente (0 %).</p>	25 points		
	<p>Concepteur de système – Expérience cotée</p> <p>L'ingénieur principal de système proposé devrait posséder 6 années d'expérience pertinente démontrable dans un rôle similaire, acquise au cours des 12 dernières années précédant la date de clôture de la présente demande de soumissions.</p> <p>Aux fins d'évaluation de cette exigence, le terme « rôle similaire » signifie :</p> <p>1) agir à titre d'architecte principal pour toute demande relative au contrat qui entraînera une modification possible ou réelle d'un logiciel de l'entrepreneur;</p> <p>2) transformer les besoins opérationnels ou les exigences système en conception et spécifications du système;</p> <p>3) analyser les exigences fonctionnelles afin de cerner les flux d'information, de procédures et de conception;</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>4) développer et tenir à jour des systèmes et des modules, des programmes, des sous-systèmes et des procédures complexes;</p> <p>5) assurer le transfert des connaissances au client en ce qui a trait à la demande relative au contrat;</p> <p>6) élaborer des spécifications techniques en vue du développement, de la conception et de la mise en œuvre du système;</p> <p>7) veiller à la coordination de l'information entre tous les partenaires;</p> <p>8) assurer la direction technique des projets durant la totalité du cycle de développement des logiciels.</p> <p><i>Le soumissionnaire devrait fournir le nom de la ressource proposée, fournir un curriculum vitae qui précise l'expérience de celle-ci et décrire en détail comment elle répond à l'exigence, ce qui devrait être clairement justifié dans le curriculum vitae fourni.</i></p> <p><i>Les points seront attribués comme suit :</i></p> <p>1. la ressource proposée possède 10 années ou plus d'expérience pertinente (100 %);</p> <p>2. la ressource proposée possède 8 années, mais moins de 10 années d'expérience pertinente (75 %);</p> <p>3. la ressource proposée possède 7 années, mais moins de</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C2.1.3	<p>8 années d'expérience pertinente (50 %);</p> <p>4. la ressource proposée possède 6 années, mais moins de 7 années d'expérience pertinente (25 %);</p> <p>5. la ressource proposée possède moins de 6 années d'expérience pertinente (0 %).</p>	25 points		
	<p>Concepteur de système – Expérience cotée relativement à la biométrie de l'iris</p> <p>Le concepteur de système proposé devrait posséder 3 années d'expérience pertinente démontrable en biométrie de l'iris liée au projet des postes de déclaration pour voyageurs, acquise au cours des 8 dernières années.</p>			
	<p><i>Le soumissionnaire devrait préciser comment la ressource proposée répond aux exigences, ce qui devrait être clairement justifié dans le curriculum vitae fourni.</i></p> <p><i>Les points seront attribués comme suit :</i></p> <p>1. la ressource proposée possède 6 années ou plus d'expérience pertinente (100 %);</p> <p>2. la ressource proposée possède 5 années, mais moins de 6 années d'expérience pertinente (75 %);</p> <p>3. la ressource proposée possède 4 années, mais moins de 5 années d'expérience pertinente (50 %);</p> <p>4. la ressource proposée possède 3 années, mais moins de</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	4 années d'expérience pertinente (25 %); 5. la ressource proposée possède moins de 3 années d'expérience pertinente (0 %).			
C3	<p><i>Appareil de balayage – Étendue du déploiement</i></p> <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit :</p> <p>L'appareil de balayage exécute des opérations pour un grand nombre d'inscrits.</p> <p>Le déploiement est supérieur ou égal à 1 000 000 inscrits = 40 points.</p> <p>ou</p> <p>Le déploiement est supérieur ou égal à 500 000 inscrits et inférieur à 1 000 000 inscrits = 20 points.</p> <p>ou</p> <p>Le déploiement est supérieur à 80 000 inscrits (n'importe quel appareil de balayage du soumissionnaire) ou à 20 000 inscrits (le modèle d'appareil proposé dans la soumission) et inférieur à 500 000 inscrits = 10 points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier</p>	80 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C4	<p>déploiement + deuxième déploiement.</p> <p>Appareil de balayage – Durée du déploiement (années)</p> <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit :</p> <p>La durée du déploiement est supérieure ou égale à trois ans = 30 points.</p> <p>ou</p> <p>La durée du déploiement est supérieure à deux ans et inférieure à trois ans = 15 points.</p> <p>ou</p> <p>La durée du déploiement est supérieure à un an et inférieure ou égale à deux ans = 7 points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier déploiement + deuxième déploiement.</p>	60 points		
C5	<p>Type de déploiement de l'appareil de balayage</p> <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit pour le type de déploiement de l'appareil de balayage :</p>	20 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle à la frontière = 10 points. ou • Sites dispersés géographiquement = 10 points. ou • Sites multiples (minimum de 10 sites) = 10 points. <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier déploiement + deuxième déploiement.</p>			
C6	<p>Exigences concernant les mesures de protection de l'appareil de balayage</p> <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit pour les mesures de protection de l'appareil de balayage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Première exigence en matière de mesures de protection = 10 points. • Deuxième exigence en matière de mesures de protection = 10 points. • Troisième exigence en matière de mesures de protection = 5 points. <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier déploiement + deuxième déploiement.</p>	50 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C7	<p>Type d'utilisation de l'appareil de balayage</p> <p>Les deux types d'utilisation de l'appareil de balayage sont l'inscription (scénario avec supervision) et la reconnaissance de « passage » (scénario sans supervision).</p> <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit pour le type d'utilisation de l'appareil de balayage :</p> <p>L'appareil de balayage est utilisé pour l'inscription et la reconnaissance = 10 points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier déploiement + deuxième déploiement.</p>	20 points		
C8	<p>Mode d'identification de l'appareil de balayage</p> <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit pour le mode d'identification utilisé :</p> <p>Le déploiement repose sur un mode d'identification 1:TOUS = 10 points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier</p>	20 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C9	<p>déploiement + deuxième déploiement.</p> <p>Compareur – Étendue du déploiement (inscrits)</p> <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit pour le mode d'identification utilisé :</p> <p>Par déploiement donné en référence :</p> <p>Le déploiement est supérieur ou égal à 2 000 000 inscrits = 40 points. ou Le déploiement est supérieur ou égal à 1 000 000 inscrits et inférieur à 2 000 000 inscrits = 20 points. ou Le déploiement est supérieur à 200 000 inscrits et inférieur à 1 000 000 inscrits = 10 points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier déploiement + deuxième déploiement.</p>	80 points		
C10	<p>Compareur – Durée du déploiement (années)</p> <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit pour la durée :</p>	60 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>Le déploiement est pleinement opérationnel pendant un minimum de trois ans = 30 points.</p> <p>ou</p> <p>Le déploiement est pleinement opérationnel pendant un minimum de deux ans = 15 points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier déploiement + deuxième déploiement.</p>			
C11	<p>Type de déploiement du comparateur</p> <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit pour le type de déploiement du comparateur :</p> <p>Par déploiement donné en référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle à la frontière = 20 points. ou • Desservant des sites dispersés géographiquement = 20 points. <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier déploiement + deuxième déploiement.</p>	40 points		
C12	<p>Type d'utilisation du comparateur</p> <p>Le comparateur doit être utilisé aux fins suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'inscription (scénario avec supervision); 	40 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<ul style="list-style-type: none"> la reconnaissance de « passage » (scénario sans supervision). <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit pour l'utilisation du comparateur :</p> <p>Le comparateur est utilisé pour l'inscription et la reconnaissance = 20 points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier déploiement + deuxième déploiement.</p>			
C13	<p>Mode d'identification du comparateur</p> <p>Pour les deux déploiements indiqués dans les modèles de référence conformément à l'exigence obligatoire O1, les points seront attribués comme suit pour le mode d'identification utilisé par le comparateur :</p> <p>Le déploiement repose sur un mode d'identification 1:TOUS = 15 points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = premier déploiement + deuxième déploiement.</p> <p>Directives liées aux critères C14 à C78</p> <p>Pour ce qui est des critères d'évaluation cotés C14 à C78, le</p>	30 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>soumissionnaire devrait déterminer les fonctions/les caractéristiques optionnelles comprises dans la solution du soumissionnaire. L'évaluation du soumissionnaire sera vérifiée par l'entremise de la validation de la proposition. Si le soumissionnaire n'arrive pas à démontrer ses allégations, la note sera rajustée en conséquence par le Canada, ainsi que le classement en se fondant sur l'article 11 de la pièce jointe A de la partie 4. Si on se fonde sur la note révisée et qu'un autre soumissionnaire est classé au premier rang, on l'invitera à passer l'étape 5 et on prendra sa candidature en compte pour les étapes 5 et 6 de la pièce jointe A de la partie 4.</p> <p>Remarque : Si le soumissionnaire est recommandé en vue de l'attribution du contrat, la liste des fonctions/caractéristiques sera rajustée selon la proposition du soumissionnaire. Les fonctions et les caractéristiques sélectionnées, conformément à la proposition du soumissionnaire et la vérification par l'entremise de la validation de la proposition, feront partie de la solution finale.</p> <p><i>En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, les fonctions/caractéristiques déterminées dans</i></p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<i>sa soumission en réponse aux critères C14 à C78 feront partie de la solution et des besoins indiqués dans l'Énoncé des travaux du contrat subséquent.</i>			
C14	<p>Système de déclaration des incidents Le soumissionnaire doit offrir l'accès à un système sécurisé en ligne de déclaration des incidents dans lequel le client peut consigner et hiérarchiser les incidents, les problèmes et les bogues à l'intention du soumissionnaire ainsi que des suggestions pour améliorer tout produit livré au client pendant la durée du contrat. Exemples de « systèmes » qui ne sont pas acceptés : courriels, tableaux, documents (p. ex., documents au format MS Word).</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (100). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	100 points		
C15	<p>Détection de lentilles cornéennes Le logiciel de traitement d'images de l'appareil de balayage doit détecter et signaler la présence de lentilles cornéennes lors de l'inscription en 20 secondes ou moins.</p> <p>Taux de détection (TD) à un taux de fausses alarmes de</p>	290 points		

Exigences cotées			
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire
	<p>5 % ou moins :</p> <p>99 % < TD ≤ 100 % = 140 points. ou 95 % < TD ≤ 99 % = 115 points. ou 80 % < TD ≤ 95 % = 90 points. ou 50 % < TD ≤ 80 % = 60 points. ou 30 % < TD ≤ 50 % = 30 points.</p> <p>Temps de détection (t) dans 95 % des cas :</p> <p>$t \leq 1 \text{ s} = 120 \text{ points. ou}$ $1 < t \leq 5 \text{ s} = 90 \text{ points. ou}$ $5 \leq t \leq 10 \text{ s} = 60 \text{ points. ou}$ $10 < t \leq 20 \text{ s} = 30 \text{ points.}$</p> <p>Utilisation autonome Le logiciel de détection de lentilles cornéennes doit pouvoir être utilisé par le client indépendamment de l'appareil de balayage = 30 points.</p> <p>Résultats : Note totale = note du taux de détection (TD) + note du temps de détection (t) + note de l'utilisation autonome.</p> <p>Si la note du taux de détection ou du temps de détection est</p>		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C16	<p>de zéro, la note totale pour cette exigence est de zéro.</p> <p>Erreur de capture L'appareil de balayage doit afficher un taux d'erreur de capture (TEC) de 0,03 ou moins.</p> <p>$TEC \leq 0,005 = 240$ points. ou $0,005 < TEC \leq 0,01 = 150$ points. ou $0,01 < TEC \leq 0,02 = 70$ points. ou $0,02 < TEC \leq 0,03 = 30$ points.</p>	240 points		
C17	<p>Mise au point automatique sur l'iris L'appareil de balayage doit faire la mise au point automatique sur l'iris ou les iris du voyageur dans les situations suivantes :</p> <p>a) Le voyageur porte des lunettes non teintées et propres. Le pourcentage d'images hors foyer est de 5 % ou moins = 60 points.</p> <p>b) Le voyageur a les paupières lourdes (50 à 60 % de la zone de l'iris est visible). Le pourcentage d'images hors foyer est de 3 % ou moins = 40 points.</p>	250 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>c) Le voyageur a les paupières et les cils couverts d'un épais maquillage noir. Le pourcentage d'images hors foyer est de 3 % ou moins = 40 points.</p> <p>d) Le voyageur porte de faux cils noirs. Le pourcentage d'images hors foyer est de 3 % ou moins = 20 points.</p> <p>e) Les cils du voyageur cachent la zone de l'iris. Le pourcentage d'images hors foyer est de 3 % ou moins = 30 points.</p> <p>f) Un ou deux cheveux se trouvent devant les yeux du voyageur. Le pourcentage d'images hors foyer est de 2 % ou moins = 20 points.</p> <p>g) Aucune de ces situations (aucun facteur important de modification de l'image). Le pourcentage d'images hors foyer est de 0,5 % ou moins = 40 points.</p>			
C18	<p>Contrôle de la qualité conforme aux recommandations IREX II</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir une interface API de contrôle de la qualité des images d'iris (ci-après « vérificateur de la qualité ») qui examine les images d'iris et</p>	205 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>qui fournit des composantes de la qualité normalisées conformément aux recommandations de l'IREX II du NIST (voir le tableau 1 et les recommandations en vue du développement de la norme ISO/IEC 29794-6) :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Qualité scalaire2. Zone de l'iris utilisable3. Contraste iris-pupille4. Forme de la pupille5. Contraste iris-sclère6. Angle de regard7. Netteté8. Dilatation9. Entrelacement10. Échelle de gris étendue11. Taille de l'iris12. Marge <p>Cette interface API doit pouvoir être utilisée indépendamment de l'appareil de balayage.</p> <p>Évaluation basée sur les capacités du vérificateur de la qualité :</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>Capacité 1 Un jeu complet de composantes de la qualité (1 à 12) est fourni = 70 points. ou Un jeu d'au moins 5 composantes de la qualité est fourni = 30 points.</p> <p>Capacité 2 Des composantes de la qualité supplémentaires définies par le soumissionnaire sont fournies = 10 points.</p> <p>L'interface API peut être utilisée indépendamment des autres composants (p. ex., l'appareil de balayage et le comparateur) = 80 points.</p> <p>Capacité 3 L'interface API indique des composantes de la qualité, ou une erreur, dans les N millisecondes pour 95 % des appels d'API et dans les 2*N millisecondes pour 100 % des appels d'API.</p> <p>$N \leq 100 = 45$ points. ou $100 < N \leq 500 = 25$ points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = note de la</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C19	<p>capacité 1 + note de la capacité 2 + note de la capacité 3.</p> <p><i>Mesures de protection de l'appareil de balayage</i></p> <p>Le soumissionnaire doit indiquer jusqu'à quatre mesures de protection offertes dans l'appareil de balayage = 30 points chacune.</p> <p>Remarque : Maximum de 120 points (c.-à-d. description d'un maximum de quatre mesures de protection)</p> <p>Des points seront attribués pour chaque paramètre de mesure de protection pouvant être réglé par le client :</p> <p>L'application de la mesure de protection par œil, par transaction, par dispositif = 20 points.</p> <p>Le déroulement exact du processus de capture d'iris, par exemple la décision de poursuivre une tentative de capture des deux yeux ou d'y mettre fin = 20 points.</p> <p>L'équilibre entre la précision et l'efficacité = 25 points.</p>	185 points		
C20	<p><i>Examen de l'iris</i></p> <p>Pendant une tentative de capture de l'iris, l'appareil de balayage doit interagir avec l'application du client pour l'examen, puis l'acceptation ou le rejet des images candidates d'iris extraites, lesquelles sont acceptées par l'appareil, mais pas encore retournées par l'API.</p>	170 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>L'appareil de balayage doit examiner au moins 5 images candidates d'iris par œil, par seconde et, à l'aide d'une interface API Java, doit fournir (p. ex. générer, publier, donner accès à, fournir des images individuelles en rappel) les meilleures images ou toutes les images, à la discrétion du client.</p> <p>L'appareil de balayage doit permettre à l'application du client :</p> <ul style="list-style-type: none">a) de recevoir l'image candidate d'iris extraite (dans un format facile à interpréter et non exclusif, p. ex. en PNG ou en mode point) et les mesures de la qualité qui y sont rattachées, si possible = 20 points;b) d'accepter ou de rejeter explicitement l'image candidate d'iris extraite = 50 points;c) de recevoir, en cas d'échec de la capture, la meilleure image candidate d'iris extraite, s'il en existe une, les mesures de la qualité qui y sont rattachées et la raison de l'échec = 60 points;d) de préciser le type d'images reçues : les meilleures ou toutes = 20 points;			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	e) de recevoir, si l'option « toutes les images » est choisie, au moins 5 images candidates d'iris extraites par seconde, par œil = 20 points.			
C21	<p>Interface API pour les mesures de protection Toutes les fonctionnalités liées aux mesures de protection contre la falsification des images d'iris doivent être présentées au moyen d'une interface API.</p> <p>Pourcentage des fonctionnalités liées aux mesures de protection (PFMP) offertes au moyen d'une API : a) PFMP = 100 % = 130 points. ou b) $90 \% \leq \text{PFMP} < 100 \%$ = 85 points. ou c) $50 \% \leq \text{PFMP} < 90 \%$ = 60 points. ou d) $\text{PFMP} < 50 \%$ = 0 point.</p>	130 points		
C22	<p>Événements logiciels Des événements logiciels des types précisés doivent être générés par l'appareil de balayage et mis à la disposition de l'application du client.</p>	95 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>Types d'événements logiciels générés :</p> <p>a) Événements audio de l'appareil de balayage (p. ex. « Langue = Français sélectionné »; « L'appareil de balayage a donné la consigne de se déplacer vers la gauche »; « L'appareil de balayage a donné la consigne de se déplacer vers la droite »; « L'appareil de balayage a donné la consigne d'ouvrir plus grand les yeux ») = 25 points.</p> <p>b) Événements relatifs au positionnement (p. ex. « Le sujet a été détecté dans l'espace de capture »; « Le sujet a quitté l'espace de capture »; « Le sujet s'est déplacé vers la droite ») = 25 points.</p> <p>c) Événements relatifs à la sécurité de l'appareil de balayage (p. ex. « Le couvercle est ouvert »; « Changement d'état de l'interrupteur de sécurité » = 35 points.</p> <p>d) Tous les autres types = 10 points.</p> <p>Information : Les noms de type d'événements logiciels (p. ex. « Événements relatifs au positionnement ») sont donnés à titre d'exemple seulement; ils ne constituent pas des noms officiels auxquels le soumissionnaire doit se conformer.</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C23	<p><i>Environnement audio multilingue</i> Des points seront attribués pour un appareil de balayage offrant des langues supplémentaires, dont celles-ci :</p> <p>Langues :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Punjabi = 10 points. b) Mandarin = 10 points. c) Coréen = 10 points. d) Hindi = 10 points. e) Arabe = 10 points. f) Espagnol = 10 points. g) Néerlandais = 10 points. <p>Langues supplémentaires précisées par le client = 5 points chacune, jusqu'à concurrence de 20 points.</p>	90 points		
C24	<p><i>Changement du volume sonore</i> Le soumissionnaire doit prévoir un moyen et/ou fournir des instructions permettant de s'assurer que le volume sonore des haut-parleurs de l'appareil de balayage est réglé au</p>	60 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>même niveau, ou presque, que celui des haut-parleurs du boîtier du poste ou que celui d'un ordinateur du centre d'inscription configuré de façon appropriée.</p> <p>Gamme de volumes réglables de l'appareil de balayage :</p> <p>a) De 20 à 60 dB ou plus = 60 points. ou b) De 30 à 40 dB ou plus = 30 points.</p>			
C25	<p>Choix de la langue audio L'appareil de balayage doit permettre au client de changer la langue sans avoir à créer ou à modifier un fichier système ou un registre Microsoft Windows.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (60). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	60 points		
C26	<p>Mise à jour de la programmation La mise à niveau du logiciel de l'appareil de balayage doit se faire au moyen d'un accès physique à l'appareil (p. ex. le</p>	60 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>raccordement d'un câble à l'appareil, l'utilisation de commutateurs DIP sur l'appareil ou l'utilisation d'un bouton de réinitialisation interne).</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (60).</p> <p>La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>			
C27	<p>ID de l'appareil</p> <p>Chaque appareil de balayage doit être désigné de manière unique au logiciel du client.</p> <p>Les méthodes de désignation acceptées comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ certificat numérique; ➤ ID de l'appareil. <p>L'identité de chaque appareil de balayage doit être accessible par une interface API ou transmise avec les images d'iris.</p> <p>Les appareils de balayage sont désignés de manière unique au logiciel du client = 25 points.</p>	50 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	L'identité des appareils de balayage est accessible par une API ou transmise avec les images d'iris = 25 points.			
C28	<p>Paramètres de l'image supérieurs aux normes</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir des documents qui démontrent que l'appareil de balayage produit des images dont les paramètres dépassent les recommandations de l'annexe B de la norme ISO 19794-6 tout en maintenant la taille des images à moins de 210 Ko.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (40).</p> <p>La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	40 points		
C29	<p>Configuration du comparateur</p> <p>Le soumissionnaire doit préciser les configurations du matériel, des logiciels et du comparateur pour les environnements de déploiement décrits à l'appendice C de l'Énoncé des travaux en fonction du nombre de serveurs lames, du nombre de systèmes de gestion de bases de données relationnelles (SGBDR) et de la quantité totale de</p>	500 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>mémoire vive (RAM), dans le respect de toutes les exigences opérationnelles.</p> <p>Nombre de serveurs lames demi-hauteur HP G7, à exclusion des cinq prévus pour les SGBDR.</p> <p>Nombre de serveurs lames (NSL) :</p> <p>a) $NSL \leq 6 = 270$ points.</p> <p>ou</p> <p>b) $6 < NSL \leq 9 = 215$ points.</p> <p>ou</p> <p>c) $9 < NSL \leq 12 = 160$ points.</p> <p>ou</p> <p>d) $12 < NSL \leq 15 = 110$ points.</p> <p>ou</p> <p>e) $15 < NSL \leq 18 = 55$ points.</p> <p>ou</p> <p>f) $18 < NSL \leq 21 = 20$ points.</p> <p>ou</p> <p>g) $NSL > 21 = 0$ point.</p> <p>Nombre de SGBDR (NS) :</p> <p>i) $NS \leq 5 = 160$ points.</p> <p>ou</p> <p>ii) $5 < NS \leq 8 = 110$ points.</p> <p>ou</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>i) $8 < NS \leq 12 = 55$ points. ou ii) $NS > 12 = 0$ point.</p> <p>Quantité de mémoire vive installée dans les serveurs lames HP (RAM) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • $RAM \leq 64$ Go = 70 points. ou • $RAM \leq 256$ Go = 35 points. ou • $RAM \leq 512$ Go = 10 points. ou • $RAM > 512$ Go = 0 point. 			
C30	<p>Z meilleurs résultats de comparaisons réussies Le comparateur doit pouvoir effectuer une recherche 1:TOUS et produire les z meilleurs résultats (z plus proches voisins) des comparaisons réussies, où chaque résultat comprend un code d'identification d'inscrit et un pointage de correspondance des iris. Les résultats de la comparaison peuvent être présentés dans n'importe quel ordre.</p> <p>Pour que des points soient accordés en fonction des critères ci-dessous, les temps de réponse ne doivent pas excéder les</p>	360 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>temps de réponse pour la reconnaissance précisés à l'exigence 8) j).</p> <p>L = Limite supérieure du nombre souhaité de résultats de comparaisons réussies. La valeur, précisée par le client, peut être n'importe quel nombre entier ≥ 0, possiblement supérieur au nombre d'yeux inscrits dans la base de données.</p> <p>z = L ou le nombre de comparaisons réussies (selon le seuil de décision), le nombre le plus bas étant retenu. À un certain seuil de décision, le nombre de comparaisons réussies peut être égal au nombre d'yeux inscrits.</p> <p>Capacités du comparateur</p> <p>Capacité 1 :</p> <p>Z meilleurs résultats générés selon un seuil de décision fixé arbitrairement par le client = 150 points.</p> <p>ou</p> <p>Z meilleurs résultats générés selon le seuil de décision actuel ou sans tenir compte de celui-ci = 130 points.</p> <p>ou</p> <p>Z meilleurs résultats générés selon le seuil de décision actuel seulement = 100 points.</p> <p>ou</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>Z meilleurs résultats générés sans tenir compte du seuil de décision = 30 points.</p> <p>Capacité 2 : Valeur maximale de L pour laquelle le comparateur génère jusqu'à n résultats de comparaison en respectant la vitesse imposée :</p> <p>20 et plus = 150 points. ou 11 à 19 = 120 points. ou 3 à 10 = 90 points. ou 1 à 2 = 50 points.</p> <p>Capacité 3 : Sans vitesse imposée, la valeur de L peut être égale au nombre d'yeux inscrits = 60 points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = note de la capacité 1 + note de la capacité 2 + note de la capacité 3.</p>			
C31	Vérification du service de capture des images d'iris Les points seront attribués comme suit :	160 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>Le comparateur offre un mécanisme de vérification de toutes les opérations liées aux images d'iris (y compris l'inscription, la reconnaissance, la validation et le retrait) et des changements d'état importants (selon le jugement du soumissionnaire) du comparateur (notamment le démarrage et l'arrêt) = 30 points.</p> <p>Chaque entrée de piste de vérification est transmise à l'interface développée en interne du client au moyen d'une interface API d'écoute = 30 points.</p> <p>Chaque entrée de piste de vérification est stockée dans une base de données (pas nécessairement la base de données des iris) = 30 points.</p> <p>Chaque entrée de piste de vérification comprend tous les renseignements exigés ci-dessous = 70 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ toutes les images d'iris fournies; ➤ le code d'erreur de toute opération liée aux images d'iris; ➤ l'inscrit associé à l'opération; ➤ le déclencheur de l'opération (p. ex., l'identifiant de 			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>l'utilisateur, de l'appareil de balayage ou de l'application);</p> <p>➤ les statistiques ou les mesures produites par l'opération.</p>			
C32	<p>Connexions</p> <p>Types de comparateurs :</p> <p>a. Certains comparateurs doivent accepter les demandes liées aux images d'iris (p. ex., la comparaison, l'inscription et le retrait) uniquement après l'authentification. Dans le cadre de l'authentification, ces comparateurs ouvrent généralement une session ou établissent une connexion;</p> <p>b. Tous les autres comparateurs doivent accepter les demandes (p. ex., la comparaison, l'inscription et le retrait) sans authentification <i>préalable</i> ou sans authentification tout court.</p> <p>Un comparateur de type « a. » doit pouvoir traiter plus de 50 sessions ou connexions simultanées ainsi que 50 demandes simultanées.</p> <p>Un comparateur de type « b. » doit pouvoir traiter plus de 50 demandes simultanées.</p>	120 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>Les points seront attribués comme suit :</p> <p>Nombre de connexions (comparateur de type « a ») ou de demandes (comparateur de type « b ») simultanées en cours (N) :</p> <p>$N > 150 = 120$ points. ou $100 < N \leq 150 = 70$ points. ou $50 < N \leq 100 = 40$ points.</p>			
C33	<p><i>Établissement du seuil de décision</i></p> <p>L'API du comparateur doit fournir un ou des mécanismes permettant d'établir le seuil de décision de l'une des manières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Par opération liée aux images d'iris qui utilise le seuil de décision; ou ➤ Dans l'ensemble, pour toutes les opérations liées aux images d'iris. <p>L'API du comparateur doit permettre de redonner le contrôle du calcul du seuil de décision au comparateur.</p>	100 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>Voici les éléments de pointage :</p> <p>Le seuil de décision peut être spécifié par le client pour chaque opération du comparateur qui requiert un seuil de décision = 50 points.</p> <p>Le seuil de décision peut être temporairement établi par le client dans l'ensemble, pour toutes les opérations subséquentes liées aux images d'iris, jusqu'à ce que le contrôle du seuil de décision soit redonné au comparateur = 50 points.</p>			
C34	<p>Mise à jour requise pour l'inscrit</p> <p>L'API du comparateur doit être munie d'une fonctionnalité permettant de remplacer les images d'iris existantes ou d'ajouter un deuxième œil à une inscription d'un seul œil, mais seulement si les iris présentés sont validés à l'aide des images existantes.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (30).</p> <p>La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	30 points		
C35	Nonce (valeur de circonstance)	30 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>Le comparateur doit fournir un jeton possédant des propriétés de nonce (p. ex., une courte durée de vie, de l'ordre de 10 minutes) utilisé pour la signature numérique des images d'iris à l'appareil de balayage ou près de celui-ci.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (30).</p> <p>La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>			
C36	<p><i>Imprimante – Changement de police d'impression</i> Des points seront attribués si le client peut alterner entre l'impression en polices résidentes et l'impression tel-tel.</p> <p>Élément de pointage 1 :</p> <p>a) Possibilité de changement de police sans modification du matériel = 60 points. ou b) Possibilité de changement de police avec modifications mineures du matériel = 25 points. ou c) Possibilité de changement de police avec remplacement de l'imprimante = 0 point.</p> <p>Élément de pointage 2 :</p>	100 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>d) Possibilité de changement de police sans téléchargement de police = 15 points. et e) Possibilité de changement de police sans modification des pilotes installés = 25 points.</p> <p>Résultats : Note totale pour cette exigence = note de l'élément 1 + note de l'élément 2.</p>			
C37	<p>Couteau La durée de vie du couteau de l'imprimante à reçus doit permettre plus de 500 000 coupes.</p> <p>Durée de vie du couteau de l'imprimante à reçus (DV) : $DV \geq 1\,000\,000$ coupes = 100 points. ou $750\,000 < DV \leq 1\,000\,000$ coupes = 50 points. ou $500\,000 < DV \leq 750\,000$ coupes = 25 points.</p>	100 points		
C38	<p>Cycle de coupe Le temps de cycle de coupe du couteau de l'imprimante à reçus ne doit pas excéder une seconde.</p>	100 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>Temps de cycle de coupe (TCC) maximal :</p> <p>$TCC \leq 300$ millisecondes = 100 points. ou $300 < TCC \leq 600$ millisecondes = 50 points. ou $600 < TCC < 1000$ millisecondes = 10 points.</p>			
C39	<p><i>Vitesse de balayage</i></p> <p>Le lecteur de cartes et de documents doit exécuter toutes les étapes prévues à l'exigence 12 y) de l'Énoncé des travaux en moins de douze secondes, en moyenne.</p> <p>Temps de traitement moyen (TTM) en secondes :</p> <p>$2 \leq TTM < 4 = 150$ points. ou $4 \leq TTM < 6 = 100$ points. ou $6 \leq TTM < 8 = 75$ points. ou $8 \leq TTM < 10 = 50$ points. ou $10 \leq TTM < 12 = 25$ points.</p>	150 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C40	<p>Lumière ambiante</p> <p>Le lecteur de cartes et de documents doit s'adapter à la lumière ambiante, de sorte qu'un document puisse être lu sans couvrir dans diverses conditions allant de l'obscurité profonde à la lumière directe du soleil.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (140).</p> <p>La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	140 points		
C41	<p>Traitement sur PC</p> <p>Le lecteur de cartes et de documents doit traiter les données de ROC et de CAB sur le PC, au gré du client (en plus du traitement des données à bord conformément à l'Énoncé des travaux) = 100 points.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (100).</p> <p>La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	100 points		
C42	<p>Authentication</p> <p>Le lecteur de cartes et de documents doit fournir des</p>	50 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>vérifications additionnelles en matière d'authentification et de contrôle de l'accès liés aux puces, comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'authentification active (AA) = 25 points. • Le contrôle d'accès étendu (CAE) = 25 points. 			
C43	<p>Signal sonore Des points supplémentaires seront attribués pour un lecteur de documents qui émet un signal sonore lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le lecteur a terminé la lecture du DVLM = 10 points. • Le voyageur ne retire pas le DVLM du lecteur en moins de 20 secondes une fois la lecture terminée = 15 points. 	25 points		
C44	<p>Signal sonore réglable Des points seront attribués pour le réglage des paramètres associés aux signaux sonores, si ceux-ci sont utilisés.</p> <p>Le lecteur permet de modifier la durée des signaux sonores = 5 points.</p> <p>Le lecteur permet de modifier le ton des signaux sonores = 5 points.</p>	20 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>Le lecteur permet de modifier le volume des signaux sonores = 5 points.</p> <p>Le lecteur permet d'activer ou de désactiver la modification des signaux sonores = 5 points.</p>			
C45	<p>Gestion des batteries</p> <p>Le système d'alimentation sans coupure (ASC) doit permettre une gestion intelligente des batteries (maximiser le rendement, la fiabilité et la durée de vie grâce à un chargement précis) et permettre de désactiver la mise en veille, le cas échéant.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (50).</p> <p>La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	50 points		
C46	<p>Logiciel de gestion à distance</p> <p>Le système d'ASC doit fournir un logiciel permettant de vérifier l'état des batteries à partir d'un poste de travail distant.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité –</p>	50 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	tous les points (50). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.			
C47	Outil graphique Le système de surveillance des postes (SSP) doit fournir une interface graphique en ligne = 70 points. La présentation doit comprendre des icônes et/ou des liens hypertextes permettant de naviguer dans les différentes pages ou cadres d'information = 20 points.	90 points		
C48	Champ de notes Un champ de texte de l'interface graphique associé à chaque poste doit pouvoir accueillir un maximum de 255 caractères imprimables, y compris des espaces, des nombres, des caractères spéciaux et des accents. La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (30). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.	30 points		
C49	Envoi d'avis à BEM Le SSP doit comprendre un mécanisme qui envoie	80 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>automatiquement des avis à la solution de gestion de la performance et des événements d'entreprise du client (c.-à-d. BMC Event Manager [BEM]).</p> <p>1. Le SSP comprend un mécanisme qui envoie des avis au BEM du client en utilisant un connecteur reconnu et pris en charge par le fournisseur (p. ex., BMC Impact Integration to Tivoli ou le connecteur SCOM to BEM de Seamless Technologies) = 80 points. ou</p> <p>2. La connexion exige un bond supplémentaire sur une console supplémentaire : Du SSP à une autre console (p. ex., SCOM, TIVOLI, WILY), et de la console au BEM = 50 points. ou</p> <p>3. Le SSP offre une option de déclenchement par ligne de commande : Déclenchement d'événement par ligne de commande du SSP au BEM. Selon cette option, le SSP transmet des variables et des paramètres au moyen de l'utilitaire msend. Ce dernier permet l'envoi d'avis au BEM à haute disponibilité = 25 points. ou</p> <p>4. Les avis du SSP exigent l'utilisation d'interruptions SNMP :</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	Interruptions SNMP du SSP au BEM (de préférence avec un certain niveau de personnalisation à partir du SSP, p. ex. réglage des paramètres seuils, option d'activation/désactivation des paramètres) = 5 points.			
R50	<p>Fonctionnalité de regroupement</p> <p>Le SSP doit créer des catégories de regroupement manuel ou dynamique de dispositifs.</p> <p>Les groupes manuels sont créés et inscrits dans les postes par l'administrateur. Voici des exemples de catégories de regroupement manuel possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • résumé de tous les postes; • renseignements sur les composants (p. ex., postes ayant subi des problèmes d'imprimante récents); • postes par région, emplacement ou site; • postes par fonction (formation, production, essai). <p>Les groupes dynamiques sont créés et automatiquement inscrits dans les postes par le SSP en fonction d'un certain état ou d'une certaine propriété des postes ou de leurs composants, préférentiellement réglable par le client. Voici des exemples de catégories de regroupement dynamique</p>	60 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	possibles : <ul style="list-style-type: none"> • tous les postes en ligne; • tous les postes hors ligne; • postes hors ligne ayant un problème d'ASC; • postes qui manquent de papier; • postes en cours d'utilisation. <p>Fonctionnalité de regroupement manuel du SSP : 11 catégories de regroupement de dispositifs ou plus = 30 points. ou De 6 à 10 catégories de regroupement de dispositifs = 20 points. ou De 1 à 5 catégories de regroupement de dispositifs = 10 points.</p> <p>Fonctionnalité de regroupement dynamique du SSP : 11 catégories de regroupement de dispositifs ou plus = 30 points. ou De 6 à 10 catégories de regroupement de dispositifs = 20 points.</p>			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	ou De 1 à 5 catégories de regroupement de dispositifs = 10 points.			
C51	<p>Interface API pour l'extensibilité Les points seront attribués comme suit :</p> <p>Le SSP fournit une interface API Java et un guide du développeur permettant de configurer ses composants de courriel, de messagerie, de téléavertissement, de groupement et de production de rapports = 30 points.</p> <p>Les scénarios d'essai JUnit et les programmes de simulation d'objets Java sont inclus = 25 points.</p>	55 points		
C52	<p>Outil de diagnostic Les points seront attribués comme suit :</p> <p>Le soumissionnaire fournit un outil de diagnostic, ou inclut cette fonctionnalité dans le SSP, qui permet au client de diagnostiquer les problèmes de communication entre un poste et le SSP = 25 points.</p> <p>Le soumissionnaire fournit le guide de l'utilisateur de la fonction ou de l'outil de diagnostic = 25 points.</p>	50 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	.			
C53	<p>Rapports Le soumissionnaire fournit une liste de paramètres de rapports personnalisables :</p> <p>6 paramètres de rapports personnalisables ou plus = 30 points. ou De 1 à 5 paramètres de rapports personnalisables = 15 points.</p>	30 points		
C54	<p>Format des rapports Le format des rapports doit permettre la modification, l'importation et l'exportation.</p> <p>Si le format de rapport XML est offert, le fichier de schéma correspondant doit être fourni après l'attribution du contrat.</p> <p>Options de format des rapports :</p> <p>Format XML = 20 points. Format CSV = 5 points.</p> <p>Format MS Excel = 5 points.</p>	40 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	Autres formats = 5 points chacun, jusqu'à concurrence de 10 points.			
C55	<p>Base de données Les données provenant des postes recueillies par le SSP doivent être stockées au moyen d'un SGBDR.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (40). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	40 points		
C56	<p>Configuration Le SSP doit permettre aux administrateurs de régler les paramètres, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les fonctions de visualisation; • les fonctions de requête; • les fonctions d'avis; • les fonctions d'administration; • les fonctions d'état; • les fonctions d'accès par groupe; 	30 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<ul style="list-style-type: none"> la fonction d'actualisation automatique de la page; toutes les autres fonctions qui permettent l'accès, l'affichage et la mise à jour. <p>Quantité de paramètres réglables : 9 paramètres réglables ou plus = 30 points. ou De 1 à 8 paramètres réglables = 20 points.</p>			
C57	<p>Matériel de commande des postes Le SSP doit permettre aux administrateurs de redémarrer ou de désactiver un seul poste ou un groupe de postes.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (30). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	30 points		
C58	<p>Profil des postes Le SSP doit permettre à l'administrateur d'entrer le profil de chaque poste et les données qui y sont rattachées, par exemple le numéro de série du poste, sa date de mise en service et son numéro de modèle.</p>	30 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (30). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.			
C59	<i>Paramètres de configuration de l'administrateur</i> Le SSP doit permettre à l'administrateur de régler les paramètres du serveur et des journaux système. La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (30). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.	30 points		
C60	<i>Capture d'écran à distance</i> Le SSP doit permettre à l'administrateur de saisir une capture d'écran d'un poste à distance pour l'afficher dans l'interface graphique du SSP. La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (30). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.	30 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
C61	<p>Réglage des préférences de l'utilisateur Si des préférences personnelles peuvent être réglées pour chaque utilisateur, le SSP doit permettre à l'administrateur de désactiver cette fonction.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (25). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	25 points		
C62	<p>Regroupement des avis Le SSP doit permettre le regroupement de multiples problèmes détectables de même source en un seul avis. Par exemple, il faut qu'il soit possible de configurer le SSP de sorte qu'il n'envoie qu'un avis lorsque tous les postes sont en panne à cause d'un problème de serveur.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (40). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	40 points		
C63	<p>Message d'avis par messagerie Le SSP doit permettre l'envoi de messages textes à des numéros de téléphone cellulaire désignés dans certaines</p>	30 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	conditions spécifiées par le client = 15 points. Messages textes envoyés selon les conditions spécifiées par le client : 6 conditions ou plus = 15 points. ou De 1 à 5 conditions = 8 points.			
C64	Fil Web d'avis Le SSP doit permettre l'envoi d'un avis au moyen d'un fil de nouvelles Web dans les conditions spécifiées par le client = 15 points. Avis envoyés selon les conditions : 6 conditions ou plus = 15 points. ou De 1 à 5 conditions = 8 points.	30 points		
C65	Avis de seuil Le SSP doit permettre l'envoi d'un avis lorsqu'une valeur dépasse un seuil. Exemple : Seuil du nombre total de reçus imprimés. La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité –	25 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	tous les points (25). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.			
C66	<i>Fréquence de répétition des avis</i> Le SSP doit permettre à l'administrateur de déterminer la fréquence de répétition (p. ex., « répéter l'avis toutes les 30 minutes ») ou le nombre maximal (p. ex., « répéter l'avis 10 fois ») pour chaque avis, y compris l'option Aucune répétition. La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (25). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.	25 points		
C67	<i>Avis de renseignements sur l'application</i> Le SSP doit permettre d'envoyer un avis, selon une recherche effectuée en fonction de critères textuels définis par l'utilisateur parmi toute l'information consignée dans les journaux d'application = 20 points (p. ex., recherche par mot-clé ou mots-clés multiples). Si une telle fonction est fournie, elle doit permettre à un ou à	25 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	plusieurs blocs de texte d'être utilisés comme critères d'avis = 5 points.			
C68	<i>Un ou plusieurs critères d'avis</i> Le SSP doit permettre l'envoi d'avis reposant sur un ou plusieurs critères (p. ex., un type d'erreur et une période d'occurrence). 3 critères ou plus = 25 points. ou 1 ou 2 critères = 15 points.	25 points		
C69	<i>Programmation</i> Le SSP doit permettre la programmation de commandes, de scripts et de tâches pour chaque poste ou groupe de postes. La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (30). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.	30 points		
C70	<i>Journaux</i> Le SSP doit générer des journaux par poste (différents types	30 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	possibles) et fournir un mécanisme permettant de visualiser les données des journaux. Parmi les exemples de types de journaux, on compte les journaux système, les journaux d'application et les journaux d'alerte. La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (30). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.			
C71	Serveur Le côté serveur du SSP doit être une solution Web reposant sur : <ul style="list-style-type: none"> • Microsoft Internet Information Services = 30 points. ou • Un conteneur de servlets Java = 30 points. 	30 points		
C72	Avis liés à l'imprimante Le SSP doit permettre l'envoi d'avis dans les situations suivantes liées à l'imprimante à reçus : <ul style="list-style-type: none"> • bourrage de l'imprimante à reçus; 	25 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<ul style="list-style-type: none"> • manque de papier; • niveau de papier bas; • hors service. <p>4 conditions ou plus = 25 points. ou De 1 à 3 conditions = 10 points.</p>			
C73	<p><i>Cadre Java pour l'extensibilité</i> Le SSP doit être basé sur la technologie Java EE ou le cadre Spring. Le client préfère avoir la possibilité de changer le code source du SSP selon ses besoins.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (25). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>	25 points		
C74	<p><i>Caractéristiques propres au modèle de dispositif</i> La conception et la mise en œuvre d'intergiciels doivent être propres au modèle de dispositif.</p> <p>Chaque modèle d'un type de dispositif particulier est</p>	105 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	représenté par sa propre classe Java = 70 points. La classe d'un modèle de dispositif donné ne contient pas les méthodes qui ne s'appliquent pas à ce modèle. Exemple : Si un poste du client renferme un lecteur de cartes magnétiques qui lit seulement les pistes 1, 2 et 3, la classe Java correspondante ne doit pas comprendre de méthodes propres à la piste 4 = 35 points.			
C75	<i>Écouteurs d'événements logiciels</i> L'intergiciel doit fournir un écouteur d'événement logiciel pour chaque dispositif. L'intergiciel doit fournir un mécanisme Java servant à créer un ou plusieurs écouteurs d'événements logiciels pour chaque dispositif du poste = 35 points. Tous les événements logiciels d'un dispositif sont transférés à l'écouteur de ce dispositif = 70 points.	105 points		
C76	<i>Simulation d'événements</i> Le soumissionnaire doit fournir un mécanisme logiciel permettant de simuler des événements logiciels propres à l'application du poste et conformes à ce que peut générer un vrai capteur ou dispositif (à l'exception de l'écran tactile, du	65 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>clavier et de la souris, qui sont pris en charge par le système d'exploitation). Ce mécanisme logiciel simplifiera l'essai de l'application du poste sur du matériel autre que le poste (p. ex., le matériel du développeur).</p> <p>Le soumissionnaire fournit un mécanisme logiciel permettant de simuler des événements logiciels propres à chaque dispositif conformément à l'exigence = 65 points.</p> <p>Information : Les noms de type d'événements logiciels (p. ex. « Événements relatifs au positionnement ») sont donnés à titre d'exemple seulement; ils ne constituent pas des noms officiels auxquels le soumissionnaire doit se conformer.</p> <p>La solution du soumissionnaire démontre la fonctionnalité – tous les points (65). La solution du soumissionnaire ne démontre pas la fonctionnalité – aucun point.</p>			
C77	<p>Futur Le soumissionnaire doit fournir une ou des interfaces API Java qui prennent en charge les types de dispositifs additionnels suivants :</p>	25 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ numériseur ligne par ligne; ▪ lecteur de cartes de crédit à puce; ▪ autres dispositifs. <p>L'intergiciel comprend une ou des interfaces API Java qui prennent en charge des types de dispositifs additionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la ou les interfaces Java prennent en charge un numériseur ligne par ligne = 10 points. ▪ la ou les interfaces Java prennent en charge un lecteur de cartes de crédit à puce = 10 points. ▪ la ou les interfaces Java prennent en charge d'autres dispositifs = 5 points. 			
C78	<p>Fonctionnalités souhaitables de la solution</p> <ul style="list-style-type: none"> • Verres de contact Le logiciel du comparateur ou de l'appareil de balayage doit détecter et signaler les bords des verres de contact durs.= 20 points • Clé électronique Le comparateur ne doit pas nécessiter l'utilisation d'une clé électronique ou d'une clé matérielle. 	100 points		

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	<p>= 10 points</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réglage de la qualité de l'image Le client doit pouvoir régler les paramètres d'images de l'appareil de balayage de l'iris. = 10 points • Polices d'imprimante L'imprimante doit pouvoir utiliser soit les polices tel-tel, soit les polices résidentes.= 10 points • Authentification du lecteur de documents Le lecteur de documents doit comprendre des fonctions supplémentaires en matière d'authentification et de contrôle de l'accès liés aux puces.= 10 points • Code source du système de surveillance des postes (SSP) Le client doit pouvoir modifier le code source du SSP. = 10 points • Mise à jour des logiciels de l'appareil de balayage Le client doit pouvoir mettre à jour les logiciels de l'appareil de balayage de l'iris. = 10 points • Prise en charge future de l'API L'entrepreneur doit fournir une ou des interfaces API Java qui prennent en charge d'autres types de dispositifs.= 10 points • Vérification du comparateur Le comparateur comprend un mécanisme de 			

Exigences cotées				
N°	Critères d'évaluation des exigences cotées	Nombre maximal de points	Réponse du soumissionnaire	Information donnée en référence par le soumissionnaire
	vérification de toutes les opérations liées aux images d'iris. = 10 points			
	NOMBRE MAXIMUM DE POINTS	6 300 points		

**Demande de soumission
#47054-124625**

Pièce jointe D de la partie 4

**Evaluation financière et Modèle
d'évaluation d'établissement
des coûts**

Agence des services frontaliers du Canada

Exigences en matière d'établissement des prix

Pour répondre aux exigences de la demande de propositions (DP), les soumissionnaires doivent établir les prix pour toute la durée du contrat et les périodes d'option.

On demande aux soumissionnaires de décrire toutes les hypothèses quant aux prix.

Tous les coûts associés à la satisfaction des exigences décrites dans la présente DP, y compris les frais de déplacement et de subsistance engagés à la suite de toute réinstallation requise pour répondre aux conditions du contrat, doivent être défrayés par le soumissionnaire. Pour les déplacements liés au travail dans le cadre d'une demande relative au contrat, autorisés au préalable par le responsable technique, les frais de déplacement et de subsistance seront remboursés conformément à la Base de paiement du contrat.

En cas d'erreur dans le prix calculé de la proposition des soumissionnaires, le prix unitaire l'emportera et le prix calculé sera corrigé dans l'évaluation.

Toute erreur de quantité dans la proposition des soumissionnaires sera corrigée afin de refléter les quantités énoncées dans la DP.

Il est à noter que les soumissionnaires peuvent agrandir les tableaux figurant dans les présentes afin d'y inscrire les renseignements sur les prix qu'ils doivent fournir.

1 Licences de logiciels – Dispositif de comparaison des iris

1.1 Licences initiales

Les soumissionnaires doivent indiquer des **prix de lot fermes** pour les licences d'inscrits actuels de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) qui seront initialement transférés dans la base de données d'images d'iris du nouveau dispositif de comparaison et qui seront utilisés au cours de la première année d'exploitation. Aux fins de soumission uniquement, le nombre de licences initiales est estimé à 750 000.

Tableau 1-1		
Élément	Description	Prix de lot ferme
1	Pour les licences d'inscrits actuels de l'ASFC qui seront initialement transférés dans la base de données d'images d'iris du nouveau dispositif de comparaison et qui seront utilisés au cours de la première année d'exploitation.	\$
Total du tableau 1-1		\$

1.2 Environnement de déploiement – Licences

Dans le tableau 1-2 ci-dessous, les soumissionnaires doivent indiquer des **prix de lot fermes** pour la licence du dispositif de comparaison des iris de tous les environnements de déploiement et de transition de l'ASFC énumérés dans les exigences de l'annexe A (Énoncé des travaux) de la DP, et ce pour la durée du contrat et le nombre maximum d'inscrits.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Les soumissionnaires devraient indiquer si les prix de lot fermes proposés sont pour des logiciels d'utilisateur ou d'entreprise.

Tableau 1-2		
Élément	Description	Prix de lot ferme
Environnements de développement de l'ASFC		
QTÉ	1,800	\$
Environnements de déploiement – Transition		
QTÉ	3,000	\$
Soutien et formation – Production		
QTÉ	600	\$
Production (actif) et production (en attente)		
QTÉ	2,500,000	\$
Essai avec données réelles (actif) et essai avec données réelles (en attente)		
QTÉ	2,500,000	\$
	Additionnel	
QTÉ	1	
Total du tableau 1-2		\$

Aux fins de soumission uniquement, le tableau 1-2a ci-dessous est fourni pour aider les soumissionnaires à établir les prix à indiquer dans le tableau 1-2 ci-dessus.

TABLEAU 1-2a				
Type d'environnement de déploiement	Nombre d'environnements de déploiement de ce type	Nombre initial d'inscrits par environnement de déploiement	Nombre maximal d'inscrits prévu par environnement de déploiement	Commentaires
Développement	6	300	300	
Transition	10	300	300	
Soutien et formation – Production	2	300	300	
Production (actif) ET Production (en attente)	1	750 000	2 500 000	Les environnements de production (actif et en attente) sont exclusivement utilisés de façon mutuelle (p. ex., le mode actif bascule en mode attente lors d'une défaillance matérielle).
Essai avec données réelles (actif) ET essai avec données réelles (en attente)	1	2 500 000	2 500 000	Les environnements d'essai avec données réelles (actif et en attente) sont exclusivement utilisés de façon mutuelle (p. ex., le mode actif bascule en mode attente lors d'une défaillance matérielle). Cet environnement est rarement utilisé et ne peut être utilisé comme substitut d'un comparateur de production.
Additionnel	1	1	1	

1.3 Système de surveillance des postes (SSP) – Licences

Dans le tableau 1-3 ci-dessous, les soumissionnaires doivent indiquer des **prix de lot fermes** pour deux exemplaires de logiciels de SSP, soit un pour l'environnement de production et un pour l'environnement non-production.

Tableau 1-3		
Élément	Description	Prix de lot ferme
Environnements non-production		
	QTÉ =1	\$
Environnements production		
	QTÉ =1	\$
Total du tableau 1-3		\$

2 Matériel pour le besoin portant sur les postes de déclaration pour voyageurs (iris)

Pour chaque fourchette de volume de chaque élément ou composant de matériel figurant dans le tableau 2-1 ci-dessous, les soumissionnaires doivent indiquer des **prix unitaires fermes y compris une année de services d'entretien et de soutien ainsi que de garantie** pour chaque année du contrat et chaque année d'option, et ce pour tout le matériel nécessaire pour satisfaire aux exigences de l'annexe A (Énoncé des travaux) de la demande de soumission.

Les soumissionnaires doivent décrire en détail tous les composants de chaque élément figurant dans le tableau 2-1, en précisant la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce de chaque élément de matériel proposé. Le soumissionnaire peut consulter la pièce jointe D de la partie A de la demande de soumission afin de compléter le tableau 2-1.

Dans le cadre du déploiement, sur demande, des postes de déclaration pour voyageurs (iris), le Canada autorisera l'acquisition du matériel tout au long du contrat initial et de toute période prolongée. Le prix de chaque acquisition sera établi en fonction du volume précisé pour chaque commande. Aux fins de précision, la fourchette de volume applicable sera prise en compte pour chaque commande et ne sera pas fondée sur le total cumulatif d'acquisitions effectuées à ce jour.

Tableau 2-1						
Description	Période du contrat	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4	Année d'option 5
Appareil de balayage de l'iris						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 100 et plus	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Numériseur						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 100 et plus	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Écran tactile						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 100 et plus	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Imprimante à reçus						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 100 et plus	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Lecteur de cartes et de documents						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$

Tableau 2-1						
Description	Période du contrat	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4	Année d'option 5
Volume 100 et plus	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Clavier						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 100 et plus	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Haut-parleurs						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 100 et plus	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Câblage						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 100 et plus	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Système d'alimentation sans coupure (ASC)						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 100 et plus	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Imprimante à reçus						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 100 et plus	\$	\$	\$	\$	\$	\$

Total du tableau 2-1

\$

3 Services d'entretien et de soutien dans le cadre du besoin portant sur les postes de déclaration pour voyageurs (iris)

Les soumissionnaires doivent proposer un prix **annuel ferme** pour les services d'entretien et de soutien prolongés présenté dans le tableau 3-1 pour la solution de poste de déclaration pour les voyageurs dignes de confiance et de la technologie de reconnaissance de l'iris pour la période de contrat initiale ainsi que les années d'options dans le tableau 3-2.

Tableau 3-1		Activités du centre d'appels		Activités de réparation et de soutien				
		Disponibilité du centre d'appels de l'entrepreneur	Rappel de l'entrepreneur pour confirmer le problème signalé et fournir le numéro et l'état du problème	Déterminer si l'entretien sur place est nécessaire	Présence sur place	Résolution du problème	Rapports d'étape	Remplacement de l'équipement si le problème n'est pas résolu
* Heures d'opérations nationales	Soutien de base compris dans l'EDT	24 heures sur 24, tous les jours	15 minutes après l'appel initial	4 heures ouvrables après l'appel initial	1 jour ouvrable après l'appel initial	2 jours ouvrables	2 heures après le départ du personnel de soutien technique	5 jours ouvrables après l'appel initial
24 heures sur 24, tous les jours (y compris les jours fériés)	Réparation et soutien prolongés	24 heures sur 24, tous les jours	15 minutes après l'appel initial	1 heure après l'appel initial	de 2 à 4 heures après l'appel initial	1 jour ouvrable	2 heures après le départ du personnel de soutien technique	24 heures après l'appel initial

* Heures d'opérations nationales : de 6 h 30 à 20 h (heure de l'Est)

En semaine, du lundi au vendredi (à l'exception des jours fériés observés par le gouvernement du Canada)

Tableau 3-2						
Option d'entretien et de soutien	Année 1 du contrat	Année 2 du contrat	Année 3 du contrat	Année 4 du contrat	Année 5 du contrat	
Réparation et soutien prolongées						

Tableau 3-2						
Options d'entretien et de soutien	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4	Année d'option 5	
Réparation et soutien prolongées						

Total du tableau 3-2

\$

4 Travaux facultatifs dans le cadre du processus de demande relative au contrat ou au moyen des procédures de modification de la conception

4.1 Tarifs de la main-d'œuvre pour les services professionnels

Les soumissionnaires doivent indiquer des **tarifs journaliers fermes**, comprenant les frais généraux et la marge bénéficiaire, pour les catégories de main-d'œuvre indiquées dans le tableau 4-1 ci-dessous, en conformité avec les qualifications minimales définies dans l'EDT (travaux à effectuer en vertu de la demande relative au contrat) qui pourraient être demandées dans le cadre du processus de demande relative au contrat décrit dans le contrat. Ces tarifs serviront également à déterminer le prix des changements des travaux, au moyen des procédures de gestion des changements décrits dans le contrat.

Tableau 4-1						
Références de l'EDT/ Description/Niveau d'effort	Période du contrat	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4	Année d'option 5
Gestionnaire de projet (365 jours)						
Concepteur de système (365 jours)						
Développeur de logiciels (365 jours)						
Spécialiste en biométrie (180 jours)						
Spécialiste de la formation (40 jours)						
Total du tableau 4-1				\$		

5 Matériel et logiciel facultatifs dans le cadre du processus de demande relative au contrat

5.1 Outils d'analyse de l'iris

Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le tableau 5-1, les prix de ses API, de ses trousse de développement logiciel et de ses outils (à ligne de commande ou à interface graphique) d'analyse de données biométriques ou d'images d'iris disponibles, sauf pour le vérificateur de la qualité de l'image.

Tableau 5-1						
Description	Période du contrat	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4	Année d'option 5
Outils d'analyse de l'iris (quantité =1)						
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Total du tableau 5-1					\$	

5.2 Outils d'analyse tiers (a titre d'information seulement, les prix ne seront pas évalués)

Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le tableau 5-2, les prix d'outils ou de trousse d'outils d'analyse des données biométriques d'autres fournisseurs qui seront entièrement compatibles avec les produits ou la base de données des soumissionnaires. Ils doivent aussi préciser le coût par jour de services-conseils du fournisseur de l'outil ou de la trousse d'outils d'analyse des données biométriques.

Tableau 5-2						
Description	Période du contrat	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4	Année d'option 5
Outils d'analyse tiers						
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Total du tableau 5-2					\$	

5.3 Système de gestion de bases de données relationnelles (SGBDR)

Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le tableau 5-3, les prix pour chaque SGBDR indiqué, soutien compris.

Tableau 5-3						
Description	Période du contrat	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4	Année d'option 5
SGBDR (quantité = 1)_						
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Total du tableau 5-3				\$		

5.4 Remplacement ultérieur de l'imprimante à reçus et du numériseur

Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le tableau 5-4, le prix de l'imprimante à reçus et du numériseur de rechange, conformément aux spécifications du produit de l'appendice G de l'Énoncé des travaux.

Tableau 5-4						
Description	Période du contrat	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4	Année d'option 5
Remplacement ultérieur de l'imprimante à reçus et du numériseur						
Volume 1-45	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 46-100	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Volume 100+	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Total pour le tableau 5-4				\$		

Modèle d'établissement des coûts pour l'évaluation

Les prix indiqués par le soumissionnaire dans l'annexe B – Tableaux de prix seront évalués au moyen du modèle d'établissement des coûts ci-joint. Le prix indicatif évalué pour chaque tableau de prix sera calculé à l'aide du modèle, un nombre estimatif d'unités par produit ou de jours par année étant utilisé au besoin. Le modèle sera appliqué uniformément à tous les soumissionnaires.

Le Canada n'utilisera le nombre estimatif d'unités ou de jours dans le modèle qu'aux fins de l'évaluation. L'information contenue dans ce document est fournie que pour assister les entrepreneurs à préparer leur soumission. L'inclusion de ces données n'indique d'aucune façon une obligation de la part du Canada que le déploiement de la solution Poste de déclaration pour les voyageurs dignes de confiance et de la technologie de reconnaissance de l'iris sera alignée avec ces données. Les données sont fournies seulement à titre d'information.

Le modèle d'établissement des coûts pour l'évaluation sera appliqué comme suit:

Modèle d'établissement des coûts	Description de l'évaluation
Page 1: Tableau Sommaire	Total de tous les tableaux du modèle pour calculer le prix total évalué de la soumission, qui sera utilisé pour calculer la note financière du soumissionnaire, puis pondéré à 30 % de la note globale.
Page 2: Logiciel pour la solution de poste de déclaration pour les voyageurs dignes de confiance et de la technologie de reconnaissance de l'iris.	Total des tableaux 1-1, 1-2, 1-3 de l'annexe B.
Page 3-4: Tableau 2-1	Le prix de la soumission par élément est multiplié par la quantité estimative, puis le total est calculé. Il est à noter que le prix d'achat sera basé sur le volume précisé dans chaque commande.
Page 5: Services d'entretien et de soutien optionnels.	Total du tableau 3-2. Le tableau comprend une demande de prix pour la période initiale du contrat ainsi que les années d'options.
Page 6: Tarifs de la main-d'oeuvre pour services professionnels	Total du tableau Table 4-1. Le taux journalier de la soumission par catégorie est multiplié par le nombre estimatif de jours pour chaque catégorie de professionnels, puis le total est calculé.
Page 7: Matériel et logiciel facultatifs	Total des tableaux 5-1, 5-3, 5-4.

Projet du poste de déclaration pour les voyageurs dignes de confiance et de la technologie de reconnaissance de l'iris

Demande de soumission

n° 47054-124625

Formulaires

Agence des services frontaliers du Canada

FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE

Formulaire 1

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION			
Dénomination sociale du soumissionnaire			
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins de l'évaluation (p. ex. pour des précisions)	Nom		
	Titre		
	Adresse		
	Téléphone		
	Télécopieur		
	Courriel		
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du soumissionnaire [voir les instructions uniformisées 2003]			
Autorité compétente : La province du Canada qui, à la demande du soumissionnaire, constitue l'autorité compétente pour l'application de tout contrat subséquent (si elle diffère de la province indiquée dans l'appel d'offres).			
Attestation relative au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi Si le soumissionnaire n'y est pas assujéti, en indiquer la raison à droite. S'il n'est visé par aucune des exceptions énumérées à droite, les exigences du Programme s'appliquent et le soumissionnaire est tenu : a) de transmettre au ministère des RHDC le formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ; ou b) d'indiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme. On demande au soumissionnaire de joindre à sa soumission son attestation relative au Programme ou le formulaire LAB 1168 signé; si cette information n'accompagne pas la soumission, elle doit être fournie à la demande de l'autorité contractante, durant l'évaluation. Dans le cas d'une cœntreprise, assurez-vous de fournir ces renseignements pour chacun de ses membres.	En apposant ma signature ci-après, j'atteste également, au nom du soumissionnaire, que ce dernier [cocher la case appropriée] : a) n'est pas assujéti aux exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel au Canada;		
	b) n'est pas assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> ;		
	c) est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif d'au moins 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (n'ayant pas soumissionné des contrats de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente;		
	d) est assujéti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré non admissible par le ministère des RHDC).		
Nombre d'employés à temps plein [On demande au soumissionnaire d'indiquer le nombre total de postes équivalents à temps plein (ETP) qu'il devra créer et conserver si le contrat lui était attribué. Ces renseignements sont fournis à titre indicatif seulement et ne seront pas évalués.]			
Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire [Indiquer le niveau et la date d'attribution]			
En apposant ma signature ci-dessous, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que : 1. le soumissionnaire considère qu'il les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. cette soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions; 3. tous les renseignements fournis dans la soumission sont complets, véridiques et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses du contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions.			
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire			

Formulaire 2

Formulaire 2

Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel (FOM)

Le présent formulaire vise à confirmer que le fabricant original de matériel (FOM) nommé ci-après a autorisé le soumissionnaire nommé ci-après à fournir et à maintenir ses produits dans le cadre du contrat attribué suite à la demande de soumissions indiquée ci-après.

Nom du FOM	_____
Signature du signataire autorisé du FOM	_____
Nom en caractères d'imprimerie du FOM	_____
Titre en caractères d'imprimerie du FOM	_____
Adresse du signataire autorisé du FOM	_____
N° de téléphone du signataire autorisé du FOM	_____
N° de télécopieur du signataire autorisé du FOM	_____
Date de signature	_____
Numéro de la demande de soumissions	_____
Nom du soumissionnaire	_____

Formulaire 3

Formulaire 3

Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciels

(à remplir lorsque le fournisseur est l'éditeur de logiciels)

Demande de soumissions n° _____

Le soumissionnaire atteste qu'il est l'éditeur des logiciels et des composants de logiciel suivants et qu'il a tous les droits requis pour fournir les licences de ces logiciels (et de tous les sous-composants non exclusifs intégrés aux logiciels), libres de redevances pour le Canada :

Nom du soumissionnaire : _____

Signature du signataire autorisé du soumissionnaire : _____

Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du soumissionnaire : _____

Titre du signataire autorisé du soumissionnaire : _____

N° de téléphone du signataire autorisé du soumissionnaire : _____

(Les soumissionnaires devraient ajouter ou supprimer des lignes au besoin.)

Formulaire 4

Formulaire 4 Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciels (à remplir lorsque le fournisseur n'est pas l'éditeur de logiciels)	
Le présent formulaire vise à confirmer que l'éditeur de logiciels nommé ci-après a autorisé le soumissionnaire nommé ci-après à fournir des licences de son logiciel dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions nommée ci-après.	
Cette autorisation s'applique aux logiciels suivants :	
<hr/>	
<hr/>	
<hr/>	
(Les fournisseurs devraient ajouter ou supprimer des lignes au besoin.)	
Nom de l'éditeur de logiciels	<hr/>
Signature du signataire autorisé de l'éditeur de logiciels	<hr/>
Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé de l'éditeur de logiciels	<hr/>
Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé de l'éditeur de logiciels	<hr/>
Adresse du signataire autorisé de l'éditeur de logiciels	<hr/>
N° de téléphone du signataire autorisé de l'éditeur de logiciels	<hr/>
N° de télécopieur du signataire autorisé de l'éditeur de logiciels	<hr/>
Date de signature	<hr/>
Numéro de la demande de soumissions	<hr/>
Nom du soumissionnaire	<hr/>



**FOR GOVERNMENT USE ONLY
POUR USAGE DU GOUVERNEMENT SEULEMENT**

Special Investigations Directorate File No.
N° de dossier de la Direction des enquêtes spéciales

Date Received (Y-A M D-J)
Date de réception

**CONSENT TO A CRIMINAL RECORD VERIFICATION
CONSENTEMENT À LA VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE D'UN CASIER JUDICIAIRE**

This form must be completed and signed by each individual who is currently on the Board of Directors of the Bidder/Offeror/Supplier and provided with the Bid/Offer/Arrangement.

Le présent formulaire doit être rempli et signé par chaque membre du conseil d'administration du soumissionnaire/de l'offrant/du fournisseur et fourni avec la soumission/l'offre/l'arrangement.

**A PRIVACY ACT STATEMENT
ÉNONCÉ CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

The personal information requested on this form is collected under the authority of subsection 750(3) of the *Criminal Code*, paragraph 42(1(c)) of the *Financial Administration Act*, and sections 7 and 21 of the *Department of Public Works and Government Services Act*. The information will be used for validating the criminal conviction certifications necessary for obtaining or maintaining a procurement instrument. It may be shared with other government departments, agencies, as well as provincial, territorial, and federal courts, within the limits of what is required to conduct the criminal conviction verification.

A refusal to provide information will result in the bid/offer/arrangement being rejected or the contract terminated, the standing offer being set-aside or the supply arrangement being cancelled, as applicable.

The personal information is described in personal information bank PWGSC PPU 184 - Integrity Assessment Program. Individuals have a right of access to, correction of and protection of their information in accordance with the *Privacy Act*.

Les renseignements personnels demandés dans le présent formulaire sont recueillis en vertu du paragraphe 750(3) du *Code criminel*, du paragraphe 42(1(c)) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et des articles 7 et 21 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*. Ces renseignements seront utilisés pour valider les attestations de condamnation au criminel nécessaires pour obtenir ou conserver un instrument d'approvisionnement. Les renseignements peuvent être diffusés à d'autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'à des tribunaux provinciaux, territoriaux et fédéraux, dans les limites de ce qui est requis pour la vérification des condamnations au criminel.

À défaut de fournir les renseignements demandés, la soumission/l'offre/l'arrangement sera rejeté ou le contrat résilié, l'offre à commandes sera mise de côté ou l'arrangement en matière d'approvisionnement sera annulé, selon le cas.

Les renseignements personnels sont décrits dans les fichiers de renseignement personnels n° TPSGC PPU 184 - Programme de l'évaluation de l'intégrité. Les personnes ont le droit d'accéder aux renseignements personnels qui les concernent, ainsi que de les faire corriger ou protéger, conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

**B BIOGRAPHICAL INFORMATION - Must be completed by the individual
RENSEIGNEMENTS BIOGRAPHIQUES - À remplir par l'individu**

Family Name (Last Name) - Nom (de famille)

Family Name at Birth - Nom de famille à la naissance

Full Given Names (No initials) - Prénoms au complet (aucune initiale)

All other previously used names (i.e. maiden name, previously married names, legal name change, nicknames)
Tout autre nom utilisé (tel que nom de jeune fille, noms maritaux précédents, changement de nom légaux, sobriquets)

Gender - Sexe

☐

Male
Masculin

☐

Female
Féminin

Date of Birth - Date de naissance (Y-A M D-J)

**Current Residential Information
Information résidentielle actuelle**

Apartment No. - N° d'appartement

Street No. - N° civique

Street Name - Nom de la rue

City - Ville

Province

Postal Code - Code postal

C	CONSENT - Must be signed by the individual CONSENTEMENT - Doit être signé par l'individu
----------	---

I, the undersigned, confirm that I have read and understand the above *Privacy Act* statement and that I consent to the collection and use of my personal information as described therein.

Je, soussigné, confirme avoir pris connaissance de l'Énoncé concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et consens à la collecte et à l'utilisation des renseignements personnels fournis aux présentes.

Signature	
Print Name - Nom en lettres moulées	Date (Y-A M D-J)

D	ADMINISTRATIVE INFORMATION - Internal Government Use Only RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS - Pour usage interne du gouvernement seulement	
Requesting Branch/Sector/Directorate/Division - Direction générale/Secteur/Direction/Division requérante		
Solicitation/Proposed Contract No. - N° de la demande de soumission/N° du contrat		Date of Request (Y-A M D-J) Date de la demande
Requesting Contact Person - Personne-ressource requérante	Contact Person Tel. No. - N° de tél. de la personne-ressource	